

« L'Economie » : le front de la faim

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14993 7 F

MARDI 15 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Accord sur le budget communautaire et sur les concessions faites au Danemark

Les compromis d'Edimbourg permettent de poursuivre la construction européenne

Sauvetage

CE qui s'est produit à Edimbourg n'est pas un miracle, et la grave crise que traverse depuis plusieurs mois la Communauté ne s'est pas évaporée en vingt-quatre heures dans un château écossais. Les compromis intervenus sont d'abord affaire de réalisme : ni M. Gonzalez, qui s'est battu pour le « sud » européen avec une opiniâtreté digne de M. Thatcher, ni le Danais Poul Schlüter, qui jouait cette fois la survie de son gouvernement, ni M. John Major, harcelé par les « eurosceptiques » britanniques, ni aucun des dirigeants présents, n'aurait intérêt à « casser la baraque » européenne.

La première leçon d'Edimbourg est celle-ci : quand le morosité économique grippe tous les rouages communautaires, quand les marchés s'affolent, quand l'Europe impuissante dans la crise yougoslave se discrédite, quand les opinions se replient frileusement et que les gouvernements (plusieurs d'entre eux du moins) se dirigent vers des échéances électorales, au pire moment donc, la Communauté a encore le ressort de se sauver elle-même.

UNE absence de compromis sur la question danoise aurait porté en elle l'éclatement de l'Europe ; de même, et peut-être plus sûrement encore, un échec des discussions sur le budget communautaire pour les prochaines années. Le pire a donc été évité, et les écarts qui avaient surgi ces derniers mois ont été écartés. Il a certes fallu en payer le prix, mais il y a quelque facilité polémique à dénoncer, comme l'ont fait dimanche plusieurs représentants français de l'opposition, « l'Europe à la carte » qui sort du sommet d'Edimbourg.

Fallait-il opposer aux détracteurs dans la rigidité absolue du principe d'une Europe à une seule vitesse et renoncer, ce faisant, non seulement à l'appartenance du Danemark à la Communauté, mais aussi, à coup sûr, à celle de la Grande-Bretagne ? On ne considère pas aussi légèrement la Communauté de ses pays membres. Les dix autres n'ont pas eu cependant d'avoir à en venir à cette extrémité. Ils l'ont fait pour sauver le traité de Maastricht : d'un éventuel second échec au Danemark : le traité, ont-ils affirmé, sera en toute hypothèse appliqué par ceux qui l'ont redité. Ils l'ont fait aussi peut-être pour aider MM. Schlüter et Major à imposer ce traité chez eux, en faisant prendre conscience aux électeurs danois et aux parlementaires britanniques de ce que coûterait à ces deux pays un rejet, à savoir la sortie du club des Douze.

CELA étant, la crise perdure sur le fond. Elle tient au fait que deux conceptions de l'Europe continuent de s'opposer : l'une libre-échangiste et très peu contraignante, qui se satisfait d'une simple coopération entre gouvernements, l'autre qui s'inscrit nettement dans une logique de type fédéral. Ce débat, qui n'est pas récent, n'est pas près non plus de s'achever, puisqu'il va être mis ces prochaines années à l'épreuve de la construction de l'Union monétaire et à celle de l'élargissement. Rien ne dit qu'il se dénouera par la victoire d'une des deux conceptions sur l'autre, et qu'il ne faudra pas au contraire institutionnaliser cette Europe à plusieurs vitesses présentée pour l'instant comme un arrangement qu'on espère transitoire.

M0147 - 1215 0 - 7.00 F



M. Roland Dumas a qualifié d'« inespéré » le résultat du sommet d'Edimbourg, qui s'est tenu les 11 et 12 décembre. Les Douze sont parvenus à des compromis sur la question danoise et sur le financement de la Communauté pour les prochaines années, qui permettent la poursuite de la construction européenne.

EDIMBOURG

de nos envoyés spéciaux

Le sommet d'Edimbourg a rempli sa mission. L'accord conclu sur les deux plus importants dossiers inscrits à l'ordre du jour - la question danoise et la programmation budgétaire pour les sept années à venir - dégage la voie à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, qui, si les électeurs danois puis la Chambre des communes donnent leur feu vert, devrait être possible à l'été 1993.

Le Danemark, mais également la Grande-Bretagne, soupçonnés de ne porter qu'un enthousiasme relatif à la stratégie de Maastricht, ont été dûment avertis de la volonté de leurs dix partenaires d'aller de l'avant et d'appliquer le traité en cas de nouveau succès du « non » au second référendum danois ou de vote négatif aux Communes. « Rien ne les arrêtera », a résumé M. François Mitterrand.

PHILIPPE LEMAÎTRE et CLAUDE TRÉAN

Lire la suite page 4

Lire aussi

- Le brillant rétablissement de M. Major par LAURENT ZECCHINI
- L'accord sur le financement de la CEE
- Les Douze et la Bosnie
- La maintien du Parlement européen à Strasbourg par JEAN DE LA GUÉRIÈRE et MARCEL SCOTTO
- La succession de M. Scrivener à la Commission européenne par DANIEL CARTON pages 3, 4 et 5
- Morosité patronale par ALAIN VERNHOLLES page 17

Le mystère Van Gogh

La polémique sur les dessins découverts par deux chineurs français rebondit avec les conclusions d'un nouvel expert

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'affaire Van Gogh, au centre de laquelle se trouvent des dessins que le Laboratoire de police scientifique de Paris a authentifiés « comme étant de la main » de l'artiste mais que le Musée Van Gogh d'Amsterdam « ne considère pas comme authentiques », rebondit.

Valérie Noizet et Francesco Piateroti, les deux amateurs d'art chineurs qui affirment avoir acheté les œuvres dans « une brocante des environs d'Arles en avril 1990 » - sans plus de précision - sont sur le point de recevoir un

message décevant en provenance du Musée Kröller-Müller, à Otterlo, dans l'est des Pays-Bas, qui est « le sanctuaire » des dessins de Van Gogh.

Son conservateur, Johannes van der Wolk, nous a indiqué qu'il avait adressé, la veille, aux propriétaires des dessins exhumés une lettre les informant de « la conclusion » de son expertise : elle est « négative ». Selon M. van der Wolk, « il n'y a pas de motifs suffisants pour supposer que Van Gogh puisse être le dessinateur de ces œuvres ».

CHRISTIAN CHARTIER

Lire la suite page 14

L'ÉCONOMIE

Le front de la faim

Pour la première fois le combat contre la malnutrition a pris, en Somalie, un tour militaire. Mais le bilan de vingt ans de lutte sur le front économique reste négatif et décevant. Enquête d'Olivier Piot.

Lire aussi : « La réussite chilienne », par ERIK IZRAELEWICZ ; « La France sous-informée » ; « Mazda choisit l'écologie » ; notre dossier : « La baby-boom », et la chronique de PAUL FABRA.

pages 25 à 38

L'enlèvement d'un militaire à Lod

Epreuve de force en Israël avec les islamistes

Une épreuve de force oppose Jérusalem aux islamistes. Les autorités israéliennes étaient toujours sans nouvelles, lundi 14 décembre en fin de matinée, du soldat que le Mouvement de résistance islamique (Hamas) avait enlevé la veille à Lod en vue d'obtenir la libération de son chef, Cheikh Ahmed Yassine, condamné à la prison à perpétuité en octobre 1991.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Territoires occupés bouclés, permissions suspendues jusqu'à nouvel ordre pour tous les services de sécurité, patrouilles militaires intensifiées, mise en place d'une cellule gouvernementale de crise, appels renouvelés des autorités au calme des populations : les circonstances du spectaculaire enlèvement, dimanche matin à Lod, en plein cœur d'Israël, d'un sergent des gardes-frontières ont provoqué une émotion considérable dans tout le pays et déclenché la plus vaste opération de chasse à l'homme qu'on ait vue depuis

longtemps sur le territoire de l'Etat juif. « Si cheikh Ahmed Yassine n'est pas libéré avant dimanche 21 heures, précisait l'ultimatum adressé par les ravis-sieurs, l'officier de sécurité que nous détenons sera exécuté. » Signé par le groupe Azedine-al-Kassam, faction armée du Mouvement de résistance islamique (Hamas), le message avait été remis, quelques heures après l'opération, par deux hommes masqués au bureau du Croissant rouge de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

A Baidoa, des survivants en haillons

Dans quelques jours les soldats américains et français arriveront dans cette ville sinistrée de Somalie

BAIDOA

de notre envoyé spécial

On meurt moins à Baidoa. C'est M. Hussein Dahir, responsable du Croissant-Rouge chargé de collecter les cadavres, qui le dit : « Seulement 50 à 60 morts par jour. » Pour le seul mois de septembre 1992, il avait compté 5 979 corps. En octobre il en était à 2 934 ; en novembre il n'en restait plus « que » 1 379...

Le système marche mieux, aussi. « Avant, les gens étaient si faibles qu'ils n'avaient ni le courage, ni la force d'enterrer leurs morts. Ils les laissaient là, par terre et ils allaient ailleurs. Les cadavres se faisaient manger par les chiens, les chats, les rats. Aujourd'hui, nous avons mis au point un ramassage quotidien et avons ouvert quatre cimetières. »

Située au cœur de la Somalie, à 260 kilomètres à l'ouest de

Mogadiscio, Baidoa, passée, avec l'afflux des réfugiés, de 20 000 à 90 000 habitants, tente d'effacer les odeurs de putréfaction qui hantent ses murs.

Les paysans venus du bush voisin fourmillent par milliers dans les rues, dormant sur les trottoirs, entre les carcasses de voitures et les tas d'ordures, construisant des abris de fortune en tressant quelques branches autour de sacs en plastique, s'entassant sur ces

quelques kilomètres de terre rouge battue par le vent et brûlée par un soleil ardent. Baidoa attend. Dans quelques jours, les premiers contingents américains et français devraient atteindre la ville.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite

et nos informations page 6

ainsi que l'article

de CATHERINE SIMON

Le PS prend pour cible le RPR

Le PS a réuni, les 12 et 13 décembre à Paris, ses candidats aux élections législatives. Défendant leur bilan, les socialistes ont pris pour cible le RPR, accusé d'hégémonie par MM. Bérégovoy et Fabius.

page 7

Russie : répit dans la crise constitutionnelle

Le président Boris Eltsine pourra confirmer M. Egor Gaidar dans ses fonctions de premier ministre, au besoin « par intérim », en vertu d'un accord approuvé, samedi 12 décembre, par le Congrès des députés.

page 23

SPORTS

■ Le quatrième Raid Gau-lois : les fous du désert. ■ Le Vendée Globe : Neptune, compagnon de route des solitaires. ■ Hipisme : subside sous surveillance. ■ Les résultats.

page 15

Le sommaire complet se trouve page 23

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 ML ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre, 9 F ; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 220 CH ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KCS ; Tchécoslovaquie, 1 000 PS ; USA, 97¢ ; 2 \$; USA (Canada), 2,50 \$.

مكتبة العالم

DÉBATS

Un entretien avec Jean Delumeau

« Une nouvelle anthropologie chrétienne est à construire sur une vision plus réaliste des débuts de l'humanité »

« La peur, le péché, le paradis, le bonheur... Contre toutes les modes, vous continuez à explorer les sentiments et les mentalités collectives. Pensez-vous, comme Marc Bloch, que « les faits historiques sont, par essence, des faits psychologiques » ?

Exactement, et c'est tout le sens de mon travail d'historien depuis vingt ans. Les rêves des hommes sont une partie de leur histoire et la racine de la plupart de leurs actes. Grâce à Philippe Ariès, qui a fait une histoire de la mort et écrit *L'enfant et la Famille sous l'Ancien Régime*, nous avions déjà cette sorte d'histoire « psychologique ». Mais, aussi curieux que cela puisse paraître, des thèmes centraux pour le destin des hommes, comme la peur, le péché, la culpabilité, le sentiment de sécurité et le bonheur étaient largement en friche ou inexplorés. N'est-ce pas le rôle de l'historien d'éclairer les zones d'ombre, des comportements passés pour comprendre les phénomènes d'aujourd'hui ?

Mais à la vocation de l'historien se joint l'engagement du chrétien.

Sans aucun doute. Si un historien doit toujours viser l'objectivité, prendre en compte toutes les thèses, y compris celles qui le gênent, il n'est jamais neutre. Michélet n'était pas neutre, Lavisse non plus. Un historien est toujours engagé de s'investir. Je me suis donc engagé dans l'histoire religieuse, à la fois comme historien et comme chrétien, angoissé par le problème dramatique pour moi de la déchristianisation, curieux aussi d'interroger le passé pour savoir s'il peut éclairer les chances d'une nouvelle évangélisation. J'aimerais, pour ma modestie, aider les Églises chrétiennes à mieux se situer dans le présent et à inventer leur avenir.

Mais en posant la question des ressorts psychologiques et historiques de la déchristianisation, vous heurtez de front une certaine tradition d'autorité dans l'Église. Vous n'avez pas que des amis dans la hiérarchie catholique...

Je suis très indépendant, en effet, et peut-être mieux placé à la « base » qu'au sommet. À l'issue d'une conférence à Genève, on me demandait un jour quelle aurait été ma position au seizième siècle : serais-je resté catholique ou devenu protestant ? J'ai répondu que j'aurais fait comme Erasme, qui ne suivait pas Luther dans le schisme, mais qui condamnait l'excommunication du réformateur. Oui, j'aurais été « érasmeur » !

Je suis convaincu, en tout cas, que les grandes Églises chrétiennes ont tout intérêt à ne pas bouder l'histoire et, au contraire, à regarder leur passé bien en face. Comment nier, par exemple, le rôle joué, dans la déchristianisation de la France notamment, par des pratiques comme la confession obligatoire et détaillée des fautes, qu'on ne doit pas confondre avec un aveu libre et volontaire ? Celui-ci sera toujours une nécessité psychologique pour des personnes qui attendent reconfort et pardon. Mais imposée une fois l'an à partir du quatriième concile du Latran (treizième siècle), alourdie après le concile de Trente

Né à Nantes le 18 juin 1923, ancien élève de l'École normale supérieure, Jean Delumeau est, depuis 1975, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire d'histoire des mentalités religieuses et, depuis 1988, membre de l'Institut. Ses vingt-cinq ouvrages ont fait l'objet de traductions diverses en Europe et au Japon.

C'est dans l'histoire des sentiments que ce spécialiste de la Renaissance et de la Réforme a acquis son autorité, écrivant, en 1978, *La Peur en Occident* ; en 1983, *Le Péché et la peur* ; en 1989, *Le Sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois* ; en 1990, *L'Aveu et le Pardon*. Enquêtant désormais sur les rêves de bonheur, il vient de publier, chez Fayard, le premier tome d'une histoire du paradis (le Monde du 2 octobre 1992).

Cet historien est aussi un intellectuel catholique, engagé dans son Église (ce que je crois en 1985), où il a enseigné... le catéchisme à des enfants. Dans l'entretien ci-dessous, il remonte le processus de la déchristianisation, les chances de la « nouvelle évangélisation »

(seizième) par l'aveu détaillé de tous les péchés mortels, la confession obligatoire a pesé lourd sur l'histoire du monde catholique. Quand le culte a été rétabli à la fin de la Révolution française, beaucoup de fidèles, à cause d'elle, ont renoncé à refaire leurs plaques.

Ce n'est pas tout. L'insistance catholique – mais aussi protestante – sur l'enfer, la damnation et « le petit nombre des élus », qui est une formule mal comprise, a traumatisé, avant de détourner du christianisme, des générations entières. On mesure mal l'impact, dans l'histoire, pas seulement religieuse, d'une telle pastorale.

Quand, au dix-huitième siècle, Nicolas Bergier, l'un des plus grands apologistes catholiques français, qui ferraillait avec Voltaire et les encyclopédistes, mesura les désastres psychologiques provoqués par le pessimisme augustinien dominant l'époque et par la crainte de l'enfer, il se mit à écrire un *Traité de la rédemption*. Mais il n'osa pas le publier, de peur d'aller contre la doctrine officielle. Dans sa correspondance récemment éditée, il s'y déclare convaincu qu'Adam n'a pu transmettre à ses descendants la peine éternelle et qu'il n'est pas vrai que nous naissons tous coupables devant Dieu.

Souvenez-vous de la phrase cinglante de Diderot : « Il n'y a pas de bon père qui voudrait ressembler à notre Père céleste. » Elle traduisait le climat d'une époque. En sommes-nous si loin aujourd'hui ? Il y a urgence pour les Églises chrétiennes à présenter une image cohérente du



chère à Jean-Paul II et d'une réunification des Églises chrétiennes qu'il appelle à un examen sérieux de leur passé, pour affronter les questions de la modernité.

Dieu « infiniment bon » qu'elles enseignent et auquel je crois. Si nous continuons à nous battre avec les encyclopédistes d'aujourd'hui – les athées – avec des arguments éloignés de toute modernité, alors nous perdons notre temps.

Comment expliquez-vous cette fascination, à tous les âges de grande mutation pour l'humanité, jusqu'à aujourd'hui, pour cette culpabilisation, la sens du péché et de la damnation ?

Il est vrai que saint Paul a beaucoup parlé du péché, mais il ajoutait dans son épître aux Romains : « La loi du péché s'est multipliée, la grâce a surabondé ! ». En fait, c'est saint Augustin qui a dramatisé la théorie du péché originel et a inventé la formule terrible « masse de damnation » pour caractériser l'humanité issue du péché originel et expliquer la sentence « beaucoup d'appelés et peu d'élus ».

« L'image du Dieu punisseur et vengeur a été un facteur puissant de déchristianisation »

Vous allez me dire : tout cela remonte à loin. Qui est son Saint Augustin à été l'un des derniers Pères de l'Église latine. Avec l'effondrement de l'Empire romain, nous avons tous été coupés du monde grec. L'Occident a peu ou pas connu les Pères grecs. Or ceux-ci ont un tout autre discours sur l'homme. Certes, ils ne méconnaissent pas le péché, mais, beaucoup plus que les Occidentaux, ils mettent l'accent sur la grâce et le pardon. Ils sont moins dionysotiques que nous. L'Occident insiste sur le vendredi saint, l'Orient sur le jour de Pâques. Mes enquêtes historiques m'ont convaincu que l'image du Dieu punisseur et vengeur a été un facteur décisif d'une déchristianisation dont les racines sont anciennes et puissantes. Elle ne remonte évidemment pas, comme le prétendent les intégristes, au concile Vatican II !

Mais précisément le premier tome de votre *histoire du paradis*, qui vient de paraître, ouvre tout autre page : celle d'un Dieu qui aime et pardonne.

Le paradis terrestre et le péché originel ont toujours eu partie liée dans l'histoire et la théologie. Pim on embellissait le jardin d'Eden, plus on attribuait à nos « premiers parents » des dons et des privilèges hyperboliques, mais plus on aggravait, par contraste, le péché originel et ses conséquences. Je suis convaincu qu'une nouvelle anthropologie chrétienne est à construire aujourd'hui sur une vision plus réaliste des débuts de l'humanité. Si on renonce, comme tout pourrait nous y inviter, à l'existence d'un paradis terrestre, on renonce en

même temps à l'image noire d'un Dieu punissant l'humanité balbutiante des origines. Le nouveau catéchisme romain apporte-t-il, sur ce point, les éclaircissements et les apaisements nécessaires ?

C'est l'insupportable de l'Église à intégrer certaines données incontestables de la modernité que vous mettez en cause. Ne vient-elle pas de réhabiliter, mais avec quel retard, Galilée ?

Même tardive, cette réhabilitation est heureuse. Le pape a même dit à cette occasion que « le théologien a le devoir de se tenir régulièrement informé des acquisitions scientifiques et d'opérer des révisions dans son enseignement ». Aujourd'hui, c'est vrai, nous sommes affrontés, dans le domaine de la Préhistoire, à des acquis scientifiques aussi redoutables que la rotation de la Terre autour du Soleil ! Nous savons que l'homme a au moins 2,5 millions d'années.

Comment imaginer que les premiers hommes et les premières femmes, inventant, dans des conditions difficiles, les premiers outils et les premiers langages, construisant les premières cabanes, nient être dotés d'une liberté telle qu'ils auraient commis une faute de dimension cosmique, provoquant la colère de leur créateur et la damnation de leur postérité ? Quelle était leur capacité intellectuelle et morale de juger entre le bien et le mal ? Il n'y a aucune cicatrice sur la terre d'un paradis terrestre, ni de la rotation de la Terre autour du Soleil, et il n'y a aucune trace d'aucune amputation d'un âge d'or.

Il est urgent que la théologie se mette à jour et tienne compte des acquis scientifiques. Tous ceux qui apprennent le catéchisme aux enfants savent la quasi-impossibilité de concilier le récit de la Genèse, si on le prend au pied de la lettre, avec l'enseignement de la Préhistoire. N'est-il pas possible de renoncer à des figures de doctrine aussi traditionnelles, qui ne conviennent plus l'homme d'aujourd'hui ? De se souvenir que Jésus n'a jamais souffert du mot du péché originel, ni du paradis terrestre ? D'admettre enfin que si le mal a fait bouillir de neige dans l'histoire des hommes, le bien l'a fait aussi ? C'est une nouvelle affaire Galilée qui commence, et elle risque de durer encore plus longtemps que la première. Notre connaissance scientifique de l'évolution réduit à néant la lecture fondamentaliste de la Genèse.

Je suis convaincu qu'on peut concilier les évangiles avec ce que la science nous apprend aujourd'hui des origines de l'homme. Le mal existe. C'est un fait d'expérience. La formule fréquente dans la bouche de Jésus, « le péché du monde », me paraît caractéristique beaucoup de nos situations individuelles et collectives. Mais c'est un des droits fondamentaux de l'homme de n'être pas accusé pour un crime qu'il n'a pas commis. L'Église catholique elle-même, à Vatican II, n'a-t-elle pas renoncé à tenir les juifs dans leur ensemble pour coupables de la mort de Jésus ? Le nouveau catéchisme romain suit à cet égard, et heureusement, Vatican II.

Yahvé, s'adressant à son peuple par la bouche d'Ézéchiel, lui dit :

« Un fils ne portera pas la faute de son père, ni un père la faute de son fils : au juste sera imputée sa justice et au méchant sa méchanceté. » Or le théologien traditionnel du baptême était fondé sur notre culpabilité héréditaire depuis Adam et Eve. D'où la formule dramatique de Pascal : « Nous naissons coupables, ou Dieu est injuste. »

Est-ce que l'Église maintient encore cette notion ? A-t-elle vraiment renoncé à la théologie sanglante qui faisait du Père engager la mort de son Fils, alors qu'il avait arrêté la main d'Abraham sur le point de sacrifier Isaac ? Il ne peut y avoir ici de réponse que par un oui ou par un non. Il n'y a pas de circonlocution possible.

Seules des révisions déclinées par rapport au passé, à la science et aux données, peuvent mener donc à l'Église d'être mieux en phase avec la modernité ?

Oui. Ma préoccupation permanente est de m'interroger sur les causes de la déchristianisation, mais aussi, je l'ai dit, sur les chemins de cette nouvelle évangélisation, dont parle tant le pape. Pour moi, elle suppose un dialogue constant avec la modernité. Or quels sont, aujourd'hui, les fondements de notre modernité européenne et occidentale ? Il y a d'abord un héritage judéo-chrétien que, pour ma part, je ne sais pas du tout, pour à envoyer par-dessus bord. Dans l'enseignement primaire et secondaire, d'un point de vue objectif, il faudrait même lui redonner toute sa place. Mais il y a aussi les progrès des sciences et de la technique et un héritage culturel qui nous a légué en particulier les droits de l'homme, la tolérance et la démocratie pluraliste.

En tant qu'historien, je suis convaincu que le christianisme doit prendre en compte ces trois grandes composantes de notre mentalité moderne : notre héritage religieux, nos conquêtes scientifiques et l'aspiration à la participation, que la démocratie pluraliste concrétise sur le plan politique. Je n'ai pas qualité pour dire de façon précise sous quelle forme la concertation devrait être institutionnalisée dans l'Église catholique, mais l'absence évidente d'un vrai dialogue entre les fidèles et les autorités romaines saute aux yeux et détermine dans l'opinion l'image du catholicisme.

Mais après le goulet, après Auschwitz, devant les nouveaux débordements, dans l'Europe d'aujourd'hui, de l'antisémitisme et du racisme, beaucoup de croyants doutent de cette modernité dont vous parlez qui, en tuant Dieu, à l'ère du rationalisme et du scientisme, a fini par exister tout sentiment de culpabilité et par tuer l'homme.

J'en suis tellement convaincu que je l'ai moi-même écrit dans mon *Ce que je crois*, en 1985. Si aucun Dieu n'a « voulu » l'homme, comme le dit le rationalisme ou le scientisme, alors l'homme n'a ni statut particulier, ni vocation « propre ». Il est là par hasard, provisoirement, et il disparaîtra. Il n'a donc pas de valeur en lui-même. Pour les chrétiens, Dieu s'est fait, par l'incarnation, solidaire de l'homme et

l'homme est ainsi devenu sacré. Cela rappelle, il faut se rendre à l'évidence, Notre société compte un nombre important d'agnostiques ou d'athées qui – hélas ! – ont non du christianisme – sont d'ardents et généreux défenseurs des droits de l'homme. La place des chrétiens est à leur côté.

Certains auteurs comme le cardinal Lustiger, dans le *Choix de Dieu*, font un lien direct entre la Révolution au dix-huitième siècle, les philosophes du soupçon au dix-neuvième et les totalitarismes du vingtième. Faites-vous aussi ce lien ?

Cette filiation me paraît contestable sur le plan historique. Notre Déclaration des droits de l'homme date tout de même de 1789. De surcroît, je ne peux oublier que l'Église, en se fiant sur des positions de refus de dialogue, a mis mal à l'aise et repoussé des générations entières d'hommes demeurés loins d'elle. Comment oublier aussi que c'est elle qui a inventé la procédure inquisitoriale, pire que l'acquisition elle-même : pas d'avocat, secret du nom de l'accusateur, interrogatoire sous la torture ?

Comment oublier qu'avant l'époque contemporaine, celle d'Auschwitz et du goulet, la période la plus cruelle de l'histoire occidentale, fut celle des guerres de religion ? Elles furent horribles. C'est vrai qu'au vingtième siècle, on a fait pire, mais je ne puis m'empêcher d'être reconnaissant aux déistes du dix-huitième siècle d'avoir obligé l'Église à réviser son image de Dieu et d'avoir diffusé la notion de tolérance.

Placer ses espoirs dans des réformes institutionnelles, n'est-ce pas se faire illusion ?

Sans doute, mais les problèmes de gouvernement expliquent encore largement les tensions œcuméniques. L'histoire des schismes dans l'Église, dont se sont séparés d'abord les orthodoxes, puis les pro-

« Une nouvelle affaire Galilée commence et risque de durer plus longtemps que la première »

testants, prouve que le centralisme romain a joué un rôle important dans les ruptures et contribue encore aujourd'hui à bloquer les avancées unificatrices. Pour moi, les plus grands problèmes entre l'Église catholique et les Églises sœurs ne sont pas de nature dogmatique.

Dans le refroidissement actuel de l'œcuménisme, tous les torts ne sont pas du côté romain, et je tiens à le souligner. Mais je reste persuadé que, si un jour la « réunion » se réalise entre les grandes Églises chrétiennes, ce sera sans vainqueurs ni vaincus, et par l'adoption d'une forme de gouvernement largement décentralisée. Paul VI avait raison de déclarer qu'il était, non comme homme, mais comme chef de l'Église romaine, un obstacle majeur à l'œcuménisme. L'unité des chrétiens ne nécessite pas la suppression de la papauté, mais une nouvelle définition de celle-ci. Pour sa part, l'ordination d'hommes mariés ou de femmes, très débattue en ce moment, ne devrait pas constituer un obstacle à l'avancée œcuménique, car elle est un problème disciplinaire et non dogmatique.

Les Églises chrétiennes me paraissent avoir encore de grands atouts dans leur jeu et je m'en réjouis. Mais la fréquentation du passé me conduit à prendre position dans le présent et à souhaiter que les Églises chrétiennes se libèrent enfin d'un certain nombre de lourds bagages, devenus inutiles, pour prochainement ensemble que Dieu a fait « alliance » avec l'humanité, que l'incarnation de son Fils est venu sceller cette alliance et qu'après le difficile parcours initiatique de la vie sur Terre, nous sommes tous appelés à une « transfiguration ». Et au regard de cette « bonne nouvelle », les problèmes de gouvernement ecclésiastique ont, à mon avis, bien peu d'importance.

Propos recueillis par HENRI TINCO

orientations
SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mlle
Adresse _____ Ville _____
Code postal _____
Niveau d'études 92-93 _____ Age _____

désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistantes de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Ingénieur Informatique
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Électronique	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATO**

ÉTRANGER

Les conclusions du conseil européen d'Edimbourg

Le brillant rétablissement de M. John Major

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

« John Major doit être content ! » Venant de M. Felipe Gonzalez, cet hommage indirect était plus précieux que les commentaires approbateurs qui ont salué le rôle joué par le premier ministre britannique pour arriver aux conclusions du sommet d'Edimbourg.

Son homologue espagnol fut en effet le principal adversaire des positions défendues par la Grande-Bretagne au cours des négociations, et si l'Espagne n'avait pas, elle aussi, atténué son intransigence initiale, c'est par ce « désastre » trop vite annoncé que se serait achevé, à la fin du mois, le mandat britannique.

Les « péripéties » d'une présidence sans lustre s'effacent ainsi devant son bilan final. Non sans raison, les partenaires de la Grande-Bretagne, quasi unanimement, avaient crié haro sur l'absence d'initiatives de Londres et dénoncé l'attitude, jugée parisienne, d'une présidence qualifiée de « calamiteuse » par un ministre français.

Approbation aux Communes

Quel contraste en soixante-douze heures ! M. Mitterrand est d'accord pour considérer que, « si on juge aux résultats », le bilan britannique est un succès, et M. Uffe Ellemann-Jensen, le ministre danois des affaires étrangères, loue la « persévérance et l'ingéniosité » de M. Major. C'est la présidence britannique, selon M. Jacques Delors, qui a permis « de dénouer les situations difficiles » à Edimbourg. En cas d'échec, la présidence britannique aurait été désignée comme la boue émissaire. Mais la vérité européenne a été sortie de l'ornière et le soulagement est général. Dans cette entreprise de redressement, la Grande-Bretagne — c'est

la nouveauté — a fait preuve du même souci de compromis que ses partenaires.

Le premier ministre britannique va donc, pendant quelque temps, bénéficier des « retombées » d'Edimbourg : lundi, c'est une très large approbation qui l'attendait à la Chambre des communes, les partis d'opposition (travailleurs et démocrates-libéraux) se félicitant, dans l'ensemble, de l'issue du conseil. Ce soutien ne sera cependant ni unanime (les « eurosceptiques » du parti tory, comme ceux du Labour, n'ont aucune intention de mettre une sourdine à leur campagne) ni sans restrictions, mais les points positifs l'emportent.

M. Major est en effet parvenu à atteindre les principaux objectifs annoncés en juillet, au début de la présidence britannique : un accord sur le financement futur de la Communauté, une solution au problème des dépenses, l'adoption de dispositions pour éviter les dépréciations de la Commission de Bruxelles sur la « souveraineté » britannique (c'est le rôle de la « stabilité », enfin l'ouverture des négociations sur l'élargissement de la Communauté. Plus important encore, le rabais de la contribution budgétaire britannique est préservé.

Mais ce succès diplomatique a son prix : le premier ministre a dû accepter une augmentation très substantielle du montant de l'enveloppe budgétaire de la Communauté et donc de celui de la contribution britannique. Le parti travailliste et les « eurosceptiques » vont accuser M. Major de n'avoir conservé ses économies (le rabais) que par de nouvelles dépenses. Sur le plan diplomatique, d'autre part, M. Major aura réussi à conserver jusqu'au bout le soutien du chancelier Kohl, lequel lui avait permis, à Maastricht, d'obtenir les clauses d'exemption sur la monnaie unique et la charte sociale.

Pour le Foreign Office, toujours soucieux de glisser

des coins dans le dialogue franco-allemand, ce bénéfice n'est pas mince. Cette « amitié » avec Bonn, pourtant récemment soumise à dure épreuve dans la crise monétaire, a dans l'ensemble perduré, même si, pour mettre un terme au dialogue de sourds qui naquit de sa prolongation entre M. Gonzalez et M. Major, M. Kohl a finalement pris position en faveur d'une plus grande solidarité financière des pays « riches » au bénéfice des plus « pauvres », réclamée par M. Gonzalez. Ce jeu d'équilibre s'est effectué sans beaucoup de heurts, Londres et Paris entendant, d'autre part, des relations inhabituellement « harmonieuses », comme l'ont attestés les propos conciliants de M. Mitterrand à l'égard du premier ministre britannique.

Un « geste » à l'égard de Bonn

Dans le tribut acquiescent par M. Major figure le renoncement officiel au siège de la future banque centrale européenne. La candidature de Londres s'est effacée à la fois parce qu'il était nécessaire de faire un « geste » à l'égard de Bonn (l'acceptation d'une augmentation de dix-huit sièges allemands au Parlement de Strasbourg en constitue un autre) et aussi parce qu'elle était paradoxale : s'étant affranchie de l'obligation d'adopter la monnaie unique, Londres pouvait difficilement exiger d'être l'hôte de la banque centrale.

Du point de vue britannique, une autre « victoire » a été remportée à Edimbourg : les partenaires de la Grande-Bretagne n'ont, officiellement, fixé aucun ultimatum ni délai à la ratification du traité de Maastricht par le Parlement de Westminster. « Personne n'a sérieusement proposé de date limite », a assuré M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, parce que c'est impossible d'engager d'un processus parlementaire.

M. Mitterrand a cependant cru pouvoir annoncer, sur la foi, a-t-il précisé, des indications de M. Major, que la ratification britannique serait pour l'essentiel achevée en juin.

Une incertitude demeure : en cas de nouveau « essai » dans le gouvernement de M. Major interromprait le processus de ratification devant les Communes, avec l'appui de l'opposition travailliste. Les autres pays l'ont averti à Edimbourg qu'ils entendaient bien dans ce cas appliquer le traité de Maastricht à dix. Interrogé sur cette perspective, le premier ministre britannique s'est contenté de répondre que la Communauté devait « continuer à durer ».

En dépit des apparences (la sortie de la livre sterling du système monétaire européen), M. Major demeure partisan d'une plus grande intégration de l'économie britannique dans celle de l'Europe. La décision qui a précédé la dévaluation de la monnaie britannique était purement monétaire et comptable (les réserves de la Banque d'Angleterre s'épuisèrent), et non idéologique. Il n'est pas sûr cependant que M. Major ait les moyens politiques de provoquer un retour de la livre dans le giron du SME, ni que la situation économique de la Grande-Bretagne le permette.

Les partisans d'un retour au « splendide isolement » constituent une minorité puissante. Mais le groupe de pression qui comprend les milieux financiers, les entreprises et le patronat exerce une influence tout aussi grande. Ils partagent l'opinion de M. Major selon laquelle la survie de l'économie britannique, déjà tournée à 80 % vers ses partenaires européens, réside en Europe. Pour cette raison, il est probable que si l'union économique et monétaire se fait, la Grande-Bretagne pourra difficilement rester à l'écart.

LAURENT ZECCHINI

Les réactions en France

M. Giscard d'Estaing : « Un échec pour l'approche franco-allemande de l'Europe »

Les partisans du traité de Maastricht en France ont exprimé leur soulagement à l'issue du sommet européen d'Edimbourg, mais aussi, pour certains d'entre eux, leurs critiques à l'égard du gouvernement français.

A « L'heure de vérité », sur France 2, M. Jacques Delors, président de la commission de Bruxelles, s'est déclaré « satisfait » d'un accord qui a prouvé, selon lui, la « capacité » de la Communauté « à surmonter les obstacles » qui se dressaient « à la stagnation de l'économie, les incidences monétaires, le « non » danois et la dispute ouverte entre les pays membres ».

Evocant la perspective de l'élargissement de la Communauté à la Suède, l'Autriche et la Finlande, M. Delors a indiqué que « les négociations commerciales ne pourront être finalisées que lorsqu'on sera au clair sur le traité de Maastricht ». L'Europe « n'est pas un self-service dans lequel chacun prend ce qu'il veut », a-t-il souligné. A propos des dérogations accordées au Danemark et au Royaume-Uni, M. Veil préfère parler d'une « Europe à plusieurs vitesses » et non d'une « Europe à la carte ». Elle a souligné que « d'ici à 1996 ces pays se décident » car, selon elle, « on ne peut pas être à la fois dedans et dehors ».

Au « Forum RMC-L'Express », M. Simone Veil, ancien président du Parlement européen, s'est réjoui que l'on ait « assuré les meubles ». A propos des dérogations accordées au Danemark et au Royaume-Uni, M. Veil préfère parler d'une « Europe à plusieurs vitesses » et non d'une « Europe à la carte ». Elle a souligné que « d'ici à 1996 ces pays se décident » car, selon elle, « on ne peut pas être à la fois dedans et dehors ».

« Si cette intégration ne concerne, dans un premier temps, que quelques pays, ce n'est pas une raison pour ne pas la réaliser », a déclaré au « Grand Jury RTL-Le Monde » M. Jacques Barrot, président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, qui a estimé qu'à Edimbourg « l'Europe n'est pas tombée en panne ». M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, a également affirmé, sur France 3, qu'il n'y avait « pas lieu de regretter » le statut particulier octroyé aux Danois et aux Britanniques, car, selon lui, « l'Europe a toujours été à plusieurs vitesses ».

En revanche, M. Valéry Giscard d'Estaing a déploré, sur Europe 1, un « accord ambigu » qui « nous éloigne de l'union politique de l'Europe ». « C'est un grand succès pour la diplomatie britannique et un échec pour l'approche franco-allemande de l'Europe », a-t-il ajouté. Pour l'ancien président de la République, « le tandem franco-allemand a mal joué sa partie européenne » et ces deux pays « ont baissé les bras ».

« Nous ne voulions pas d'une Europe à deux vitesses, nous allons avoir une Europe des Douze à quatre vitesses », a estimé l'ancien président de la République, qui a conclu : « Si l'opposition avait été au gouvernement, elle n'aurait sûrement pas accepté l'ensemble des modalités de l'accord d'Edimbourg ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui était l'invité de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, a exprimé les mêmes réserves, notant qu'à Edimbourg « l'Europe a choisi la survie mais qu'elle n'a pas donné satisfaction au Danemark sur à peu près tout ce qu'il a demandé en échangeant sur tout ce qui est essentiel dans le traité de Maastricht, a-t-il souligné. On continue, mais il fallait autre chose. Il fallait une véritable relance de la Communauté européenne ».

Le secrétaire général du RPR a également appelé de ses vœux « une nouvelle étape de la réaction européenne et occidentale face à l'entreprise de purification ethnique de M. Milosevic ». M. Juppé a précisé qu'un « plan gradué » pourrait d'abord prendre la forme d'un ultimatum adressé aux Serbes puis, en cas de non-respect de celui-ci, d'une intervention, « non pas par un débarquement comme en Somalie » mais par « des bombardements ».

Le maintien du Parlement européen dans la capitale alsacienne

Strasbourg : une divine surprise

STRASBOURG (Communiqué européennes) de notre correspondant

A force d'attendre, de conseil européen au conseil européen, Strasbourg n'y croyait plus. La décision du sommet d'Edimbourg de confirmer la capitale alsacienne comme siège du Parlement européen a été pour les Strasbourgeois une divine surprise. Leur maire, M. Catherine Trautmann, s'est déclarée « extrêmement heureuse » et les « Dernières Nouvelles d'Alsace » titraient dans leur édition de dimanche : « Une grande victoire ». Il est vrai que Strasbourg revient de loin mais, pour autant, la partie est-elle définitivement jouée ?

Dès les élections européennes du printemps 1994, les parlementaires seront au nombre de 567, compte tenu de la décision des chefs d'Etat ou de gouvernement d'élargir les représentations nationales. Un chiffre qui peut encore grandir si, d'ici là, la Communauté accueille un, deux ou plusieurs nouveaux Etats membres.

Autant dire que Strasbourg pourrait avoir dans deux ans des difficultés à accueillir les élus supplémentaires dans l'hémicycle actuel (loui au Conseil de l'Europe) où les 518 représentants actuels estiment déjà être à l'étroit.

En d'autres termes, il serait étonnant que les anti-Strasbourg

baissent les bras. Qui pourra empêcher l'Assemblée de considérer que les installations strasbourgeoises sont insuffisantes pour conduire dans de bonnes conditions les travaux parlementaires ? Cette année déjà il avait été prévu de tenir une des sessions mensuelles à Bruxelles.

Heureusement pour Strasbourg, la réalisation de la première tranche du futur hémicycle de Bruxelles, « l'Espace Léopold », a

pris plusieurs mois de retard. Les obstacles que le Parlement rencontre avec ce projet (le Monde du 9 décembre) sont des facteurs qui peuvent jouer en faveur de Strasbourg.

Strasbourg a obtenu à Edimbourg tout ce qui pouvait être obtenu. Les douze « sessions normales » lui sont confirmées par le conseil européen — ce qui n'est pas rien, — mais Bruxelles, de son côté, se voit octroyer officielle-

ment, pour la première fois, le droit d'organiser des « sessions additionnelles », étant entendu que les commissions parlementaires continueront à se réunir dans la capitale belge.

Alors, peut-on partager l'optimisme de M. Trautmann lorsqu'elle dit que « l'accord d'Edimbourg met définitivement fin à une querelle de plusieurs années » ?

MARCEL SCOTTO

Bruxelles : la « querelle » n'est pas morte

BRUXELLES

de notre correspondant

Les autorités belges s'efforcent de faire contre mauvaise fortune bon cœur devant la demi-victoire remportée par Strasbourg dans la « querelle du siège » du Parlement européen. Elles se consolent en insistant sur l'aspect positif des décisions du sommet d'Edimbourg, qui a « confirmé » Bruxelles comme siège de la Commission, du Conseil et du Comité économique et social. Le premier ministre, M. Jean-Luc Dehaene, s'est félicité que la « capitale de l'Europe » soit Bruxelles, ce qu'il a souligné en déclarant que « la session supplémentaire (en dehors de la session plénière d'une semaine chaque mois à Strasbourg) où on votera, où on discutera de tous les

problèmes, se tiendra dans le nouveau Parlement à Bruxelles ». Il a affirmé que, pour sa part, il « n'avait jamais cru que Strasbourg l'emporterait le Parlement européen » et que « si quelqu'un y avait cru, il se trompait ».

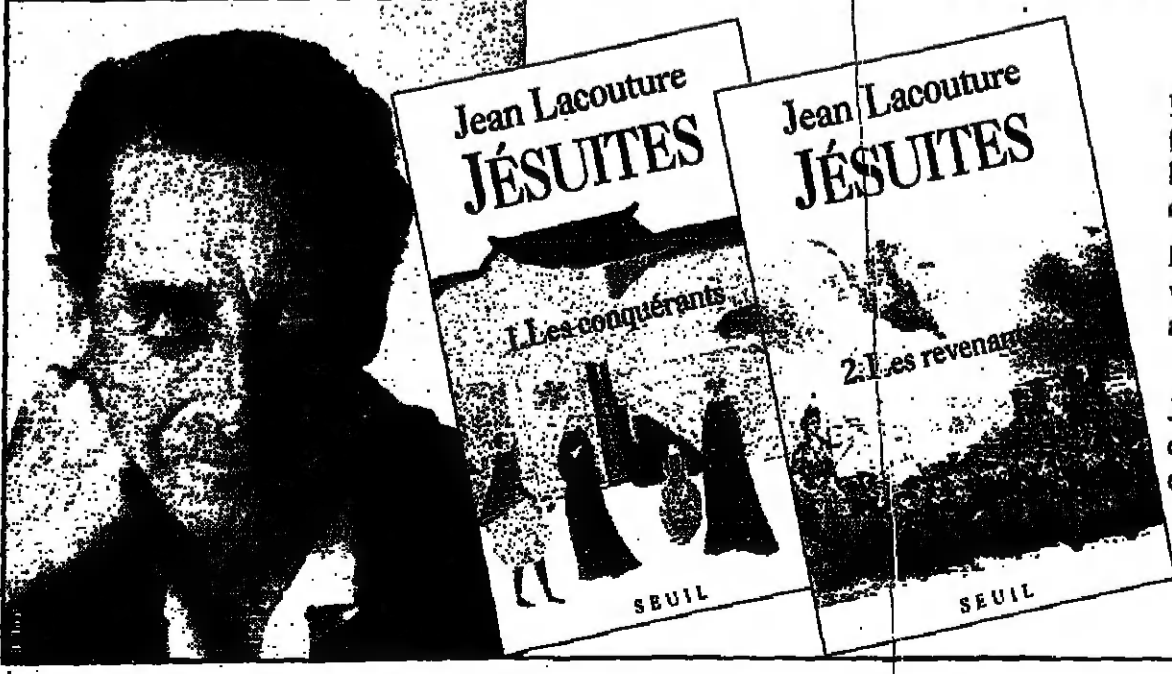
Ce quelqu'un est sans doute le prédécesseur de M. Dehaene, M. Wilfried Martens, qui s'était fait le champion du combat pour l'installation complète des eurodéputés à Bruxelles. M. Martens a estimé que tous s'étaient terminés par « un compromis qu'on peut défendre ». Mais il n'a manifestement pas renoncé à poursuivre une guerre d'usure, avec le concours probable d'une partie des eurodéputés, belges et étrangers. « La Commission européenne évolue vers une sorte d'exécutif européen, a-t-il dit. Il est nécessaire que cet exécutif soit contrôlé par le Parlement européen à Bruxelles. Cela veut

dire que tous les débats sur les questions urgentes auront lieu à Bruxelles ».

Nombre de députés belges au Parlement européen dissimulent beaucoup moins leur déception. La réaction la plus vive provient de M. Raymond Dury, élu socialiste belge et par ailleurs époux de M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement des Douze. Evocant les « énormes pressions françaises », elle a déclaré au journal télévisé francophone : « En temps que parlementaire européen, je regrette le cirque qui va continuer : une semaine par mois à Strasbourg. Le gouvernement français prend la lourde responsabilité d'un Parlement si j'ose dire baladeur. Je ne crois pas que ce soit bon pour la démocratie ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

JEAN LACOUTURE



Du livre de Lacouture, je ne suis donc pas du tout fasciné comme jésuite, même j'en suis enchanté, bien qu'il pose de dures questions à qui assume cette histoire. Jean-Yves Calvez, S.J. / Le Monde

Lacouture est au zénith de sa forme; les intrigues vaticanes trouvent en lui un chroniqueur dont les accents rappellent ceux de la grande époque. Eric Roussel / Le Figaro

Jean Lacouture clôt magistralement son histoire des jésuites. L'histoire des hommes en noir, des coulisses du pouvoir aux chemins de la justice. Yves Harlé / Sud-Ouest dimanche

Editions du Seuil

DIPLOMATIE

Les conclusions du conseil européen d'Edimbourg

La poursuite de la construction européenne

Suite de la première page

La « bataille de la ratification » n'est pas encore gagnée, et l'éventualité d'une dislocation de la Communauté à Douze ne peut être écartée, même si les compromis acquis à Edimbourg en réduisent le danger. Les sociaux-démocrates et radicaux danois, dans l'opposition, se sont dits satisfaits, dimanche, par les résultats du sommet. Mais l'issue est entre les mains des citoyens danois, à nouveau détenteurs d'un énorme pouvoir sur la Communauté. M. John Major s'est, en effet, montré sceptique quant aux chances de faire approuver le traité par le Parlement de Westminster dans l'hypothèse d'un échec au référendum danois.

En outre, les nuances qui se sont accumulées au-dessus du ciel européen sont loin d'être tous dissipés. Les discussions entre les Douze à propos du GATT reprennent lundi entre les ministres de l'Agriculture, et M. François Mitterrand a tenu à redire à Edimbourg qu'il veillerait à ce que la France ne se fasse pas forcer la main.

Les attaques à nouveau déclenchées contre plusieurs dévies du système monétaire européen (SME), dont le franc, le jour même du conseil européen, sont venues rappeler que, depuis le « black Wednesday » (le fameux « mercredi noir ») de septembre — qui a vu la livre quitter le mécanisme de change du SME — l'organe de la coopération monétaire constituait une grave pomme de discorde au sein de la CEE.

« Les marchés veulent la peau du SME, mais le succès d'Edimbourg redonnera de la crédibilité à l'union monétaire qui en a beaucoup perdu », commentait, vendredi, une personnalité bruxelloise. « Nous entendons faire ce qu'il faudra pour maintenir en état de marche le SME. Cette attaque de la spéculation, comme les autres, sera jugulée. La France ne changera pas de politique », déclarait, de son côté, le président de la République.

Toutefois, même si ces divergences subsistent, en particulier avec le Royaume-Uni, sur les orientations à donner à la construction européenne, les résultats atteints à Edimbourg reflètent une prise de conscience collective du risque d'éclatement menaçant la Communauté, et permettent de respirer. L'esprit de compromis manifesté par tous n'est pas exempt d'arrière-pensées, mais il a été efficace. « Le sommet d'Edimbourg a été bien le tir et ramène les choses d'aplomb », a estimé M. Mitterrand. Cette tonalité positive caractérise l'ensemble des commentaires à l'issue de la réunion.

Rude débat

Pourtant, le débat fut rude, surtout sur le financement de la Communauté, opposant principalement l'Espagne et les trois autres pays les moins prospères (la Grèce, l'Irlande, le Portugal), appuyés par la Commission européenne, à la présidence britannique. Son objet était de définir la progression des moyens à affecter au budget communautaire au cours des sept années à venir (1993-1999) et d'indiquer la répartition entre les grandes catégories de dépenses. Ce fut une interminable bataille de chiffres, propice à la manipulation avec, au bout du compte, un compromis qui apparaît comme un bon équilibre et ne laisse ni vainqueurs ni vaincus.

Qu'en retiennent ? En premier lieu — et cette sécurité est, bien sûr, essentielle — que le financement de l'activité communautaire (dépenses agricoles, fonds structurels, recherche, grands réseaux, actions extérieures) est assuré jusqu'à la fin du siècle. Le plafond des ressources disponibles sera sensiblement relevé, passant de 1,20 % du PIB communautaire en 1992 à 1,27 % en 1999. C'est une progression inférieure à ce qu'avait recommandé la Commission, mais nettement supérieure aux premières propositions de la présidence britannique. M. Major s'est battu pied à pied, à manœuvre, présenté des offres apparemment généreuses, en réalité restrictives, mais finalement, assurant son rôle de président en exercice, il a consenti un effort substantiel pour rendre l'accord possible.

M. Felipe Gonzalez, qui avait pris la tête du front du refus contre la présidence britannique, a fait preuve jusqu'au bout d'une rare combativité. Il obtint, grosso modo, ce qu'il réclamait comme un dû pour permettre à l'Espagne et à ses alliés dans cette affaire de supporter la politique de convergence nécessaire à une participation pleine et entière à l'UEM, à savoir

le doublement, au bout de sept ans, des aides structurelles dont ils bénéficient. L'assurance a été donnée à la France que la politique agricole commune serait pleinement financée.

Pour illustrer leur volonté d'action immédiate, les chefs d'Etat et de gouvernement ont d'autre part approuvé un plan d'action de deux ans, dont l'objet est de favoriser la reprise en donnant un coup de pouce aux investissements, en particulier en matière d'infrastructures. Il s'agit, au-delà de ces effets directs, de tenter de restaurer une confiance largement ébranlée envers la Communauté. Dans un tout autre registre, le début de règlement apporté à un vieux conflit qui frappe les esprits — la querelle relative aux sièges des institutions européennes — devrait également contribuer à restaurer l'image de la Communauté.

Vers l'élargissement

La première condition à l'ouverture des négociations d'élargissement posées lors du conseil européen de Lisbonne, à savoir l'adoption de la programmation budgétaire, étant remplie, et la seconde — la ratification par tous du traité de Maastricht — pouvant être considérée comme étant en bonne voie, les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné leur feu vert pour que les pourparlers avec l'Autriche, la Finlande et la Suède

commencent dès le début de 1993. La Norvège, dont la candidature a été présentée beaucoup plus récemment, suivra, dès lors que les procédures internes prévues par le traité de Rome (avis de la Commission, examen par le Parlement européen, mandat du Conseil) auront été menées à leur terme. La Communauté laisse le temps à la Suisse de clarifier sa position, après le résultat négatif du référendum sur l'Espace économique européen (EEE).

Ces négociations d'adhésion se feront sur la base du traité de Maastricht et ne pourront, bien sûr, se conclure que lorsque celui-ci aura été ratifié. Les dérogations accordées au Danemark sont en effet réservées à lui seul et les Douze ont souligné que les candidats à l'entrée ne pourraient pas s'en prévaloir. M^{me} Elisabeth Guigou expliquait récemment cette différence de traitement par la compréhension que l'on doit à un pays membre en difficulté pour le maintien dans l'entreprise communautaire, mais à laquelle on n'est pas tenu envers des pays non membres qui choisissent d'être candidats à l'adhésion.

L'Autriche, la Suède et la Finlande, si elles veulent entrer dans la Communauté, devront donc en principe renoncer à leur neutralité et adhérer à l'objectif de la politique de défense commune. Du moins selon la position de principe réitérée par les Douze. On a du mal cependant à exclure complètement l'idée qu'Edimbourg marquerait le début d'une étape nouvelle de la construction européenne : celle d'une réorganisation de la Communauté qui n'interdirait plus les participations à la carte.

PHILIPPE LEMAITRE
et CLAIRE TRÉAN

La succession de M^{me} Scrivener à la Commission européenne

M. Alphonse : un « quiproquo malencontreux »

Samedi, au terme du sommet d'Edimbourg, M. Mitterrand annonçait que le nouveau commissaire européen français à Bruxelles était choisi, que ce serait M. Edmond Alphandéry, député CDS. Vingt-quatre heures plus tard, par un communiqué à l'AFP, M. Alphandéry faisait savoir qu'il refusait « ce grand honneur », pour pouvoir prétendre se faire réélire une cinquième fois député dans son Ardeuse d'adoption. Curieux échange que M. Alphandéry préfère mettre, en confidence, sur le compte d'un « quiproquo malencontreux ».

Depuis l'été, on savait que l'Elysée était en contact avec les responsables du CDS, afin de pouvoir procéder à un réajustement de la représentation démocratique chrétienne au sein de la Commission européenne, à l'occasion du départ de M^{me} Christiane Scrivener, giscardienne, nommée en octobre 1988 commissaire européenne à la fiscalité. Le poste fut en premier lieu proposé, en juin, à M. Pierre Méhaignerie, qui fit rapidement savoir qu'il préférait préserver son implantation en Bretagne. Furent ensuite sollicités M. Bernard Bosson, ancien ministre délégué aux affaires européennes du gouvernement de cohabitation de M. Chirac, et Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale. Comme en 1988, ils ont à leur tour refusé cette offre.

Un geste appréciable

Vint le tour de M. Edmond Alphandéry, personnalité centriste naturellement qualifiée pour une telle fonction. Agrégé d'économie politique, ancien doyen de la faculté des sciences économiques de Nantes, professeur à Pittsburgh et Assas, il est M. Raymond Barre pour maître à Sciences-Po et un politique. Député confortablement élu depuis 1978 dans le Maine-et-Loire, maître de Longue-Jumeilles, il est depuis 1981 de tous les grands débats économiques et européens. Barrot, économiste, pro-Maastricht passionné, son chemin pour Bruxelles semblait tracé.

Selon ses propres explications, M. Alphandéry était partant à la condition que lui soit dévolu non pas le poste de commissaire de M^{me} Scrivener, mais celui de commissaire chargé des affaires monétaires, occupé depuis 1985 par le Danois Hennings Christophersen. M. Jacques Delors, soit que l'affaire ne sera pas facile, mais promet vendredi matin à M. Alphandéry de faire une dernière démarche pour lui donner satisfaction. M. Alphandéry accepte de réserver sa réponse jusqu'à mardi. Il n'était pas prévu que M. Mitterrand mange les conignes des le lendemain, tout se précipitant. M. Alphandéry n'obtient pas les

assurances qu'il attendait. Il refuse.

Personnellement, il ne s'en trouva guère désolé. Menant pour le compte de l'UDF avec M. Alain Madelin les négociations sur la plate-forme commune de gouvernement RPR-UDF, il peut pratiquement compter sur un poste de ministre en mars prochain. Mais les centristes sont embarrassés. Comme en 1988, ces nouvelles tergiversations risquent de priver leur parti de ce poste appréciable à tous points de vue. M. Pierre Bernard-Reymond, parlementaire européen et ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes du gouvernement Barre, pourrait, dit-on, être le centriste de change. Le giscardien Alain Lamassourie est aussi intéressé, à moins que le mandat de M^{me} Scrivener ne soit prolongé.

DANIEL CARTON

Une semaine après le rejet suisse

Le Liechtenstein a approuvé nettement l'adhésion à l'Espace économique européen

BERNE

de notre correspondant

En bons sujets et à quitta à se dévouer à la cause suisse, les électeurs du Liechtenstein ont suivi les recommandations de leur prince régnant, Hans Adam II, et approuvé dimanche 13 décembre, par 6 722 « oui » (55,8 %) contre 5 322 « non » (44,2 %), l'adhésion de la principauté à l'Espace économique européen (EEE). Les onze communes de ce petit Etat de trente mille habitants sur cent soixante kilomètres carrés, enclavé entre la Suisse et l'Autriche, ont toutes accepté le traité, avec une participation record de 87 % des quatorze mille inscrits.

Le prince, inquiet du refus helvétique, a lui-même été surpris par la netteté de la victoire du « oui ». « Même dans mes rêves les plus fous je ne m'attendais pas à pareil succès », a-t-il dit, visiblement satisfait en apprenant les résultats du référendum. Soucieux d'affirmer l'indépendance de la principauté, Hans Adam II s'était déjà distingué par rapport à la Suisse en faisant entrer en 1990 le Liechtenstein à l'ONU, une année à peine après son accession au trône.

Le vote du Liechtenstein pourrait cependant créer quelques problèmes dans les relations jusqu'ici privilégiées qu'il entretenait avec la Confédération helvétique. Il exige notamment une révision de l'accord douanier signé les deux pays depuis 1923 et interdisant à la principauté de signer un traité

L'accord sur le financement de la CEE

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

Portant sur une période de sept ans (1993-1999), l'accord sur le financement fixe de nouveaux plafonds pour les dépenses de la CEE. En 1993 et 1994, le seuil à ne pas franchir restera fixé, comme cette année, à 1,20 % du PIB de la CEE, puis il sera relevé pour atteindre 1,27 % en 1999. Les crédits de paiement disponibles passeront ainsi de 65,9 milliards d'euros en 1993 à 80,1 milliards d'euros en 1999 (un euro = 6,70 F).

L'enveloppe réservée au soutien des marchés agricoles progressera au même rythme lent qu'au cours de la période quinquennale précédente, avec un montant de 35,2 milliards d'euros en 1993 et 38,3 milliards d'euros en 1999. Le conseil européen n'a pas choisi de l'augmenter d'entrée de jeu de 1,5 milliard d'euros, comme le lui suggérerait la Commission afin de prendre en compte la progression des dépenses résultant des récentes fluctuations de change (dévaluation de la livre, de la lire, de la peseta et de l'escudo), mais, comme le voulait la France, la garantie a été donnée qu'en cas de besoin le conseil des ministres préleverait sur les réserves les sommes nécessaires pour assurer le financement normal de la PAC.

Création

d'un fonds de cohésion

Les principaux bénéficiaires des nouvelles dispositions budgétaires seront les quatre pays les moins prospères de la CEE, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Il est créé à leur intention un fonds de cohésion, doté pour l'ensemble de la période de 15,160 milliards d'euros. Ces interventions, qui iront croissant (1,5 milliard d'euros en 1993, 2,6 milliards en 1999), seront destinées à des projets concernant l'environnement et les infrastructures de transport. Elles seront cependant subordonnées à la mise en œuvre de programmes de convergence économique par les pays bénéficiaires : l'objet de l'opération, à ne pas perdre de vue, est, en

effet, de leur permettre d'acquiescer, le moment venu, à la troisième phase de l'UEM, celle de la monnaie unique.

En outre, les crédits affectés aux régions en retard ainsi qu'aux régions périphériques, dont les DOM et TOM français, seront relevés de façon très significative, de 19,77 milliards d'euros en 1993 à 27,40 milliards d'euros en 1999. Au total, l'aide fournie aux quatre pays dits « de la cohésion » doublera de 1992 à 1999. Les cinq Länder de l'ex-RDA seront considérés comme des régions en retard avec les avantages que cela implique.

Le soutien financier assuré par les fonds structurels aux zones industrielles en déclin ainsi qu'au développement rural progressera, mais de manière nettement moins rapide. Le pla-

fond des crédits affectés aux politiques dites internes (recherche, mise en place de « grands réseaux » de transport et de télécommunication) évoluera d'un peu moins de 4 milliards d'euros en 1993 à un peu plus de 5 milliards d'euros en 1999. La Commission, voyant dans une telle intervention un moyen efficace pour contribuer au renforcement de la compétitivité des entreprises européennes, avait suggéré une progression nettement plus sensible.

Les crédits réservés pour les actions extérieures (aide aux pays de l'Est et à l'ex-URSS, par exemple) passeront de 3,9 milliards d'euros en 1993 à 5,6 milliards d'euros en 1999.

Ph. L.

Les autres décisions

— L'initiative européenne de croissance. — Une double initiative sera mise en œuvre à l'échelle de la Communauté en 1993 et 1994 :

• La Banque européenne d'investissements (BEI) créera pour cette période limitée de deux ans un nouveau mécanisme de près de 6 milliards d'euros. Son objectif serait de financer des projets d'infrastructures, type TGV ou réseaux de télécommunications trans-européens.

• Un fonds européen d'investissements sera mis en place, doté d'un capital de 2 milliards d'euros. Sa mission consistera à offrir sa garantie à des investissements d'un ordre de 10 milliards d'euros. Grâce à cet effet de levier, les Douze estiment que le nouveau fonds pourra, au total, apporter son soutien à des projets allant jusqu'à 20 milliards d'euros.

— Les dérogations pour le Danemark. — Un ensemble de textes dispensent notamment le Danemark de participer à la politique de défense commune et de souscrire à l'objectif de la monnaie unique européenne, même s'il participe aux phases précédentes de l'union monétaire. Ces dérogations ne s'appliquent qu'au Danemark. En complément, les Douze ont adopté des déclarations visant à une plus grande transparence des déci-

sions de la Communauté et à l'application du principe de « subsidiarité » inscrit dans le traité de Maastricht et qui prévoit que les décisions doivent être prises au niveau le plus proche possible des citoyens.

— L'élargissement. — Les négociations avec l'Autriche, la Suède et la Finlande, candidates à l'adhésion à la CEE, commenceront dès janvier 1993. Les discussions avec le Norvège commenceront un peu plus tard en 1993, dès que la Commission aura rendu son avis sur cette candidature.

— Les sièges des institutions. — Les sièges provisoires des institutions existantes de la CEE sont définitivement confirmés. Strasbourg restera siège du Parlement européen pour douze sessions par an ainsi que la session budgétaire. Les autres sessions pourront se tenir à Bruxelles. Pour l'octroi des sièges des nouvelles institutions, les pays qui n'en ont pas auront le priorité.

— Le nombre des députés européens. — L'Allemagne a obtenu 18 sièges de députés européens supplémentaires, pour tenir compte des nouveaux Länder de l'Est. Les trois autres grands — France, Grande-Bretagne, Italie — en auront six de plus.

REPÈRES

CHYPRE

Le Canada annonce le retrait de ses « casques bleus »

Après vingt-huit années d'une mission « temporaire » de maintien de la paix entre Chypriotes grecs et turcs, le Canada va retirer ses 575 hommes de l'île méditerranéenne, entre juin et octobre 1993. Le contingent canadien était le plus important parmi les 2 100 « casques bleus » stationnés à Chypre. M^{me} Mary Collins, ministre adjoint à la défense, a justifié cette décision, annoncée au Parlement à Ottawa, vendredi 11 décembre, en assurant que, « au lieu de profiter du temps de paix et d'ordre que garantissent la présence des troupes des Nations unies, l'ONU, les dirigeants de Chypre s'en sont servis pour éviter de faire les choix difficiles qui auraient permis les compromis nécessaires pour assurer la coexistence pacifique des deux communautés ». Ottawa veut « envoyer aux parties le message très clair qu'elles doivent négocier une entente ».

Le Canada, qui se considère comme « l'inventeur » des « casques bleus », se flatte d'avoir participé à toutes leurs missions de paix à ce jour et fournit près de 10 % des troupes de l'ONU actuellement à l'œuvre dans le monde, se retire pour la première fois unilatéralement d'une mission « onusienne ». — (Corresp.)

CORÉE DU NORD

Un nouveau premier ministre à Pyongyang

M. Kang Song-san a été nommé premier ministre nord-coréen, vendredi 11 décembre, dans le cadre d'un important remaniement politique qui semble avoir pour objet de renforcer la position de M. Kim Jong-il, fils et successeur désigné du maréchal Kim Il-sung. Ancien chef du gouvernement de 1984 à 1986, M. Kang, âgé de soixante et un ans, remplace M. Yon Hyong-muk, dont, selon l'agence officielle nord-coréenne, le Parti du travail (PT) a recommandé le renvoi. M. Yon, aux commandes depuis fin 1988 et considéré par Séoul comme un « fervent partisan des réformes économiques », était aussi connu pour son rôle dans l'ouverture du dialogue inter-coréen, actuellement en panne.

Parallèlement au limogeage de M. Yon, Pyongyang a annoncé le remplacement du vice-premier ministre Hong Si-hak, du ministre de l'industrie sidérurgique, M. Choe Man-hyon, et de celui de l'industrie chimique, M. Ju Kil-bon. Ces portefeuilles sont désormais confiés à deux vice-premiers ministres, M. Choe Yong-rim et Kim Hwan. M. Choe abandonne la présidence de la commission du plan à un autre vice-premier ministre, M. Kim Tai-hyon, qui devient également, tout comme M. Kim Yong-sun, membre suppléant du bureau politique du PT. — (AFP, Reuters)

Les Douze sont les résolutions de

EUROPE

Désirant éviter un engagement militaire

Les Douze souhaitent que soient renforcées les résolutions des Nations unies sur la Bosnie

EDIMBOURG

de notre envoyée spéciale

Il y a maintenant six mois, M. François Mitterrand, quittant Lisbonne où s'achevait un sommet européen, allait rendre à Sarajevo une visite impromptue, supposée forcer symboliquement le passage pour l'aide humanitaire à la capitale assiégée. Les Douze venaient, au terme de difficiles discussions, de mentionner pour la première fois l'idée d'un recours à la force en Bosnie, à seule fin toutefois de garantir l'acheminement des secours internationaux et de « protéger les protecteurs » des convois humanitaires.

Le texte que les dirigeants européens ont adopté samedi 12 décembre à Edimbourg témoigne de l'aggravation qu'a connue, depuis, la situation en Bosnie et il reflète, dans un certain nombre de passages, les pressions qu'exercent aujourd'hui pour aller au-delà de la politique de bons offices et d'aide humanitaire mise en œuvre depuis six mois. Mais il témoigne aussi du même refus des Européens d'engager une éprouve de force

dans l'ex-Yugoslavie, en dépit de leur sentiment croissant que les menaces des Serbes ne sont plus tolérables. Seul M. Jacques Delors ose dire, hors sommet, que la Communauté, à son avis, se trompe, et regretter qu'elle ne soit pour l'instant pas en mesure d'assumer une autre politique que celle, c'est-à-dire sans un soutien armé des États-Unis.

Les Douze ont cependant fait, à Edimbourg, un pas de plus en direction du recours à la force : ils ont émis le vœu que les Nations unies examinent les moyens de faire respecter l'interdiction de survol du territoire bosniaque par l'aviation serbe, décrite en septembre par l'ONU dans la résolution 786 et sans cesse violée depuis. M. Mitterrand a même annoncé, samedi soir qu'il avait chargé Roland Dumas de saisir le Conseil de sécurité à cette fin. Il était temps : depuis quelques semaines les Américains dénoncent les violations de la résolution 786 par l'aviation serbe et samedi le secrétaire d'État Lawrence Eagleburger a annoncé son intention de convaincre Français et Britanniques de la nécessité de renforcer la zone d'exclusion aérienne

au-dessus de la Bosnie. On ne peut s'empêcher de penser que cette pression américaine et le risque de voir, une fois de plus, l'initiative revenir à Washington ont joué dans la décision annoncée à Edimbourg par M. Mitterrand et soutenue par les Douze.

La France s'était en effet opposée, au mois de septembre, à ce que l'interdiction faite aux appareils serbes par l'ONU ne soit assortie d'une menace de riposte automatique, comme le suggéraient alors le président George Bush en proposant les services de l'aviation américaine. Français et Britanniques, qui, contrairement aux Américains, ont des contingents de « casques bleus » sur le terrain, redoutaient que ces derniers ne soient la cible de représailles en cas d'intervention de ce type. Ces arguments restent valables. Soit la menace que s'approprient donc à utiliser les Occidentaux suffit à dissuader les forces serbes d'utiliser plus longtemps des moyens aériens en Bosnie, soit les « casques bleus » se trouveront de fait dans une posture nouvelle. Lorsque, samedi à Edimbourg, on a demandé à M. Mitterrand à quels moyens il serait fait appel pour imposer le respect de la zone d'exclusion aérienne, il a répondu : « Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est que beaucoup disent « faut y aller », et que bien peu y vont ».

Le président de la République a appelé que les États-Unis, s'ils sont prêts à des opérations aériennes, ne veulent pas envoyer de soldats sur le terrain, que l'Allemagne est hors jeu en raison de sa Constitution, qui lui interdit tout engagement hors OTAN, et que la Grande-Bretagne est hostile à toute intervention militaire proprement dite en Bosnie. M. Mitterrand l'est aussi, et la France devrait faire à nouveau son possible pour éviter l'engrenage militaire.

La reconnaissance de la Macédoine

Si elle a plaidé pour que le sommet d'Edimbourg appelle à un renforcement des dispositions « d'urgence » déployées en Bosnie sous l'égide de l'ONU, elle n'a pas souhaité que soit modifié dans un sens plus offensif le mandat des « casques bleus », uniquement chargés jusqu'ici de la protection des opérations humanitaires, ni même que soient adoptées par les Douze de nouvelles sanctions contre la Serbie. La communauté d'Edimbourg se borne à menacer d'un « renforcement » des sanctions déjà en vigueur si les Serbes persistent dans leur politique. Il faut multiplier en revanche la promesse d'une réintégration de « la nation serbe » au sein de la Communauté internationale si intervient « un changement radical dans cette politique », promesse qui peut se lire comme un soutien des Européens à M. Milan Pantic.

Persistant à défendre la politique

Signature

du dix-neuvième cessez-le-feu

Musulmans, Serbes et Croates ont signé, dimanche 13 décembre, sous les auspices des Nations unies, un nouveau cessez-le-feu – le dix-neuvième – dans l'ensemble de la Bosnie et ont conclu un accord de principe portant sur l'ouverture de trois couloirs humanitaires, d'ici au 18 décembre, pour l'évacuation de la population civile de Sarajevo, assiégé depuis avril.

Avec ce document, signé par le général serbe bosniaque Milan Gvero, le colonel bosniaque Stjepan Sibir et le colonel croate bosniaque Dario Korodje, la Bosnie se retrouve dans la situation du 10 novembre dernier, date de la dernière signature d'un cessez-le-feu. Les couloirs de sécurité seront dans un premier temps ouverts aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes, aux vieillards, aux blessés et aux ambulances. Des points de contrôle seront mis en place et administrés par des observateurs de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) et des trois parties en conflit.

Le général Philippe Morillon, commandant de la FORPRONU en Bosnie, s'est félicité de cet accord. « Il a fallu quelques jours, mais des conditions viables de paix ont été obtenues », a-t-il dit. « Nous commencerons, lundi, à déployer des soldats de la FORPRONU à Buzin et Dobrinja pour

entamer les préparatifs d'ouverture des couloirs et assurer la sécurité des civils ». Le général Morillon, qui commande 7 500 militaires en Bosnie, a cité une raison de croire que ce cessez-le-feu serait respecté alors que les précédents ont tous échoué : « Il y a des belligérants qui, à Sarajevo, ont subi de lourdes pertes. Les 380 000 habitants de Sarajevo, assiégés par les Serbes, vivent pratiquement privés d'électricité, d'eau et de chauffage alors que la température a atteint trois degrés au-dessous de zéro dimanche ».

A Banja-Luka, dans le nord de la Bosnie, plus de 300 prisonniers, principalement des Croates de souche, ont quitté, dimanche, le camp serbe de Manjaca pour être déchargés contre des prisonniers serbes. Quelques 3 000 autres prisonniers croates et musulmans de Manjaca, doivent être relâchés lundi, mercredi et vendredi, jour où le centre doit être fermé.

Les détenus de Manjaca seront conduits à Karlovac, en Croatie, puis dans des pays occidentaux qui ont accepté de les accueillir. Ce camp, ouvert au printemps dernier, ne pouvait plus être administré par les Serbes, qui manquent eux-mêmes de nourriture et d'autres ressources. (Reuters)

EN BREF

■ HAUT-KARABAKH : combats à la frontière arméno-azerbaïdjanaise. – Des combats ont fait des dizaines de morts aux frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, selon des bilans publiés samedi 12 décembre. Erivan a fait état de bombardements meurtriers par des avions azerbaïdjanais des régions de Kafan et Goris et de massacres commis dans des villages frontaliers pris par les Arméniens, puis en partie reconquis. – (AFP)

■ INDONÉSIE : deux morts lors de l'attaque d'un cargo-danais par des pirates. – Des pirates ont tué, vendredi 11 décembre, le capitaine britannique et son second philippin du cargo danois *Baltimar-Zephir*, a-t-on appris dimanche auprès de la compagnie Baltimar Aps. Le porte-conteneurs battant pavillon des Bahamas a été attaqué dans les eaux situées entre les îles indonésiennes de Bornéo, Java et Sumatra alors qu'il se dirigeait vers Singapour, venant d'Australie. Plusieurs navires ayant reçu le SOS du *Baltimar-Zephir* ont refusé de lui porter assistance, arguant du fait qu'ils n'avaient pas d'armes à bord. Le président du syndicat des marins danois a dénoncé ces pirates « qui opèrent en pleine impunité », trouvant « bizarre que les autorités de plusieurs pays ne répondent aux appels au secours que lorsque les assaillants ont disparu ». Plus de soixante navires ont été attaqués ainsi en un an. – (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : meurtre d'un membre du Sinn Féin. Malachi Carey, trente-six ans, ancien candidat du Sinn Féin aux élections locales en Ulster, est

décédé, dimanche 13 décembre, des suites des blessures qu'il avait été infligées la veille par des agresseurs armés. Cet attentat a été revendiqué par les Combattants pour la liberté de l'Irlande, un groupe loyaliste paramilitaire protestant. Depuis le début de l'année, les violences intercommunautaires ont causé la mort de quatre-vingt-cinq personnes en Irlande du Nord. Un autre groupe protestant a revendiqué l'attaque au mortier, dimanche à Belfast, d'une prison de haute sécurité, qui n'a pas fait de victimes. – (AFP, Reuters)

■ ITALIE : manifestations antiracistes. – Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, samedi 12 décembre, dans plusieurs villes d'Italie pour protester contre le racisme et commémorer un attentat terroriste qui avait fait seize morts, le 12 décembre 1969, à Milan. Cet attentat, d'abord attribué à l'extrême gauche, s'était ensuite révélé l'œuvre d'activistes néo-fascistes. A Rome, devant le Capitole, M^{me} Tullia Zevi, présidente de la communauté juive italienne, a participé à un défilé aux flambeaux en compagnie du maire de la ville, M. Franco Carraro. Dimanche, les marches de football ont été interrompues quelques instants par des joueurs déployant des banderoles proclamant : « Non au racisme ! », à l'appel de leur syndicat. – (AFP, AP)

■ PHILIPPINES : quarante personnes massacrées dans le sud. – Une quarantaine de personnes ont été massacrées dans trois villages catholiques du sud de l'archipel philippin, ont rapporté, lundi

14 décembre, l'armée et des survivants. L'armée soupçonne les rebelles séparatistes musulmans du FMLN d'être à l'origine de ces tueries. – (AP, UPI)

■ TADJIKISTAN : combats autour de Douchanbe. – Des combats qui ont fait au moins six morts ont opposé, dimanche 13 décembre, les forces tadjikistes procommunistes du nouveau gouvernement, entrées jeudi dans la capitale tadjikie avec l'aide des troupes russes, aux milices « islamodémocrates » (réfugiées dans des faubourgs) qui ont mis le feu à des réservoirs de carburant. Des négociations seraient menées parallèlement. – (Reuters)

■ ZAÏRE : l'Église appelle au renversement du président Mobutu. – Le Comité laïc de coordination (mouvement chrétien d'opposition) a appelé la population, dimanche 13 décembre, à participer, vendredi, à une journée de « résistance contre la dictature », en bloquant « par des barricades chaque boulevard, avenue, rue et petite route de Kinshasa ». Une manifestation organisée par le même comité en février dernier avait provoqué une répression de l'armée qui avait fait de dix-sept à trente-deux morts selon les sources. « Tout peu arriver à l'importer quel moment », a déclaré la radio étrangère, en rapportant que des hauts fonctionnaires nommés ministres par M. Mobutu avaient rejeté l'ordre du chef de l'État. Dimanche, une délégation française d'organisations non gouvernementales a été reboulée du pays à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa. – (AFP, Reuters)

qu'il a mené ces derniers mois avec les Nations unies en Bosnie. M. Mitterrand reste aussi, semble-t-il, fermement ancré dans sa conviction qu'il ne faut pas reconnaître la Macédoine. Les dirigeants de Skopje attendaient de la Communauté qu'elle se décide enfin à Edimbourg à reconnaître leur République, en dépit de l'objection de la Grèce, qui lui dénie le droit au nom de Macédoine. Ils n'ont pas eu gain de cause. Athènes avait fait prévaloir son point de vue au sommet de Lisbonne. Les tentatives de conciliation menées depuis sous l'égide de la Communauté sont restées vaines, et l'obstination des dirigeants d'Athènes, qui entretiennent chez eux la fièvre nationaliste à propos de cette affaire, commence à exaspérer leurs partenaires européens.

Caricature de l'impuissance communautaire sur cette question, le texte publié samedi à Edimbourg se borne à indiquer que les Douze ont « examiné » à la lumière des événements récents les décisions qu'ils avaient prises à Lisbonne, sans préciser ce qu'ils en ont conclu. Contrairement à ce qui se passe à propos de la Bosnie, ils sont divisés sur la Macédoine et peuvent justifier leur attention par la règle qu'ils se sont donnée de reconnaître collectivement les nouveaux États.

La Grèce n'est pas seule à s'opposer à la reconnaissance de la Macédoine, et son premier ministre,

M. Mitsotakis, a pu se prévaloir du soutien de l'Élysée sans être démenti. Les propos tenus samedi soir par M. Mitterrand laissent penser aussi qu'il est en désaccord sur ce point avec ses autres partenaires. On lui a demandé s'il envisageait de mettre le veto de la France à une adhésion de la République macédonienne à l'ONU, qui lui vaudrait reconnaissance de fait. « Quand la question se pose, la France verra ce qu'elle a à faire. Au Conseil de sécurité, la France ne tient pas sa délégation de la Communauté », a-t-il répondu.

Il avait déjà dit, quelques minutes plus tôt, que « la Communauté ne donne pas à la France d'instructions dans son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité ». Insistance paradoxale, à l'issue d'un sommet dont on se félicite qu'il ait remis l'Europe sur les rails de la politique étrangère commune. Connaissant d'avoir eu raison contre tout le monde dans l'affaire yougoslave, regrettant sans doute de s'être laissé entraîner par la Communauté à reconnaître l'indépendance de la Croatie et de la Bosnie, M. Mitterrand réplique à recommencer à propos de la Macédoine, et il en oublie non seulement l'esprit mais aussi la lettre du traité de Maastricht.

C. T.

■ SERBIE : M. Milan Pantic en tête dans les sondages. – Une semaine avant l'élection présidentielle du 20 décembre en Serbie, le premier ministre fédéral, M. Milan Pantic, devance avec 37 % des intentions de vote le président sortant Slobodan Milosevic (31 %), selon un sondage réalisé par l'agence Belgrade Partner. Publié lundi 13 décembre, par le quotidien *Borba*, ce sondage fait apparaître un nombre encore important d'indécis (14,4 %).

PROCHE-ORIENT

Epreuve de force en Israël avec les islamistes

Suite de la première page

Lundi, alors que les autorités étaient toujours sans nouvelles des ravisseurs, le ministre de la police, M. Moshe Shahal, faisait savoir, sur la radio de l'armée, qu'en tout état de cause, « Israël ne négociera pas tant que les auteurs de l'enlèvement n'auront pas fourni la preuve que le sergent Nissim Toledano est encore en vie ». Rétorique de crise sans doute, chacun étant bien persuadé dans la région que même si Israël souhaiterait pouvoir se débarrasser d'un prisonnier particulièrement encombrant et malade, les autorités ne peuvent pas se permettre de négocier sous la pression avec les auteurs de l'enlèvement.

Ceux-ci ont réclamé la libération de leur chef en direct à la télévision et en présence de plusieurs ambassadeurs, dont celui de la France. Ils auront au moins pu voir que cheikh Yassine, interrogé dans sa cellule au journal télévisé de dimanche soir, était encore alerte. Fondateur, le 14 décembre 1987 – et ce n'est pas une coïncidence – du Hamas, le Cheikh à la barbe grise, de sa voix fluette, invité les ravisseurs à « ne pas leur otage et à donner le temps, aux autorités israéliennes, d'entreprendre une négociation ». Agé de cinquante-sept ans, invalide à cent pour cent, frère et, selon ses avocats, « très malade », cheikh Yassine avait été condamné à la prison à vie le 15 octobre 1991 pour complicité de meurtre, incitation à la violence et détention d'armes.

Considéré comme un « sage religieux » par les populations de Gaza, où il vivait et enseignait dans une école coranique, cheikh Yassine se fermement opposé aux négociations de paix entre l'État juif et les Arabes, la Palestine tout entière – Israël compris – devant être, selon lui, réunifiée sous la bannière d'un régime islamique sunnite, lequel tolérerait l'expression de « toutes les religions ». En partie financé par Téhéran, et

selon certaines sources par l'Arabie saoudite, qui souhaitait ainsi « punir » l'OLP de Yasser Arafat pour son soutien à l'Irak pendant la guerre du Golfe, Hamas est aujourd'hui très puissant dans la bande de Gaza et dans certaines régions de la Cisjordanie, où il concurrence les organisations laïques de la lutte palestinienne.

La « libanisation » de l'intifada ?

Déjà sans précédent lancé par les intégristes aux autorités israéliennes, l'enlèvement, précédé ces derniers temps d'une série d'actions audacieuses et meurtrières pour l'armée, constitue non seulement la montée en puissance d'une organisation particulièrement combattive, mais aussi la métamorphose rapide d'un soulèvement populaire – l'intifada – en véritable guérilla urbaine. « Nous existons, s'exprimait lundi matin le journal *Masrivi*, à la libanisation du conflit ». D'une façon générale, tous les quotidiens israéliens, faisant l'inventaire des attaques à main armée, des attentats à la bombe et à la voiture piégée qui se sont multipliés ces dernières semaines, non plus seulement dans les territoires occupés mais en Israël même, partagent peu ou prou cette analyse.

Renouvelant à Hébron (Cisjordanie occupée) le type d'embuscade qu'ils avaient inauguré quelques jours plus tôt à Gaza (le *Monde* du 9 décembre), des militants du groupe Azzedine-al-Kassem, ont attaqué samedi soir une jeep militaire au pistolet-mitrailleur, tuant sur le coup son chauffeur en uniforme. Grièvement blessé dans la même embuscade, un officier est actuellement dans un état désespéré à l'hôpital. Treize soldats ont ainsi été tués depuis le début de cette année dans les territoires occupés, contre onze seulement au cours des quatre années précédentes de l'intifada.

Dans le même temps, les quatre Palestiniens tués par l'armée au

ALLEMAGNE à Francfort et à Hambourg

Mobilisation contre le racisme

Concert rock à Francfort et « chaîne lumineuse » à Hambourg : quelque 450 000 Allemands se sont mobilisés, dimanche 13 décembre, pour dire non au racisme et à la violence.

Les spectateurs du concert de Francfort – essentiellement des adolescents – étaient venus de tout le pays pour écouter les plus grandes stars allemandes comme Ute Lemper et Peter Maffay, qui avaient pour l'occasion renoncé à leur rétribution. Elles ont chanté leur rejet de la xénophobie devant une banderolette proclamant « Aujourd'hui, eux, demain, toi », allusion aux victimes des violences racistes de ces derniers mois.

L'exemple de Munich

A Hambourg, 300 000 personnes ont participé à la tombée de la nuit à une chaîne lumineuse contre le racisme et pour la tolérance, suivant l'exemple de Munich il y a une semaine. Brandissant une bougie, un briquet, une lampe de poche ou un lampion allumés, hommes, femmes et enfants sont restés debout côte à côte pendant plus d'une heure dans le centre-ville, fermé à la circulation.

Par ailleurs, les joueurs du championnat d'Allemagne de football se sont mis à l'unisson : au lieu des couleurs de leur sponsor, ils ont tous arboré, au cours des rencontres du week-end, la même inscription sur leur maillot : « Mon ami est l'étranger. » – (AFP)

■ ALLEMAGNE : démission du ministre de la Poste. – M. Christian Schwarz-Schilling (CDU), soixante-deux ans, ministre allemand de la Poste, a présenté, lundi 14 décembre, sa démission au chancelier Helmut Kohl. Il occupait ce poste depuis octobre 1982. Il devait donner lundi après-midi les raisons de son départ lors d'une conférence de presse. – (AFP)

cours des très violentes échauffourées ces dernières quarante-huit heures – à Gaza surtout où quatre cent mille personnes, sont placées depuis plusieurs jours sous un couvre-feu total – portent à 127 le nombre de Palestiniens tués par des Israéliens depuis début 1992. Une cinquantaine d'entre eux sont morts depuis l'arrivée des travailleurs au pouvoir en juillet dernier.

Percevant une détérioration profonde de la situation, tandis qu'à Washington les négociations de paix avec les Palestiniens piétinent toujours, l'opinion israélienne réagit avec une grande inquiétude face à l'apparente volonté des islamistes de porter désormais le conflit jusqu'à l'intérieur des frontières de l'État juif.

On craint en haut lieu que les organisations de droite ne profitent de la situation pour semer le chaos et lancer des raids de représailles contre les habitants arabes d'Israël et les Palestiniens qui y travaillent. Le ministre de la police a lancé un appel au calme et demandé qu'il ne soit commis « aucun acte de vengeance contre les Arabes ». Assiégé par des centaines de manifestants qui réclament une politique de « main de fer » contre les Palestiniens, le gouvernement de M. Rabin a constitué une cellule de crise.

Au conseil hebdomadaire des ministres, dans la matinée, quatre membres du gouvernement avaient ouvertement demandé que soit étudiée l'éventualité d'un retrait unilatéral des forces israéliennes de la bande de Gaza. « On pourrait se contenter d'être présent le long de la frontière de ce territoire », a encore dit le ministre, M. Rabin, qui avait naguère révélu tout haut que la bande de Gaza « disparaîtrait dans les eaux », n'a retenu aucune de ces suggestions, et la question n'a même pas été officiellement débattue. La semaine dernière, c'est le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, qui avait envisagé un retrait unilatéral, avant de se rétracter et de prôner plutôt une accélération des pourparlers de paix à Washington.

PATRICE CLAUDE

POLITIQUE

Le lancement de la campagne du PS

MM. Bérégovoy et Fabius agitent le spectre de «l'Etat RPR»

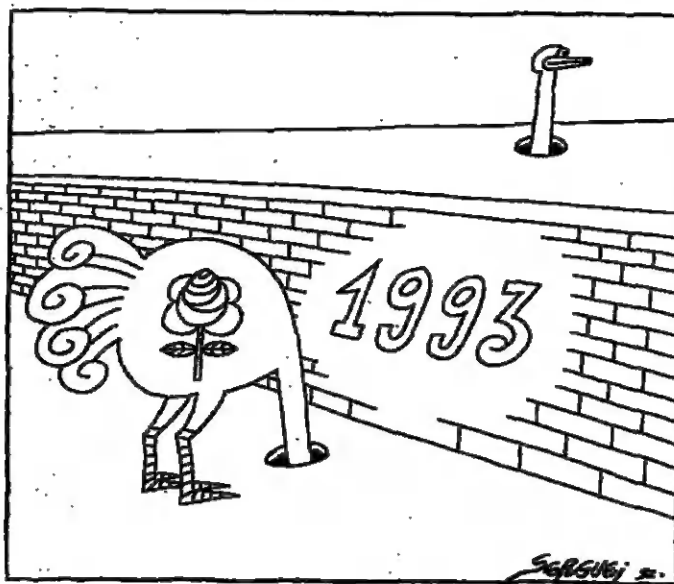
Le Parti socialiste a réuni ses candidats aux élections législatives, samedi 12 et dimanche 13 décembre, à Paris, pour lancer sa campagne. M. Pierre Bérégovoy a dénoncé, à cette occasion, le danger d'un «retour de l'Etat RPR», tandis que M. Laurent Fabius a mis en garde contre une «Chambre noire», une Assemblée nationale au sein de laquelle la droite serait en position largement dominante.

Les candidats socialistes aux élections législatives, réunis samedi et dimanche, se sont réchauffés auprès de leur parti avant d'affronter les rudesses d'une campagne électorale qui s'annonce très différente de celle qu'ils avaient menée, par vent favorable, il y a cinq ans. M. Fabius a exprimé une pensée particulière pour les nouveaux candidats, ceux qui partent en «terre de mission» face à des députés sortants de droite ou communistes. Investir dans une candidature socialiste est en effet, en ces temps de doute, un acte de confiance dans l'avenir qui mériterait d'être subé par le premier secrétaire.

M. Michel Rocard avait expliqué, samedi, que le PS, «vieux et grand parti», n'a «d'alternative qu'entre le renouvellement et le déperissement, l'un et l'autre à court terme». «Nous avons choisi», a répondu, le lendemain, M. Fabius. Cette journée et demi devait apporter la démonstration que le PS est au moins capable de remplir sa fonction d'organisation et de coordination d'une campagne électorale, et cela de façon plutôt plus efficace que par le passé. Les ateliers de discussion, les documents remis aux candidats - bilan législatif des années 1988-1992, mémorandum de campagne - le matériel de propagande, tout cela témoignait d'une logistique bien huilée et assurée.

M. Rocard :
«victoire par défaut»

Les discours que les participants ont pu entendre étaient plus ambigus. Programmes de façon à couvrir le champ des questions auxquelles un candidat socialiste peut devoir répondre aujourd'hui, ils ont redonné, cependant, l'été des débats internes au PS. M. Rocard a rendu hommage à M. Pierre Bérégovoy, «qui se bat courageusement contre toutes sortes de difficultés, qui fait front dans une période particulièrement difficile et qui, malgré elle, parvient



à poursuivre une politique résolue, sans verser dans la démagogie qui est trop souvent de règle en période préélectorale». Cet hommage précède le constat que la droite «s'apprête, néanmoins, à gagner».

«Ce serait alors une victoire par défaut, une victoire que nous-mêmes lui carions offerte et qui n'aurait pas failli», a assuré M. Rocard, qui intervenait samedi à huis clos. «Souvenez-vous», a continué l'ancien premier ministre, dans les législatures, les cantonales, les municipales, les sénatoriales et les européennes des trois premières années de la législature, à chaque fois, nous avons gagné des sièges (...). Si nous n'étions pas sûrs, à l'époque, de gagner les législatives de 1993, au moins n'étions-nous pas certains non plus d'être condamnés à les perdre».

Que s'est-il donc passé entre temps? «Tout s'est défilé, a-t-il dit, à partir d'un moment sur lequel je ne m'étendrai pas mais dont je dirai seulement qu'il s'est pas dit aux talents de l'opposition».

Ce rappel des conditions de son éviction du poste de premier ministre, en mai 1991, a été suivi d'une exhortation aux candidats socialistes d'agir selon les principes de ce que M. Rocard avait appelé, en août dernier, à Quimper, lors de la réunion annuelle de son courant, la «politique autrement». M. Bérégovoy a répondu allusivement, dimanche, aux propos de son prédécesseur à Matignon en soulignant, d'abord, que «s'il y a des ombres au tableau» du bilan de l'action des

socialistes, ceux-ci en sont «collectivement responsables»; ensuite, que «les années 1988, 1989, 1990 ont été assez faciles sur le plan économique» et que, «à la fin des choses, on modifie» à partir de 1990, la cause doit en être cherchée dans l'environnement international. Il n'est pas jusqu'au constat trististe du résultat marqué à l'auto-gestion ou Yougoslavie, pays qui «voulait se gouverner et vivre autrement», qui n'ait soulevé, aux oreilles des habitués des débats de la gauche, comme une pierre jetée par M. Bérégovoy dans le jardin de M. Rocard.

Les responsables socialistes présents ont cependant rempli leur contrat sur le plan de l'offensive contre la droite, qui était l'un des objectifs principaux de la réunion. M. Lionel Jospin, chargé de l'analyse de la droite, s'est employé à déjouer ce qu'il a appelé le «bluff de la réforme», en distinguant la «réforme réelle», qui était l'œuvre de M. Edouard Balladur, Dictionnaire de la réforme, en est, à ses yeux, le meilleur exemple, - le «langage réformiste» couvrant de fausses réformes, comme l'aménagement du territoire ou l'augmentation du salaire direct, et les «réformes effectives», qui relèvent d'un «véritable retournement de la réforme».

L'ancien ministre de l'Éducation nationale s'est étendu sur les divisions de la droite, pour conclure que, comme en 1986, il serait juste de présenter le RPR et l'UDF sous les traits du grand méchant loup de

la fable, à condition d'ajouter qu'il a «mis le bonnet de la mégalomanie». «A nous d'enlever le bonnet, car, pour les dents et le poil, ils y sont bien!», a-t-il lancé, avant d'inviter les socialistes à «exister» eux-mêmes afin de s'opposer à la droite.

M. Bérégovoy a tenu à son tour, selon un thème qui est revenu plusieurs fois dans les différents discours, de comparer «la gauche réelle et la gauche rêlée», plutôt que «la gauche réelle et la gauche rêlée». Il a affirmé que la presse, les médias, la justice bénéficient d'une liberté qu'elles n'avaient pas connues pendant les vingt-cinq premières années de la V^e République. Il a insisté sur le danger que représente, à ses yeux, le «totalitarisme RPR», au sujet duquel, a-t-il dit, certaines personnalités centristes lui avaient exprimé leurs craintes «la semaine dernière, à l'Assemblée nationale». «Le RPR», a affirmé le premier ministre, ne veut pas d'élus qui discutent, mais des compagnons de route qui s'exécutent. Il a mis en garde contre «le retour de l'Etat RPR».

M. Bérégovoy est revenu aussi sur l'idée d'un rassemblement plus large, l'Alliance des Français pour le progrès, qu'il avait évoqué le 6 décembre lors de la réunion «miterrandiste» organisée par MM. Louis Mermaz et Roland Dumas (le Monde du 8 décembre). «Nous devons être l'âme du courant progressiste, sans nous en faire les propriétaires», a-t-il dit. Cette perspective, qui devrait se concrétiser début janvier par la réunion des principales composantes de cette alliance, a été développée par M. Fabius, qui a souligné à ce sujet que, «comme il est dans la nature des choses», le premier ministre et lui-même assurèrent, la direction politique de la campagne menée sous ce sigle. Le directeur de la campagne du PS sera M. Christian Pierret, membre du secrétariat national, fabiusien, entouré de MM. Alain Richard, chargé des élections au secrétariat national, rocardien, et Francis Hollande, jospiniste, proche de M. Jacques Delors.

Le premier secrétaire a évoqué, lui aussi, le risque d'une Assemblée nationale très largement dominée par la droite en rappelant la Chambre introuvable de la Restauration, la Chambre bien horizon de 1919, pour affirmer : «Les candidats ont de quoi inquiéter. Le risque, c'est celui d'une chambre noire. Il est devant nous».

P. J.

Modestie

par Patrick Jarreau

Au lendemain de la déroute du Parti socialiste aux élections régionales, en mars dernier, M. Laurent Fabius avait souligné l'urgence du renouveau. Près de neuf mois plus tard, au moment d'engager la campagne de son parti pour les élections législatives, le premier secrétaire doit se contenter d'une modeste rénovation. La modestie a été, d'ailleurs, la tonalité dominante de la réunion des candidats du PS, samedi 12 et dimanche 13 décembre à Paris : modestie d'un bilan qui comporte «des lumières et des ombres» et qui doit être considéré de façon «honnête», a dit M. Fabius, aussi bien par ceux qui le défendent que par leurs adversaires : modestie d'un projet qui vise à «protéger et réformer», sans annoncer de «dessein» bouleversant; modestie des candidats, qui espèrent seulement limiter une défaite collective dont aucun ne doute.

La rénovation n'en est pas moins esquissée. Certes, M. Fabius n'a pas pu faire, depuis son arrivée à la direction du PS, en janvier dernier, la démonstration des qualités de renouvateur au nom desquelles il avait revendiqué ce poste pendant quatre ans avant de l'obtenir, mais il peut faire valoir que la fonction d'organisation, de coordination et d'animation, qui est celle d'un parti, est assurée, comme l'avait été, à la convention nationale des 28 et 29 novembre, la sélection des candidats. Ceux-ci sont maintenant pourvus d'un paquetage de campagne solide; la logistique est fournie dans les conditions prévues par les lois de 1988 et 1990 sur le financement des campagnes électorales et des formations politiques; le programme sur lequel ils peuvent s'appuyer est cohérent à défaut de déclencher l'enthousiasme; les équipes de direction sont en place.

Le premier secrétaire paraît, néanmoins, bien seul dans son rôle, à côté de M. Pierre Bérégovoy. Le premier ministre ne cesse, en effet, d'insister sur sa volonté de rassembler, au-delà du PS, les Français de progrès, reprenant ainsi, avec la distinction entre «les nôtres» et «les autres», un thème qui avait été celui de M. François Mitterrand en 1988, du même que celui de l'hégémonie du RPR, qui a beaucoup servi. Il s'adresse autant aux écologistes qu'aux socialistes, et il ménage avec une insistance indiscrète les centristes.

Quant à MM. Michel Rocard, Lionel Jospin ou Jean-Pierre Chevènement, ils ne se cachent guère d'avoir en vue, eux aussi, des échéances situées au-delà du mois de mars prochain. M. Rocard, qui ne prévoit pas de participer intensivement à la campagne du PS hors quelques grands meetings - il est vrai qu'il a assez à faire dans sa propre circonscription des Yvelines, où il pourrait ne pas être réélu -, a froidement pris date pour l'avenir en affirmant que, si la défaite des socialistes paraît probable, c'est à cause de la voie suivie par M. Mitterrand lorsqu'il lui avait demandé sa démission en mai 1991.

M. Jospin a rempli son contrat en faisant l'analyse de la droite qui lui était demandée et en fournissant ainsi des arguments aux candidats, mais il s'est gardé de donner l'impression d'un engagement personnel dans la bataille. M. Chevènement, lui, a préféré préparer l'avenir ailleurs, alors qu'il est toujours membre du PS et qu'il est même appelé à participer à l'équipe de direction politique de la campagne.

Le seul pour qui le scrutin de mars représente un véritable enjeu - faute de pouvoir envisager maintenant un avenir plus lointain - est M. Fabius. Personne, au PS, n'envisage que cette bataille puisse être gagnée, mais chacun sait bien qu'il l'aura perdue.

Le mouvement de M. Chevènement ne présentera pas de candidats contre des socialistes sortants

M. Jean-Pierre Chevènement, fondateur du Mouvement des citoyens, a déclaré à l'occasion de la deuxième convention de cette organisation, qui s'est tenue les 12 et 13 décembre à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), qu'elle allait présenter «un petit nombre» de candidats aux prochaines élections législatives mais qu'aucun membre du Mouvement ne ferait campagne contre des socialistes sortants.

Après la guerre du Golfe et le traité de Maastricht, la fédération socialiste de Dordogne. Quand on n'est pas servi par l'actualité, on a les adversaires qu'on veut. Venues nombreux dans le vaste gymnase de Champs-sur-Marne, les militants du Mouvement des citoyens ont en effet, M. Chevènement révisait sans doute d'une cible plus motivante. A vrai dire, la plupart d'entre eux en avaient même une toute trouvée, sise à Paris, rue de Solferino : les débats de samedi et de dimanche ont témoigné, si besoin était, de leur volonté d'en découdre avec le Parti socialiste tout entier dès les prochaines élections législatives, et de leur lassitude d'être à la fois «dedans et

dehors». M. Christian Proust, bras droit de l'ancien ministre de la défense, s'en est même inquiété. «Trop s'appuyer contre le PS, c'est prendre le risque de s'effondrer avec lui», a-t-il prévenu. Au militant qui lui demandait de rompre avec ses camarades «ici et maintenant», avant qu'il ne soit trop tard, M. Chevènement a répliqué qu'il fallait encore donner du temps au temps.

L'exercice était difficile : on n'arborait pas des cartes d'adhérents, on ne se munait pas d'un logo, et on n'envisageait pas de se doter d'un Conseil national pour n'en rien faire. Le président du Mouvement, M. Max Gallo, s'y était pourtant risqué dès l'ouverture de la Convention. Évoquant la défaite annoncée de mars prochain, il avait exhorté le public à «empêcher qu'elle soit encore plus grave», à «prendre date et préparer la contre-offensive». «Il est trop tard pour espérer que, par notre propre force, nous pourrions, en présentant cinq cent soixante-dix-sept candidats, inverser le résultat de ces élections», a ajouté dimanche matin M. Gilles Casanova avant de présenter le projet d'organisation du Mouvement qui sera discuté dans les comités départementaux en janvier.

Pour exister, c'est-à-dire pour être présents grâce à «un petit nombre de candidats solides mais dont la parole porte clair et loir», sans courir le risque d'avoir à endosser une part de la responsabilité de la défaite, et accessoirement pour préserver leurs députés sortants de représailles probablement fatales, les amis de M. Chevènement se sont résolus à un compromis permettant de concilier le court et le moyen terme. «Le mouvement des citoyens n'est pas dirigé contre le Parti socialiste», a expliqué M. Chevènement. Il ne présentera donc pas de candidats contre les députés sortants du Parti socialiste.

Auparavant le contempteur de la construction européenne et du «médiocre refaillage d'Edinbourg» s'était fait le laudateur inattendu «des socialistes en général». «Si la droite avait géré le pays, elle ne l'aurait pas fait avec le même souci de traitement social, certes insuffisant mais néanmoins appréciable, des conséquences du libéralisme», avait indiqué l'ancien ministre de la défense.

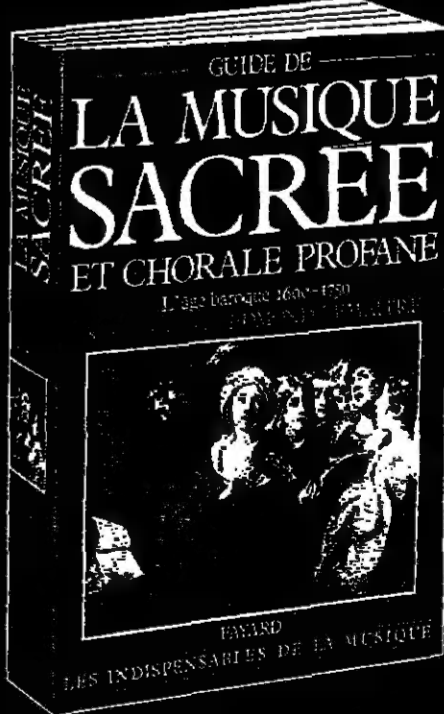
Heureusement pour les militants les plus remués, que ravissait la perspective de faire mordre la poussière aux socialistes «égares», il restait au Mouvement «les cas de légitime défense» et il restait la Dordogne. Sur aux Périgourdiens

filions! M. Michel Suchod, «socialiste légitime» spolié de son investiture par une fédération qui «n'a rien à voir avec le socialisme dont elle a bafoué les valeurs» fut donc ardemment acclamé, chaudement applaudi et vigoureusement congratulé. «Nous ferons de cette bataille, si nous y sommes contraints, un test national», a averti M. Chevènement.

Combien seront-ils désignés en janvier? Quelques dizaines tout au plus car le Mouvement se refuse à considérer les prochaines élections comme une étape significative dans la recomposition politique d'une gauche coince entre «une droite qui ne propose rien» et des écologistes «divisés sur la stratégie et les alliances». Le vrai test, pour M. Chevènement, aura lieu bien plus tard. «Au lendemain des élections législatives, nous organiserons un vaste rassemblement de tous ceux qui se réclament des idées de progrès, le Mouvement des citoyens vous donne à tous rendez-vous pour l'après-mars, ce sera, dans le désarroi des esprits faibles, l'heure d'un nouveau départ pour les esprits forts», a lancé en conclusion le député de Belfort. Il est encore urgent d'attendre.

GILLES PARIS

LES INDISPENSABLES DE LA MUSIQUE



Broché
328 p.
150 F

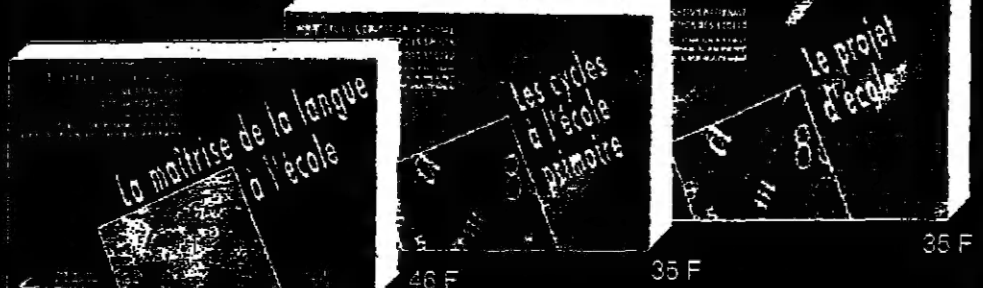
Treasure inestimable où s'expriment le sentiment religieux et l'ardeur spirituelle de toute une époque, qu'ils soient catholiques ou protestants, cet immense répertoire est ici présenté, commenté et analysé dans toute sa richesse et sa diversité. Monteverdi, Bach, Haendel, M.A. Charpentier...

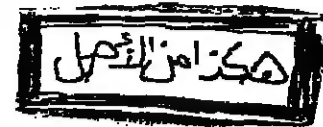
1500 œuvres de 100 compositeurs.

la Musique
chez
FAYARD

L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Collection
Une école pour l'enfant
Des outils pour les maîtres
CNDP/SAVOIR LIVRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
HACHETTE ÉDUCATION
En vente chez votre libraire
ou dans les CDDP/CRDP
Diffusion Hachette





POLITIQUE

La préparation des législatives de mars 1993

L'UDF redoute la « volonté hégémonique » du RPR

Les délégations du RPR et de l'UDF devaient reprendre, mardi 15 décembre, leurs négociations en vue des élections législatives. Celles-ci ont été suspendues, mercredi 9 décembre, après que M. Jacques Barrot, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, eut dénoncé le « vieux schéma hégémonique » du parti chiracien. « Il ne faut pas que les uns ou les autres, à un moment ou à un autre, évaluent à l'espérance de la bouillotte ou à ce que j'ai qualifié de volonté hégémonique », a rétorqué M. Barrot, dimanche, au « Grand jury RTL-le Monde », ajoutant : « Il faut une nouvelle majorité équilibrée ».

Invité, le même jour, de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a souligné « le moins possible de primaires » au premier tour des législatives. « Dans 80 % des circonscriptions », a-t-il affirmé le député de Paris, il y aura des candidatures communales. Il reste 20 %, c'est-à-dire une petite centaine, ou une grosse centaine. Il faut dramatiser.

ser, une primaire ce n'est pas la guerre ».

Ce n'est certes pas la guerre, mais le RPR exige que l'UDF fasse la clarté sur une douzaine de cas où le député sortant RPR est soumis à une « pression » d'un candidat « divers droite » sur lequel l'UDF pourrait avoir quelque influence. De deux choses l'une : ou bien l'UDF obtient une renonciation ou prononce une exclusion, ou bien les deux formations tentent de diminuer le nombre de ces « sauvages » contre des candidats. Cette seconde solution pourrait convenir au RPR, qui verrait d'un bon œil une primaire contre quelques députés UDF sortants, comme MM. Jean Brocard (Haute-Savoie), Jean-Jacques Jégou (Vallée de la Mayenne) ou José Rossi (Corse-du-Sud).

Pour toutes les autres circonscriptions dont le sort n'appartient pas à l'opposition actuelle, le RPR s'en tient à la position qu'il exprime depuis avril 1991 et que M. Juppé a réaffirmée : cent à cent

vingt primaires. D'ores et déjà deux cent cinquante candidats environ ont été prénotés. Le secrétaire général a indiqué à l'UDF que le RPR soutiendra, jusqu'au bout, la moitié d'entre eux. Pour l'autre moitié, le RPR paraît prêt à retirer son candidat prénoté ou, à tout le moins, à engager une négociation.

M. Ballard :

exagérations polémiques

C'est sans doute là que les amis de M. Valéry Giscard d'Estaing détestent, comme M. Pierre Bérégovoy, une volonté hégémonique. Les déclarations du premier ministre sur « le retour de l'état RPR » ont été qualifiées par M. Juppé de « bonne plaisanterie » relevant du « fantasme ». Pour sa part, M. Edouard Balladur a répondu, sur France 3 : « Laissons ces exagérations polémiques à leurs auteurs. Elles prêtent à sourire et elles émanent d'hommes dont on a le sentiment que, véritablement, ne pou-

vant parler de leurs projets, puisque apparemment, ils n'en ont plus, de leur bilan, puisque apparemment ils n'ont rien fait, puis qu'apparemment, à leurs propres yeux, il est fort compromis, il leur reste à tenter d'agiter des épouvantails. Laissons, les, ce ne fait pas qu'aux enfants ».

Les négociations électorales à droite sont liées à la mise en place du système des primaires pour l'élection présidentielle, mécanisme exactement inverse de celui des primaires législatives. Le RPR a été quelque peu heurté par les récentes déclarations de MM. Raymond Barre et François Léotard qui, selon un proche de M. Jacques Chirac, ont « tourné en ridicule » ce système de désignation d'un candidat unique de la droite parlementaire dans la course à l'Élysée. De ce point de vue, le RPR espère que les dirigeants de l'UDF vont, le plus rapidement possible, mettre les choses définitivement au point.

OLIVIER BIFFAUD

EN BREF

■ Aube : candidatures de M. François Baroin et du général Etienne Copel. — Conseiller municipal de Nogent-sur-Seine, fils de Michel Baroin, ancien maire de cette ville, ancien patron de la GMF et de la FNAC, décédé en 1987 dans un accident d'avion au Cameroun, M. François Baroin a reçu l'investiture du RPR pour être candidat aux législatives dans la troisième circonscription de l'Aube, dont le député sortant est M. Michel Carletel (PS). M. François Baroin vient de donner sa démission d'Europe 1, où il était journaliste au service politique. D'autre part, le général Etienne Copel (div. d.), conseiller général de l'Aube, a annoncé sa candidature dans la deuxième circonscription, où il affrontera notamment M. Robert Galley, député sortant RPR et maire de Troyes. Le général Copel a quitté l'armée de l'air en 1984 avant de publier son livre *Vaincre la guerre*.

■ Indre-et-Loire : M. Descamps (UDF-PR) candidat dans la troisième circonscription. — M. Jean-Jacques Descamps, ancien député (UDF-PR) du Nord, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, a reçu l'investiture de l'UDF pour se présenter aux élections législatives dans la troisième circonscription de l'Indre-et-Loire actuellement détenue par M. Christiane Mora (PS) et pour laquelle le RPR a « pré-investi » M. Jean-François Baekens, adjoint au maire de Chambray-lès-Tours. Membre du bureau de la Fédération nationale des Clubs Perspectives et Réalités, proche de M. Giscard d'Estaing, élu député du Nord en 1986, M. Descamps s'était retiré entre les deux tours des élections de 1988 après avoir été élu député, dans la sixième circonscription du Nord, par MM. Robert Anselin (PS) et Gery Delfontaines (div. d.).

■ Nord : l'ancien maire de Dunkerque se présente. — M. Claude Prouvovoy, ancien maire de Dunkerque, ancien sénateur, sera candidat CNI dans la treizième circonscription du Nord, où il sera opposé notamment à M. André Delattre, député sortant PS, élu en 1988 comme suppléant de M. Michel Delabarre, et M. Emmanuel Doucet (RPR). Battu en 1989 par M. Delabarre aux élections municipales, puis, après que celles-ci eurent été annulées, en 1990, M. Prouvovoy n'a pu retrouver en septembre dernier le siège de sénateur qu'il occupait depuis 1983.

■ Val-d'Oise : M. Pierre Lellouche (RPR) affrontera M. Dominique Strauss-Kahn (PS). — M. Pierre Lellouche, ancien directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI), conseiller diplomatique de M. Jacques Chirac, sera candidat dans la huitième circonscription du Val-d'Oise, dont le sortant est M. Bernard Angès (PS), élu en 1988 comme suppléant de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.

■ M. Jean-Claude Martinez sera candidat du Front national à Perpignan. — M. Jean-Claude Martinez, membre du bureau politique du Front national, député européen, conseiller régional du Languedoc-Roussillon et conseiller municipal de Montpellier (Hérault), a annoncé, lundi 7 décembre, sa candidature aux élections législatives dans la première circonscription des Pyrénées-Orientales (Perpignan III, IV, V, VII, IX). En juin 1988, le candidat du parti d'extrême droite, M. Jean Grippat, avait obtenu 19,41 % des suffrages exprimés dans cette circonscription dont le député sortant est M. Claude Barate (RPR). « Je n'ai pas de suppléant, je laisse la place à M. Barate », a-t-il déclaré. M. Martinez en présentant sa candidature.

■ Le tribunal de Paris rejette un droit de réponse de M. Antony (RPR) contre France 2. — Saisi en référé par M. Bernard Antony, Alain Lacabarra, vice-président du tribunal de grande instance de Paris a rejeté, lundi 7 décembre, une demande d'exercice du droit de réponse présentée par ce membre du bureau politique du Front national à l'encontre de France 2. M. Antony contestait les propos qui lui étaient prêtés, dans l'émission « Envoyé spécial » du 5 novembre, par M. François Bachelot, ancien dirigeant du Front national. Celui-ci avait indiqué que M. Antony « a été mis en cause dans des conditions attentatoires à son honneur et à sa considération », d'autant, ajoutait-il, que ce dirigeant d'extrême droite a pu s'exprimer, dans cette émission, sur l'éventuelle existence d'un « lobby juif ».

BIBLIOGRAPHIE

Les batailles de Pierre Messmer

L'Europe de Maastricht « ne respecte ni l'indépendance de la France ni la liberté des Français », affirme Pierre Messmer en conclusion de ses Mémoires. L'ancien premier ministre estime que le traité approuvé par référendum le 20 septembre est en contradiction avec toutes les batailles qu'il a menées au cours de sa vie. Ce sont ces batailles, militaires, coloniales, gouvernementales, qu'il a choisi d'évoquer. Son évasion en 1940, son ralliement à la France libre, ses combats à Bir-Hakeim et El Alamein, comme officier de la Légion étrangère, son action comme gouverneur des colonies, sont contés comme des récits écrits à chaud ou des romans d'aventure, mais sans aucune réflexion, bien que ses exploits aient couvert de médailles.

D'autres épreuves lui sont imputées pendant les neuf années où il dirige, à l'ombre de de Gaulle, le secteur hautement « réservé » de la défense nationale. Il assume la logistique de la guerre d'Algérie, la confrontation avec deux révoltes de militaires, la sursis de l'Etat de l'Algérie et le putsch des généraux. Mais c'est lui aussi qui doit tout à la fois régler le sort des « soldats perdus » et construire une armée nouvelle avec la mise au point de la force nucléaire.

Pierre Messmer décrit avec précision son rôle de ministre des armées soumis à l'autorité directe du président de la République. La crise de mai 1968, qu'il appelle « le cirque » et qui n'était, selon lui, qu'un « coup de foudre », lui fait découvrir les qualités d'homme d'Etat de Georges Pompidou. Il justifie longuement les orientations données par de Gaulle à la politique de défense, mais il émaille aussi son récit d'anecdotes vécues. Il rappelle ainsi que le général, après un jour au président de la République confiné dans « Bokassa, je vous ai déjà dit de ne pas m'appeler papa », et le futur « empereur » de lui répondre : « Oui, papa, je ne le jure plus, papa ».

Bien que n'ait pas un intimité de Georges Pompidou, il raconte avec

simplicité comment il devient son premier ministre en 1969, après la disgrâce de Chaban-Delmas. Il s'achève alors à la « mission impossible » de gagner les élections de 1973 face à l'offensive de la gauche, comme il l'était en service commandé. L'année suivante, qui commence est marquée par l'échec de la révision constitutionnelle, par celui de la loi sur l'avortement et par l'affaire Lip, dans laquelle le ministre Jean Chabanonnel le « déçoit ».

Mais son gouvernement, dans le même temps, renforce la sécurité routière, malgré l'hostilité du président à la limitation de vitesse, lute contre les grandes surfaces, fait baisser le chômage et lance le programme d'électrification nucléaire, celui du TGV. Il remplit, dit-il, à Matignon, un rôle « tantôt de dompteur, tantôt d'équilibriste ».

Il parle avec pudeur de la maladie de Georges Pompidou et affirme qu'elle ne lui a fait commettre aucune erreur politique. Pour succéder au chef de l'Etat, Pierre Messmer admet qu'il a « trop hésité ». A cette occasion il exprime son amitié pour Jacques Chirac, mais il trace de M. Giscard d'Estaing un portrait d'un « extrême forcé » qu'il voit en lui un homme « dont l'ambition domine les convictions » et chez qui « tout est calcul ».

Co-gaulliste intégriste au franc-parler, souvent et injustement brocardé, présent dans ses Mémoires — qui auront une suite — sa justification et sa défense. Ayant renoncé à ses mandats de maire et de député après avoir été président du groupe RPR pendant la cohabitation, Pierre Messmer, aujourd'hui président de l'Institut Charles-de-Gaulle, n'a pas renoncé à l'action, ou tout au moins à l'influence. Hostile aux accords de Maastricht, partisan d'une armée de métier, jugeant l'OTAN obsolète, il procède que le message de de Gaulle peut et doit être adapté.

ANDRÉ PASSERON

Après tant de batailles, de Pierre Messmer, Alain Michel, 457 p., 140 F.

DÉFENSE

Dans un article paru dans la revue « ÉNA mensuel »

L'amiral Lanxade critique la notion de « dividendes de la paix »

Dans un article qu'il a écrit en préface d'un numéro de la revue *ÉNA mensuel* (1) consacré aux problèmes de défense, le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, s'en prend aux partisans de la thèse selon laquelle l'environnement international devrait inciter la France à réduire ses dépenses militaires pour mieux « engranger les dividendes de la paix ».

« Le souci d'engranger trop précipitamment les dividendes de la paix, écrit l'amiral, risque de nous conduire à une diminution sensible de notre rôle en Europe et dans le monde, sans nous donner, pour autant, une économie européenne économique satisfaisante. Il serait tout à fait hasardeux de vouloir établir un parallèle quelconque entre la défense et une entreprise. La défense, véritable assurance sur la vie de la nation, n'a aucune finalité économique propre. » En ce sens, ajoute le chef d'état-major, après avoir analysé le contexte géostratégique « mouvant » qui marque

la planète, les dépenses qu'elle suscite peuvent être qualifiées d'« improductives », au même titre que bien d'autres dont l'intérêt se situe sur un tout autre plan que celui de la simple rentabilité ».

« Les effets d'une nouvelle réduction drastique de nos forces, s'ajoutant aux précédentes, mettraient en péril des secteurs entiers de notre économie et, à terme, entraîneraient une dégradation de la France et à l'étranger en matière de défense. Notre marge de manœuvre est donc singulièrement restreinte au moment où il devient urgent de moderniser nos forces conventionnelles si nous voulons les adapter au nouveau contexte géostratégique », estime l'amiral Lanxade. Il conclut : « On ne saurait, en aucun cas, prévoir l'entretien du même appareil militaire sans consentir une croissance des crédits du même ordre de grandeur que la croissance économique. »

(1) *ÉNA mensuel*, numéro 225, 13, rue de l'Université, 75007 Paris, 30 F.

Scrutin municipal à Amboise

La liste de M. Bernard Debré (RPR) frôle la majorité au premier tour

Un projet d'aménagement touristique de deux mille lits avait provoqué l'échec de l'équipe hétéroclite née de la fusion au second tour, en mars 1989, de la liste socialiste et d'une liste divers gauche — qui dirigeait Amboise (Indre-et-Loire). La démission du maire, M. André Chollet, ancien radical de gauche, constituait à plusieurs autres députés, avait rendu nécessaire l'organisation d'élections partielles.

Celles-ci ont donné lieu, comme prévu, à un duel à trois. Le premier à s'être lancé dans la course était M. Bernard Debré, député, conseiller général et conseiller municipal sortant, tout nouveau président de la fédération départementale du RPR. Des comités de soutien s'étaient organisés sous le patronage de son père, M. Michel Debré, ancien maire de la ville, battu en 1989 par M. Chollet. Le fils de l'ancien premier ministre avait aussi reçu le soutien de M. Philippe de Villiers, venu participer à une réunion publique.

Il trouvait sur sa route M. Jean Saint-Brice, conseiller général d'un canton voisin du Maine-et-Loire, qui se définissait comme un gaulliste d'ouverture et se prévalait de son expérience de conservateur du Vinceluc, où demeura Léonard de Vinci de 1516 à 1519. Animateur d'une association de développement touristique du Val de Loire, M. Saint-Brice avait remporté à son mandat de conseiller municipal de Champdoux (Maine-et-Loire), où il était élu depuis 1977, tout en conservant son poste de conseiller général.

Les deux listes de droite sont arri-

vées en tête à l'issue du premier tour. Avec 48,72 % des voix, celle de M. Debré a failli passer dès le premier tour. M. Saint-Brice, avec 28,73 % des suffrages, peut s'estimer déjà car il croyait talonner M. Debré de plus près. Mais, compte tenu de sa très courte campagne, son résultat est encourageant. Ancien adjoint limogé par le maire démissionnaire, M. Jacques Nachbaur, qui avait constitué une équipe comprenant des membres du PS et de Génération Ecologie, a fait un score assez faible. On se dirige donc vers une triangulaire, le candidat communiste n'ayant pas atteint la barre des 10 %.

ALEXIS BODDAERT

Les résultats du premier tour : L. 7 101 ; V. 4 957 ; A. 30,19 % ; E. 4 839.

Liste conduite par Bernard Debré (RPR), 2 357 voix (48,72 %) ; liste conduite par Jean Saint-Brice (div. d.), 1 390 voix (28,73 %) ; liste conduite par Jacques Nachbaur (div. g.), 824 voix (17,03 %) ; liste conduite par Jean Fabrice (PC), 268 voix (5,54 %).

12 mars 1989 : L. 7 181 ; V. 5 011 ; A. 30,21 % ; E. 4 848.

Liste d'union de la droite (Michel Debré, m. a.), 2 087 (43,04 %) ; liste div. (André Chollet), 1 119 (23,08 %) ; liste PS (Paul Morau), 973 (20,07 %) ; liste PC (Pierre Marchandau), 374 (7,71 %) ; liste FN (Jacques Guillon), 295 (6,08 %).

19 mars 1989 : L. 7 181 ; V. 5 367 ; A. 25,26 % ; E. 5 131.

Liste div. g.-PS (André Chollet), 2 634 (51,13 %) ; 25 ELUS (7 PS, 16 div. g., 2 div. d.) ; liste d'union de la droite (M. Debré), 2 517 (48,86 %) ; 6 ELUS (1 UDF, 1 RPR et 4 div. d.).

Cinq élections cantonales partielles

CÔTES-D'ARMOR : canton de Plouaret (1^{er} tour).

L. 7 628 ; V. 5 311 ; A. 30,37 % ; E. 5 194.

Robert Le Hoc'h, div. g., m. de Plouaret, 1 614 (31,07 %) ; François Le Bras, div. d., m. de Trégrom, 1 524 (29,34 %) ; Michel Dizez, PS, m. du Vieux-Marché, 1 184 (22,79 %) ; Patrick Le Hénec, UDR, adj. m. de Plouaret, 668 (9,01 %) ; Jacques Hérou, Vrs. sort. GE, 404 (7,77 %).

BALLOTAGE

Cette élection était rendue nécessaire par le décès, survenu le 16 novembre dernier, de Francis Cadou, conseiller sortant de 1975. Dans ce canton, le chef de la liste de gauche, M. de Plouaret, proche de Francis Cadou, mais non membre du PC, est arrivé en tête des candidats de gauche, devançant Michel Dizez, ancien conseiller, adjoint d'un PS, de 430 voix. Il devrait donc être l'unique candidat de la gauche au second tour.

Francis Cadou, mort seul en son second tour des cantonales de 1988, avait été réélu par 2 970 voix sur 2 970 suffrages exprimés, 3 942 votants (soit 58,18 % d'abstention). Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 7 903 ; V. 5 364 ; A. 32,12 % ; E. 5 194 ; Francis Cadou, 2 435 (47,41 %) ; Patrick Dizez, 814 (15,32 %) ; Patrick Le Hénec, UDR, 346 (6,73 %) ; Jacques Hérou, Vrs. sort. GE, 192 (3,65 %).

HÉRAULT : canton de Sète-2 (1^{er} tour).

L. 14 635 ; V. 7 359 ; A. 49,70 % ; E. 7 144.

François Liberté, PC, c. m. de Sète, 3 718 (50,04 %) ; R.É.L.U., Hélène Le Vay, RPR, c. m. de Sète, 2 554 (33,75 %) ; Françoise Schenauer, FN, 577 (8,07 %) ; Jacqueline Ramond, éc. sol., 295 (4,12 %).

Le tribunal administratif de Montpellier avait invalidé les résultats du précédent scrutin compte tenu de la diffusion d'un tract appelant à l'abstention le veille du second tour et du faible écart de voix (55 suffrages) enregistré alors entre François Liberté et Hélène Le Vay.

Cette fois, François Liberté a confirmé son fort caractère local en s'imposant dès le premier tour. Il a également bénéficié de soutien de la part de PS, des Verts et de Génération Ecologie, qui s'étaient pas présentés de candidats face à lui. La perspective des prochaines élections législatives où le député sortant s'élèvera Jean Lanxade (PS) aura besoin des voix communistes n'y est sans doute pas étrangère. La candidate de Front national, Françoise Schenauer, fait une chute spectaculaire, perdant 889 voix et 7,5 points de pourcentage par rapport à son score du premier tour de mars dernier.

François Liberté avait été proclamé réélu au second tour des cantonales de mars dernier avec 4 007 voix (50,31 %) contre 3 523 (46,68 %) à Hélène Le Vay sur 7 799 exprimés, 9 457 votants (soit 35,60 % d'abstention) et 14 686 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 14 688 ; V. 9 852 ; A. 32,92 % ; E. 9 495 ; Hélène Le Vay, 3 048 (32,37 %) ; Hélène Le Vay, 2 738 (29,29 %) ; Françoise Schenauer, 1 466 (15,57 %) ; Jean Lavabre, PS, 884 (9,55 %) ; Nicolas Criscuolo, GE, 635 (6,74 %) ; Lionel Lopez, Vrs. sort. GE, 410 (4,35 %) ; Olivier Du Plessis de Pouzilhac, div. d., 214 (2,27 %).

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Saint-Nicolas-de-Port (2^e tour).

L. 19 013 ; V. 9 039 ; A. 52,46 % ; E. 8 755.

Robert Blais, PS, m. de Dombasle, 4 956 (56,72 %) ; R.É.L.U., Gilles Aubert, RPR, m. de Saint-Nicolas-de-Port, 3 789 (43,28 %).

[Robert Blais retrouve facilement le siège qu'il avait occupé en 1992 après avoir été élu au conseil général RPR sortant, Gilles Aubert. Cette élection avait été annulée, en octobre, par le tribunal administratif de Nancy, pour un vice de forme dans le découpage des bulletins mais dans plusieurs bureaux de vote. Le premier tour, Robert Blais avait obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, mais il avait été déclaré élu car une très forte abstention l'avait empêché d'atteindre le quart des voix, au moins égal au quart des inscrits.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : L. 19 026 ; V. 9 858 ; A. 53,44 % ; E. 9 614 ; Robert Blais, 4 332 (50,29 %) ; Gilles Aubert, 3 821 (44,35 %) ; Pierre Thomassin, PC, 461 (5,35 %).

ORNE : canton d'Alençon-III (2^e tour).

L. 9 865 ; V. 3 887 ; A. 60,60 % ; E. 3 735.

Bruno Charuel, div. d., adj. m. d'Alençon, 2 161 (57,86 %) ; ELU : Danis François, PS, cons. mun. d'Alençon, 1 574 (42,14 %).

[Arrivé facilement en tête des dix candidats du premier tour, Bruno Charuel succède à Alain Lambert, maire d'Alençon, qui parvenait à la candidature de son adjoint au siège qu'il avait abandonné, pour cause de cumul de mandats, après avoir été élu au Sénat en septembre. M. Lambert avait été élu en 1985, comme en mars 1992 au premier tour, mais avec un pourcentage inférieur à celui attendu, car il fut, par Bruno Charuel. La candidate de PS, en revanche, améliorait fortement son score, sans faire, toutefois, tout à fait le plein des voix de gauche et écologistes du premier tour, alors que le nombre de votants a très légèrement augmenté.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : L. 9 868 ; V. 3 624 ; A. 63,24 % ; E. 3 518.

Bruno Charuel, div. d., adj. m. d'Alençon, 1 469 (47,75 %) ; Denise François, PS, cons. mun. d'Alençon, 900 (28,08 %) ; Hubert Crespy, div. d., 237 (6,73 %) ; Jean-Pierre Bonheur, Vrs. sort. GE, 194 (5,51 %) ; Jeanine Tisserand, FN, 182 (5,17 %) ; Rémy Pichot, div. g., 179 (5,05 %) ; Raymond Bazard, PC, cons. mun. d'Alençon, 124 (3,52 %) ; Bende Triglia, éc. sol., 113 (3,51 %) ; Thierry Solimait, GE, cons. rég. 84 (2,38 %) ; Jean Rebe, div. g., 36 (1,02 %).

VAR : canton de La Seyne-sur-Mer (2^e tour).

L. 25 271 ; V. 10 793 ; A. 57,29 % ; E. 10 254.

Maurice PC, 6 153 (60,00 %) ; R.É.L.U., Charles Scaglia, UDF-PR, m. de La Seyne-sur-Mer, 4 101 (39,99 %).

[Maurice Paul retrouve facilement son siège, alors qu'en mars 1992 il n'avait été élu qu'avec 43,50 % des suffrages exprimés, grâce à une triangulaire, le candidat de FN s'étant maintenu au second tour. Il confirme ainsi son implantation locale : il représente ce canton au conseil général depuis 1967, et au premier tour, il avait été le seul des candidats à franchir la barre de 10 % des inscrits. Pourrait, d'un tour à l'autre, Charles Scaglia a plus que doublé ses voix, sans faire, toutefois, le plein des voix de droite et d'extrême droite, alors que le nombre de votants a légèrement augmenté. Cette nouvelle élection a été organisée après l'annulation de celle de mars dernier par le tribunal administratif de Nice.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : L. 25 271 ; V. 9 733 ; A. 61,48 % ; E. 9 535 ; Maurice Paul, 4 318 (45,19 %) ; Charles Scaglia, 3 896 (40,13 %) ; François Héron, RPR, adj. m. de La Seyne-sur-Mer, 1 076 (11,06 %) ; Claude Lecocq, FN, 1 076 (11,06 %) ; Luc Patenot, éc. sol., 707 (7,39 %) ; Alain Ajello, PS, 262 (2,74 %).

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez I M P

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde



سكس لالنج

SOCIÉTÉ

Le Monde • Mardi 15 décembre 1992 9

JUSTICE

Un détournement de 15,6 millions de francs

L'affaire des Girondins de Bordeaux devrait être jugée au premier semestre 1993

L'instruction de l'affaire des Girondins de Bordeaux, menée par M. Bernard Debré (RPR), touche à sa fin. Elle devrait se clore prochainement par le renvoi des quatre inculpés - M. Claude Bez, son fils Eric, MM. Jacques Rubio et André Pissin, gérants des sociétés Malardou et Aquitaine Environnement - devant le tribunal correctionnel, où le procès pourrait avoir lieu « au cours du premier semestre 1993 », indique-t-on au palais de justice de Bordeaux. L'ancien président du club de football des Girondins de Bordeaux et son fils sont accusés d'avoir participé au détournement de 15,6 millions de francs lors de la construction du Centre international de football du Haillan, un luxueux équipement financé par les collectivités locales. Le juge d'instruction a recueilli la déposition du maire (RPR) de Bordeaux et député de la Gironde, M. Jacques Chaban-Delmas. La municipalité, qui avait délégué au club de M. Bez la maîtrise d'ouvrage du Haillan, n'est constituée partie civile.

BORDEAUX

de notre correspondant

« Je ne veux pas de marché public : si les Girondins sont maîtres d'ouvrage, la subvention ne sera pas déversée. Les juristes municipaux se sont penchés sur le problème et Jacques Chaban-Delmas, qui a une confiance absolue en moi, m'a dit : d'accord. » M. Claude Bez a ainsi résumé, durant l'instruction, la façon dont fut menée l'opération du Haillan, en tout petit comité entre le

président du club des Girondins, une poignée de hauts fonctionnaires municipaux et le maire de Bordeaux. M. Bez aurait emporté l'accord de principe de M. Chaban-Delmas fin mai 1986. Le chiffre des travaux était déjà arrêté, le conseil municipal de Bordeaux n'entendant pas la subvention et la convention de maîtrise d'ouvrage qu'en mars 1987. Entre-temps, le département de la Gironde, la communauté urbaine de Bordeaux et la région Aquitaine avaient voté leur quote-part, s'engageant (à l'exception du département) à la ville de Bordeaux pour collecter les fonds et payer la facture, laquelle s'élevait à 54 millions de francs.

En août 1990, sur plainte de l'administration fiscale, une information judiciaire était ouverte sur la destination véritable d'une partie de cette somme. Depuis longtemps, des rumeurs couraient à Bordeaux sur la « débaucherie » du président Bez et la fuite en avant financière du club. Le 22 novembre 1990, M. Claude Bez était inculpé d'escroquerie, abus de confiance, complicité de faux, recel d'abus de biens sociaux. Son fils Eric était à son tour, de faux, usage de faux, recel d'escroquerie et abus de biens sociaux. Par la suite, et alors que la déconfiture du club bordelais s'était au grand jour, entraînant sa mise en redressement judiciaire, la chambre régionale des comptes d'Aquitaine révélait que 15,6 millions de francs de subventions avaient été employés à un tout autre usage que le financement du fameux chantier du Haillan, de son club house, de sa piscine et de ses douze terrains de football.

L'instruction avait confirmé l'existence d'une surévaluation organisée au bénéfice du club. Elle avait aussi permis d'évaluer précisément les confortables rémunérations de M. Eric Bez, le fils aîné du président des Girondins ayant été imposé par

son père comme « assistant » sur le chantier du Haillan. Sans recourir à des appels d'offres pour sélectionner architectes et entreprises, le tout-puissant président Bez avait fait son choix, « a-t-il dit lui-même, « sur des critères de compétence et d'amitié ». De fait, la société Malardou, dirigée par M. Jacques Rubio, était à l'époque sponsor du club. Quant à l'entreprise Aquitaine Environnement, gérée par M. André Pissin, elle figurait parmi les clients de longue date de M. Bez. La veille de la signature du marché du Haillan, ces deux sociétés ont dû souscrire un contrat de publicité de 5 millions de francs chacune.

Les modalités de « reversement » étaient détaillées sans équivoque dans une note interne de la BCCM, la banque auprès de laquelle avait été ouvert le compte spécial destiné à recevoir les subventions : « Sur ces 54 millions de francs destinés à régler les travaux de réalisation du centre du Haillan, 10 millions sont en réalité destinés à être restitués au club des Girondins de Bordeaux FC. Ces 10 millions s'opèrent par un engagement de prestations publicitaires établi par les deux entreprises Aquitaine Environnement et Malardou ; ces deux entreprises perçoivent, d'une part, les recettes liées à leurs prestations dans la réalisation du Haillan et, d'autre part, à mesure de l'avancement des travaux, reversent un pourcentage jusqu'à concurrence de 10 millions de francs aux Girondins de Bordeaux. »

Pouvait-on réaliser un tel montage sans l'assentiment des bailleurs de fonds ? Non, a-t-il répondu sans hésiter, durant l'instruction, certains intervenants. A leurs yeux, cette « publicité occulte » avait reçu la bénédiction des collectivités concernées. « États d'âme » que tout cela, a répondu le maire de Bordeaux au cours de sa déposition en tant que partie civile, le 20 novembre dernier. « En tout cas, a-t-il encore déclaré au juge d'instruction, si des irrégularités ont été commises, cela est fait par M. Bez dans l'intérêt du club. Cela me confirme que M. Bez ne s'est pas mis de l'argent dans la poche et me conforte dans mon opinion qu'il est un honnête homme. »

Les parts d'un hôtel au Sénégal

L'instruction aurait, par ailleurs, permis d'établir que le chantier du Centre international du Haillan a rapporté 3 417 774 F hors taxes à M. Eric Bez, 420 000 F lui furent versés par le club de son père, 521 774 F par les architectes, ce qui représentait 20 % de leurs honoraires, un protocole fixant cette « indemnité forfaitaire » leur ayant été imposé, 1,3 million de francs par la société Malardou et 576 000 F par Aquitaine Environnement. Les trois correspondant à ces deux dernières sommes auraient été encaissées par M. Claude Bez, qui en aurait conservé une grosse part (1,2 million de francs) pour son propre compte : une somme équivalente fut en effet versée à la même époque au Sénégal, où M. Bez avait acquis des parts dans l'hôtel les Pirogues.

Pour expliquer ces curieuses opérations bancaires, l'ex-président des Girondins a mis en avant son souci d'entraide familiale. C'était sa façon d'assurer, a-t-il déclaré, « la banque de son fils », ce dernier ne disposant pas de facilités d'escompte auprès des banques. Reste à savoir si les prestations fournies par M. Eric Bez justifiaient d'aussi grasses rémunérations. Depuis juillet 1985, il évoluait dans le monde de l'immobilier, étant à la tête d'un cabinet auquel il avait adjoint une SARL, Eric Diffusion, puis un troisième secteur « Etude Réalisation International Consultant » (ERIC). Le tout constituant une nébuleuse assez confuse aux adresses identiques et aux rôles indistincts. Certains témoins auraient décrit les interventions du fils de M. Claude Bez sur le chantier du Haillan comme « un scénario catastrophe », assurant qu'aucune compétence technique ou architecturale ne justifiait ses rémunérations. Mais encore faudrait-il déterminer si les entreprises ont, pour le payer, rogné sur leurs bénéfices ou, au contraire, provoqué des surfacturations.

Interrogé par la police au cours de sa garde à vue, M. Eric Bez s'était présenté comme un simple exécutant des ordres paternels. Son père l'avait imposé comme assistant des Girondins de Bordeaux, des architectes et des entreprises. Il aurait fixé le montant des rémunérations et aurait donné à son fils toutes les consignes quant à la destination finale de l'argent. Eric Bez s'est ensuite rétracté. Il revendica au procès d'établir les responsabilités exactes du fils et du père dans cette affaire qui a entraîné la chute des Girondins.

GINETTE DE MATHA

L'enquête du juge Van Ruymbeke sur les financements politiques

Le publicitaire Jacques Séguéla est confronté à René Trager

Le juge Renaud Van Ruymbeke devait procéder, lundi après-midi 14 décembre, à Rennes, à une confrontation entre le publicitaire Jacques Séguéla et l'homme d'affaires nantais René Trager, inculpé dans plusieurs dossiers de financement politique frauduleux pour le compte d'élus socialistes. La convocation de M. Séguéla par le magistrat rennais fait suite aux révélations de René Trager concernant le rôle qu'il affirme avoir joué dans deux affaires impliquant l'entourage de M. Georgina Dufoux, à l'époque où elle était ministre des affaires sociales. Tous deux inculpés de corruption, MM. Michel Gagneux et Michel Maurice, respectivement ancien directeur du cabinet et ancien conseiller technique de M. Dufoux, ont été entendus par le juge la semaine dernière.

Sommé par la justice et par le fisc de justifier le passage de mystérieuses sommes d'argent sur le compte de ses sociétés, René Trager avait raconté au juge Van Ruymbeke, en août dernier, et également dans un livre qu'il a écrit depuis (*L'affaire Trager*, Editions du Rocher), une histoire politico-financière en deux parties. La première porte sur l'autorisation d'achat par le ministère des affaires sociales, fin 1985-début 1986, d'un appareil de radiologie lourde (IRMN) destiné à l'hôpital de Nîmes et sur une commission de 2,1 millions de francs, touchée à cette occasion en Suisse par Trager (le *Monde* des 21 et 29-30 novembre). La seconde partie de l'histoire, celle dans laquelle apparaît le nom de M. Séguéla, concerne la participation de René Trager au financement de la campagne électorale de M. Dufoux, lors des élections législatives de mars 1986.

Selon le Nantais, les deux affaires forment un tout indissociable puisqu'il affirme qu'au moins une partie de la commission encaissée en Suisse était destinée au financement de la campagne de M. Dufoux, candidate à Nîmes (Gard). Il maintient qu'il a remis l'argent à MM. Antoine Dufoux et Michel Gagneux - ce que contestent ces derniers - et fait état d'au moins deux voyages à Nîmes, l'un effectué par lui, et l'autre par son frère « porteur d'une valise de billets à destination d'Antoine Dufoux ».

René Trager affirme également que M. Jacques Séguéla, de l'agence RSCG, a adressé à l'une de ses sociétés, spécialisée dans l'aluminium industriel, des fausses factures dont le produit était destiné à financer la campagne électorale du ministre des affaires sociales. Dans son livre, René Trager n'hésite pas à écrire : « J'ai été amené à payer les factures de cette campagne électorale. Une campagne conçue, pensée et réalisée par Jacques Séguéla. Le publicitaire de la "Force tranquille" s'y connaissait en pratiques électorales et en financements d'élections. (...) Je recevais donc des factures de Séguéla, au nom de la société ATAO, répertoriées sous le charmant vocable de "Etudes pour le lancement du mobilier urbain". Il ajoute même : « Tous les montages Séguéla-ATAO-Trager étaient mis au point par Antoine Dufoux, le mari de Georgina. »

Le juge Van Ruymbeke s'intéresserait aussi aux relations publicitaires existant, à la même époque, entre une société de Zurich, proche de l'agence de publicité RSCG, et la société allemande Alukon. Egalement spécialisée dans les produits d'aluminium, Alukon avait été mise sur pied par... René Trager, son frère Marcel et leur ami Richard Gaul, un entrepreneur allemand de Sarrebruck. Or, dans l'affaire de la commission récupérée en Suisse par Trager, son frère

ainsi que Richard Gaul ont fait équipe avec l'industriel nantais.

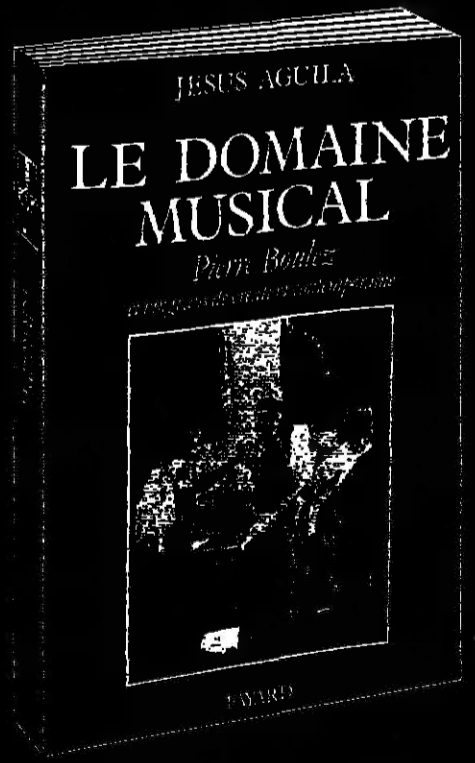
Alukon, qui apparaît comme le prolongement allemand d'ATAO, aurait réglé à la société zurichoise, dont on ignore encore le nom, des factures relatives à une campagne d'affichage publicitaire sur plusieurs circuits du Grand Prix automobile de formule 1. Après avoir questionné M. Séguéla, le juge Van Ruymbeke entendra MM. Richard Gaul et Marcel Trager dans les prochains jours. Il devrait ensuite convoquer M. Antoine Dufoux.

M. Dufoux, après bien des hésitations, n'a pas exclu « que Trager ait participé au financement de sa campagne électorale de 1986 qui fut, dit-elle, « assez coûteuse ». En revanche, M. Dufoux continue de soutenir que l'achat de l'IRMN de Nîmes n'a rien à voir avec le financement de sa campagne électorale.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

o Deux Français condamnés pour l'attaque d'un transport de fonds au Japon. - Philippe Jamin et Nor-dine Tifra, deux des trois accusés jugés aux assises de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour le « casse du siècle » au Japon, en novembre 1986, ont été condamnés, vendredi 11 décembre, à six ans de réclusion criminelle. Le troisième, René Pastore, a été acquitté. Les trois hommes étaient jugés pour l'attaque d'un transport de fonds. Lors de cette attaque, la plus grosse somme jamais volée dans ce pays (17,3 millions de francs) avait été dérobée. Les jurés ont reconnu Jamin et Tifra coupables de recel de vol qualifié, mais leur ont accordé les circonstances atténuantes, eu égard au rôle qu'ils ont joué dans cette affaire d'organisation des yakusa, équivalent japonais de la Mafia. - (AFP)

L'UN DES GRANDS MOMENTS DE LA MUSIQUE DU XX^e SIÈCLE



LE DOMAINE MUSICAL

Broché 514 p. 170 F

De nouvelles informations inédites, un ouvrage plus que remarquable. Patrick Szersnowicz, *Le Monde de la Musique*

Tous ceux qu'intéresse ou qu'irrite le phénomène Boulez se précipiteront sur cette magistrale étude. Maryvonne de Saint-Polgent, *Le Point*

Ce qui rend passionnant cet ouvrage, complet, bourré d'idées et de documents, c'est qu'il rend compte d'une époque où il se passait quelque chose de violent, d'important, dans la vie musicale. On s'insultait, on s'aimait. Bernard Genies, *Le Nouvel Observateur*

la Musique chez FAYARD

POURQUOI THY ?



FIABILITÉ ET PRÉCISION...

Sécurité et précision sont un gage de professionnalisme, un concept de base essentiel en aviation.

Depuis 59 ans, Turkish Airlines a fait de cette philosophie sa devise pour toutes ses activités en Turquie et à l'étranger, sur la terre comme au ciel. Elle jouit actuellement d'une excellente réputation, nullement usurpée, parmi tous les usagers des transports aériens de par le monde.

Les professionnels et techniciens de Turkish Airlines forment une solide équipe, parfaitement qualifiée, en service 24 heures sur 24 pour assurer votre sécurité à bord. Fiabilité et ponctualité sont d'ailleurs leurs maîtres mots.



TURKISH AIRLINES

"Vous comptez encore plus pour nous"

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

L'île de Florès en partie dévastée

Plus de mille cinq cents morts dans un séisme en Indonésie

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Plus de 1 500 personnes ont été victimes d'un fort séisme (6,8 sur l'échelle de Richter) qui s'est produit samedi 12 décembre, à 13 h 29, heure locale (soit 6 h 29, heure de Paris) dans l'est de l'île indonésienne de Florès. Florès fait partie de la province de Nusa Tenggara et est située à quelque 1 700 kilomètres à l'est de Djakarta.

Le chiffre de 1 584 morts et disparus et de plusieurs centaines de blessés, annoncé dimanche soir, devrait croître au fil des recherches

et du décompte des victimes. Le nombre des disparus devrait lui aussi continuer à augmenter, car les autorités sont toujours sans nouvelles de nombreux pêcheurs.

Le séisme a engendré un tsunami (appelé souvent et à tort raz-de-marée), c'est-à-dire des vagues qui gonflent démesurément en approchant des côtes. Ce tsunami n'était haut que de 2 mètres, au large du port de Maumere, sur la côte septentrionale de Florès, mais il aurait submergé la petite île de Rabi, dont la population était évaluée à 750 habitants. Selon d'autres témoignages, les vagues auraient dépassé largement les 6 mètres de hauteur sur les côtes septentrionale et méridionale de l'île.

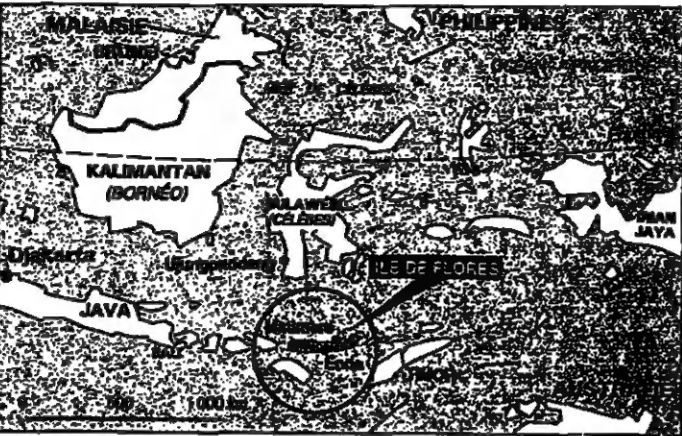
Dans le district de Sika, où se trouve Maumere (70 000 habitants, sur la côte nord-est de l'île), et dans celui d'Ende (70 000 habitants, sur la côte sud-est), 30 % à 40 % des constructions et habitations ont été balayées par les vagues qui auraient pénétré à l'intérieur des terres sur 300 mètres. Dimanche soir, les autorités estimaient à 40 000 le nombre des sans-abri. Des villages de toile auraient déjà été dressés à Maumere pour abriter les sinistrés.

Le séisme n'a affecté que la partie orientale de Florès, peuplée de 700 000 habitants, mais les secousses auraient été ressenties jusqu'à Ujungpandang (ex-Makassar), le port méridional de la

grande île de Sulawesi (ex-Célèbes) située à quelque 500 kilomètres au nord de Florès. Les autorités ont réclamé des secours d'urgence pour abriter les victimes et empêcher la multiplication, en pleine saison des pluies, des cas de maladies respiratoires et de gastro-entérites. Les communications téléphoniques demeuraient coupées dimanche soir, mais l'aéroport de Maumere était rouvert au trafic.

Selon les premiers calculs, l'épicentre du séisme aurait été situé au large de la côte méridionale, dans la mer de Sava, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Maumere.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Un archipel sismique et volcanique

L'archipel indonésien, qui, de Sumatra à l'Irian Jaya (la partie ouest de la Nouvelle-Guinée), s'étend sur 5 000 kilomètres d'est en ouest et sur 2 000 kilomètres du nord au sud, est extraordinairement volcanique (près de 150 volcans récents, dont plus de 100 sont actifs et souvent très meurtriers) et sismique. Le long de la côte sud des îles principales, de Sumatra à Florès en passant par Java, Bali et Lombok, la plaque «Indo-océan Indien-Aus-

tralie» plonge, en effet, sous la plaque «Eurasie». Bien entendu, cette plongée (ou subduction) se fait par à-coups, dont chacun se traduit par un tremblement de terre plus ou moins violent.

Dans les années récentes, la terre a, notamment, tremblé à Bali (1976, 563 morts), en Irian Jaya (1976, 5 000 ou 6 000 morts), à Florès (1982, quelques morts), à Java, Bali et Lombok, en 1987, une centaine de morts).

-Y. R.

Un rapport du Centre d'études de la neige de Grenoble

La responsabilité de la station serait partiellement engagée dans l'avalanche de Val-Thorens

Le rapport d'expertise du Centre d'études de la neige de Grenoble sur l'avalanche de Val-Thorens (Savoie), qui a tué le 21 novembre sept skieurs sur une piste balisée, illustre les difficultés liées à la gestion du manteau neigeux. Le parquet d'Albertville se prononcera dans quelques jours sur l'opportunité d'ouvrir une enquête judiciaire pour déterminer les éventuels responsables de cet accident.

GRENOBLE

de notre correspondant

Les responsables de la station de Val-Thorens (Savoie) et le maire de la commune de Saint-Martin-de-Belleville, M. Georges Cunin, avaient invoqué la «fatalité» comme unique cause de l'avalanche qui a englouti sept personnes sur une piste de ski le 21 novembre. Le rapport remis il y a deux jours au procureur de la République d'Albertville par la

commission d'enquête, composée de spécialistes du Centre d'études de la neige (CEN) de Grenoble, fait apparaître que la coulée meurtrière est d'origine accidentelle. «Mais elle a été déclenchée par un phénomène naturel», précise son directeur, M. Eric Brun.

Une grosse corniche de neige qui s'était formée vers 2 800 mètres d'altitude s'est rompue, puis s'est déversée sur une pente moyennement inclinée. Ce choc violent déclencha la mise en mouvement de la couche de neige fraîche, d'une épaisseur d'environ vingt centimètres, qui s'était accumulée au cours de la nuit précédente. L'avalanche devait traverser la piste Jean-Béranger, couvrir un dizaine de skieurs qui la descendaient et tuer sept d'entre eux.

Les spécialistes de la neige et des avalanches, qui ont établi le rapport d'enquête, rappellent qu'un domaine skiable est une zone normalement sécurisée, mais que la protection totale n'existe pas en montagne. Des phénomènes naturels peuvent survenir qui déjouent

les protections mises en place par les services des pistes des stations. D'autre part, de nombreuses avalanches, d'origine répertoriée, menacent et parfois traversent les pistes. Mais celles-ci sont en permanence «traitées», notamment à l'aide d'exploisifs, les déclenchant artificiellement.

Un risque mal identifié

Contrairement à ce qu'ont laissé entendre les responsables de la station, l'avalanche de Val-Thorens n'était pas inconnue de son service des pistes. La carte de localisation probable des avalanches pour «les trois vallées», réalisée par le Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CENAGREF), qui répertorie les zones menacées par des coulées de neige dans les stations de Courchevel, de Méribel, des Mézures et de Val-Thorens, indique, dans son édition de 1990, l'existence d'un danger d'avalanche dans le secteur où est précisément survenu l'accident. Une fiche de

coulée rouge indique parfaitement son tracé. Mais cette coulée ne se mettrait pas régulièrement en mouvement et elle avait donc pu être «oubliée» par les responsables de la sécurité.

Le service des pistes de Val-Thorens a-t-il, dès lors, bien évalué tous les risques qui pèsent sur le domaine skiable? Aurait-il pu prévoir le phénomène survenu dans l'après-midi du 21 novembre, qui faisait suite à une période de fortes précipitations neigeuses? Dans son rapport, le CEN ne se prononce pas sur les problèmes liés à la gestion du risque. Il se contente d'analyser les causes de la catastrophe.

Il est toutefois établi que la station de Val-Thorens, installée depuis vingt ans à 2 300 mètres d'altitude, n'a jamais demandé la réalisation d'une étude de protection d'une zone qu'elle savait menacée par un risque d'avalanche, certes mal identifié et probablement très épisodique.

CLAUDE FRANÇON

Une étude de l'INSEE

Mariages moins nombreux en 1991 et plus tardifs

La remontée du nombre des mariages amorcée en 1988 a connu un fléchissement en 1991 : 280 200 mariages ont été prononcés l'an passé, soit 6 900 de moins qu'en 1990. Un chiffre toutefois supérieur à ceux de 1989 et 1985. Cette situation, soulignée dans une étude de l'INSEE, publiée lundi 14 décembre, n'a rien d'exceptionnel en Europe. On enregistre une chute encore plus grande des unions en Allemagne (12 % de baisse en 1991 sur 1990). Le mouvement a même été amorcé en 1990 en Suède, et dans presque tous les pays du sud de l'Europe.

Les Français restent de plus en plus union libre, qu'ils aient ou non des enfants. En 1990, 1,7 million de couples non mariés ont été recensés, soit un couple sur huit au lieu d'un sur 35 en 1988. Conséquence : la part des naissances hors mariage croît toujours depuis vingt ans et dépasse 30 % de l'ensemble des naissances en 1991 (contre 7 % en 1970) :

70 000 enfants ont assisté au mariage de leurs parents en 1991, soit 3,7 % de plus qu'en 1990.

D'une façon générale, les Français se marient de plus en plus tard. Jamais l'âge moyen au mariage n'a été aussi élevé depuis 1945 : vingt-six ans pour les femmes et vingt-neuf ans pour les hommes. Chez les divorcés, 83 000 personnes se sont remariées en 1991 contre 85 000 en 1990. C'est la première fois que la courbe des remariages baisse depuis 1984, malgré une population de divorcés en hausse jusqu'en 1987.

Les mariages mixtes, en revanche, gagnent du terrain : 33 000 en 1991 contre 30 800 en 1990. Les ressortissants d'Afrique, principalement du Maghreb, sont les plus concernés avec 50 % des unions mixtes. Les mariages avec des Européens diminuent (33 % des unions mixtes contre 59 % il y a dix ans).

Ch. Ch.

ENVIRONNEMENT

Une manifestation réunissant élus français et espagnols

Cinq mille personnes ont défilé à Pau en faveur du tunnel routier du Somport

PAU

de notre correspondant

Cinq mille personnes ont défilé, samedi 12 décembre, dans les rues de Pau en riposte à l'annulation de la déclaration d'utilité publique du tunnel routier du Somport (Le Monde du 4 décembre). Un défilé très consensuel : côté à côté, au premier rang, marchaient les députés d'opposition François Bayrou (UDF), Michel Incassé (RPR) et le député socialiste André Labarère - en congé de parti, il est vrai, tant que les travaux de percement du tunnel n'auront pas repris. Aux côtés d'Ortiz et d'Oloron s'étaient joints ceux de Saragossa, Huesca et Sabinaigo, ainsi que de nombreux élus espagnols. Les syndicats ouvriers, patronaux et agricoles des Pyrénées-Atlantiques étaient aussi largement représentés.

Ce défilé bon enfant, ponctué par des chants régionaux, eut donc une dimension véritablement pyrénéenne et franco-espagnole. La participation anarcho-gauche (plus de trois cents personnes avaient franchi le col du Somport) s'explique par l'inquiétude des élus et décideurs socio-économiques de cette pro-

vince depuis le blocage du chantier de percement du tunnel. Les Espagnols, qui ont les deux tiers de l'ouvrage à leur charge, ont déjà réalisé une bonne part des infrastructures routières sur l'itinéraire Saragossa-Somport.

Pour eux, comme pour les élus basques et béarnais qui se sont succédé à la tribune dressée au pied du Parlement de Navarre, la construction d'un tunnel routier, vital pour l'amélioration des communications dans les Pyrénées centrales, est d'autant plus compatible avec la sauvegarde de l'environnement dans la vallée d'Aspe que l'ouvrage permet d'éviter la traversée du parc national des Pyrénées. Le président de la diputacion de Huesca, M. Marcelino Iglesias, a annoncé que les travaux se poursuivraient du côté espagnol et que le percement du tunnel commencerait en 1993.

Cette marche pour le Somport n'aura pas d'effet immédiat sur le projet, bloqué à la fois par la procédure et par la neige. C'est après les législatives que se jouera vraiment le sort du tunnel.

JEAN-MICHEL GUILLOT

ÉCHECS

Après le renoncement de la firme organisatrice

Le championnat du monde n'aura pas lieu à Los Angeles

La Fédération internationale d'échecs (FIDE) a annoncé, dimanche 13 décembre, que la société californienne Intermark avait renoncé à organiser comme prévu à Los Angeles, le prochain championnat du monde entre Garry Kasparov, tenant du titre, et son futur challenger. La FIDE a lancé un nouvel appel de candida-

tures qui expirera le 8 février 1993 à midi, le championnat du monde devant débuter en août ou en septembre 1993.

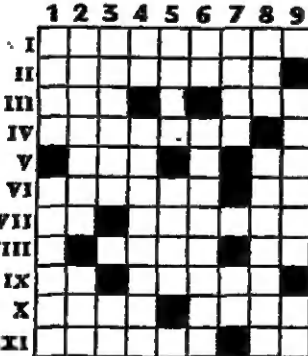
Le challenger de Garry Kasparov sera le vainqueur de la finale des candidats qui opposera, en janvier prochain en Espagne, le Britannique Nigel Short au Néerlandais Jan Timman.

La firme Intermark avait obtenu en novembre 1991 le droit d'organiser la finale du championnat du monde 1993 à Los Angeles, recevant notamment le soutien de Garry Kasparov, dont le «rêve américain» est de développer la pratique du jeu d'échecs aux États-Unis.

Confrontée à des problèmes budgétaires, après les troubles récents de Los Angeles en août dernier, Intermark avait alors tenté d'organiser la rencontre à Hamilton, au Canada. Là aussi, selon la FIDE, des problèmes financiers, et surtout le manque de soutien des autorités locales, ont obligé les responsables de la société californienne à se désister. (AFP)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5932



HORIZONTALEMENT

I. Des hommes qui connaissent bien le maniement du fusil. - II. Un véritable esclavage. - III. Pris en Méditerranée. « Bonnet », en Orient. - IV. Tirer des traits. - V. Bonne pour l'édenté. Près du sol. - VI. Pour bien faire le vide. Moins que rien. - VII. Façons d'agir. Son épouse fut une vraie sœur pour lui. - VIII. Dans la seconde. Partie d'une puce. - IX. A sa clé. N'est parfois que poussière. - X. Petit chez le charcutier. Buttes. - XI. Fut le domaine des Pictes. Dans un alphabet étranger.

VERTICALEMENT

1. Quand on s'y met, il n'y a plus rien d'emprunt. Ce n'est pas de la petite bière. - 2. Peuvent dévorer le bois. Amène parfois une

réponse appropriée. - 3. Faisait son trou. Saint. - 4. On peut dire que c'est la fin de tout. Peuvent se mettre sur les pompes quand elles sont dorées. - 5. Couvert, chez les Indiens. Fut dépossédé. - 6. Un peu d'espoir. Donne plus d'éclat à la rose. - 7. Un calife. Un jeu. - 8. On n'y trouve que des cailloux. Un homme qui peut tirer la couverture à lui. - 9. Protège une couche. Participe.

Solution du problème n° 5931

HORIZONTALEMENT

I. Découronné. Aire. - II. Esou. Ida. Tandem. - III. Sack. Eau. Eau. - IV. Tan. Harang. tare. - V. If. Immangeables. - VI. Tibde. Uri. SA. - VII. Uicère. Réels. Te. - VIII. Talé. Creuset. ts. - IX. Ida. Au. TL. Ergot. - X. Est-de-pie. Si. N.O. - XI. Rivière. Gb. - XII. Lamelles. Rafe. - XIII. Rager. Le. Mi. Lad. - XIV. Maublie. Corège. - XV. Dé. Réussite. SOS.

VERTICALEMENT

1. Destitution. - 2. Estafade. Lame. - 3. Coin. Eclairage. - 4. Onc. Idée. Linsur. - 5. Kimer. Adverbe. - 6. RI. AM. Eau. Lu. - 7. Odoeur. Peilles. - 8. Ne. En. Redr. - 9. Enquêtes. Ci. - 10. Ailes. Fils. - 11. Au. Ailes. Fils. - 12. An. (allusion au poids des ans). TA. Sige. - 13. Idée. Eies. - 14. Réoréation. Iago. - 15. Emues. Estocades.

GUY BROUTY

Mal rémunérés et déçus par la «loi paysage»

Les commissaires chargés des enquêtes publiques manifestent leur mécontentement

Réunis le 8 décembre à Marseille, les dix-sept commissaires-enquêteurs chargés de l'enquête publique du TGV sud-est ont annoncé au préfet coordonnateur du Gard qu'ils cessent désormais de travailler. S'ils ont ainsi décidé de se mettre en grève, c'est parce qu'ils ne supportent plus les conditions de travail, qu'ils jugent déplorables, et surtout parce que le vote de la «loi paysage», jeudi 3 décembre à l'Assemblée nationale, a déçu leur attente.

Le projet de loi de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, prévoyait de transférer au maître d'ouvrage le soin de rémunérer les commissaires-enquêteurs pour les enquêtes dites «Bouchard» (projet susceptible de modifier l'environnement, dépassant le seuil de 12 millions de francs). Mais un amendement de dernière minute, présenté par le député communiste Georges Hage, a inversé la portée de la loi. Cet amendement remet toutes les enquêtes publiques à la charge de l'Etat, y compris les enquêtes d'expropriation qui étaient restées à la charge des maîtres d'ouvrage. Ainsi, alors que le gouvernement souhaitait transférer la charge financière des enquêtes sur les

aménageurs, puisque l'Etat n'a plus d'argent, la loi votée par les députés ramène toutes les enquêtes à la charge de l'Etat.

La grève des commissaires-enquêteurs s'explique. Actuellement, la vacation est payée 160 F, et le plafond fixé pour une enquête, quelle qu'elle soit, est de 6 400 F. «J'ai déjà trois cents heures d'enquête, et je n'en suis qu'à la moitié», explique M. Pierre Carrias, magistrat retraité chargé de l'enquête TGV sud-est.

Le vote des députés a aussi ses raisons. La moitié des enquêtes menées par les commissaires-enquêteurs portent sur les POS (plans d'occupation des sols) et incombent donc aux finances communales ou départementales. Les élus, tout naturellement, préfèrent laisser cette charge à l'Etat. Pour M. Gilles de Robien, maire d'Amiens et député (PR) qui a déposé le 5 novembre une proposition de loi visant à renforcer le statut des commissaires-enquêteurs, le problème est de garantir leur indépendance. Mais on ne reste toujours au financement par l'Etat, chaque jour plus chiche. La balise est désormais dans le camp du Sénat.

R. C.

REPÈRES

RELIGIONS

Le cardinal Etchegaray en visite à Cuba

Président du Conseil pontifical
Justice et paix et du Cor Unum
qui coordonne les organisations
humanitaires catholiques, le car-
nal français Roger Etchegaray
effectue, depuis dimanche
13 décembre, un voyage de quatre
jours à Cuba. Ce voyage est dé-
terminé à priori. Pablo Castellanos
de l'Eglise à Cuba le considère
comme une « mission » à effets
conjugués de l'embargo
américain et de l'affondrement
du régime communiste.

Le cardinal Etchegaray, en son
contrar les **propos** cubains,
en vue d'une **amélioration**
entre l'Eglise et le **pouvoir**
communiste. En décembre
il a été rendu à Cuba et
rencontré M. Fidel Castro,
fameux évocation de 1980, l'évan-
gélisme d'une **vision** du monde
de pays, le mal d'Amérique latine
ou ne s'est pas vu **révisé** l'II,
plus **émancipé** aujour-
d'hui.

TABAC

M. Evin critique l'amendement

M. Claude Evén, ancien ministre des affaires sociales, s'en prend vivement à M. Michel Charasse, ancien ministre du budget, dans un entretien publié, lundi 14 décembre, par *Le Parisien*. Critiquant l'annuaire déposé par M. Charasse devant le Sénat, visant à augmenter la publicité pour le tabac lors du Grand Prix de France, il formule 1 (le Monde) 123-14 (décembre), M. Evén déclare que le sénateur du Puy-de-Dôme « se comporte de manière grotesque et grossière ».

« Il n'amuse plus personne », ajoute-t-il avant d'affirmer que « ce n'est pas le cas à Evry qui menace le Grand Prix de France, mais plutôt le chantage de Jean-Marie Goasduze, le président de la Fédération française du sport automobile. Le 10 décembre, le Fédération international du sport automobile avait décidé de retirer du calendrier 1990 le Grand Prix de France, qui devait avoir lieu sur le circuit de Nevers-Magny-Cours (le Mans) du 12 décembre).

EN BREF

On s'efforce attentifs à l'explosion dans la région d'Ajaccio... Cette attentat à l'explosif ont été commis... la nuit de samedi 12 à dimanche 13... à Ajaccio et à Porticello (Corso-du-Sud)... visant pour l'instant des banques et les bureaux locaux d'EDF ou de la Poste. Sur place, les enquêteurs ont retrouvé des tracts signés « Indipendenza ». Cette nouvelle organisation clandestine s'était signalée depuis plusieurs jours en communiquant à la presse locale. Elle vient de signer sa première « action ».

□ Profanation de sépultures à harkis ■ May (Var). — Huit sépultures des harkis à Saint-Prophète ont été profanées ■ inconnus, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 décembre, ■ le carré musulman du cimetière du May (Var). Une cinquantaine ■ jeunes Français musulmans ont manifesté leur colère en dressant, dimanche matin, un barrage ■ la RN 7, à l'entrée du May. Une autre manifestation, dimanche 13 décembre en fin d'après-midi, ■ réuni ■ une centaine d'anciens harkis et de ■ leurs familles, qui ■ le feu ■ des boîtes de foin à l'entrée ■ la ville.

LOTO 5/90

RESULTATS OFICIALS

NÚMERO	POSICION	VALOR	NÚMERO	POSICION	VALOR
000000	PRIMER	1000000	000000	PRIMER	1000000
000001	SEGON	100000	000001	SEGON	100000
000002	TERCER	10000	000002	TERCER	10000
000003	QUART	1000	000003	QUART	1000
000004	QUINT	100	000004	QUINT	100
000005	SIXT	10	000005	SIXT	10
000006	SEPT	1	000006	SEPT	1
000007	NOV	1	000007	NOV	1
000008	DIC	1	000008	DIC	1
000009	JAN	1	000009	JAN	1
000010	FEB	1	000010	FEB	1
000011	MAR	1	000011	MAR	1
000012	ABR	1	000012	ABR	1
000013	MAY	1	000013	MAY	1
000014	JUN	1	000014	JUN	1
000015	JUL	1	000015	JUL	1
000016	AUG	1	000016	AUG	1
000017	SET	1	000017	SET	1
000018	OCT	1	000018	OCT	1
000019	NOV	1	000019	NOV	1
000020	DIC	1	000020	DIC	1
000021	JAN	1	000021	JAN	1
000022	FEB	1	000022	FEB	1
000023	MAR	1	000023	MAR	1
000024	ABR	1	000024	ABR	1
000025	MAY	1	000025	MAY	1
000026	JUN	1	000026	JUN	1
000027	JUL	1	000027	JUL	1
000028	AUG	1	000028	AUG	1
000029	SET	1	000029	SET	1
000030	OCT	1	000030	OCT	1
000031	NOV	1	000031	NOV	1
000032	DIC	1	000032	DIC	1
000033	JAN	1	000033	JAN	1
000034	FEB	1	000034	FEB	1
000035	MAR	1	000035	MAR	1
000036	ABR	1	000036	ABR	1
000037	MAY	1	000037	MAY	1
000038	JUN	1	000038	JUN	1
000039	JUL	1	000039	JUL	1
000040	AUG	1	000040	AUG	1
000041	SET	1	000041	SET	1
000042	OCT	1	000042	OCT	1
000043	NOV	1	000043	NOV	1
000044	DIC	1	000044	DIC	1
000045	JAN	1	000045	JAN	1
000046	FEB	1	000046	FEB	1
000047	MAR	1	000047	MAR	1
000048	ABR	1	000048	ABR	1
000049	MAY	1	000049	MAY	1
000050	JUN	1	000050	JUN	1
000051	JUL	1	000051	JUL	1
000052	AUG	1	000052	AUG	1
000053	SET	1	000053	SET	1
000054	OCT	1	000054	OCT	1
000055	NOV	1	000055	NOV	1
000056	DIC	1	000056	DIC	1
000057	JAN	1	000057	JAN	1
000058	FEB	1	000058	FEB	1
000059	MAR	1	000059	MAR	1
000060	ABR	1	000060	ABR	1
000061	MAY	1	000061	MAY	1
000062	JUN	1	000062	JUN	1
000063	JUL	1	000063	JUL	1
000064	AUG	1	000064	AUG	1

7

MATEMÀTICA

PER MATEMÀTICA, VEUREM A LA PÀGINA 10

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

REGRAS DE PARTICIPACIÓ

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Mondet et MÉDECINE

TAIRÔMAGNE

**Des ~~français~~ français
entendus
par les gendarmes**

Un policier français vient d'être entendu par les gendarmes de Mîmes (Gard), dans le cadre de l'enquête sur l'attaque dont ont été victimes, le 27 juin, deux touristes allemands de Saint-Denis (Landes). Un policier avait été tué et deux blessés. Les auteurs, un d'origine espagnole et un d'origine algérienne, ont été frappés à coups de gaz lacrymogène et de coups de couteau. Les auteurs de l'attaque ont été arrêtés et sont actuellement en prison. Les gendarmes de Mîmes participent à l'enquête.

Des **lancers** français **carriés** **directement** ou **indirectement** **impliqués** **dans** **cette** **affaire**. **Plusieurs** **d'entre** **eux** **pourraient** **être** **convoqués**, **avant** **la** **fin** **du** **mois**, **par** **le** **juge** **d'instruction** **du** **Manché** **de** **Montréal** **chargé** **de** **l'affaire**, **M. Serge Gauthier**.

Le 25 juin, à Saint-Sever, aucun militaire français n'avait été engagé pour participer à la curée. Il y a vingt ans, pour un motif identique, dans ces mêmes arènes, une centaine d'hommes du lieu. Des hommes français, voulant prouver leur valeur à l'ennemi, leur profession avaient sauté dans l'eau pendant la curée.

FAITS DIVERS

En gare de Mâcon

Une vingtaine de personnes blessées à la suite du déraillement partiel d'un TGV

Le TGV \Rightarrow provenance d'Annecy (Haute-Savoie) \Rightarrow se dirigeant vers Paris \Rightarrow sorti en partie des rails lundi 14 décembre vers 7 h 30, à son entrée en gare de Mâcon-Loché. Une vingtaine de personnes présentes sur les quais de la gare ont été blessés par des projections de pierres du ballast.

Il s'agit de blessures légères et six personnes ont été admises à l'hôpital au Mans pour des soins, a précisé la SNCF locale. Ces personnes attendaient un autre TGV (numéro 970) en provenance de Genève, qui devait s'arrêter en gare du Mans à 7 h 33.

□ **Fuite à Marcoule (Gard).** — Une fuite s'est produite, jeudi 10 décembre, à Marcoule, apprend-on du Service central de protection contre les

rayonnements ionisants (SCPRI). L'incident, qui a provoqué le rejet dans l'atmosphère, via les filtres de sécurité, d'une quantité de 800 curies - soit moins du dix-millième de l'autorisation de rejet annuelle, - concernait le circuit de gaz radioactifs d'un générateur de neutrons utilisé pour des contrôles non destructifs sur le réacteur **Phénix**. Cinq

On ignorait lundi matin les causes de l'incident. Le train circulait à 110 kilomètres/heure au moment de l'incident et n'avait pas d'arrêt prévu au gare de Mâcon. Seul un bogie - situé entre la troisième et la quatrième voiture et composé de quatre roues - s'était dérailé. On ne déplorait aucun blessé parmi les passagers.

C'est le deuxième incident de ce genre sur un TGV, selon le SNCF. Un TGV avait partiellement déraillé en 1988, les bogies en partant de Voiron (Isère), après avoir heurté une semi-remorque arrêtée sur un passage à niveau.

très inférieurs aux limites réglementaires.

■ Nouvelle présidence à la tête du Syndicat de la magistrature (SYM). — M. Patrick Patric, juge au tribunal de grande instance de Paris et juge-pénal, est élu président général du Syndicat de la magistrature, à la place de M. Jean-Claude Nicod, qui est remplacé par M. Alain Vogelweith au poste de secrétaire général.

HISTOIRE

La commémoration d'une manifestation d'étudiants

Résistance en Sorbonne

Mardi 15 décembre, l'université de la Sorbonne se penche sur son histoire. Une commémoration solennelle de la manifestation d'Alfred Delmonville, l'un des leçons inaugurales du cours sur le judaïsme, le 15 décembre 1942, est organisée, cinquante ans après, par M. Maurice Carasso, directeur, recteur de l'académie, chancelier des universités de Paris, et M. Michel Maffei, président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV).

Le 15 JANVIER 1948 fut inaugurée, dans l'amphithéâtre Molière, la séance d'ouverture du judaïsme, l'Université par décret. M. Henri Lebrun, professeur à l'Université de Bordeaux et auteur d'un ouvrage « *Vieilles antiques* », en fut nommé directeur. Quelques minutes d'allocutions de bienvenue et de paroles de bienvenue de son enseignement.

M. Jacques Dupâquier, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), sera invité à l'École normale supérieure de

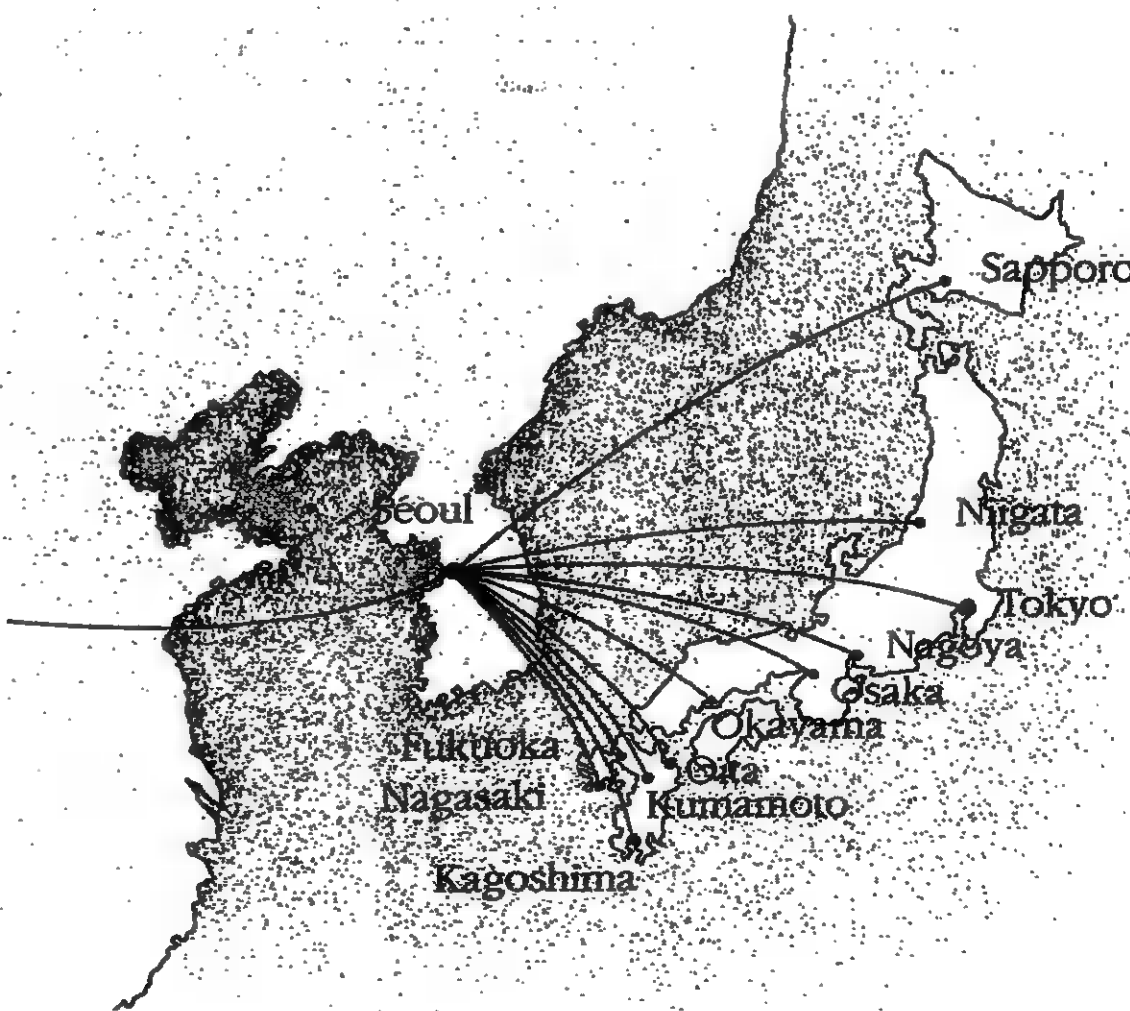
Saint-Cloud, ■■■ de ceux-là. Il se rendit avec ■■■ ■■■ à ■■■ Sorbonne.

« Henri [...] commença
embarrassées, cherchant en
particulier à démontrer que
[...] juif, se
[...] hudes,
[...] quelques
applaudissements [...] Un
signal donné, deux [...] se
répandant un liquide lacrymo-
gène ; je projetai vers le
plafond un paquet de cigarettes :
« Étudiants, se laissez pas
introduire en France les
[...] ». Plus rien
mouvait en sa sorte, poursuivis
par des policiers. »

« En cette année 1982 où il était à son apogée sur l'attaché des Français à l'égard des juifs pendant l'occupation, poursuit M. Dupâquier, qui est à l'origine de la naissance de ce cinquanteaire, il me paraît important de consacrer cette édition qui a construit tout le même à sauver notre honneur. »

LES ROUTES DE LA SÉRÉNITÉ

Pour atteindre les principales villes du Japon,
le chemin le plus rapide passe souvent par Séoul.



Korean Air vous propose 12 vols non stop chaque semaine entre l'Europe et la Corée. Plus qu'aucune autre compagnie. Par ailleurs, Korean Air relie Séoul à onze villes de province du Japon, en évitant l'aéroport de Tokyo-Narita. Du temps gagné c'est

toujours de la sérénité en plus. Et puis, voyager avec l'une des plus importantes compagnies aériennes de l'Asie par le nombre de passagers, à bord du long courrier le plus moderne du monde (Boeing 747-400), cela contribue bien sûr aussi à votre sérénité.

KOREAN AIR

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00)
Fautel : jusqu'au 21 décembre, 19 h 30

Fortuna (mise en scène)
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00)
Faust : jusqu'au 21 décembre. 19 h 30
Jeu, L'Ami d'Époux, Fernando de
la Mora (ténor), Gaston, Fernando de
la Mora (ténor), Pineda, Colas, Effi
Lupez (soprano), Bernadette Antoin
(mezzo-soprano), Orchestre et chœur de
l'Opéra de Paris, Julius Rudel (direction)
Jorge Lavelli (mise en scène) Saint Fran
çois d'Assise : jusqu'au 25 décembre
19 h 30
Uphoff (soprano), José Van Dam
(basse), Orchestre et chœur de l'Opéra
de Paris, Sylvain Cambieng (direction)
Peter Sellers (mise en scène)
OPÉRA-COMIQUE 34.46 FAVAR

PÉNICHÉ OPÉRA ♫2-45-18-20. Score
rendo : jusqu'au 20 décembre, 21
mar.-ju., ven., 17 h ; 17 h 30, 21
mar.-ju., ven., 17 h 30, 21 h. D'Olivier
Donatoni, Michel-Denis
Gallucci, Dominique Clément, Sylvain
Frydman, Carol Mundinger (clarinette)
Frédéric Manganol (alto), Christine Lagnier
(percussions), Mireille Laroche (fines
esches).

THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL
(48-06-72-34). Jusqu'au 6 février 1983. 14 h 45 mor.
jeu, ven, sam, dim, mar. Opéra. *Les
goûtes*. Igor Lewis Roj, Guy Vivès (bary-
ton), Simone David, Marie-Claire Lathière
(soprano), Pierre Müller, Sandrine Boyer
(piano), Jean-Louis Lemaire (chœur),
orchestre.

Robert Wilson (mises en scène), Luciano
Chitts (chœurs)
LONG JUMEAU. THÉÂTRE ADOLPHE-
DUMAS (08-06-40-77). La Traviata
à 20 h 30 sam., Opéra de Verdî. Soirée
Symphonique Orchestra.
RUEIL-MALMAISON. THÉÂTRE
ADOLPHE-DUMAS (47-32-24-42). La
Traviata : à 14 h 45 ven., Opéra de
Verdî ; à 20 h 30 sâmed. Toscanini
Milano.
ELORADO (42-49-60-77). Rose des
Vents : jusqu'au 31 décembre, 14 h 30
mercredi ; 14 h sam., dim. Opérette de
Franz Lehár. Avec Richard Finell, Kries
Krauer, Elise Vanon, Philippe Béranger,
Jean-Claude Guertel, Gino Christiani,
Gisèle, Luc David, Sylvie Van Der Meulen,
Christiane Florent, Grigoriy Ivanov, Laureline

POZZO (chorégraphie).
THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
 44-63-05-05). Les mille et une nuits :
 Jusqu'au 3 janvier 1993. 14 h mer., jeu.,
 samedi, dim. De Francis Lopez, Daniel Ren-
 croix, Rodrigo Lopez. Avec Tony Gama,
 Annie Galsio, Jean-Paul Querset, Cécile
 Leprieux, Jean-Pierre Duclos, Nadine
 Lopez et Richard Finelli (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

JAZZ CLUB (44-41-14-14).
 Philippe Petit Trio : jusqu'au 30 décem-
 bre. 22 h mer., samedi. Piano,
 Pierre Mingonard (contrebasse). Der-
 rière (batterie) : Quartet :
 H you, Des Lomsards
 H DUC

22 h : 22 h 30 min. **Auditorium**. Les Mery Dancers :
23 h : 22 h 30 ver. **Auditorium**. Les Mery Dancers :
24 h : 22 h 30 dim. **Musée de la Ville de Québec**. Les Mery Dancers :
25 h : 22 h 30 sam. **Jazz au Québec**.

AUDITORIUM DES HALLES
20-28-28-40. The Merry Dancers :
 11 h mer., jeu. Abbey Lincoln (voix),
 Rodney Kendrick (piano), Michael Bowie
 (batterie), Aaron Walker (batterie). Steve
 Stryker (saxophone), Arnaldo Goly Ndaye
 (clavier), David Tisdale (tuba), Robert
 Williams (trombone), The Kora Singers.
 Randolph Noel (direction) : Kant,
 22 h 30 sam.

LAISER SALE (42-33-37-71). Jam Session
 : jusqu'au 30 décembre. 22 h 30

am. : Aldo Bayonne : 22 h 30 juv., ven.
am. : Dan. : Captain Mercier : jusqu'à
le dimanche, 22 h 30 lun.
ATACLAN 147-00-30-12. Roly Gaillet
mer : 20 h ven. ; Ludwig von 88 : 20 h lu.

BILBOQUET 45-49-81-84. Hilm
am. : Quinlet : 22 h 45 mar., ven.
am. : Carol Cass : 22 h 45 lun., mar.
am. : Georges Arvanitzis (piano), Lucie Trus
dard (basse), Charles Sadoc (batterie).
COUFFONS THÉÂTRE (42-38-35-53).
am. : Virgule : 16 h sam.

MAIS DE LA PLACE (47-00-91-80).
am. : Live Michel Gomez : 23 h ven.,
am. : angela : 23 h sam.

MAISE RIVE-DROITE (42-33-81-62).
am. : alval et le 888 et B : 22 h 30 mar.,
am. : Bob Band : jusqu'à 20 décembre.

ARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE LA
CAMPÊTE (43-28-36-37) Le
 Journalle : 21 h mer., jeu. mat. sam.
 n. Minguo, Cuernavaet, Lina Comman
CHATELAIN DE LA HUCHETTE
 (3-28-85-05) Carl Schloso, Cusant :
 16 h 30 mer., jeu. sam. dim.
 Jean-Luc : 19 h 30 : jusqu'au
 (43-22-50-46) Des Art
 p : jusqu'au 20 b
 ju., ven., sam., lun. mar. 20 b
 (on piano), Jacques Vidal
 esset, Jean-Claude Jouy
CHARBLES ULLOMBARRE

3-57-24-24). **Mo-I** : 20 h

THÉÂTRE DE LA MAINATE
(42-08-83-33). Jean-Luc Debarthe : jusqu'au 4 janvier 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 18 h 30 dim. **Le** série noire.

THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
(42-08-18-50). La Java des mémoires : 21 h mer., jeu., ven., mar. ; 18 h 21 h 30 **Le** Roger Laurent.

THÉÂTRE ■ NESLE (46-34-61-04). Frank Trommler, Nathalie Vélard : jusqu'au

31 : 22 h mer., jeu., ven.,
 lun., mar.
THÉÂTRE MAURICE-RAVEL
 (42-39-18-55). Kim Allen : 20 h 30 ven.
TOURTOUR (48-87-42-48). L. :
 : jusqu'au 15 janvier !
 h T : jeu.,
 : 21 h dim., lun.
ZÉNITH (42-08-80-00). Peter Pan : jus-
 qu'au 20 : 14 h 17 h
 : 14 h 30 18 h sam. : 11 h
 14 h 30 dim.

MOULINEAUX. PARC DE L'ÎLE-SAINT-GERMAIN (40-08-05-03). Les cours de russe : jusqu'au 3 janvier 1988. 21 h mer., jeu., ven., sam., kun. ; 14 h 30 17 h 30 mer., 14 h 30 21 h.

NANTERRE. ESPACE CHORUS (47-32-24-42). : jusqu'au 3 janvier 1988. 14 h ; 14 h 30 17 h 30 sam. ; 10 h 30 14 h 30 17 h 30.

NEAUMY (39-79-03-03). Henri

BALLETS

CASINO DE PARIS (49-85-88-89). Ballets Xavier Cugat : jusqu'au 23 janvier 1993, 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., mer. Capomaestro, Xavier Cugat, Christophe Le Gendre (choréographe et mise en scène).

CENTRE MANDAPA (45-89-01-80). Jevod : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim. Les Ballets du Centre Mandapa du Grand Palais de Paris.

ESPACE CARDIN (42-85-27-35). Le Ballet d'Opéra de Paris.

OPÉRA DE CRÉTEIL (jusqu'au 23 décembre).
20 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun.,
mar. : 15 h dim. De Graudoux. Avec
Mette Pillesant-Mat. Théâtre chorégraphi-
que de Rennes, Gigi Caculneau (choré-
graphie), Dan Mitsucaen (mise en scène).
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Le
Lac des cygnes : jusqu'au 31 décembre.
18 h 30 mer., ven., mar. Ballet de Tch-
kovski. Étoiles, premiers danseurs et bal-
let de l'Opéra de Paris, Orchestre de
l'Opéra de Paris, Johnathan Darlington
(direction), Vladimir Bourmeister (choré-
graphie et mise en scène).

OPERA DE PARIS, PALAIS GARNIER
(47-42-53-71). Chopin & Robbins : jusqu'au 29 décembre. 18 h 30 jeu., sam., dim. In the Night, Dances at a Gathering. The Concert. Jerome Robbins (chorégraphie), Henri Barda (piano), Orchestre national de l'Opéra de Paris, Hugo Florato (direction).

PALAIS DES CONGRÈS. Cendrillon : jusqu'au 3 janvier 1993. 20 h 30 jeu., ven., mar. ; 15 h, 20 h 30 sam. ; 15 h dim. Ballet de Prokofiev. Avec Ekaterina Maximova, Vladimir Vassiliev, Ricardo Bustamante, Stanislas Issaiev, Ballet du Grand Théâtre de Genève.

THÉÂTRE DE LA BASTILLE
 (43-67-42-14). Claudio Bernardo : ■■ N
 mes., jeu., ven., sam. D'Isacco, Claudio
 Bernardo (chor.).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77).
 Groupe ■■■ Dubois : jusqu'en 31
 décembre. 20 h 30 mer., jeu., ven.,
 sam., dim., lun., mar. La Légende ■■ Don
 Juan, Jean-Claude ■■■ (chor.).

THÉÂTRE DU SPHINX. CENTRE
CULTUREL ■■■■■■ (42-78-39-29).
 début du II^e millénaire : 20 h 30 ven. Jea-

Paraphérie

VRY-SUR-SEINE. THÉÂTRE
(46-70-21-55). Ballets Jazz Art : 20 h 30
ann. Raza Hammedi (chor.).

MONTEUIL STUDIO BERTHELOT
(48-70-64-63). Compagnie Hervé Dia-
z : 21 h jeu., [] d'un
apillon, Hervé [] (chor.).

**VILLEJUIF THÉÂTRE ROMAIN-ROL-
AND (47-28-20-02). Ballet théâtre**

de Rafael Aguilar : 20 h 30 jeu.
Rafael Aguilar (chor.).

TRICHT!
PÉENS
EUROPÉENS!



E 92
éilleurs dessins
LIBRAIRIE

100

Les fous du désert

Subsides sous surveillance

Neptune, compagnon de route des solitaires

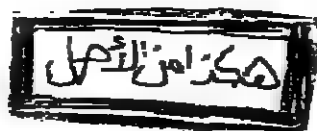
Les résultats

TENNIS

1. Alain **Baragès** **Superior**, à 20 038 m ; 2. **Bertrand Broc** (Groupe LG), à 77 milles ; 3. **Nandor** **Bank Metzav**, à 358 m ; 4. **José de Ugarte** (Euskadi Europa), à 670 m ; 5. **Alan Wynne Thomas** (Cerdit Discovery), à 895 milles ; 6. **Bernard Galey** (Vnuart Watches), à 714 milles ; 7. **Jean-Luc Heede** (Sofap Helvin), à 827 milles ; 8. **Philippe Poupon** (Fleury Michon), à 877 milles ; 9. **Jean-Yves Hasselin** (PRB Nesmes), à 1 192 milles ; 10. **Vittorio Malingret** (Everlast), à 1 242 milles ; 11. **Parlier** (Cacocac d'Aquitaine), à 2 044 milles.

Les superstitieux, les marins ne manquent jamais à la tradition lorsqu'ils franchissent l'équateur. Pour s'attirer les bonnes grâces de Neptune, la coutume veut qu'ils partagent avec lui une bouteille de champagne. Premier à basculer dans l'hémisphère sud, jeudi 10 décembre, après plus de 4 000 milles parcourus en dix-huit jours depuis le départ des Sables-d'Olonne, Alain Ganiier n'a pas failli à cette tradition.

Il l'a fait d'autant plus qu'il venait traverser le pot-au-noir dans conditions plutôt inhabituelles. « Avec Bertrand (de Broc) nous eu la chance



16 Le Monde • Mardi 15 décembre 1992 •

Le Monde des DEBATS
Le Monde
PUBLICATION MENSUELLE - 14, RUE HAUSSMANN, 75009 PARIS

DÉCEMBRE NUMÉRO 3

ÉDITORIAL
Que la classe politique soit contestée, c'est la loi de la démocratie. Le peuple, ce rassemblement de non-chefs, dit Valéry, critique ses chefs dont il est le chef. Comme il en a le droit et le devoir, sans plus de retenue - et avec peut-être moins de violence - aujourd'hui qu'hier. Que les institutions de la République soient mises à mal dans l'opinion, cela s'est déjà vu mais rarement, sans doute, de façon aussi vive et aussi concertée. Les enseignants ont perdu depuis plusieurs années le lustre dont ils étaient entourés mais voici qu'après celle des professeurs, la réputation des juges est, à son tour, sérieusement écornée. L'actualité montre aussi que les tourments de la dégradation publique n'épargnent plus les membres de la société civile, parée pourtant de toutes les vertus que l'on veut restituer à la classe politique. Les affaires ont conduit parfois à mettre en cause le crédit de médecins, d'experts scientifiques, de journalistes... qui ont ici révisé la nouveauté d'une déontologie propre ne relevant que très indirectement des pouvoirs publics ou de la légitimité politique. La réplique est à inventer. Le débat est donc largement ouvert non seulement sur l'ampleur mais sur les formes de cette crise de la responsabilité et de l'autorité évoquée à deux reprises dans ce numéro, avec quelques-uns de ceux qui pensent qu'elle n'a jamais été aussi aiguë qu'en cette fin d'année et cette fin de siècle. JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Les politiques sont-ils irresponsables ?
Pour ou contre la Bourse
Des cours de religions à l'école

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1992 / 30 F

Au sommaire, ce mois-ci

LES POLITIQUES SONT-ILS IRRESPONSABLES ?

Les réponses de
Pierre AVRIL, historien,
Marc ABÉLÈS, sociologue,
René LENOIR, ancien ministre,
Huguette BOUCHARDEAU,
ancien ministre,
Ezra SULEIMAN,
professeur de sciences
politiques à Princeton,
Jean-Pierre RIOUX, historien.

POUR OU CONTRE LA BOURSE

Le marché financier
est-il indispensable
au bon fonctionnement
de l'économie
ou favorise-t-il surtout
l'enrichissement
des spéculateurs ?

Le point de vue
des économistes
Alain LIPIETZ et Pascal SALIN

DES COURS DE RELIGION A L'ÉCOLE

Un laïcisme trop
intolérant risque
de priver les élèves
de références culturelles
indispensables

L'analyse de
Jean BAUBEROT, historien,
Catherine KINTLER, sociologue,
Guy COQ, philosophe.

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F au lieu de 330 F

Oui, je m'abonne au « Monde des débats » au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, soit près de 4 mois de lecture gratuite (offre valable jusqu'au 31/12/92). Pour l'étranger nous consulter au 49-60-32-90.

Nom Prénom
Adresse Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

☐ Carte Amex n°

Expire fin

Expire fin

Date et signature obligatoires :

Bon ■ renvoyer impérativement avant le 31 décembre 1992 à :

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615, LEMONDE code ABO

221 D8 IM

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de l'OCDE

L'excédent commercial japonais a atteint un niveau record en 1991

Après six années d'une forte croissance, l'expansion de l'économie japonaise s'est interrompue en 1991. Le rapport annuel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le Japon. Le produit intérieur brut (PIB) japonais, après avoir progressé de 5,6 % en 1990, n'a augmenté que de 4,4 % en 1991, le ralentissement de la demande intérieure et le recul de la production industrielle ont induit une baisse du PIB au dernier trimestre.

En 1991, la croissance du PIB a été de 1,8 % en raison de la chute des dépenses de consommation. C'est dans le secteur de l'immobilier et parmi les entreprises financières et non-financières que l'ajustement a été le plus marqué. La crise de l'immobilier a entraîné une augmentation sensible des créances douteuses détenues par les

banques (...) et rendu [colles-ci] plus prudentes que lors des cycles antérieurs, mais en revanche à réduire la confiance des entreprises, selon le rapport.

La balance des paiements, qui avait été à la mi-1990, se poursuit : la balance des prix a été de 1,9 % en 1991, contre 2,1 % en 1990 et devrait atteindre, selon les estimations de l'OCDE, 1,7 % en 1992. Avec 2,1 %, le taux de chômage a exceptionnellement baissé par rapport aux autres pays de l'OCDE, mais il devrait toucher 2,3 % de la population active en 1993, selon l'OCDE.

La contribution du secteur extérieur à la croissance du PIB est devenue positive en 1991, pour la première fois depuis 1985, malgré une érosion persistante des parts de marché de biens manufacturés et une appréciation du yen, la limitation des exportations et des

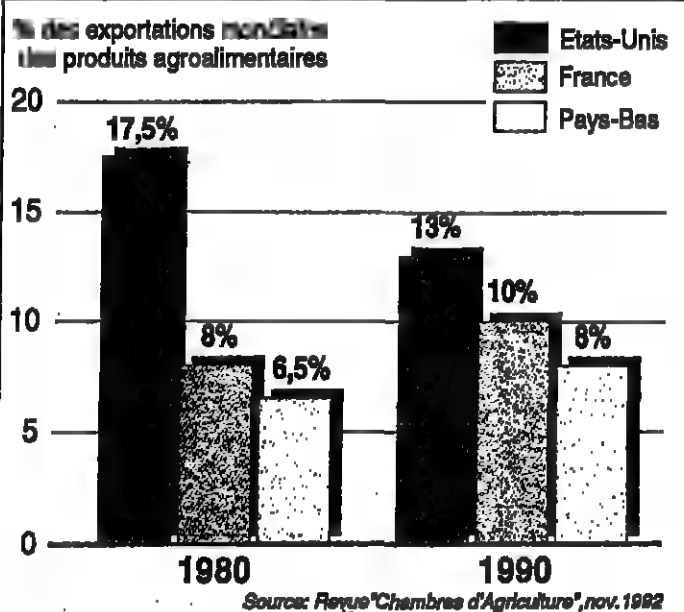
investissements directs à l'étranger. L'excédent commercial a atteint en 1991 un nouveau record : 103 milliards de dollars (555 milliards de francs) contre 88 milliards en 1990. L'excédent commercial a été maintenu pendant les années à venir et atteindre, selon les prévisions de l'OCDE, 137,1 milliards de dollars en 1992 et 133 milliards en 1993.

Le ralentissement de l'activité a poussé le gouvernement à annoncer, fin août, des mesures destinées à stimuler la demande intérieure et à renforcer la confiance des investisseurs. La politique monétaire a été progressivement assouplie à partir de la mi-1991, afin d'assurer une croissance plus équilibrée et moins inflationniste. Le taux d'escompte a été ramené de 6 % à 3,25 % entre la mi-1991 et la mi-1992.

La réunion des ministres de l'agriculture des Douze

La part des États-Unis diminue dans les exportations mondiales de produits agroalimentaires

Au moment où les ministres de l'agriculture des Douze ouvrent, lundi 14 décembre à Bruxelles, une nouvelle réunion avec, au centre de leurs entretiens, les négociations du GATT, la revue de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture publie un numéro spécial sur la politique agricole européenne. Le graphique montre que depuis dix ans les États-Unis ont progressivement perdu des parts de marché dans les exportations agroalimentaires de produits agroalimentaires, au bénéfice de l'Europe. La revue, en outre, fait bien apparaître que, contrairement aux idées reçues, Washington aide considérablement ses agriculteurs depuis 1982.



Avec l'interconnexion progressive des réseaux

L'Europe de l'électricité sera effective avant la fin du siècle

Victime d'un demi-siècle durant du la coupure de l'Europe en deux blocs rivaux, l'interconnexion des réseaux électriques européens est en cours de réalisation. Une fois faite, elle permettra d'importantes économies d'échelle.

VIENNE

de notre envoyé spécial

En dépit de la chute du mur de Berlin, il est toujours aussi difficile - pour ne pas dire impossible - de faire transiter de l'énergie électrique d'Europe de l'Ouest vers les nombreux pays socialistes, et vice-versa. Les systèmes électriques ne sont pas interconnectés. Deux réseaux principaux se font face. Lancée à la fin des années 50 dans le pays ouest, l'interconnexion est effective pour les 12 pays (1) de l'Union pour la construction de la production et du transport de l'électricité (UCPTE). L'ensemble de leurs moyens de production tournent à une même fréquence (d'où la même fréquence). L'évolution a été parallèle à l'Est où, depuis 1988, les pays de l'ex-bloc socialiste, Russie comprise, ont commencé à se connecter.

Le CEI candidate

Les deux Europes de l'électricité représentent une puissance comparable (200 000 MW en pointe). Du point de vue de la fréquence nominale est identique (50 Hz). Mais la synchronisation diffère. Résultat pratique, aucune ligne électrique ne relie directement les deux blocs. Ils restent isolés l'un de l'autre. Garantie d'être secouru en cas de problèmes techniques, possibilité d'importer de l'électricité à moindre coût (ou d'en exporter) : chacun trouverait son compte à l'interconnexion des réseaux même si, dans un premier temps, l'investissement est coûteux. L'avis des responsables d'Eurelectric, le groupement des électriciens européens, qui organisait récemment à Vienne,

en Autriche, une conférence sur ce thème. Coûtée donc mais en bonne voie de réalisation. Avant la fin de 1993, l'interconnexion entre les deux anciennes Allemagnes sera effective. À l'horizon 1997-1998, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, à leur tour, seront raccordées au réseau ouest-européen. L'inventaire des modifications à apporter à leurs installations est en cours. Viendront ensuite la Roumanie et la Bulgarie. Ne manquant plus que le CEI candidate, l'ampleur de cette dernière tâche est telle que, selon les responsables d'Eurelectric, elle paraît difficilement réalisable avant la fin du siècle et le meilleur des cas.

S'implanter en Slovaquie

Placé, en quelque sorte, en bout de ligne par la géographie, EDF, dont le directeur général, M. Jean Bergougnoux, assure activement la présidence d'Eurelectric, devrait être un acteur timide de l'interconnexion des réseaux européens. Au-delà de 1 500 kilomètres, en effet, le transport d'électricité, en partant son exportation, ne se justifie plus du point de vue économique à moins des pertes physiques. EDF a une autre tâche en tête : sortir de l'Hexagone et devenir à l'étranger un producteur-exporteur d'électricité. Un premier projet ayant échoué avec la Slovaquie qu'EDF tourne les yeux. En s'appuyant sur trois électriciens allemands et son homologue slovaque, la société SEP, l'électricien français compte exploiter les deux premières centrales de la centrale nucléaire de Mochovce, achevée à 75 %. Et, d'ici trois ou quatre ans, selon M. Bergougnoux, exporter une partie de la production vers le sud de l'Allemagne, la Hongrie et l'Autriche.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Portugal, Espagne, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, ex-RFA, Suisse, Autriche, Italie, ex-Tchécoslovaquie, Grèce.

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

Stabilité à 0 % des prix à la consommation en novembre

Les prix à la consommation ont été rigoureusement stables en France au mois de novembre (0 %), après avoir connu une hausse de 0,3 % en octobre, selon l'indice provisoire de l'INSEE publié lundi 14 décembre. Au vingt-deuxième mois consécutif de hausse depuis janvier 1991, le décembre 1990, le prix avait baissé de - 0,1 %. La dernière stabilité des prix a été remontée à janvier 1973.

Depuis le début de l'année, la

hausse des prix atteint ainsi 2 %, s'élevant à 2,1 % sur les douze derniers mois, niveau qui était de 2,4 % en octobre. L'écart d'inflation avec l'Allemagne - partie occidentale - s'est établi à un point en faveur de la France. Hors tabac, les prix sont également stables (0 %) le mois dernier, la progression atteignant 1,9 % depuis le début de l'année et 2,0 % sur les douze derniers mois.

Eurostaf

Europe agroalimentaire Financière

vous présente la parution de l'étude :

LES CENTRES COMMERCIAUX : modalités de fonctionnement et caractéristiques financières

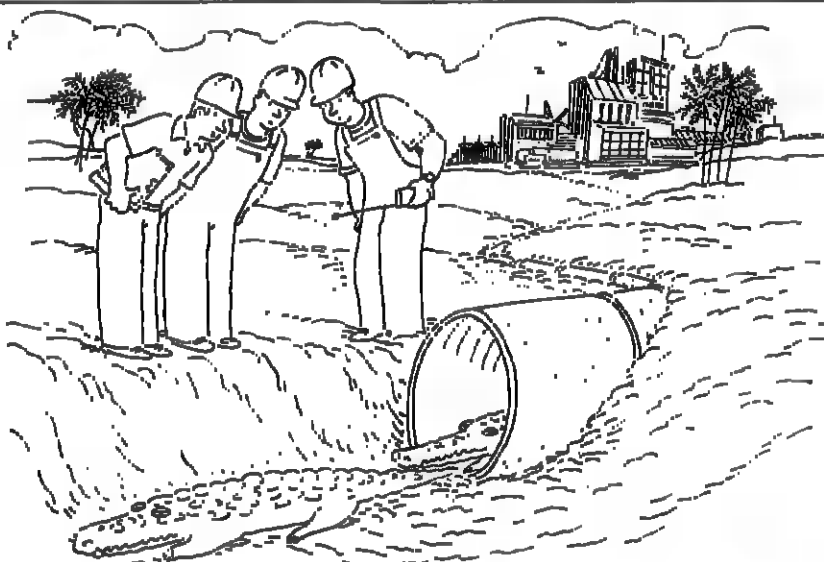
Les centres commerciaux prennent dans le monde une part de plus en plus grande dans la distribution, allant de 50 % aux États-Unis à 25 % en France.

La France, qui a démarré avec 10 ans de décalage par rapport aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, est souvent citée par les observateurs étrangers comme le modèle d'une croissance rapide et d'une technologie copieuse.

Elle se trouve être un modèle, souvent cité, et toujours dérangeant, par sa place au second mondial en termes de surface par son originalité due à l'intégration de la distribution alimentaire. L'industrialisation du commerce de détail, européenne par les formes et par l'extension du rôle des hypermarchés, devra forcément se rencontrer avec l'organisation de la vie urbaine dans des formes regroupements efficaces pour le distributeur comme pour le consommateur, effaçant les particularismes nationaux.

Une analyse de ces différents composants du modèle, notamment à travers l'étude des principales catégories d'intervenants, permet de mettre en lumière les aspects de ce modèle de distribution et ses modalités de fonctionnement.

Pour recevoir la présentation de cette étude, contacter : EUROSTAF, 42, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93



DANS UN MONDE DE RISQUES INDUSTRIELS, NOUS INTÉGRONS L'IMPRÉVU.

Le Réseau Eurisys identifie, analyse, dès la conception de votre projet, les causes de dysfonctionnement potentiel pour garantir la fiabilité, la sûreté de votre installation. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation et information, essais, assistance technique.

EURISYS

INGÉNIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

1415, PLACE GEORGES POMPIDOU, 92110 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX. Tél. 01 61 11 11 11

sommaire, ce mois-ci

LES POLITIQUES SONTE RESPONSABLES

Les réponses de Pierre AVRIL, historien, Marc ABELES, sociologue, LENOIR, ancien ministre, BouCHARDEAU, ancien ministre, Ezra SULEIMAN, professeur de sciences politiques à Princeton, et Pierre RIOUX, historien.

LE MARCHÉ FINANCIER

Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnement de l'économie ? L'enrichissement des spéculateurs.

LE POINT DE VUE DES ÉCONOMISTES

de LIPIETZ et PASCO.

DES COURS DE RELIGION À L'ÉCOLE

Un laïcisme trop indulgent ? Le priver les enfants de références culturelles indispensables.

L'ANALYSE DE LA BAUBEROT

de KINTLER et Guy COQ, philosophe.

LE MONDE

au lieu de 330 F

BILLET

Morosité patronale et début de concertation

L'initiative de concertation lancée à Edimbourg arrive à point, mais que, depuis six mois, l'Europe ne parle que de réduction des dépenses budgétaires et du rigueur des programmes d'investissement.

Les difficultés à court terme ne sont pas sur les objectifs d'assainissement à moyen terme. C'est un bon signe. Difficile de savoir si s'agit d'une relance ou d'un retour à la normalité. Les sommes engagées au niveau européen ne sont pas énormes. Mais la simple idée que les chefs d'État se réunissent à point près d'accord sur le principe d'une action coordonnée en matière de grande union est déjà très important. Car, depuis un an, les difficultés politiques créées dans chaque pays par une conjoncture plus que difficile ont poussé les gouvernements à agir en sens divers. L'impression produite a été catastrophique et explique aussi bien les réactions monétaires que l'inquiétude des chefs d'entreprise, qui, dans presque tous les pays, vivent du noir.

En Italie, la Confédération, l'Association du patronat, prévoit un recul de la production nationale (PIB) l'année prochaine. La prévision est que la croissance risque de ne prolonger que l'effort d'assainissement mené en France pour entrer dans l'union monétaire est important. Du coup, le patronat italien exige une baisse des taux d'intérêt, des taux qui étranglent l'industrie et sont l'œuvre des banques italiennes et de l'État. L'ensemble des partis politiques est également mis en accusation. Bref, la rigueur secoue malheureusement toute l'Italie et risque de le faire davantage.

La concertation est la peine meilleure en Allemagne. M. Hans-Peter Genscher, le président de la Commission allemande de l'industrie, prévoit une totale stagnation économique l'année prochaine, des licenciements de masse, qui ne l'empêche pas de souhaiter que le gouvernement fasse l'effort de soutenir le secteur du travail et des taux d'intérêt à un niveau élevé qu'il le faut.

L'initiative de concertation lancée par les chefs d'État rendra-t-elle un peu de confiance aux chefs d'entreprise et aux consommateurs ? Répondre à la question, c'est s'interroger sur la crédibilité de la démarche d'Edimbourg. De ce point de vue, les décisions prises par chaque pays d'accélérer et parfois d'augmenter leurs programmes d'investissement viennent de la faire, en France, le FDES (Fonds de développement économique et social) sont probablement plus importantes que le projet de créer un Fonds européen d'investissement, car la rapidité d'investissement est un facteur capital.

ALAIN VERNHOLES
Lire aussi nos informations pages 3 et 4

Electrons prud'hommes : précision. - A la suite de la découverte d'erreurs dans la comptabilisation des suffrages aux élections prud'homales en Haute-Vienne, la commission départementale de recensement des votes a modifié la répartition des sièges des conseillers prud'homaux (le Monde du 11 décembre). Sur les 11 sièges en compétition, la CGT obtient 17, FO 8, la CFDT 7 (et non 8), la CGC 3 (et non 1), le Groupe dix 2. - (Corresp.)

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Bernard Attali

« Notre secteur est entré dans un processus meurtrier »
nous déclare le président d'Air FranceA l'occasion des « Entretiens » de Paris
Les compagnies d'assurances
font des propositions pour atténuer
la crise de l'immobilier

Face à la crise qui frappe l'immobilier, dans les bureaux, cinq années de stock, les compagnies d'assurances, réunies au sein de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), présidente par M. Denis Kessler, ont engagé une réflexion. Ces propositions devaient être rendues publiques, lors des « Entretiens » de l'assurance, lundi 14 décembre à Paris, par M. Roger Papaz, ancien directeur général des AGF.

Les compagnies d'assurances ont préoccupé d'autant plus la crise immobilière qu'elles ont un patrimoine important : 300 milliards de francs, 18 % de leur réserve et 1 % du patrimoine national. Il leur est nécessaire de disposer d'un marché actif pour améliorer la fluidité de leur patrimoine et, enfin, pour diminuer les risques de leurs activités d'assurance des métiers du bâtiment et de l'immobilier. La FFSA a d'abord passé en revue tous les rapports antérieurs sur la crise de l'immobilier (Lebégue, Trepozz, Evrard), dont aucun d'ailleurs n'a suivi d'effet et qui présentent de nombreuses suggestions : allègement des droits de mutation pour faciliter l'accès à la propriété, relèvement de l'abattement forfaitaire sur les valeurs immobilières (qui coûtent cher : 20 millions de francs par point supplémentaire au-dessus des 5 % actuels), imputation des déficits fonciers sur le revenu imposable des coûts budgétaires importants.

Les réactions
de Maitignon

Souhaitant faire l'originalité, la FFSA propose d'abord de créer une importante agence immobilière à laquelle elle entrerait tous les immeubles des compagnies de manière à déterminer, en association avec un établissement spécialisé comme le Crédit foncier de France, les valeurs de détention à dire d'expert. Comme les compagnies d'assurances sont maintenant tenues de calculer annuellement par cinquième la valeur de leur patrimoine, la création d'une agence de données ne serait facilitée, dont l'objectif serait de publier périodiquement des indices qui serviraient de références à un marché immobilier totalement déboussolé.

Une autre proposition porte sur l'exonération des plus-values (18 %) qui pourraient bénéficier les sociétés en cas de vente d'immeubles ou de réévaluation de bilan. La dernière opération de ce genre remonte à 1976. La contrepartie, les sociétés auraient l'obligation de réemploi dans d'autres immeubles dont le permis de construire aurait été accordé avant le 1^{er} janvier 1993. Une telle exonération, qui donnerait fort aux compagnies d'assurances, contribuerait au déblocage du marché totalement engorgé à l'heure actuelle.

La FFSA avance qu'une telle mesure ne coûterait pas grand-chose à l'Etat, surtout pour les opérations de réévaluation. Les compagnies proposent également de stimuler les souscriptions de l'ACAVI libellées en unités de compte à valeur immobilière par le relèvement des plafonds de déductions fiscales actuellement limités à 1 000 F. Mesure, qui évidemment coûterait un peu plus cher.

La FFSA souligne, enfin, qu'elle n'a jamais évoqué pour son compte la création d'un guichet spécial de la Banque de France pour refinancer à taux réduit (on a parlé de 3 % ou 4,5 %) les frais à court terme payés par les banques aux promoteurs et que ceux-ci ne peuvent plus rembourser. Elle estime que ce problème ne la concerne pas. Apparemment, la Banque de France a montré peu de faveur à la création d'un tel guichet, qui serait fort utile à l'Etat. Maitignon, en montrant très réservé sur des mesures qui soulageraient les promoteurs. M. Hervé Hannoun, directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, a réagi par exemple qu'il était peu moral de légitimer ainsi les conséquences logiques.

A l'Élysée, toutefois, on se préoccupe des effets dévastateurs sur l'emploi de la crise dans laquelle s'enfoncent l'industrie du bâtiment, et l'on se penche sur plusieurs projets, dont celui d'un fonds susceptible de racheter après décade les créances immobilières et dans lequel la Caisse des dépôts serait prête, dit-on, à investir une dizaine de milliards de francs. Rappelons enfin que les banques examinent la possibilité de créer des sociétés foncières capables, elles aussi, de racheter les créances pour un long terme.

FRANÇOIS RENARD

Le groupe Air France a été abîmé par la crise du transport aérien. Ses pertes annuelles dépassent 2 milliards de francs en 1992. Mardi 15 décembre, treize syndicats ont quatorze appelé à faire grève pour manifester leur opposition au plan social. Ce jour-là, la compagnie aérienne prévoit d'assurer un seul moyen-courrier sur deux et de réduire de 50 % les vols long-courriers. Le président d'Air France, M. Bernard Attali, répond à nos questions.

« Les personnels se mettent en grève mardi pour protester contre les 4 000 suppressions de postes prévues en 1993 et la perspective des premiers licenciements inévitables ? »

« À l'évidence oui. Le transport aérien mondial aura perdu plus d'argent en trois ans qu'il n'en a jamais gagné depuis sa création : plus de 20 milliards de francs. Stagnation du trafic, guerre des tarifs, surcapacité, dérégulation, tout cela conduit inévitablement à la disparition de postes, de postes brutaux, des faillites, des fusions, des regroupements. Bref, nous sommes entrés dans un processus meurtrier. »

« Face à la dégradation des recettes commerciales, la maîtrise des coûts est plus que jamais une priorité majeure. L'ampleur de la crise oblige toutes les compagnies aériennes à un programme sévère de retour à l'équilibre et à une politique rigoureuse de gestion de la gestion des effectifs. Plus que jamais, Air France doit être capable de réajuster son effectif. »

« Le plan de réorganisation suffira-t-il pour ramener Air France à l'équilibre en 1994 ou pensez-vous, comme le souhaitent les syndicats, qu'une augmentation de capital serait bienvenue ? »

« Nous ne pouvons pas dire que notre objectif est de revenir à l'équilibre en 1994. Mais je ne suis pas dans le marbre de l'histoire. Ce que nous voyons, c'est la dégradation des tarifs, les conditions de la concurrence, le prix du carburant, le dollar, cela fait beaucoup d'incertitudes. Pour l'heure, je dis à l'ensemble des personnels de l'entreprise que le plan d'Air France doit d'abord venir d'Air France. »

« Le jour venu, lorsque l'entreprise aura fait tous les efforts par

elle-même, nous verrons quel peut être le rôle de l'actionnaire. Pour l'instant, je le répète, c'est à Air France de faire face. »

« Juste
prix »

« Le mandat d'UTA et par conséquent d'Air Inter pour un montant de 7 milliards de francs a causé le déficit. Était-ce indispensable ? »

« C'était vital. Air France était la seule grande compagnie aérienne en Europe privée d'accès à un marché intérieur, ainsi qu'à une partie de l'Afrique et de l'Asie. »



« Ce mandat pour nous a permis de mettre au point un programme à moyen terme. Si Pan Am a disparu, nous parce qu'elle ne disposait pas d'un accès à l'intérieur américain indispensable à l'immobilier de nos vols. »

« Auriez-vous préféré qu'UTA, avec son réseau en Afrique et sa position de blocage au capital d'Air Inter, soit vendue à British Airways ou à Lufthansa ? Soyons sérieux. Enfin, nous avons payé cette opération à un juste prix. Cela n'a pas prouvé que nous étions en mesure d'obtenir 1 milliard de francs d'économies annuelles. »

« Parmi les éléments du transport aérien, British Airways est la seule compagnie en Europe à offrir des services importants après avoir pris des mesures drastiques dès les années 80. Air France ne réagit-elle pas avec retard ? »

« Non. Nous avons réagi à la dégradation de l'environnement du transport aérien dès juin 1990 en adoptant des mesures de réduction des coûts, avant même la crise du Golfe et avant la plupart de nos concurrents. Cela étant, British Airways est en fait dans une position tout à fait protégée. Elle est d'abord protégée sur la principale ligne de l'Atlantique nord, celle de la ligne en termes de trafic de profit, grâce à un traité datant de 1977 qui lie la Grande-Bretagne aux États-Unis et qui limite la concurrence des compagnies américaines sur les aéroports britanniques. Cette protection, bien soigneusement suivie par les autorités britanniques, nous aujourd'hui au cœur de la négociation avec les Américains pour le rachat d'US Air : ce n'est pas un hasard. »

« British Airways bénéficie d'un autre avantage par rapport à nous : ses charges sociales au taux de 17 % sont à comparer à nos 37 %. Avec les mêmes charges que British Airways, les comptes de la seule compagnie Air France seraient améliorés de 11 milliards de francs. Il est vrai que British Airways a procédé à sa réorganisation très tôt. Cette compagnie est le résultat de plusieurs fusions successives : d'abord entre British European Airways (BEA) et British Overseas Airways Corporation (BOAC), puis plus récemment avec British Caledonian et il y a quelques réorganisations du réseau aérien britannique remontent à 1974. Nous avons fait l'opération Air France, Air Inter, UTA, en 1990, mais avec quelques retard. Cela étant, ce retard, nous le rattrapons. »

« Un artifice sans fondement juridique ? »

« Vous reprochez au commissaire européen de la concurrence, Sir Leon Brittan d'avoir favorisé la compagnie britannique au cours de ses acquisitions successives. Pourquoi ? »

« D'abord, je constate qu'Air France a mis six mois à aboutir, difficilement d'ailleurs, dans la négociation avec la Commission de la concurrence à Bruxelles pour la reprise d'UTA et qu'il nous a fallu six mois pour notre rapprochement avec la compagnie Sabena. British Airways, elle, a obtenu en quelques semaines, en quelques jours même, ses autorisations de la direction générale de la concurrence, aussi bien en ce qui concerne l'opération Dan Air que l'opération TAT. C'est déjà, pour moi, une première d'interrogations. Sur le fond, les conditions dans lesquelles ont été approuvées certaines des opérations britanniques me paraissent perplexes. »

« Le rachat de Dan Air paraît notamment avoir été un jeu vite fait et champ de réglementation sur les concentrations, sans préoccupation du chiffre d'affaires concerné - les activités charter n'ont pas été prises en considération - mais en l'absence du seuil requis. Quand on regarde la situation de près, on constate que c'est possible que par un artifice sans fondement juridique. Nous sommes dans un Etat de droit, dans une Commission de droit, je demande donc des explications. »

« Allez-vous demander des amendements à l'accord de 1990 à la Commission de l'Air France-UTA-Air Inter ? »

« Pour l'instant, ce n'est pas la question. Ce qui m'importe à ce stade, c'est de savoir si les règles du jeu appliquées à British Airways sont les mêmes que celles qui ont été imposées à Air France, et j'ai quelques doutes. En fonction des réponses à cette interrogation, nous formulerons nos demandes, soit devant la Commission, soit devant les tribunaux. »

« Craignez-vous une offensive de British Airways en France après le rachat de TAT ? »

« British Airways est certainement une compagnie en France, notamment par le biais de TAT. Mais la concurrence ne nous fait pas peur. Je constate que la compagnie britannique a essayé de faire la même chose en achetant Air Littoral et que ça lui a coûté très cher. Elle a finalement été obligée de se retirer pitoyablement, après avoir laissé beaucoup de plumes. Pour faire face à nos grands concurrents, nous avons aussi fait des efforts. Certes, le travail de restructuration en cours sera dur et sans fin. Mais, étant, je suis confiant aux personnels d'Air France et à leur sens des responsabilités. Pour ma part, je suis en œuvre pour ce plan à bien. »

Propos recueillis par MARTINE LARONCHE

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

« Prix à la consommation : l'inflation au plus bas depuis 11 ans. - Les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en novembre, a fait savoir l'Office des statistiques vendredi 11 novembre. En rythme annuel, le taux d'inflation britannique est tombé à 3,6 % le mois dernier contre 3,8 % d'octobre 1992, soit le meilleur résultat enregistré depuis six ans. La performance de la livre sterling a été expliquée principalement par la diminution du coût des crédits immobiliers, liée à la baisse des taux d'intérêt. »

JAPON

« Commerce commercial : + 18,5 % en novembre. - L'exportation commerciale japonaise a atteint 7,6 milliards de dollars (41 milliards de francs) au mois de novembre - contre 10,9 milliards de dollars en octobre -, a annoncé lundi 14 décembre le ministère japonais des finances, dans une dépêche de 18,5 % par rapport au total du trimestre 1991. Pour zones géographiques, cet excédent s'élève à 1,1 milliards de dollars (21 milliards de francs) à l'encontre des États-Unis, avec une baisse de 0,1 % des exportations, moins forte toutefois que celle des importations (- 7,8 %). Avec la CEE, le commerce nippon a enregistré un excédent de 1,6 milliard de dollars (16,8 milliards de francs) le mois dernier. Seule l'Asie non communiste, également en déficit vis-à-vis du Japon (16,7 milliards de francs), a vu ses échanges progresser de 6,5 % pour les exportations japonaises vers cette zone et pour les importations. »

« Les services de la presse ont saisi des services de la répression des fraudes. - Plusieurs journaux ont été saisis du marché français ou saisis, après que les premiers résultats d'une enquête du ministère de l'Économie et des finances eurent révélé que 200 modèles de journaux « susceptibles d'être considérés non conformes ». »

« L'enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes porte plus particulièrement sur les jouets électriques, les peluches et les poussettes. Elle a notamment montré que trente types de peluches sur quarante présentaient des défauts. C'est le cas d'un lot de 2 millions de peluches fabriquées en Chine et saisies dans le

Val-d'Oise, qui ont été inflammées ou comportent des parties détachables pouvant être ingérées par les enfants. »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 12 décembre 1992 :

DES DÉCRETS

« N° 92-1284 du 8 décembre 1992 portant publication de la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques, faite à Genève le 8 octobre 1970. »

« N° 92-1289 du 9 décembre 1992 pris pour l'application de l'article 1^{er} de la loi n° 92-60 du 18 janvier 1992 renforçant la protection des consommateurs. »

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements
ventes6^e arrdtLUXEMBOURG 160 M²

RUE DE LA PAIX

SUPERBE TRAVAIL

500 000 F.

VAVIN 5 P. SUD

3 chbres, 2 sdb, 4 esd.

TRAVAIL 2 950 000 F.

RUE N.-D.-DES-CHAMPS

STYLE LOFT, 100 M²

3 chbres, 2 sdb, 4 esd.

TRAVAIL 2 950 000 F.

43-20-32-71

92

ASNIÈRES MAIRIE

STUDIOS

Garage locative

A partir de 100 000 F.

CABINET EDGAR-QUINET

SOTRAFIM

43-33-15-04

95 Val-d'Oise

ST-OUEN-L'AUMONE

Limites PONTAISE, centre

commerciales, proximité

2 gares, 5/6 110 M²

700 000 F.

NOTAIRE : 42-60-83-97

appartements
achats100 à 120 M²

5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 11

ÉCONOMIE

CONSUMMATION

A l'approche des fêtes de fin d'année

Le commerce joue la carte de la braderie

Les grands instituts de prévision comptent sur la consommation pour tirer la croissance. Mais l'attitude des ménages reste erratique, imprévisible. Du côté de l'offre, la guerre du discount fait rage. Déconcertant et inquiet, le commerce joue sur le registre de la fête et plutôt sur celui de la braderie.

Chèques-cadeaux, remises à la carte, ristournes en tout genre, peluches gratuites de Noël pour X millions de francs d'achats : la guerre des prix fait rage dans le commerce de détail. Pour attirer un consommateur économe, les distributeurs lui parlent le langage du porte-monnaie et vantent plus les ristournes que leur marchandise. Sur les affiches, les grands magasins des derniers jours, pour les fêtes, la carte de la braderie est la plus prosaïque. Car, après l'embellie de septembre et d'octobre, novembre a été franchement mauvais pour le commerce dans l'Hexagone. Les grandes débauches de consommation auxquelles s'adonnaient les Français pour les fêtes de fin d'année ont loin de la distribution, déboussolée, n'a plus qu'un objectif : ne pas rater sa saison. Même les hypermarchés, habitués à la confortabilité - performances - frappés en novembre, leurs ventes ont chuté de plus de 10 % par rapport au même mois de l'année précédente. Le chiffre de magasins constants, le chiffre de magasins particuliers, a été particulièrement marqué dans les magasins populaires (Monoprix ou Uniprix) et les grands magasins (-8 %). Tous les secteurs ont été concernés : le textile-habillement, dopé en septembre par une vague de froid précoce, ne pouvait plus dès novembre être touché à son tour par la braderie. Le choc est en deçà de ses prévisions, ses ventes

ayant démarré tard, à la fin du mois de novembre. « Les consommateurs deviennent des clients économes. On achète plutôt utile et réfléchi, la démarche est plus économique, avec arbitrage sur le prix. On cherche le bon produit, au bon moment et après avoir minutieusement préparé son choix », explique l'institut français du libre-échange (IFLE) dans sa dernière lettre. Face à eux, « les distributeurs adaptent leur stratégie : renforcement des gammes premier prix, plus grande maîtrise des assortiments, gestion stricte des stocks, renforcement des promotions avec des prix de saisonnières ».

Des ristournes permanentes

C'est la grande braderie. Des pans entiers du commerce ont été mis au charme des ristournes permanentes : après les fourneurs, les marchands de moquettes ou de meubles, c'est au tour de la parfumerie et de la lingerie de couvrir leurs vitrines d'offres alléchantes. Généralement, les devantures n'y gagnent ni en beauté ni en poésie. De l'hyper au supermarché, on peut sans peine trouver les grandes magasins ou les catalogues, les promotions fleurissent sur les jouets, à quelques semaines de Noël. La vente par correspondance - qui est pourtant le secteur qui s'en tire le mieux de ces casses les prix de ses catalogues, y compris ceux à blanc, dont la saison ne commence qu'en janvier.

La sauvegarde de cette concurrence désorganisée en particulier le petit commerce. Elle fera des vagues : comment résister, lorsqu'on est une parfumerie de prestige, aux réductions tapageuses des grandes surfaces qui se propagent de boutique en boutique ? La situation depuis plusieurs mois - à la fin du mois d'avril, le chiffre de la consommation et de la répression des fraudes s'en inquiétait publiquement - et ne

peut qu'empirer. Or, il est sûr que la consommation s'y refuse : dans la parfumerie, les prix de référence ont disparu depuis 1988. Que veulent donc dire les « -x% » affichés ? Sentant le danger d'une désorganisation totale de la consommation, les grands magasins du luxe comme Sylvie Moon ou Bernard Marianne annoncent un retour aux prix « vrais ».

Sollicités pour consentir des facilités aux distributeurs, les marques ont répondu : « Les fondements même de la relation commerciale entre le fabricant et son distributeur sont de plus en plus remis en cause », écrit la Eurostat dans une étude sur le secteur. Et une maison comme Clarins révisé à la baisse ses prévisions de résultats en raison de « la dégradation actuelle du marché des cosmétiques » qui, en boutiques spécialisées, ne progresse plus que de 1,9 % à la fin septembre (contre 6,3 % à la fin juin).

On brade aussi dans la bijouterie. En s'y intéressant, les hypers ont fait descendre l'or dans la rue, aidés par le recul du prix du métal sur les marchés. Comme dans la parfumerie, les magasins franchisés se battent à coups de promotions et couvrent leur vitrine de bandeaux

annonçant le prix - forcément imbattable - de leur marchandise. Néanmoins, le petit commerce s'en tire mieux : dans son dernier numéro, « Que choisir ? » montre que les prix des bijoux traditionnels ne sont pas systématiquement moins élevés que ceux des franchisés.

Et que dire du jouet ? Le Noël n'a pas pu faire des affaires puissantes, contrairement à ce que les traditions, on s'en va les prix avant l'été son passage. Le Français - l'Européen qui est le plus d'argent - s'y retrouve peut-être sur sa facture. En termes de qualité, c'est une affaire : les fabricants français s'efforcent de proposer des jouets sans marque (« le Monde-Économie » du 8 décembre).

Les exemples pourraient être multipliés : dans l'électroménager, le chiffre d'affaires de Darty a baissé de 2,17 % entre le 1^{er} septembre 1991 et le 31 août 1992 malgré l'ouverture de sept nouveaux magasins. Dans le meuble, on ne fait pas de cadeaux à Noël de rose : la consommation se déplace vers les petits objets (tabourets, lampes, abat-jour, ustensiles de cuisine). Les hôtels ne font plus le plein et, après la pension complète, voient disparaître le demi-pension. Dès la mi-juillet, les vitrines des vacan-

ciers remplacent les mini-bars et les « mignonnettes » ou les sachets de cacahuètes. Les grands magasins, leurs salles vides, viennent à proposer des menus infiniment moins intéressants que la carte. « Un dîner revient à plus de 100 francs pour deux couples. C'est trop cher pour le client », commente M. Jacques Thé, président d'une organisation professionnelle de restaurateurs français.

L'inquiétude des Français

Alors on dîne chez soi. Tant pis pour le rêve, mais il mal par la valeur systématique des étiquettes. « C'est dangereux, car nous perdons notre référence à nous-même la création par-dessus bord », s'inquiète M. Léon Salto, directeur de la branche magasins de Printemps. Car la fête n'est pas la seule à pâtir de l'utilisation systématique du seul prix comme moyen de vente : on ne parle plus beaucoup de la nouvelle « quête d'authenticité » d'un client lassé par la violence de la consommation au revenu de la frime ! Alors que l'an passé, ces consommateurs fureurs, aujourd'hui, les raisonnables se sont simplifiés, l'idée que l'idée d'une crise s'affirme.

Désormais, on s'occupe surtout

d'épargne, le comportement de précaution d'un sur-réagit au ralentissement de son pouvoir d'achat. Pourtant, les analyses économiques ne se font pas tout à fait : théoriquement, lorsque leur revenu s'effondre, les ménages ont tendance à tirer sur leur épargne pour préserver leur consommation. Depuis un an et demi, ce n'est plus le cas : leur taux d'épargne augmente. Les observateurs invoquent donc le plus en plus « l'inquiétude » des Français - donnée éminemment subjective - donc difficilement modélisable - pour expliquer leur comportement. Pour le chômage, inquiétude pour leur retraite, ment d'une peur de la baisse quand leur patrimoine immobilier baisse, leur portefeuille boursier baisse, méfiance vis-à-vis des crédits... Ces explications, difficiles à modéliser, se combinent.

Il est pour le chômage une difficulté à quantifier, mais le chômage, lui, est très clairement dans les chiffres : il y a quelques jours, l'INSEE a montré que les chômeurs réduits en moyenne de 25 % leur consommation. Un chiffre décevant, à l'heure où la France a franchi sans tambour ni trompette le seuil des deux millions de chômeurs on données brutes.

FRANÇOISE VAYSSE

Epargne et retraite

« Votre Compte AFER à Versements et Retraits Libres : vous avez la garantie que 100 % des bénéfices financiers vous reviennent »

C'est un signe : dans une période où chacun « fait attention », le nombre des souscriptions à notre Compte à Versements et Retraits Libres augmente chaque jour. Le nombre de membres dépasse maintenant 260.000, tandis que l'ensemble de leur épargne gérée par l'Afer s'élève à 42 milliards de francs. D'où vient cette confiance ?

Depuis sa fondation en 1976, nous avons développé toute l'activité de l'Afer sur un principe simple : « L'épargne aux épargnants », appliqué, pour être sûr, dans nos statuts.



Gérard Ailhaud, Président de l'AFER : « L'épargne aux épargnants ».

L'Afer est une association où les adhérents ont leurs propres représentants, adhérents eux-mêmes.

Ces représentants peuvent contrôler l'emploi des capitaux confiés : les résultats de la gestion financière, effectuée par la responsabilité paritaire de l'Afer et du Groupe Victoire/Suez.

Garanti : l'AFER est une association de gestion financière redistribuée aux épargnants.

Les bénéfices financiers du fonds dans lequel les capitaux sont investis

pour fructifier, apparaissent d'ailleurs en pleine clarté : le fonds est, en effet, exclusivement dévolu à l'épargne collectée par l'Afer.

L'Afer redistribue intégralement ces bénéfices à ses adhérents.

Cette garantie est d'autant plus intéressante que les résultats sont bons : réguliers.

Comment y parvenons-nous depuis quinze ans ? Bien sûr, nous avons un contrat Afer vous place dans le cadre fiscal avantageux de l'assurance-vie.

Il y a plus.

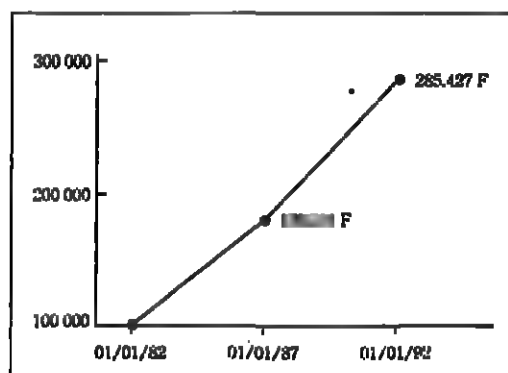
1991 : + 9,24 %

Concentrée depuis le début sur l'épargne à la retraite, l'Afer ne supporte aucune dépense non rentable qui alourdirait le prix de son activité.

La gestion des investissements du fonds obligatoire est confiée à un gestionnaire réputé : Victoire/Suez.

Le rendement de ce fonds s'est élevé, en moyenne annuelle, à 10 % depuis 1977.

En 1991 l'Afer a distribué plus de 2,9 milliards de francs à ses adhérents, soit en bénéfice net 9,24 %, c'est-à-dire 6,14 % au-dessus du taux d'inflation. Et ceci sans aucune charge fiscale, ni même, dans la plupart des cas, de droits de succession lors de la transmission.



100.000 F déposés en janvier 1982 font 265.427 F en janvier 1992.

A la fin de chaque exercice, chacun des adhérents, compte tenu des versements et des retraits (sans pénalisation) dont la fréquence et le montant sont laissés à son entière liberté, voit son capital cumulé de capitalisation définitivement capitalisé et acquis.

C'est l'effet cliquet qui garantit l'épargne de « faire boules de neige ».

La totale garantie financière du Groupe Victoire/Suez renforce encore la sécurité de nos adhérents.

Et la perpétuation d'un service toujours meilleur.



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Téléc : 206.808 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
« Les Éditions du Monde »,
Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaur, gérant.

Imprimé au « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94822 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et les bandes du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lescaur
Directeur général : Michel Cusi
Membres du comité de direction : Jacques Cusi, Philippe Dupont, Isabelle Taitot
15-17, rue du Colonel-Pierre-avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-01-11-11
Téléc : MONDPUB 634 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composées 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS VOIE NORMALE-CEX
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande à leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
221 MO 02 PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Coupon à adresser à l'AFER 74, Saint Lazare, 75441 PARIS Cedex 09 - Tél. Paris : 42 85 72 12 - Tél. Province : 93 88 98 88

Oui, je désire recevoir gratuitement et sans le moindre engagement le dossier d'information sur le Compte à Versements et Retraits Libres AFER.

Nom : M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Profession : _____ Date de naissance : _____
Tél. Prof. : _____ Tél. Dom. : _____

VIE DES ENTREPRISES

Pour renforcer sa politique marketing

Philips internationalise sa direction

AMSTERDAM

Le correspondant

Vendre des produits « petits pains », c'est le rêve légitime de toute entreprise. Philips, apparemment, le plus que tout autre. Le groupe d'Eindhoven a procédé, la semaine dernière, au recrutement surprise de deux fonctionnaires poids qui doivent lui bénéficier de leur expérience de la commercialisation de produits de consommation. Il s'agit de M. Floris Maljers, président de la multinationale anglo-néerlandaise Unilever (agroalimentaire, lessives, produits de beauté, cosmétiques), et de M. Pierre Everaert, président de Ahold, numéro un de la distribution Pays-Bas et important opérateur international (il contrôle des chaînes de magasins aux États-Unis et a développé en Europe une alliance Casino - Argil).

A travers cette opération, ce sont deux entreprises néerlandaises plus florissantes qui voient leurs figures de proue porter le chevron de la multinationale de l'électronique, créée par la crise traditionnelle et anémique au plan du marketing. Et c'est au plus haut niveau que la réorganisation est censée se produire. M. Maljers rejoindra, en effet, le conseil de surveillance de Philips à compter du 1^{er} mai 1993, sans quitter Unilever. Quant à M. Everaert, le président de Philips, M. Jan Timmer, l'a purement et simplement démis de sa charge, à partir de la même date, au conseil de direction.

Ce transfert surprise, qui a quelque peu interloqué les milieux d'affaires néerlandais, a une seconde signification : Philips pourra plus facilement le reprocher à une multinationale... provinciale, uniquement gérée par des Néerlandais.

Car M. Everaert est un homme américain, et une arrivée paracheve l'internationalisation des instances supérieures du groupe d'Eindhoven, favorisée par le départ de la retraite imminente des deux derniers hommes du sérail au sein du conseil de direction actuel, M. Appelo et Bouwkamp.

Au printemps prochain, trois membres du conseil de direction, qui est l'organe exécutif suprême, seront étrangers : l'Américain Frank Carruba (ex-Hewlett-Packard, arrivé en 1991), le Britannique Dudley Eustace (ex-Boeing Aerospace, arrivé en 1992) et M. Pierre Everaert. Le même conseil est perceptible au sein du conseil de management où les étrangers, qui occupent actuellement la moitié des sièges, sont également devenus majoritaires, avec huit membres sur treize, à partir du 1^{er} mars 1993.

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

DÉCÈS

Disparition de Kenneth Collin Irving, fondateur du groupe canadien Irving Industrial. - Kenneth Collin Irving, fondateur de l'un des empires industriels les plus importants du Canada, est décédé, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, à Saint-John, dans la province du Nouveau-Brunswick. Il s'était lancé dans les affaires au début des années 20 en faisant l'acquisition d'une usine d'essence, première étape dans la construction du Irving Industrial Group, empire qui regroupait quelque 300 sociétés et était dirigé par ses trois fils (James, Arthur et John). Le groupe Irving Ltd qui possédait plusieurs centaines de stations d'essence, une importante flotte de pétroliers, ainsi que la plus grosse raffinerie du Canada, K. C. Irving possédait également le quart des forêts de cette province et une part importante de celles de l'état américain du Maine, pour approvisionner les

papeteries. Il était propriétaire de quatre quotidiens anglophones du Nouveau-Brunswick, et avait une station de radio, ainsi que du chantier naval de Saint-John.

Il était de la famille Vanderbilt Whitney, fondateur de la compagnie Pan Am. L'homme d'affaires Cornelius Vanderbilt Whitney, libéral des familles américaines et fondateur de la compagnie aérienne Pan Am, est décédé, dimanche 13 décembre, à Saratoga Springs (New-York), à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Propriétaire d'un des plus grands élevages de chevaux de course des États-Unis, M. Vanderbilt Whitney, surnommé « Sonny », a été l'un des gros pourvoyeurs de fonds du Hollywood de la grande époque. Il était, notamment, coproducteur de films, et avait été marié à une actrice, Rebecca. Né en 1899 à Roslyn (New-York), il était le petit-fils de William Collins Whitney, fondateur de l'élevage de chevaux et secrétaire à la Marine du président Grover Cleveland. Sa mère, l'héroïne de

blitz, était issue d'une riche famille d'industriels, était un sculpteur qui avait fondé le Whitney Museum of American Art à New-York.

CRISE

KIO : le Kowaleff affirme perdre 27 milliards de francs en Espagne. - Le holding public libanais KIO (Kuwait Investment Office) a subi des pertes en Espagne de l'ordre de 5 milliards de dollars (27 milliards de francs), a affirmé, samedi 12 décembre, le ministre libanais des finances, M. Pierre Elie. Le ministre, cité par l'agence financière EUNA, a précisé que ces pertes, dues notamment à une mauvaise gestion et à des irrégularités administratives et juridiques, ont été enregistrées par le KIO. « Les pertes, y compris des crédits accordés sans garanties, s'élevaient à quelque 5 milliards de dollars », a-t-il ajouté. Début décembre, l'agence Kowaleff Mahmoud al-Nouri, a annoncé la procédure de mise en liquidation de la société, dont l'ensemble de ses filiales, dont Papi (papier) et Erros (chimie).

Siemens-Skoda : les négociations vont reprendre. - Les négociations, rompues récemment, entre le groupe allemand Siemens et le groupe tchèque de la mécanique lourde Skoda Pzoo (8 000 salariés) sur la création de joint-ventures (énergie et transports) vont reprendre, selon le ministre tchèque de l'industrie, M. Vladimir Dlouhy. Les Allemands avaient interrompu, la semaine dernière, les négociations sur la création d'Energy à laquelle était rattachée Siemens et Skoda Transpoo. Le ministre tchèque a déclaré que de nouvelles négociations « acceptables » de la part de la participation. Les Tchèques reviennent à l'idée de l'industrie, et veulent acquiescer la marque Skoda pour payer le prix, évalué par eux à 100 millions de dollars.

OUVERTURE

Inauguration de la première usine européenne de crèmes glacées d'Häagen-Dazs. - La première usine européenne du fabricant américain de crèmes glacées Häagen-Dazs a été inaugurée, jeudi 10 décembre, près d'Arras dans le Pas-de-Calais. Cette usine, qui représente un investissement de 10 millions de francs (dont plus de 5 millions d'investissement public), a une capacité de 45 millions de litres de crème glacée par an et emploiera 200 personnes en 1993. Dès 1993, l'usine d'Arras, qui approvisionnera les onze pays européens où Häagen-Dazs est implantée, produira 21 millions de litres de crème glacée avec 120 tonnes. La firme américaine est une filiale du groupe britannique Met, un géant du secteur agro-alimentaire avec un chiffre d'affaires total d'environ 13 milliards de francs.

MARQUE

Beiersdorf reprend les droits de la marque Nivea. - Le groupe allemand Beiersdorf (chimie, cosmétique) a annoncé récemment qu'il allait reprendre la société britannique Smith and Nephew les droits de la marque Nivea au Royaume-Uni et dans le Commonwealth. La marque Nivea avait été confisquée aux Allemands dans plusieurs pays étrangers pendant la dernière guerre mondiale. Depuis, Beiersdorf avait progressivement racheté ses droits. En France (1979), Beiersdorf et Smith and Nephew sont parvenus à une conclusion qui a permis la plus importante marque de cosmétiques du monde d'être assurée par le contrôle des droits de Nivea par Beiersdorf, précise le communiqué. En échange, le groupe Beiersdorf a versé 46,5 millions de francs (environ 390 millions de francs) à la compagnie britannique.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 décembre

En panne

La semaine a démarré sur une note négative à la Bourse, dans un marché en panne, sans initiative. L'indice CAC 40 perdait 1,27 % à 1 738,44 points en début d'après-midi après avoir ouvert en recul de 0,06 %. De nombreux spéculateurs, en particulier les étrangers, avaient joué vendredi l'écroulement du SME à l'issue du sommet d'Edimbourg. Ils comptaient ensuite sur une baisse des taux d'intérêt, expliquant un repli. Le marché était resté bloqué sur ce scénario, alors que le franc s'était apprécié de 3,42 francs pour 1 mark (vendredi) et que l'activité boursière était peu soutenue en raison des incertitudes, ajoutées. Ainsi, ni la publication du chiffre de l'inflation française pour novembre, jugé satisfaisant, ni le redressement du franc (passé à 3,4050 francs pour 1 mark) ne parvenaient à redresser la situation.

Du côté des valeurs, Total enregistrait une forte baisse après les déclarations de M. Serge Tchuruk lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie pour des modifications de statuts après la privatisation du groupe pétrolier. La président de Total a indiqué : « Ainsi le bilan de 47 % du résultat net en part du groupe enregistré au 1^{er} semestre 1992 par rapport au premier semestre 1991 dénote, compte tenu de l'incidence négative des éléments exceptionnels du second semestre annoncés au mois de novembre, se trouver confondu avec les éléments déduits pour l'année entière. La lire repassait sous son score de privatisation (230 milliards) et les autres valeurs figuraient à la distribution comme Pinault, Printemps, Galeries Lafayette et Bon Marché. En hausse au matin (IDA, Sika Rosagino) et avec peu d'échanges.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Indice	11-12-92	11-12-91
Indice CAC 40	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 100	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 20	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 30	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 40	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 50	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 60	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 70	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 80	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 90	1 738,44	1 749,71
Indice CAC 100	1 738,44	1 749,71

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

Base 100 : 1^{er} décembre 1991
Valeurs en francs, à 100 francs
Valeurs en dollars, à 100 dollars

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4419	4413	Intern. Computer	126	123 50
B.C.	23 70	...	LPB.M.	35	35
Bouygues	488 80	488	Locom.	128 50	...
Bois (Lyon)	231	231	Mess Comp.	255 70	300
C.A.I.-d.F. (C.I.)	800	788	Nelco	132 80	740
Colson	225	221	R.S.C. Schindler	742	740
Conif.	770	758	Rob. Riquart	380 70	380 70
C.E.P.	180	178	Rhone-Po. (Lyon)	317	...
C.F.P.	228	231	Sales Invest (Lyon)	80	85 80
C.N.L.	940	938	Satco	140	140
Colson	225	220	Sogo	318	317
Conif.	88 40	88 40	T.F.	374 80	385
Dapla	178	173	Thermador (Lyon)	318	...
Dela	870	865	Unilog	227 80	228
Danachy Worm Co.	385	...	Val et Ch.	115	118
Danachy	880	865	Y. St-Laurent Group	479 80	488
Dela	80	81			
Dell	188 80	188 80			
Edison	280	...			
Edison	170	170			
Edison	118	123 80			
G.F.F. (group. L.)	48	...			
G.L.M.	426	430			
Gangneung	132	131 80			
Gazco	720	...			
L.C.	178	178			
Mess	38 80	38 80			
Indust. Houlton	1000	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 décembre 1992

Nombre de transactions estimées : 89 824

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jan. 93
Dernier	110,20	111,38	111,38
Précédent	110,22	111,42	111,38

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Janv. 93	Mars 93	Janv. 93
112	0,34	0,91

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Déc. 92	Janv. 93	Fév. 93
Dernier	1 738	1 739	1 739
Précédent	1 732	1 736	1 736

CHANGES

Dollar : 5,3845 F

Le dollar se repliait à 5,3845 francs, lundi 14 décembre, lors des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,3865 francs à la clôture des échanges interbancaires vendredi. Au fixing, Francfort, le dollar était aussi à la baisse, s'échangeant à 5,3725 DM contre 5,3790 vendredi à la clôture.

Le yen se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le mark se repliait à 3,4050 francs, contre 3,4050 francs vendredi à la clôture.

Le franc suisse se repliait à 1,5790 francs, contre 1,5790 francs vendredi à la clôture.

Le franc japonais se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc allemand se repliait à 3,4050 francs, contre 3,4050 francs vendredi à la clôture.

Le franc britannique se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc canadien se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc australien se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc néo-zélandais se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc sud-africain se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc indonésien se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc philippin se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc thaïlandais se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

Le franc vietnamien se repliait à 161,40 francs, contre 161,30 francs vendredi à la clôture.

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 100,40
Valeurs étrangères : 87,30
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 1 738,44
(SBF, base 1000 : 31-12-92)
Indice CAC 40 : 1 738,44

NEW-YORK (indices Dow Jones)
Industrielles : 3 312,19
Londres (indices Financial Times)
100 valeurs : 2 726,29
30 valeurs : 2 064,28
Mines d'or : 65,40
Fonds d'Etat : 53,64

FRANCOFORT
100 valeurs : 1 494,48
30 valeurs : 1 476,01

TOKYO
Nikkei Dow Jones : 17 289,17
Indice général : 1 316,15

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,3870	5,3600	5,4595	5,4095
Yen (100)	161,40	161,30	161,30	161,30
DM	3,4050	3,4050	3,4050	3,4050
Franc suisse	1,5790	1,5790	1,5790	1,5790
Libre sterling (1000)	161,40	161,30	161,30	161,30
Libre sterling	161,40	161,30	161,30	161,30
Franc japonais (100)	161,40	161,30	161,30	161,30
Franc japonais	161,40	161,30	161,30	161,30

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3 1/2	3 5/8	3 1/2	3 5/8	3 1/16	3 1/16
Yen (100)	3 1/16	3 13/16	3 5/8	3 3/4	3 9/16	3 11/16
DM	11	11 1/4	10 1/16	10 15/16	10 1/8	10 1/4
Franc suisse	1 1/16	1 1/4	1 1/8	1 1/4	8 7/16	8 5/8
Libre sterling (1000)	6 1/4	6 3/8	6 1/4	6 1/4	5 13/16	5 1/2
Libre sterling	13 1/4	13 3/4	13 3/8	13 3/4	13 3/8	13 1/2
Franc japonais (100)	7 3/16	7 5/16	7 1/16	7 3/16	6 3/4	6 7/8
Franc japonais	15 1/2	15 1/2	14 7/8	15 9/8	14 3/8	14 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par le Service des marchés de la BNP.

Pinault rachète la moitié des «junk bonds» d'Altus. - La fusion des groupes Pinault et Printemps a été entérinée, vendredi 11 décembre, par les assemblées générales des deux sociétés. Les groupes, et donne naissance à un ensemble de distribution dont le chiffre d'affaires dépasse les 70 milliards de francs. Mais l'endettement net du nouvel ensemble, 19 milliards de francs, est considérable face à des fonds propres de 9,2 milliards de francs.

Parallèlement à cette fusion, le nouvel holding intermédiaire de contrôle du groupe - Artémis - aug-

mente son capital et s'endette pour acquiescer la moitié du portefeuille de «junk bonds» (obligations américaines à haut rendement) d'Altus. Finance, la filiale du Crédit lyonnais. L'opération portera sur 7 à 8 milliards de francs de «junk bonds» - acquis avec une importante décote de l'ordre de 40 % - qu'Altus ne peut pas gérer directement en raison de la loi américaine. Ces obligations ont été émises par des sociétés en voie de redressement mais encore sursendentes et offraient un important effet de levier si la reprise américaine venait à se confirmer.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

GFC

Les Actionnaires réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 9 décembre 1992, sous la Présidence de Monsieur Roger PAPAZ ont approuvé les résolutions suivantes :

Ils ont décidé d'adopter le statut de droit commun, à compter du 1^{er} janvier 1993, en renonçant au statut spécifique de Société Immobilière d'Investissement.

Il est rappelé que l'action GFC est éligible au Plan d'Epargne en Actions (P.E.A.) depuis le 14 septembre 1992.

LES SICAV DE LA POSTE

SOLSTICE

SICAV COURT TERME REGULIERE

DISTRIBUTION SEMESTRIELLE

Le conseil d'administration de la Sicav SOLSTICE réunit le 13 décembre 1992 à Paris le deuxième acompte semestriel de l'exercice 1992-1993 : 65 francs net par action.

Il est détaché le 17 décembre et mis en paiement le 21 décembre 1992.

DECOMPOSITION DE L'ACOMPTÉ NET, EN FRANCS :

• Obligations françaises non indexées 65,00

TOTAL 65,00

LA POSTE

REGLEMENT SEMESTRIEL

REGLEMENT SEMESTRIEL

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

e la CE

Cours relevés à 13 h 30

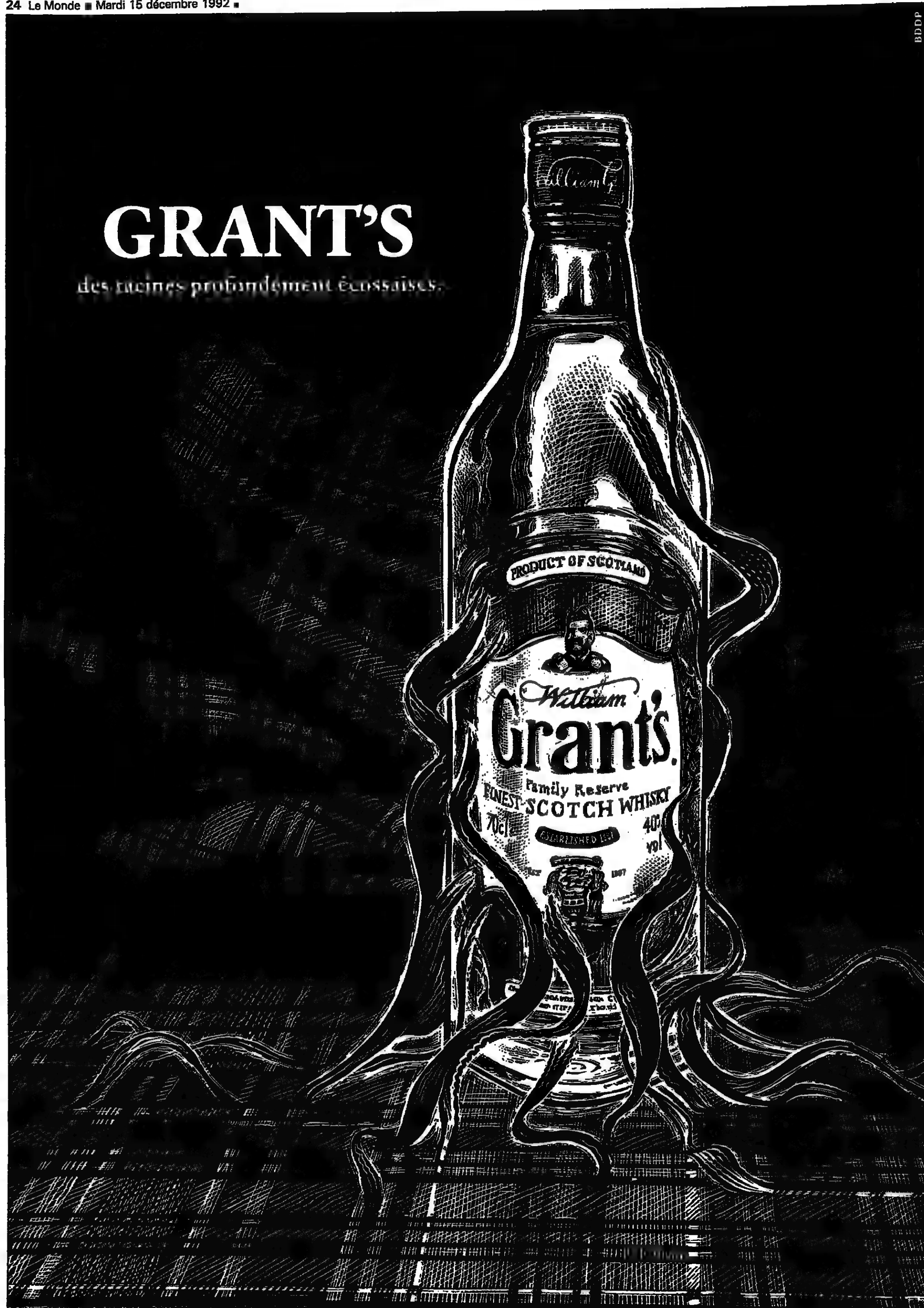
1

11/12

SECRET

هكزامن الشعل

24 Le Monde ■ Mardi 15 décembre 1992 ■



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

27

E C

Le

Genève sous-infor

15

Le Monde

Mazda choisit l'austérité



Après plusieurs années d'expansionnisme téméraire, le plus petit des grands constructeurs automobiles japonais subit une baisse de ventes et de bénéfices qui l'oblige à réduire les coûts.

page 27

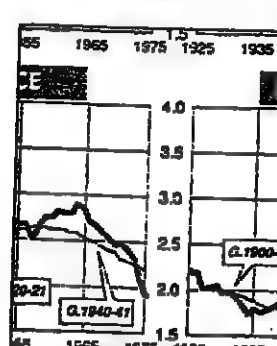
Opinion : un SME mondial ?



La mondialisation du risque est la véritable menace. En limitant la fluctuation des monnaies dans un « serpent » mondial, on parviendrait à réduire les risques financiers, écrit Didier Pène.

page 33

Dossier : le baby-boom



Bill Clinton est, dit-on, le premier président américain « baby-boomer ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Juste un phénomène démographique qui a touché les classes nombreuses, aujourd'hui, le force de l'âge ?

page 34

MODE D'EMPLOI

Environnement : Tour de l'eau. Humour, par Doyère : Pauvres banques ! La cote des mots : et compagnie... Bloc-notes. ACTUALITÉ 27 à 31 OPINIONS 32 et 33 La chronique de Fabre : SME, vers dans le nœud dur. L'autre unique, François Bager. Créer un serpent monétaire mondial, par Didier Pène. CONJONCTURE 36 Le commerce : Importation Europe. L'Europe : L'Est : Premières lueurs. La Bulgarie : internes et externes. La machine-outil : Parue le moteur.

L'ÉCONOMIE

La télé du patron

Mieux que la vidéo, moins cher que les voyages, la télévision par satellite a fait son entrée dans les entreprises.

Le générique vient de prendre fin, place peu à peu à un décor constitué de panneaux de verre. Apparaît alors le présentateur. Très à l'aise, il s'avance vers la caméra et détaille le sommaire de l'émission. Vous ne regardez pas « Envoyé spécial », sur France 2, mais « Business », le magazine d'information de Canal Bull.

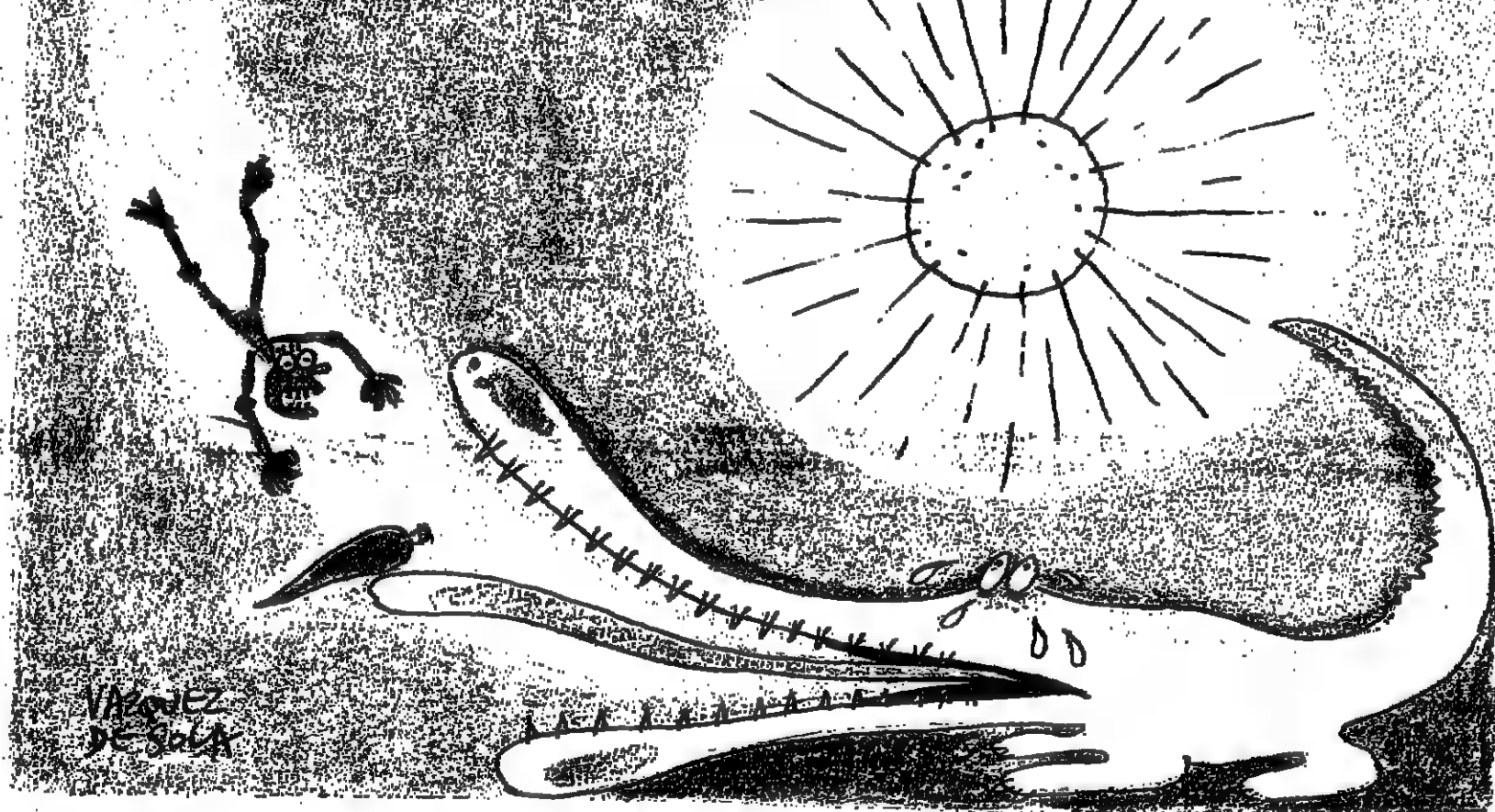
La télévision d'entreprise d'aujourd'hui, comme quelques autres grandes entreprises en France, équipée de sa propre chaîne de télévision. Diffusée par satellite, captée grâce à des antennes paraboliques, les émissions de Canal Bull peuvent être regardées simultanément par les salariés de Bull partout en France et en Europe.

Grâce à l'expérience de la maison-mère aux États-Unis, c'est Hewlett-Packard qui a été en France le précurseur de la télévision d'entreprise par satellite. En 1986, la sortie d'une nouvelle technologie informatique contraint Hewlett-Packard France à former d'un coup 4000 salariés. « Nous n'avons pu relever ce défi que grâce à HP TV et ses émissions de formation », se souvient Jean-Louis Martineau, responsable pour l'Europe du Hewlett-Packard TV.

Pascal Krémer

Lire la suite page 28

Le front de la faim



Tandis qu'en Somalie, des armées étrangères intervenaient pour combattre la faim, Rome l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dressait un bilan décevant. Si certains continents, comme l'Asie, ont réussi à faire reculer le fléau, l'Afrique, elle, continue de s'enfoncer au fil des guerres, des crises, et des plans d'ajustement.

Lire pages 30 et 31 les articles d'Olivier Plot

La France sous-informatisée

Avec, d'un côté, des petites PME sous-équipées et, de l'autre, des grandes entreprises comparables à un gruyère à trous l'informatique a encore de beaux jours devant elle.

INFORMATISÉE seulement à 43 % (1), la France devrait bien encore receler quelques secteurs boudés ou ignorés magistralement l'informatique. Pourtant, on entend proclamer partout que le marché est saturé. La preuve ? Les entreprises de matériels.

Toutefois, même ces derniers le reconnaissent, la saturation concerne exclusivement ce qui est déjà informatisé. Une lapalissade ? Pas vraiment. Car, au fil des années, la prospérité aidant, les utilisateurs ont, pour ainsi dire, pris l'habitude de toujours vendre aux mêmes, aux adeptes inconditionnels, maintenant sur-équipés, et qui, avec la crise, ne sont plus en vaches maigres. Et on trouve souvent qu'il y a de nombreux secteurs et de catégories de personnels à informatiser.

En fait, l'Hexagone est coupé en deux avec, d'un côté, des entreprises de plus de 100 salariés informatisées à au moins 90 % (la palme revient au secteur banque-assurances) et, de l'autre, des « petites PME » de moins de 10 salariés dont le taux d'informatisation ne dépasse pas 10 % (1). Bien sûr, les estimations varient dans une fourchette de 10 % selon les études, mais la tendance est là. « Il ne faut pas aller à parler de sous-informatisation », souligne Antoine Henry, directeur marketing d'Apple, qui veut faire de ses entreprises, baptisées « pépites » (d'or), l'une de ses cibles prioritaires.

Un tiers des PME informatisées, cela veut tout de même dire que près de 1,5 million d'entités

n'ont pas franchi le pas ! Dépendant de l'artisanat, du commerce ou des activités industrielles et de services, certaines sont aux balbutiements. Pour l'artisanat, le taux d'équipement est inférieur à 10 % dans les activités de production. Même tableau dans les activités de service. Des secteurs même particulièrement en retard comme l'horlogerie-bijouterie, la chaussure et les fleuristes. Avec un taux de 26 %, les professions de santé sont également encore peu informatisées. Et si l'on complète le panorama par les agriculteurs dont 10 % travaillent sans ordinateur (soit la bagatelle de 873 000 exploitations), impossible de ne pas conclure que l'informatique de premier équipement est encore de l'avenir.

Certes, le marché n'est pas facile, mais les potentiels sont loin d'être convaincus d'avance. Par exemple, une étude de la Société des agriculteurs de France (SAF), la plupart des exploitants ne considèrent pas l'informatique comme un outil productif et jugent qu'elle est d'abord destinée aux techniciens.

Catherine Lévi

Lire la suite page 28

(1) Étude du cabinet TMO sur un échantillon représentatif.

La réussite chilienne

Poursuivant la politique libérale des « Chicago boys » de Pinochet tout en y instillant une dose de social, les alchimistes de Patricio Aylwin ont plutôt bien géré l'héritage

SANTIAGO-DU-CHILI de notre envoyé spécial

« La croissance de 9 % l'année. N'importe quel économiste se réjouirait d'une telle performance. Et pourtant, à Santiago, le titre qui faisait, fin octobre, la une du grand quotidien *El Mercurio* ne provoque pas un enthousiasme excessif. « Nous devons freiner pour éviter toute surchauffe », avertit Jorge Marshall, ministre chilien de l'économie. La surchauffe ? « Ici, on ne se sent pas encore vraiment », commente de son côté Eduardo Gutiérrez, tout occupé pourtant à agrandir son atelier de réparation pneumatiques dans la commune de Lo Espejo, l'un des quartiers les plus pauvres de la capitale.

Deux ans et demi après l'arrivée au pouvoir de la coalition de centre-gauche du président Patricio Aylwin, le Chili de l'après-Pinochet vit en fait une situation économique paradoxale. Les « Harvard boys » du président démocrate-chrétien ont poursuivi la politique libérale des « Chicago boys » du dictateur militaire, une stratégie de la croissance tirée par les exportations. Ni l'ouverture sur l'extérieur, ni les privatisations, ni la libéralisation n'ont été remises en cause. Au contraire. L'inflexion sociale promise par le candidat timide. Les résultats suivent. Le pays connaît sa neuvième année consécutive de croissance. A un an de l'élection présidentielle, l'équipe économique au pouvoir trouve pourtant confrontée aux affres d'une réussite peut-être trop brillante. Trop de croissance, trop de

capitaux : telles sont les préoccupations des autorités chiliennes aujourd'hui. Alors que subsistent aussi trop de problèmes.

Recevant, fin octobre, une délégation de patrons français menée par le CNPF international, Alejandro Foxley, ministre des finances chilien, affichait alors une belle assurance. Les aides financières ? Il n'en veut point. Les conseils de politique économique ? Pas plus. Et il n'hésite pas à prodiguer plutôt, en direction des pays riches, quelques leçons de gestion budgétaire. Il est vrai que le Chili qu'il peut impressionner.

BILAN • Sous sa direction, le Chili a poursuivi la politique engagée au milieu des années 80 : une croissance forte. De 1,8 % en 1990, celle-ci est passée à 5,5 % en 1991 et pourrait atteindre 8 % l'année prochaine. L'inflation, ce mal endémique du continent, a été contenue, tombant d'un rythme annuel de 18,7 % en 1990 à 13,1 % en 1992. Les exportations, les investissements (ils ont augmenté de 17 % en volume l'année dernière) contiennent l'activité. Malgré la baisse des droits de douane et la forte progression des importations, la balance commerciale est toujours excédentaire. Repassée au rouge en 1992, la balance des comptes courantes n'inquiète guère, le pays ne rencontrant aucune difficulté pour financer son déficit.

Erik Izraelwicz
Lire la suite page 29

**L'Office international de l'eau va offrir au public
dès le mois prochain les services de la plus grande banque
de données francophone sur le sujet**

91 av. des Champs-Élysées 75008 Paris

Mazda choisit l'austérité

Après des années d'expansionnisme téméraire, le cinquième constructeur nippon est contraint de rogner ses dépenses. Il a suspendu sa participation aux Vingt-Quatre Heures du Mans et renonce à installer un réseau de voitures de luxe aux Etats-Unis

TOKYO de notre correspondant

A «restructuration» est à l'ordre du jour chez les constructeurs automobiles japonais qui ont vu leurs ventes régresser dans le marché intérieur (-12,3 % en novembre) qu'à l'exportation (-10,3 % en moyenne), mais toutes fois devenir pour certains négatifs. Certains perdants dans une position plus délicate que d'autres.

Ainsi, Mazda doit aller au-delà des mesures prises par ses concurrents (réduction des heures de travail et des investissements) : ses ventes au Japon ont diminué de 10 % en avril et septembre 1992 et les exportations de 1,1 %. Les bénéfices après impôt ont, quant à eux, chuté de 85,4 %. Aussi le quatrième constructeur japonais a-t-il révisé ses plans et renoncé à développer un réseau de ventes de voitures de luxe aux Etats-Unis et de suspendre pour deux ans sa participation aux Vingt-Quatre Heures du Mans, une compétition qu'il a remportée en 1991.

Ces mesures sont douloureuses et reflètent l'annulation du projet de réseau de ventes de voitures de luxe aux Etats-Unis (à près de 100 millions de dollars), mais le sacrifice est moindre que si nous continuions sur la même voie, explique Takaharu Kobayakawa, ingénieur de Mazda, qui mit en point le moteur rotatif puis la gamme sportive de Mazda, chargée aujourd'hui des relations publiques.

Ce retour à une plus grande sobriété n'est peut-être pas synonyme de repli : début de 1993, Mazda annoncera sa décision d'implanter ou non en Europe, vraisemblablement en Allemagne, en coopération avec Ford qui détient 23 % de son capital.

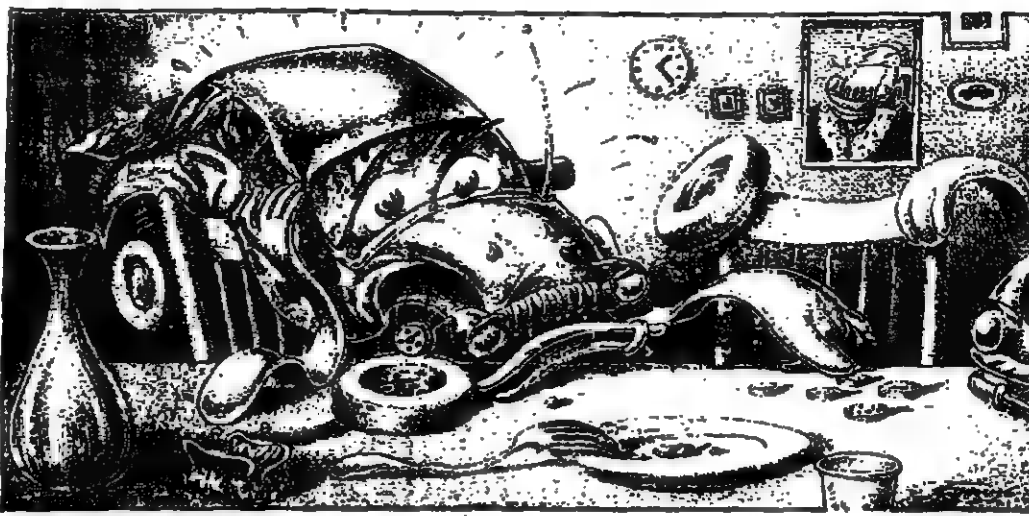
Mais Mazda doit aujourd'hui amortir de gigantesques investissements. A la faveur de la croissance de la demande mondiale, les constructeurs japonais se sont lancés dans une politique énergique d'investissement. Plus que les autres : la firme a investi plus de 1 000 milliards de yens en infrastructures. L'un des «joyeux» qui a fleuri de cette politique est l'usine ultramoderne de Hofu (au sud-ouest de Hiroshima), l'une des plus avancées du Japon en termes d'automatisation et de flexibilité de la production : les robots peuvent produire toutes les voitures envisagées. Coût : 500 milliards de dollars.

RECHERCHES « Ambitions excessives, croissance du marché, effets négatifs du dégonflement de la «bulle monétaire» : Mazda ramasse les fruits amers de l'expansionnisme de ces dernières années.

Assurément, Mazda ne saurait peut-être tout réviser sur ses plans à court terme. Mais à long terme, Mazda a une capacité de production excessive et dispose de potentielles non négligeables pour redéployer et se trouver en position pour profiter d'une reprise de la demande.

«Prenons l'exemple de l'usine de Hofu : elle représente un investissement important, mais c'est pour nous un avantage à long terme car elle nous permet de moderniser notre usine-mère d'Hiroshima», nous dit Takaharu Kobayakawa. «Elle répond aux exigences de la production future : réduction de la main-d'œuvre, utilisation maximale des jeunes salariés exigeant des travaux moins durs et une diminution du temps de travail».

Si Mazda procède à de douces réductions de ses coûts



ses tricycles motorisés puis ses voitures. C'est au milieu de la décennie 1980 que Mazda s'est distinguée d'une «niche» de petit constructeur - après avoir été un actif des succès technologiques tels que le moteur rotatif mais restant en marge de la catégorie - pour

réaliser avec l'usine de Hofu un objectif d'acquiescence 10 % du marché national : en 1992, Mazda détenait 7,3 % contre 6 % en 1988. La progression avait été spectaculaire : 600 000 véhicules en 1990, soit une augmen-

tation de 67 % par rapport à 1981 (361 000). Mais en 1991, la chute commençait : - 8 %. Elle s'est poursuivie l'année.

Dans les années 1970, Mazda avait déjà traversé une crise grave : elle ne sortait qu'avec l'appui des banques. Elle ne s'en était plus

revenue d'une telle garantie, étant donné la crise des institutions financières nipponnes. Or, l'affirmation des responsables, sa situation financière est saine, l'entreprise ne s'en trouve pas moins en la corde raide : en 1991, Mazda a investi pour 149 milliards de yens, soit huit fois plus que les bénéfices avant impôts de plus du double du montant de 1988 (66,5 milliards).

Enfin l'Asahi, la réorientation vers plus d'austérité de la politique de Mazda est aujourd'hui «drivée» en coulisse par la banque Sumitomo - un d'ailleurs l'ancien président, Yoshihiro Wada, qui prit ses fonctions en décembre 1991, fit une partie de sa carrière avant d'entrer chez Mazda en 1983. Un certain nombre d'employés s'inquiètent de voir leur société passer sous la domination de la banque. L'aval de la banque Sumitomo sur un facteur d'achat pour l'avenir du projet d'implantation de Mazda en Europe - est symptomatique de la situation de l'entreprise.

Philippe Fournier

Les douze premiers producteurs mondiaux

Sociétés	Pays	Production mondiale (*)
General Motors	Etats-Unis	7,9
Ford	Etats-Unis	5,4
Toyota	Japon	4,7
Volkswagen	Allemagne	3,1
Nissan	Japon	3,1
Fiat	Italie	2,5
Peugeot-Citroën	France	2,1
Honda	Japon	2,0
Mitsubishi Motors	Japon	1,9
Renault	France	1,8
Mazda	Japon	1,6
Chrysler	Etats-Unis	1,5

(*) Millions de véhicules

Source : Automotive News

La situation délicate dans laquelle se trouve Mazda est un exemple de la conséquence d'une stratégie expansionniste particulièrement ambitieuse. Mazda avait mis sur un fort accroissement de ventes sur l'arrivée sur le marché de la seconde vague des enfants du baby-boom et la firme a pratiquement doublé son réseau de distribution sur l'archipel. Or, la demande n'a pas été au rendez-vous.

AMORTIR « De même, amortir par le marché des voitures de luxe vendues par Toyota et Honda sur le marché américain, Mazda était en train de mettre sur pied un réseau de ventes qui avait dû être opérationnel en 1994. Or, d'une part le marché américain s'est contracté, et d'autre part ce projet, qui avait été lancé sur la base d'un taux de change plus favorable (140 yens pour 1 dollar), s'est inopinément révélé déficitaire et Mazda a préféré y renoncer. C'est également une question de coûts qui a conduit l'origine du retrait temporaire de Mazda des Vingt-Quatre Heures du Mans : sa participation lui avait coûté 10 milliards de yens.

Non seulement les ventes de

(tel que son retrait de la compétition), la firme ne réagit pas, en revanche, ses dépenses en recherches et développement (120 milliards de yens) : «Les ventes et les bénéfices peuvent décroître, il ne faut pas pour autant diminuer l'effort en recherches, ce serait compromettre notre avenir cinq ou dix ans. Les nouvelles technologies ne relèvent pas de la magie mais de la persévérance», poursuit M. Kobayakawa. La moitié des dépenses de Mazda en matière de recherches est consacrée à la production de l'environnement.

Mazda poursuit ses efforts de recherche sur le moteur à hydrogène : «Il faudra servir à usage privé que ce moteur ne devienne une réalité. Mais nous acquiesçons à cette position. Dans ce domaine aussi nous avons des équipes et une expérience acquise dans les années 1960-1970» rappelle M. Kobayakawa, qui était alors directeur du projet.

Il y a certes une part de pari dans le volontarisme de Mazda, et l'image du cycliste qui se tient sur le bord du risque de tomber s'impose à l'esprit. Mais les défis restent une constante dans la politique d'une entreprise qui avant-guerre produisait des machines-outils



INFO/SOCIÉTÉS 36 29 30 30 LA VÉRITÉ MULTIPLE D'UNE ENTREPRISE SUR UN NUMÉRO UNIQUE.

La personnalité d'une entreprise est complexe, jamais toute d'une pièce. Pour saisir la vérité multiple, il faut la regarder sous tous les angles et changer de point de vue pour juger avec mesure.

Avec INFO/SOCIÉTÉS, c'est facile : un simple appel, sans abonnement, sur le numéro unique 36 29 30 30 et sur chaque société apparaît l'information la plus riche et la plus variée : identité juridique et sociale, personnalité commerciale, analyse financière et, fait unique, l'information parue dans la presse depuis plusieurs années.

Les médias en disent long sur la qualité de l'exhaustivité des informations sur chaque entreprise : INPI / Registre National du Commerce, Journal Officiel / BODACC, Chambres de Commerce et d'Industrie, AFP, des journaux prestigieux comme Le Monde, La Tribune...

Dans INFO/SOCIÉTÉS chacun peut trouver la réponse selon ses centres d'intérêt : la minute ne coûte que 9,06 F TTC. (Tarif au 01/07/92).



INFO/SOCIÉTÉS
POUR AVOIR CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR UNE ENTREPRISE.
GROUPE O.R. / L'EUROPÉENNE DE DONNÉES - 164 TER, RUE D'AGUESSEAU - 92100 BOULOGNE

LA POSTE
C'EST
DES PLACES
FINANCÉES



SOGEFON

GESTION
DES
ETC.

PLUS

La France sous-informatisée

Suite de la page 25

Ce sentiment de superflu se retrouve dans le détail où, d'après un rapport du Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution (CECOD), un commerçant sur deux estime inutile l'informatisation de son magasin. « La vente n'est pas forcément un passage obligé, car il faut raisonner en termes de traitement de l'information et, dans certains cas, une caisse enregistreuse électronique suffit », reconnaît-on à Paris Gestion informatique, une filiale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

FACTEURS AGGRAVANTS ■ Mais le manque d'empressement dissimule aussi d'autres raisons. « Les patrons de petites entreprises craignent encore l'informatique moins pour des raisons de complexité ou de prix, que parce qu'ils ont peur de perdre le contrôle de leur affaire », estime, par exemple, Antoine Henry, directeur de la formation à la vente chez les vendeurs. Les mauvaises langues invoquent aussi le besoin de discréditer certains petits commerçants : « Il est vrai que certains ne veulent pas s'informatiser car ils ont du noir à vouloir garder leurs chiffres secrets », admet un prestataire de services.

Les milieux professionnels révèlent les facteurs aggravants du sous-équipement : petit nom-

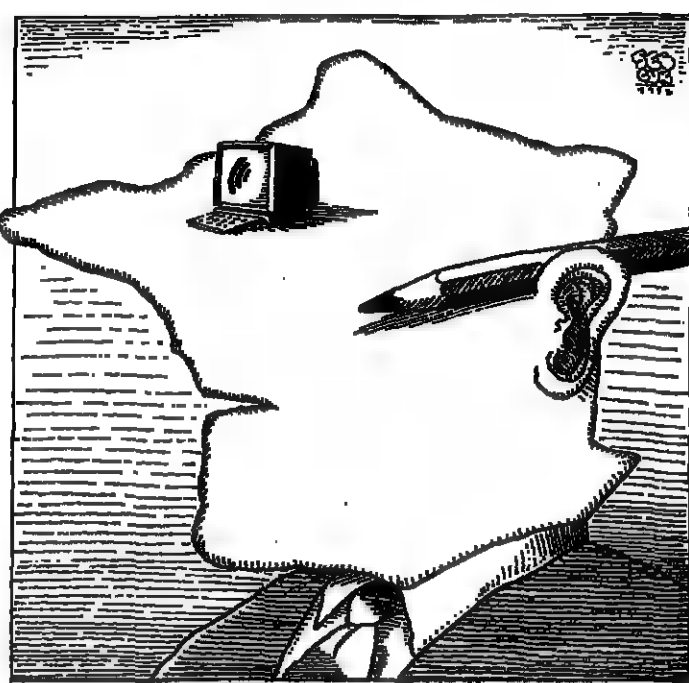
bre de salariés, responsables d'entreprise vieillissants ayant un faible niveau d'instruction. Pour eux, le temps d'apprentissage pour comprendre les rudiments du logiciel semble incompatible avec leur emploi

Le développement du parc n'a été opéré de façon relativement anarchique au gré des exigences parfois jugées excessives des directions informatiques.

du temps : la moitié des agriculteurs, selon une enquête de la SAF, y voient un frein non négligeable.

Enfin, l'investissement informatique reste lourd : si matériels et logiciels ont fortement baissé ces dernières années, la formation, elle, n'a pas suivi. L'argument du prix a été mis en avant par 34 % des personnes interrogées par le CECOD, par exemple.

Dans tous les cas, il est vrai que plus l'entreprise est petite, plus le besoin d'assistance est important. « Les artisans ont un besoin crucial, car ils ne sont pas toujours en mesure de formu-



ler leurs besoins ou ne connaissent pas nécessairement les logiciels adaptés à leur activité », estime par exemple Jean-Paul Conil-Lacoste, chargé d'étude à l'Assemblée permanente des chambres des artisans (APCA).

En fait, les fabricants et prestataires de services doivent pour conquérir ces « petites » faire un travail de fond, du service bien plus « pointu » que celui prodigué jusqu'à présent. Mais ce qui n'était peut-être pas rentable au début de l'informatisation de l'économie française prend tout son intérêt aujourd'hui. Les fabricants ne s'y sont pas trompés.

Du côté des grandes entreprises, il ne faudrait pas croire que tout est informatisé. « Certes, la conjoncture freine les investissements », juge Jean-Michel Oury, directeur des plans et des stratégies marketing d'IBM. Mais il y a encore beaucoup à faire pour optimiser le parc. « Chez les grands, les problèmes à régler sont plus d'ordre humain

qu'organisationnel que techniques. De l'avis de tous les experts, le développement du parc a été opéré de façon relativement anarchique au gré des exigences, parfois jugées abusives, de certaines directions informatiques et de certains utilisateurs zélés. Estimant qu'elle est de plus en plus cher sans faire preuve d'une productivité suffisante », certains directeurs généraux serrent même aujourd'hui la vis.

BLOCAIS ■ Dans la pratique, si le triptyque comptabilité-paiement-marché tourne parfaitement, le marketing ou les ressources humaines se trouvent encore souvent royalement de ses côtés. « En fait, dès qu'on touche à la décision, on peut carrément parler de sous-développement informatique », précise, par exemple, Pierre Legendre, président d'Orgacom. L'informatique, c'est encore du chinois pour soi. Par exemple, un directeur du marketing tra-

vaillant sur réseau n'est pas responsable de la recherche et du développement mais une exception. De nombreuses liaisons informatiques manquent donc à créer dans toute l'entreprise. Certains, comme Jean-Paul

Selon une étude du ministère du travail et de l'emploi, 32 % des salariés ont personnellement recours à un ordinateur dans leur travail. Une marge de 68 %

Figier, directeur général de Cap Sesa, estime même que c'est une informatique primitive et stratégique qui est en défaut. Tandis que d'autres pensent qu'il serait temps de créer un réseau clients-fournisseurs. Là, le terrain est encore quasiment vierge.

Au niveau de l'Etat et de ses grandes administrations, le sous-équipement est également flagrant. Un rapport récent émanant du comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques (paru à la Documentation française) soulignait notamment que « les objectifs affichés d'efficacité et de qualité de service demeurent peu opérationnels (...)

qu'il n'y a jamais eu de rentabilisation économique des investissements consentis ». En fait, les modalités de l'informatisation des grandes entreprises comme de bien des administrations reflètent souvent les vieux blocages hiérarchiques et l'insuffisance de vision stratégique. Et quand on regarde l'utilisation effective des ordinateurs dans l'entreprise et non plus le taux d'équipement officiel, les conclusions ne sont pas franchement différentes.

A LA TRAINE ■ Ainsi une étude du ministère du travail et de l'emploi a constaté que seulement 32 % des salariés ont personnellement recours à un ordinateur dans leur travail, ce qui laisse une marge théorique de manœuvre de 68 %. D'autre part, toujours selon cette même analyse, l'ordinateur reste un outil d'usage restreint dans la vie professionnelle. Ainsi, si 60 % des cadres pianotent, le pourcentage tombe à 47 % pour les professions intermédiaires, à 34 % pour les employés, 10 % pour les ouvriers qualifiés et 5 % pour les moins diplômés. Et ce pourcentage est encore trop faible car, pour certains, l'écart entre les déclarations officielles et la réalité sont parfois grands (voir encadré).

Catherine Lévy

Médecins non branchés

« Le monde de la santé est relativement peu informatisé », reconnaît le docteur Paul, président de l'Organisation professionnelle d'harmonisation de l'informatique de santé (OPHS). Dans le secteur hospitalier, le taux d'équipement est d'environ 26 %, mais les disparités sont grandes selon les services.

Par exemple, les cabinets d'analyses médicales sont informatisés à 100 %, les professions comme la pédiatrie ou la dermatologie n'ont pratiquement pas été touchées. Globalement, seulement 10 % des médecins ont des ordinateurs équipés, une informatisation qui concerne d'ailleurs surtout les tâches administratives du cabinet que l'aide à la décision (dossier médical, analyses, prescriptions des médicaments, etc.). Selon le docteur Fedi, l'absence de l'informatique durant les années d'études, le manque de prati-

que et le manque d'un incroyable manque de savoir sont les trois grandes raisons de ce retard.

ECONOMIES ■ Changement d'optique : « Nous travaillons pour une informatisation soit d'environ 90 % d'ici à l'an 2000 car nous sommes convaincus que la qualité des prestations s'en trouverait améliorée et que les économies réalisées », avance notre interlocuteur.

Comment amorcer la pompe ? S'appuyant sur le projet de loi à la suite des honoraires, via l'équipement des médecins (suppression de la feuille de soins), la Commission nationale d'assurance-maladie (1), l'Etat pouvant bénéficier du goût d'une informatisation plus globale.

C. L.

(1) Actuellement en cours d'expérimentation à Boulogne-sur-Mer.

Taux d'équipement des entreprises de 0 à 10 salariés

	1985	1991	1993 (estimation)
Total	10	33	46
dont :			
Artisanat	3	11	23
Commerce			
- gros	22	46	60
- détail	8	20	44
Petites entreprises industrielles	9	47	67

Cadres réticents

« Il n'y a pas 60 % des cadres qui utilisent régulièrement un ordinateur », estime Yves Lasfargue, directeur du centre de recherche de l'Institut français de gestion. Leur réponse spontanée lorsqu'ils sont interrogés sur leurs pratiques est toujours la même : « En fait, selon moi, un cadre ne saurait d'être un utilisateur d'ordinateur, une estimation contredisant, dans une certaine mesure, les conclusions du ministère du travail.

Trois catégories d'individus se rangent parmi les non-utilisateurs, réticents ou non. Pour les aristocrates, l'utilisation d'un terminal n'est pas une distinction sur le plan social. Ainsi, les cadres de haut niveau confient pratiquement systématiquement les tâches d'entretien à des ordinateurs ou à des secrétaires. Les supérieurs préfèrent le portable, qui n'est ni un outil de travail ni de distraction, ajoute Yves Lasfargue.

Parmi ces réticents, on compte également un certain nombre de « technophobes » qui, pour des raisons diverses, ne veulent pas s'occuper de l'ordinateur parce qu'ils n'ont jamais eu le temps, le courage ou la capacité de se livrer à l'indispensable apprentissage technique. « On les rencontre souvent parmi les élites de la nation, ce qui peut être dangereux car ils ont parfois une vision tronquée des possibilités ou des limites de l'ordinateur », explique l'observateur attentif des mœurs informatiques.

Enfin, les « technophobes », véritables handicapés de la technique, ne peuvent utiliser le couple écran/clavier sans « claquer », soit parce qu'ils sont incapables de maîtriser dans une logique interactive, soit parce que l'ordinateur va trop vite, et simplement parce qu'ils sont âgés.

C. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe

CADENCE 3

Sicav obligataire française à revenus trimestriels

Dividende trimestriel : 100 F mis en paiement le 15 décembre 1992 (+ crédit d'impôt de 0,22 F pour les personnes physiques).

Objectifs de placement : Principalement investie en obligations françaises afin de distribuer un revenu régulier proche de celui du marché boursier tout en préservant le capital sur moyenne période.

Les acomptes sur dividende des Sicav Cadence 1, Cadence 2 et Cadence 3 étant versés à des dates décalées, vous pouvez parachever ces trois Sicav pour obtenir un revenu mensuel. Informez-vous auprès de votre agence.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue Saint-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 01 47 33 40 00

La télé du patron

Suite de la page 25

Depuis lors, Bull, Renault, Volvo, France-Télécom, qui disposent d'un vaste réseau de réception, ont lancé à leur tour dans la formation télévisée. Renault par exemple, via émissions du jour, présente cette nouvelle voiture aux concessionnaires.

Plus encore que pour la formation, les chaînes de télévision ont mis à contribution pour la communication interne. Le jour même de la confirmation au conseil des ministres de la nomination de Louis Schweitzer à la tête de Renault, celui-ci intervenait sur le réseau Renault TV. Chaque lancement de l'Ariane a été célébré par une vidéo-transmission : les salariés de l'usine d'Arianespace qui ne peuvent se rendre en Guyane suivent ainsi l'émission en direct.

A ces « grands-messes » s'ajoutent des magazines réguliers, souvent mensuels, proches du journal télévisé : « Business » sur Channel Bull ou encore « Défis » sur Volvo TV. Revues de presse sur le secteur, informations sur la concurrence, les nouveaux produits, les histoires de réussite gagnées pour motiver les troupes... Bull a même inventé la météo commerciale : soleil pour les

régions dont les résultats sont bons, nuages ou orages pour les autres.

Rapide, souple d'utilisation, rendant impossible toute distorsion de l'information, la télévision devient vite un outil-clé de communication interne. « Le PDG peut intervenir sur le réseau quelques heures seulement après l'avoir décidé », explique Josyane Aspiroz de France Télévisi. « Ce qui nous permet de faire de la transmission de crise. Au moment de la grève de notre usine de Cléon, nous avons pu informer rapidement nos salariés commercial sur les retards de livraison. »

MOINS DE VOYAGES ■ Les salariés, qui apprécient de ne plus découvrir dans la presse les changements concernant leur entreprise, adoptent vite leur télé de bureau. Chez Renault, ceux qui ne peuvent ou l'occasion de passer sur Renault TV se voient offrir leur poste télévisé le jour où ils partent en retraite.

« Diffusée par satellite, l'émission est un événementiel, elle est regardée », remarque Luc Guilbert, qui s'occupe de Channel Bull. La télévision resserre les solidarités (entre direction et salariés, maison mère et filiales) et donne aux membres des réseaux commerciaux le sentiment d'appartenance à l'entreprise. « Dans un

moment difficile, il est nécessaire d'entretenir les liens étroits avec le réseau de distribution », rappelle Dominique Crappier de Volvo.

Argument de poids en leur faveur, les réseaux de télévision deviennent de plus en plus abordables. Comptez environ 15 000 francs pour équiper un réseau de réception (antennes paraboliques, décodeurs). L'heure satellite tourne aux alentours des 12 000 francs. Les coûts de production, eux, demeurent élevés. « En moyenne, 200 à 250 000 francs le 20 minutes d'émission », compte Francis Mui, patron d'Extension, qui produit les émissions de Bull, Renault et Volvo. Selon les besoins, on demande à des techniciens du petit écran d'animer une émission, comme ce fut le cas de Gérard Holtz, Roger Zabel ou Bernard Rapp sur Renault TV. La solution d'avenir semble sans doute à s'abonner à une chaîne de télévision professionnelle diffusée par satellite. Pour l'instant, seule la chaîne de formation de l'informatique, pour 46 000 francs par an, équipement de réception compris, l'abonnement à Computer Channel donne droit à une cinquantaine d'émissions d'une demi-heure en moyenne.

« Par rapport aux frais de location d'hôtels, restaurants, dans

un hôtel quand on veut réunir 2 000 salariés de l'entreprise, les 125 000 francs que nous dépensons pour trois heures de formation en satellite », plaide-t-on chez Hewlett-Packard. Pourtant, Cécile Jurquet, chef de produit de l'émission d'entreprise de France Télécom radio (la Radio de France-Télécom qui, entre autres missions, commercialise les services par satellite), attend toujours la même question : « En 1992, nous avons vu nos entreprises 3 700 heures de transmission satellite. Une progression de seulement 10 % par rapport à 1991. »

Le réseau de télévision par satellite semble, il est vrai, réservé aux entreprises de grande taille. Pourtant, la télévision peut être utile : elle court-circuite les hiérarchies, fait craindre aux managers de « mal passer » à l'écran, et donc de perdre de leur autorité, et de ne plus avoir droit aux voyages d'affaires de formation. « C'est un vrai Eldorado », dit-il, mais il n'a pas le réflexe télé pour son entreprise », analyse Francis Mui. Pour convaincre, il lui faut donc « réexpliquer » sans la télévision, même aux téléspécialistes les plus assidus.

Pascal Krémer

La réussite chilienne

La deuxième

IS

La réussite chilienne

Suite de la page 25

D'une manière aussi spectaculaire, le gouvernement a réussi à tout l'axe budgétaire. « Nous avons des finances publiques en ordre », note avec fierté Alejandro Foxley. La réforme fiscale introduite pour la période 1991 à 1993 a été porte de 10 % à 15 %, celui de la TVA de 18 % à 18 % a permis d'accroître les recettes de l'Etat. Et grâce à la maîtrise des dépenses, le budget dégage depuis 1990 un surplus - plus de 1 % du PNB encore en 1992.

Si tel n'est pas l'unique succès, le bilan extérieur n'est plus un problème. L'endettement a été ramené à 17,5 milliards de dollars à la fin de l'année, soit moins de 10 % du PNB du pays - contre plus de 100 % au milieu des années 80. Les dettes ont été multipliées par trois depuis fin 1989, dépassant aujourd'hui 10 milliards de dollars, près d'un an d'importations. Le rapport de la dette nette au total des exportations a atteint son plus bas niveau depuis trente ans. Bref, « le pays est sous-entendu par rapport à ses capacités de paiement », remarque un banquier étranger installé à Santiago.

Le gouvernement a pourtant quelques soucis. A court terme, il lui faut gérer une « surabondance de dollars » et éviter la surchauffe. A moyen terme, il lui faut trouver les outils qui permettront au pays de passer à une nouvelle phase de son développement, plus diversifiée. Surtout, c'est toute la question sociale qu'il doit traiter.

SURCHAUFFE ■ Première mission : éviter la surchauffe sans plonger l'économie dans la récession. Les pouvoirs publics ont pris les dispositions pour éviter toute fièvre excessive. L'Etat a limité la dépense publique. La Banque centrale, indépendante depuis 1990, a résisté à la tentation d'augmenter le relèvement du taux d'intérêt. Selon le ministre de l'économie, le socialiste Jorge Marshall, estime que la croissance, d'un rythme annuel de 9 % en 1992, devrait revenir autour de 6 % l'an prochain. Avec une inflation en baisse, autour de 11 %.

Deuxième défi : mieux canaliser les capitaux vers l'investissement productif. Attiré par une politique économique sérieuse, l'argent étranger s'investit dans les mines, les usines, la Bourse - la plus active de la région - ou dans les titres d'Etat. Le relèvement des taux d'intérêt rend plus attractifs les placements en pesos chiliens. Or ces capitaux étrangers s'ajoutent à une épargne nationale déjà considérable. Le taux d'épargne intérieur a atteint cette année 18 % du PNB, « le niveau le plus élevé depuis 1980 », relève la Banque interaméricaine de développement (BID) dans son dernier rapport (le Monde du 27 octobre).

Ces capitaux étrangers constituent, paradoxalement, une grave menace pour la politique

économique du gouvernement. S'ils ont permis à la Banque centrale de constituer d'importantes réserves, ils contribuent aussi à renforcer la valeur du peso. Et risquent de handicaper les exportateurs. Les pouvoirs publics poussent donc l'épargne nationale à s'investir au-delà des frontières. Les fonds de pension - qui gèrent 12 milliards de dollars, près du tiers du PNB annuel du pays - viennent d'être autorisés à placer jusqu'à 3 % de leurs actifs à l'étranger. Les capitaux chiliens participent activement aux privatisations... en Argentine. La Banque centrale du Chili tente, quant à elle, de diversifier ses placements.

Au-delà d'une conjoncture difficile mais adroite, jusqu'à présent, le gouvernement est aussi à la recherche des clés qui ouvriront au Chili d'autres horizons de développement. L'équipe de Patricio Aylwin n'a pas remis en cause les change-

ments structurels engagés par le général Pinochet. Il n'a pas touché aux privatisations réalisées entre 1980 et 1990. Il a cherché d'autres leviers entre le privé et le public, en lançant notamment la vente de certaines activités (routes, assainissement des eaux...). Globalement, le privé contribue à 70 % du PNB aujourd'hui contre 50 % il y a vingt ans, estime Jaime Ale, directeur de la SOFOFA, l'organisation patronale chilienne. Une proportion qui satisfait les partisans de l'économie mixte au pouvoir.

Mais le système social n'est pas encore certain. La bataille de l'inflation n'est pas encore définitivement gagnée. L'objectif du couple Foxley-Marshall est de passer en 1993 à la barre des 10 %. « Une culture de l'inflation », regrette Jorge Marshall. Le Chili continue effectivement à vivre avec des mécanismes d'inflation généralisés. « Si les salaires ne sont pas indexés », rappelle Luc Algan,

coopérant français installé auprès de la Corfo, organisme qui gère notamment les participations industrielles de l'Etat, « la revanche des entreprises commerciales et financières contiendra les effets d'indexation ». La nouvelle unité UF - unité de compte indexée sur les prix - y est omniprésente. Avec difficulté, le retard pris dans l'organisation du système financier. Celui-ci n'est, à la suite de la crise bancaire de 1982, hyper-réglementé.

DIVERSIFICATION ■ Afin de réduire enfin sa dépendance à l'égard du cuivre, Santiago cherche à développer la diversification de ses exportations. Malgré la réévaluation du peso (de 10 % par rapport au dollar environ en 1992), l'attractivité des marchés clients, le dynamisme des ventes à l'étranger ne dément pas (+12 % en 1992). Variations modestes de la croissance chilienne, « elles représentent 10 % du PNB il y a vingt ans, plus de 30 % aujourd'hui », souligne Jorge Marshall. L'accès au marché exté-

rieur est donc, pour Santiago, essentiel. D'où les accords de libre-échange signés avec le Mexique ou ceux en cours de négociation avec le Canada de l'ALENA (Association de libre-échange nord-américain), avec le Venezuela ou la Colombie.

Il lui faut aussi diversifier son offre, industrielle notamment. Le Chili affiche déjà de beaux succès à cet égard. « Pour la première fois en 1992, les ventes de produits manufacturés aux plus importantes (40 % des exportations totales) ont dépassé celles du cuivre (39 % », souligne Jaime Ale, de la SOFOFA. Avec les fruits de la contre-saison, le saumon fumé, le vin, les meubles ou de l'équipement minier, le pays a déjà sa part. « Pour suivre une diversification en offrant des produits à plus forte valeur ajoutée et à meilleur niveau technologique », telle est l'une des difficultés ambitieuses du gouvernement.

Troisième défi, enfin, l'apurement de la « dette sociale ». Dans ce domaine, le pouvoir chilien

accusé d'immobilisme. Le bilan est, il est vrai, plus mitigé. Certes, la nouvelle équipe a opéré quelques inflexions par rapport aux ultralibéraux du général Pinochet. Le salaire minimum a été relevé. Il est aujourd'hui de 20 000 pesos (autour de 100 francs). Un plan pour l'emploi des jeunes a été lancé.

« La croissance est un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté », plaide Jorge Marshall. Elle a, il est vrai, largement contribué à l'augmentation des revenus et à la création d'emplois. Mais le chômage officiel est en forte diminution. Il affectait 20 % de la population active en 1982, moins de 5 % aujourd'hui. « Dans le budget, nous avons fortement augmenté les dépenses sociales consacrées à la santé, au logement, à l'éducation », ajoute Foxley. Elles ont crû, en volume, de 30 % entre 1990 et 1992.

Malgré cela, la situation dans les services sociaux publics (hôpitaux, écoles, logement...) est dramatique. Et une partie de la population, notamment celle des bidonvilles chiliens, reste loin du miracle des 2 800 dollars de PNB par habitant en par un des statistiques officielles. Il y avait en 1990, avant l'arrivée de Patricio Aylwin à la Moneda, 3 millions de « pauvres » (selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé), sur 13,3 millions de Chiliens. Un membre du gouvernement affirme aujourd'hui que « la pauvreté concerne 40 % de la population ». Peu de changement donc.

CONTINUITÉ ■ Y a-t-il un risque de divorce entre la gauche politique et les valeurs du gouvernement ? Les succès du gouvernement ont permis d'envisager avec sérénité les prochaines élections locales, à l'automne, un observateur averti. Au-delà, les tendances économiques, comme la croissance, la stabilité, la continuité acquise à la politique économique. A l'instar d'Andrés Bello, ancien patron de la Banque centrale, actuel président du Banco Continental (Groupe Crédit lyonnais), les voix de cette stabilité marquent la principale force du Chili.

« Il y a désormais - cela est évident - un consensus autour du modèle économique, celui d'une économie ouverte dans laquelle le rôle de l'Etat se limite au maintien des grands équilibres et à la lutte contre la pauvreté », expliquait Andrés Bianchi, d'un Forum international sur les perspectives latino-américaines. « Dans le passé, une élection constituait toujours une rupture pour l'économie, le risque de passer d'un capitalisme ultra-conservateur à un socialisme révolutionnaire. » Aujourd'hui, une alternance politique ne conduirait plus à une remise en cause fondamentale de la continuité économique. La gauche ne contient latino-américain encore une incertitude.

Erik

La deuxième vie des « Chicago boys »

SANTIAGO de notre correspondant

En quittant le pouvoir au Chili en 1990, après dix-sept années de dictature, le général Pinochet n'a pas mis en chômage les économistes qui l'entouraient. Tant s'en faut. Les jeunes « Chicago boys » du régime militaire, regroupés dans des instituts de recherche, ont été reconvertis dans le conseil aux gouvernements. Leur projet : exporter le modèle économique chilien vers l'ensemble de l'Amérique latine.

De tels centres de recherches sont multipliés ces dernières années. Se sont créés, Iglesias et Asociados, la Fondation Miguel Kast et la Fondation Hans Seldel. Mais le plus influent des instituts est sans doute l'Institut Liberté et Développement (IDL), créé par les économistes de la dictature comme une société de conseil et comme un groupe de pression publiant des études argumentées sur toutes les décisions économiques du gouvernement du président Aylwin.

Créé par Carlos Casaravalle, ancien ministre de l'Intérieur puis des finances, l'IDL compte parmi ses membres de nombreux ministres et hauts fonctionnaires du général Pinochet, comme Patricio Matte, ancien ministre du développement, Luis Larraín, ancien ministre de la planification, et, surtout, Hernán Büchi, ancien ministre des Travaux et candidat malheureux à la présidence de la République lors des élections démocratiques de Patricio Aylwin en 1990.

Les experts de l'IDL ont en

commun une formation à l'étranger, le plus souvent à l'université de Chicago - foyer d'économistes libéraux - ou un profil technocrate et l'abso- lue certitude que le programme économique qu'ils ont appliqué au Chili constitue la solution aux problèmes de sous-développement. « Nos membres ont des experts qui nous ont accompagnés dans tous les pays du continent », dit un ex-Union soviétique et en Pologne, et dans certains pays d'Afrique. Nous travaillons avec nous pour la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les Nations unies », souligne Christian Larroulet, directeur de l'IDL.

RETRAITES ■ La plupart du temps, l'intervention se fait dans le cadre de projets organisés par les institutions internationales, en collaboration avec les gouvernements ou à leur demande. Mais certains Etats, comme le Paraguay, la Guatémala, la République dominicaine et le Nicaragua, font appel directement aux consultants de l'IDL ou à leurs collègues. Les membres de l'institut interviennent de façon régulière au Mexique, en Argentine, et surtout au Pérou, depuis l'arrivée à la présidence d'Alberto Fujimori.

Les experts chiliens sont consultés sur tous les aspects de la politique économique. Mais ils ont une spécialité : « Notre point fort, c'est la réforme des retraites », affirme Christian Larroulet. Ils ont en effet dirigé l'intervention des privatisations, les politiques de dérégulation des services

publics et la réforme de la sécurité sociale comme la santé, le logement ou l'éducation. Dans tous ces domaines, l'institut préconise des « solutions privées aux problèmes publics », selon le titre de leur publication-phare.

C'est notamment l'ancien ministre du travail, Mario Torres Infante, qui travaille sur l'organisation des systèmes de retraite : ils ont effectué des missions conjointement avec Miguel Kast, ancien surintendant de l'Administration de l'Etat. Ensemble, ils ont persuadé le pays à mettre en place des retraites par capitalisation, fondées sur de puissants fonds de pension.

Grâce à leurs conseils et à ceux d'autres consultants chiliens, l'Argentine, le Venezuela, la Colombie et le Paraguay ont suivi le point de vue de l'institut sur la réforme des retraites. Au Pérou, terre de prédilection de Hernán Büchi, le projet de loi qui a été présenté en mai 1992 est quasiment la copie conforme de la loi chilienne.

Fabrizio Iñiguez, ancien directeur du budget à Santiago, a pour sa part travaillé au Pérou sur la réforme du Guatemala pour l'aider à présenter au Congrès pour l'année 1993. Il vient de conclure une mission similaire en Equateur. Les autres experts en matière budgétaire que sont les anciens directeurs du budget Carlos Morales et Mario Cordero sont, d'après l'IDL, « débordés par les demandes ».

D'autres « spécialités » chiliennes rencontrent aussi un réel succès à l'exportation. L'ex-ministre du logement, Miguel

Angel Poduje, a ainsi conduit des missions au Salvador, au Venezuela, en Colombie et au Paraguay.

Dans un autre cas, il s'agit d'abord intervenu dans le cadre d'une mission patronnée par la Fondation Seldel et la Banque mondiale : il a notamment préconisé le mode de financement du logement social au Chili. Multipliée par le gouvernement chilien, la méthode a été adoptée par le gouvernement paraguayen, il a été élaboré, au cours de douze missions en 1990 et 1991, un système qui reproduit fidèlement le modèle chilien. Ce système fut adopté fin 1991 par le Paraguay après le vote du Conseil national du logement (CNV).

RECETTES ■ Les experts de Santiago considèrent-ils que les mêmes recettes sont applicables partout ? Oui et non. « Ce qui me plaît, ce n'est pas de demander aux autres de nous copier, mais de leur proposer des principes universels », nuance Hernán Büchi, dont les missions en Amérique ne se comptent plus.

« Ce qui est nécessaire, dit-il, c'est un gouvernement qui fasse preuve de leadership. Au fin du compte, il s'agit d'arriver à une situation où peu importe qui dirige le pays. Le système économique chilien est un modèle en soi, adopté par tout le monde, de façon à ne pas être affecté par les changements politiques. Il doit être plus important que la personne qui le dirige. » La démocratie, en quelque sorte, selon les économistes de Pinochet.

Bruno Adrian

Erik

ils ont gagné

Williams FW18B
CHAMPIONNAT MONDIAL
FORMULE 1 1992

ACTUALITÉ



La faim recule mais ne cède pas

Après trente ans de lutte contre la faim, les résultats sont mitigés : le nombre des mal-nourris a diminué dans le monde, mais l'Afrique reste sacrifiée

Pour la première fois dans l'histoire, une année a vu la lutte contre la faim progresser massivement au nom des moyens militaires. L'opération « Rendre l'espoir » en Somalie, qui se poursuit, est le premier pas vers l'espérance. Pourtant, le problème n'a rien de nouveau. Depuis plus de 30 ans, les Nations unies - via l'organisme chargé de l'alimentation mondiale (FAO) - et l'OMS - via l'Organisation mondiale de la Santé - luttent chaque année l'état d'urgence.

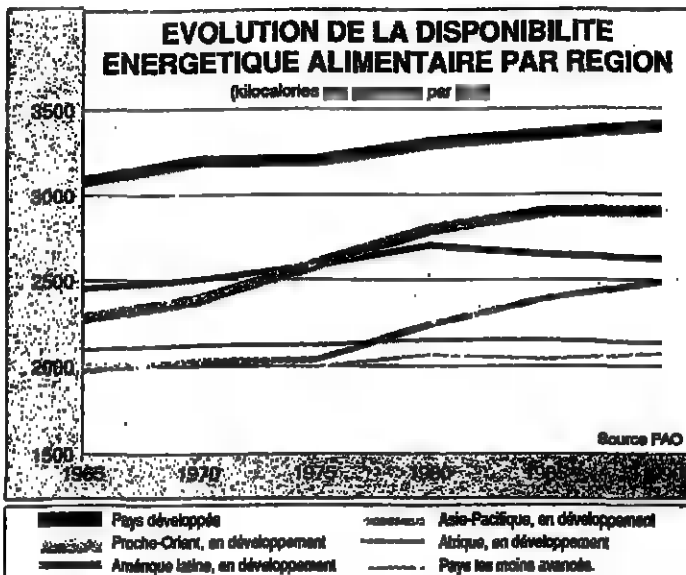
Quels sont les fruits aujourd'hui de cette lutte ? D'importants résultats ont été obtenus. Et pourtant, les chiffres sont alarmants. La FAO estime, dans son rapport publié en préparation pour la conférence internationale sur la nutrition qui s'est tenue à Rome du 5 au 11 décembre, que la faim a bien reculé dans le monde, mais de façon très inégale.

Pour l'ensemble des pays en voie de développement, le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique - l'appartenance au type d'alimentation du pays - a diminué de façon spectaculaire. En 1970, près de 941 millions de personnes étaient régulièrement sous-alimentées ; ce chiffre est tombé à 786 millions en 1990. En proportion de la population totale de ces pays, le chiffre est

encore plus net : 20 % souffrent aujourd'hui contre 25 % il y a vingt ans. Cependant, la situation est néanmoins alarmante. C'est, pour l'essentiel, l'Afrique qui a vu limiter le drame de la faim. En 1970, 40 % des habitants de cette région souffraient de malnutrition, soit 751 millions de personnes. Ce chiffre est tombé aujourd'hui à 551 millions, représentant 15 % du nombre total d'habitants. Les pays du Proche-Orient ont également fait partie des « raisons d'espérer » évoquées aujourd'hui par la FAO. La région y touche actuellement 31 millions de personnes - 12 % de la population totale - contre 35 millions il y a vingt ans (22 %).

En revanche, en Amérique latine la situation s'est légèrement dégradée : 34 millions de personnes souffrent de malnutrition dans cette région en 1970, contre 35 millions actuellement. Une progression somme toute limitée, qui a permis de réduire la proportion des sous-alimentés de 19 % à 13 % du total.

Surtout, l'Afrique, la grande perdante de cette « lutte mondiale », malgré le léger recul en données relatives, la situation s'y est aggravée en données absolues : 150 millions de personnes souffraient de sous-alimentation sur le continent noir en 1970 - soit, à l'époque, 35 % de la population - alors que ce chiffre est aujourd'hui de 170 millions, soit 13 % d'Afri-



Les quarante-six pays les moins avancés (PMA) - dont 31 africains - ont un PNB par habitant inférieur à 430 francs par an.

cains. « Deux facteurs majeurs continuent d'empêcher dans le monde la lutte contre la faim », explique Maxim Bruyckx, expert de la FAO sur les problèmes de nutrition : l'incapacité d'aboutir à un développement économique durable dans ces pays plongés dans l'instabilité politique et l'absence de la Somalie démontre clairement aujourd'hui, comme l'Ethio-

pie hier, l'impossibilité pour un pays plongé dans la guerre civile de nourrir sa population. A l'inverse, les régions du monde qui ont connu de longues périodes de paix ont pu agir sur la faim : les progrès enregistrés en Asie le démontrent.

L'Amérique latine illustre le lien entre la malnutrition et le développement économique : le nombre des

sous-alimentés y avait diminué nettement au cours des années 70, période de croissance accélérée, tombant à 47 millions en 1980, avant de remonter au cours de la décennie écoulée, après la crise de la dette et les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions monétaires internationales. « Moins stable politiquement, cette région n'a surtout pas pu continuer ses efforts de développement économique », précise Maxim Bruyckx.

PAUVRETÉ Car la pauvreté reste la principale cause de sous-alimentation, et rares sont les pays qui ont bénéficié d'une croissance économique durable au cours des vingt dernières années. Plusieurs facteurs ont contribué à la fragile santé économique - voire à l'approfondissement de la crise - des pays du tiers-monde. La chute des recettes liées aux produits d'exportation - notamment l'effondrement du prix des matières premières - a paralysé et parfois inversé les processus de croissance amorcés à la fin des années 80. De nombreux pays n'ont plus eu les moyens d'investir dans le « mieux-être » général. La Côte-d'Ivoire en est un bon exemple.

Mais les politiques économiques libérales ont également en cause. Trop peu de pays ont réellement donné une priorité à la lutte contre la faim. En Afrique, en l'absence d'un potentiel agricole suffisant, la production de produits alimentaires

n'a progressé que de 2 % par an au cours des dix dernières années. La démographie, mal maîtrisée : la population a connu une croissance moyenne de 3,2 % en Afrique. La poussée démographique est moins forte en Asie, « et la politique agricole a été meilleure », souligne Maxim Bruyckx, notamment en Chine.

Les pays développés jouent aussi un rôle négligeable dans la problématique de la faim. Les plans d'ajustement imposés par la Banque mondiale et le FMI au nom de la logique financière macroéconomique n'ont pas, pour le moins qu'on puisse dire, pour principale priorité la lutte contre la faim.

Les pauvres ont dû faire des sacrifices : « Il est admis que leur sort serait amélioré si les processus de croissance globaux », peut-on lire (1) dans le récent rapport du Fonds international de développement agricole (FIDA). Une manière de toujours élargir la distance. Quant à l'aide alimentaire, souvent critiquée, elle ne remplace pas le développement, mais reste indispensable. Plus de 190 millions d'enfants souffrent de cinq ans souffrent encore aujourd'hui de malnutrition, dont 40 000 meurent chaque jour ; plus de 2 milliards d'êtres humains souffrent de carences alimentaires.

Olivier Piot

(1) L'état de la pauvreté rurale dans le monde, FIDA, novembre 1992.

Côte-d'Ivoire : la fin d'un rêve

L'effondrement du prix du café et du cacao depuis 1986 oblige le gouvernement à réorganiser ces deux filières fétiches de l'exportation ivoirienne

« NOTRE niveau de vie ? Il fond progressivement... » Anoh, soixante et un ans, est planteur de café depuis 1943, année où il a commencé à aider son père et son grand-père, sur une terre de 10 hectares. Sontre, 300 kilomètres à l'ouest de la capitale ivoirienne, Abidjan, « la vie n'a pas toujours été facile, concède-t-il. Mais jamais depuis quelques années. Surtout après la période de réveil que nous avons vécue ».

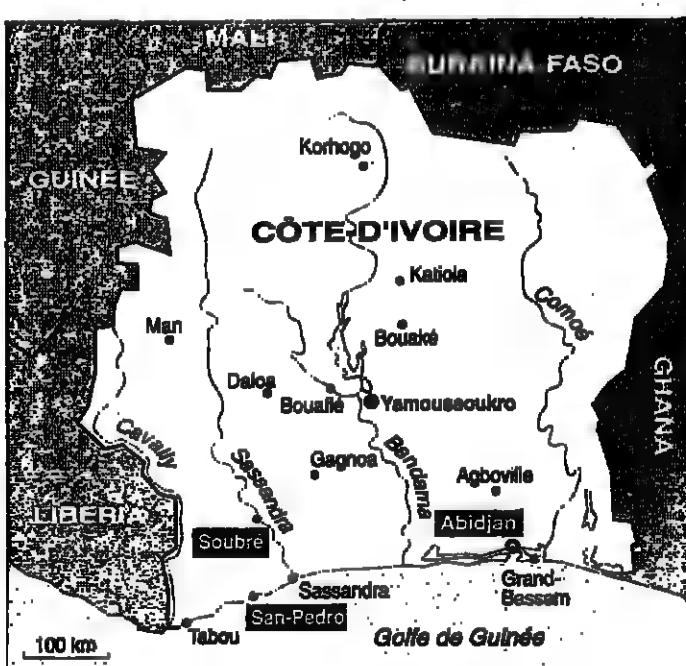
Le rêve, ce furent les années 70. Une époque où les cours du café et du cacao grimpaient inexorablement, où, aux huit millions d'agriculteurs ivoiriens - 70 % de la population totale du pays - une partie de ce que le vieux monde appelle « le fameux gâteau ». Les villages alors connus le long des routes, les radios, les bicyclettes. La santé assurée gratuitement par les dispensaires publics, un peu partout et il n'était pas rare de changer chaque année l'équipement scolaire des enfants, rappelle Anoh, songeur.

Producteur mondial au quatrième pour le café, la Côte-d'Ivoire a vécu sur deux lignes premières pendant de longues années. La montée régulière des cours dans les années 70 et le début des années 80, a fourni au pays une manne miraculeuse. Au point que, parmi les pays en voie de

développement, la nation de son « excellence » Houphouët Boigny était volontiers citée comme le modèle de la réussite économique.

En 1985, le cours mondial du café était de 1 088 francs CFA (21,8 francs) le kilo et celui du cacao de 1 007 francs CFA (20,1 francs). En sept ans, les prix du café ont été divisés par six, et ceux du cacao par quatre. C'est que l'on a longtemps dénommé le « prince du cacao » en Afrique, le présent comme beaucoup d'autres dans la zone « en crise » de l'Afrique subsaharienne.

MISÈRE Conséquence du revers de fortune - aggravé par la faible production et le peu de diversité des cultures vivrières, trop longtemps restées des monocultures d'exportation - la misère se généralise. En moins de deux ans, de 1988, l'apport journalier de calories par habitant est passé de 2 300 à 2 250. Depuis, il a encore baissé. Quant à la santé, elle est devenue un véritable article de luxe : la consommation nationale de médicaments a en effet chuté de 25 % en trois ans. En 1990, 300 000 enfants de moins de cinq ans étaient sous-alimentés (80 000 sont morts d'atteindre cet âge) et 3,3 millions d'ivoiriens étaient en dessous du seuil de pauvreté. Autre conséquence : 14 % des enfants présentent une insuffisance pondérale à la naissance et 43 % un retard de croissance entre deux et cinq ans. « Nous sommes longtemps restés



La véritable route, reconnaît Lambert Kouassi Konan, ministre de l'Agriculture à Côte-d'Ivoire. Au point que c'est seulement depuis un an et demi que, sous le poids de la nécessité, des analyses sérieuses des mécanismes de l'économie. L'aveu s'édifie. Parmi les objectifs fixés par les instances de fonds, la réorganisation de l'agriculture ivoirienne tient une place de choix.

Le café et le cacao ont constitué l'élément moteur, représentant encore, en 1990, près de 48 % de la valeur totale de l'exportation des produits de l'agriculture. Mais la dégradation de la filière du café a coûté à l'Etat - aux finances publiques - la récolte 1991-1992, dépenses à peine équilibrées par la même année tirée des réserves du Trésor. Et les prix actuels de ce dernier - 285 francs CFA le kilo - risquent d'être définitifs pour la première fois un déficit de la filière fétiche.

« Compte tenu du poids du café et du cacao dans les exportations, le pays ne peut s'en sortir qu'en réorganisant de fond en comble les deux filières », souligne à Abidjan, une économiste de la Banque mondiale. Premier objectif : la parité gouvernementale, ivoirienne, la reconstruction de la fameuse Caisse de stabilisation (Caistab), une des pièces maîtresses

de l'organisation des filières. La Caistab, organisme public, est l'époque pour assurer un « prix garanti » aux planteurs lors de la vente de leur production, fixe jusqu'à un prix de vente sur le marché international. Lorsque les revenus des producteurs ou des exportateurs ne couvrent pas les dépenses, la Caisse de compensation doit s'opérer.

Le système n'a guère servi de problème durant toute la période d'envolée continue des prix du café et du cacao. La Caistab a accumulé des sommes colossales, représentant jusqu'à un tiers du budget ivoirien. Autrement dit, un véritable impôt à la source a été prélevé pendant des années sur les planteurs, pactole qui alimentait d'urgence les dépenses de l'Etat.

Logiquement, lors de l'effondrement des cours, en 1986, la Caistab aurait dû pouvoir jouer son rôle de garantie. Mais les crédits étaient vides. « Je me souviens qu'avant la crise, un certain nombre de planteurs, concédés timidement Lambert Kouassi Konan. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de gaspillage. Je suis néanmoins fier que, au moment de la crise, un certain nombre de planteurs aient pu bénéficier, grâce à des nominations bénéficiaires, de nombreux avantages, mais que de nombreux grands travaux et les dépenses de prestige du régime... »

Comme, entre autres, la ville de Saint-Paul d'Abidjan, inaugurée en 1981, et surtout, neuf ans plus tard, la transformation en ville ultramoderne de Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny, à quelques centaines de kilomètres au nord de la capitale. Au cours de cette « réalisation de prestige », s'élève la gigantesque basilique Notre-Dame, le dernier-né des « éléphants blancs » du régime.

Les « éléphants » ont embourbés au moment où le gouvernement a dû s'attaquer au prix « garanti » aux producteurs de café et de cacao. Fin 1989, après trois années consécutives de chute des cours, les prix du café ont été divisés par deux, et ceux du cacao par quatre. « Il s'agit de s'aligner sur les cours du marché international », précise le ministre de l'Agriculture.

Mais les cours ont continué de s'effondrer, entraînant des millions de planteurs, privés d'autres sources de revenus, à vendre leur production à perte. D'autant qu'à la même époque, la Banque mondiale a fait faillite, disparaissant avec les milliards de crédits de millions de familles paysannes.

INTERMÉDIAIRES Mais la Caisse n'est pas en cause. Transport, conditionnement, stockage, l'assurance, transformation, toutes ces étapes, jusqu'à la commercialisation finale du produit, et leur traduction en termes de prix et de coûts. Un de ces intermédiaires a un poids déterminant dans la filière. Certains le nomment ici « l'incontournable monopole du Liban ». Quelque 200 000 Libanais contrôlent en effet près de 80 % de l'ensemble des activités aux plantations des récoltes de café et de cacao. Ils sont l'indispensable trait d'union entre les petits producteurs isolés - le pays compte 560 000 exploitations familiales, dont la superficie moyenne est d'environ 2 hectares - et les grandes sociétés exportatrices.

« Il faut présentement rogner sur les intermédiaires. En somme, l'étape libanaise afin que le planteur puisse conserver un maximum de revenu », conclut un expert européen en matières premières. Une conclusion partagée par le gouvernement. La méthode ? Relancer un vieux programme des années 60 : les groupements à vocation coopérative (GVC). L'idée est simple : aider les planteurs à se regrouper afin qu'ils puissent

mieux contrôler la commercialisation de leurs produits. Déjà, en 1991, le gouvernement a pris une mesure d'importance. Les producteurs doivent à présent livrer le café en grains verts, c'est-à-dire épluchés.

L'objectif est d'améliorer la qualité des exportations. « Les producteurs doivent comprendre qu'il y a trop de déchets avec les cerises, précise un responsable de la société française CICA, la plus grande exportatrice de café et de cacao de Côte-d'Ivoire. Au point qu'on ne peut plus refuser toute la production d'un même planteur. Les pertes sont moindres. Mais ce sont des pertes en qualité, ce qui se traduit par une augmentation des rendements, un traitement des plants, etc. » Et tout cela pour que les prix s'effondrent ? Anoh, irrité.

Parler du découragement importé qu'il faut acheter - environ 1,7 million de francs CFA par machine (34 000 francs). Le GVC devrait permettre aux planteurs de faire face. « En coopérative, les producteurs peuvent se procurer des semences, un décortiqueur, des sacs, affirme le directeur de l'agriculture. A eux de gérer leur trésorerie. Les producteurs agricoles ne peuvent pas à peu en place. En 1991, 30 % de la récolte café-cacao s'est organisée à partir de GVC. Et l'objectif du gouvernement est d'atteindre le chiffre de 60 % dans les prochaines années.

Au total, 1 000 groupements sont aujourd'hui créés, répartis en 20 unions régionales. Certaines sociétés privées d'exportation suivent l'exemple. La CICA a ainsi récemment créé la Société de gestion de produits agricoles (Sogepa) pour traiter directement des planteurs regroupés en GVC et ainsi que les groupements puissent se développer au point d'aller directement vers les négociants internationaux.

« Peut-être n'est-ce pas la solution », dit Anoh, associé à la Sogepa, mais peu convaincu. Une autre réforme l'inquiète davantage : la suppression de la récolte « intermédiaire » de cacao (de fin avril à fin septembre), qui représente 15 % des 750 000 tonnes de cacao produit chaque année (la récolte principale s'étale sur le reste de l'année) dans l'espoir de stabiliser les prix en réduisant les quantités. « Pour certains d'entre nous, c'est catastrophique. »

D. P.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

ATELIERS DE CONDITIONNEMENT D'HUILES ALIMENTAIRES

La Société nationale de commercialisation des oléagineux du SÉNÉGAL (SONACOS) lance un appel d'offres pour la fourniture et le montage d'ateliers de conditionnement comportant 9 lots :

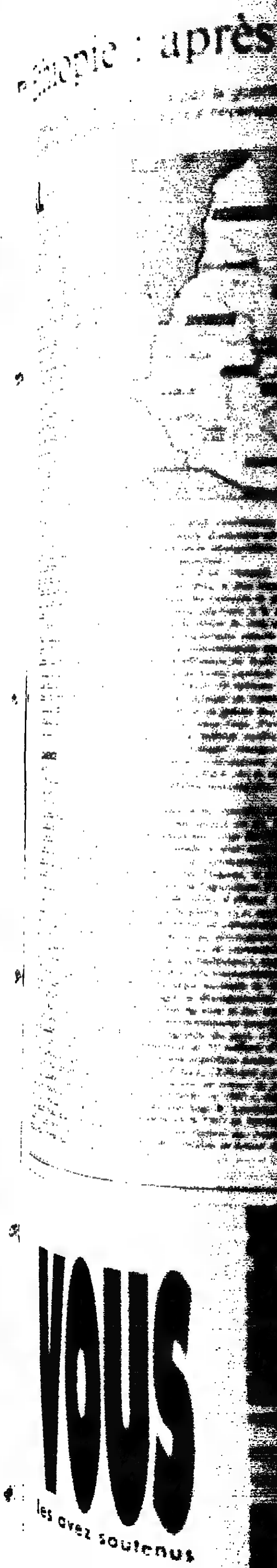
1. Bâtiment et annexes
2. Ligne bouteille 1 l
3. Lignes bouteilles PVC/PET 1 l
4. Ligne sachets 1/4 l
5. Ligne bidons 1 l
6. Ligne fûts 190 kg et tonnelets 55 l
7. Stockage huile
8. Stockage produits finis
9. Stockage emballages consignés

Les lots 2 à 9 peuvent faire l'objet d'une soumission séparée. Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre le versement d'un montant de 1 000 FF (50 000 F CFA) auprès du secrétariat du Président Directeur Général de la SONACOS, 32, rue du Docteur Calmette DAKAR - SÉNÉGAL.

Tél. : (221) 23-10-52. Télécopie (221) 23-88-05. Tél. : 51 418 et 51 663 SG.

Les offres devront, sous peine de nullité, parvenir en 4 exemplaires à cette même adresse avant le 15 février 1993.

A. DIOP PDG SONACOS



cède pas

route sacrifiée

Éthiopie : après la guerre, l'espoir

Longtemps négligée, meurtrie par la guerre, les sécheresses et les famines, l'agriculture éthiopienne a pourtant un potentiel considérable. La paix revenue, le pays pourra atteindre l'autosuffisance alimentaire... en l'an 2000



« L'ÉTHIOPIE a un potentiel agricole qui devrait lui permettre de nourrir l'ensemble du continent africain. » Le jugement a de quoi surprendre dans le cas d'un pays voué à toutes les calamités : sécheresse, famine, guerre, il a tout subi, successivement, en un temps. Mais Guy Ravid, second secrétaire de l'ambassade d'Israël à Addis-Abeba, connaît bien son sujet. Depuis mai 1991, date de la chute de Haïlé Mariam Mengistu, le « négus rouge », après quatorze années de dictature, des experts israéliens en agronomie, grands spécialistes de la désertification, visitent chaque semaine les possibilités agricoles du plus grand pays de la corne de l'Afrique.



Is voyagent dans les différentes régions, analysent, comparent, pour finir par livrer un jugement. La conclusion : le potentiel du pays est grandiose. « Si Israël, affirme Guy Ravid, avait bénéficié de la richesse dans les années 40 et 50, il serait depuis longtemps l'un des premiers producteurs de produits alimentaires du monde ».

CARENCS ■ « Les deux dernières années ont été un désastre pour l'agriculture. Au cours des dix dernières années, la production s'est repliée d'environ 4 % ». Le docteur Wolde-Gabriel Zewdie, directeur de l'Institut éthiopien de l'alimentation, et auteur d'un rapport remis à la conférence mondiale sur l'alimentation qui vient de se tenir à Rome, ne minimise pas, lui, son pessimisme.

La moyenne mondiale de l'alimentation en Éthiopie représentait 2 000 calories par jour et par habitant en 1991 (1). Depuis, cette moyenne a baissé, pour passer à 1 600 calories par jour et par habitant aujourd'hui, soit une baisse par des minima de 1 300 calories par habitant entre 1991 et 1986, les années grandes famines.

Le potentiel décrié par les experts israéliens est pourtant là, visible à l'œil nu. Mais pas partout. « Regardez la carte : il est clair que des régions entières ont été abandonnées par les gouvernements successifs, fait remarquer Gebrezeziabhel, responsable du REST, une organisation humanitaire proche du front de libération du Tigré, aucune politique économique, agricole ou industrielle, n'y a même été esquissée. » La comparaison entre le Tigré et les trois régions les plus riches de l'Éthiopie est édifiante. Les trois « greniers », les régions du Choï, de l'Arussi et du Godjam, sont situées autour de la capitale du pays, Addis-Abeba (la nouvelle fleur).

Des milliers d'hectares y sont couverts de céréales : blé, plus rarement maïs ou sorgho, et surtout « teff », une céréale traditionnelle, propre à l'ex-Abyssinie, dont les Éthiopiens font leur pain depuis des siècles. « Ces trois régions produisent chacune jusqu'à plus de 130 % de leurs besoins », précise le docteur Zewdie, soit près de 1 million de tonnes de surplus en céréales.

MODÈLES ■ Pourtant, ces régions ne bénéficient pas de ressources naturelles plus avantageuses que celles des plateaux du Tigré ou du Wollo. À l'image de l'économie du pays, elles possèdent d'importantes réserves d'eau souterraines - les puits à eau sont rares - et sont traversées par un impressionnant réseau de rivières. La vertu de ces régions réside dans le fait qu'elles ont simplement fait l'objet d'une attention particulière en matière de politique agricole, souligne Richard Zink, conseiller agricole à la délégation en Éthiopie de la CEE.

Préserver de l'érosion des sols et de la déforestation la grande échelle, phénomène dû à l'utilisation systématique du bois pour

construction et chauffage - en 1991, les Éthiopiens n'occupaient que 16 % de la superficie agricole, contre 16 % en 1950 - ces régions fournissent aujourd'hui l'essentiel du plus agricole qui permet de nourrir les villes et - partie - les régions défavorisées. « Près de 150 000 tonnes d'engrais utilisés par le pays en 1992 l'ont été par les seules régions du Choï, de l'Arussi et du Godjam, précise le docteur Zewdie. À l'inverse, le Tigré en 1991, au point que même avec une bonne récolte, les habitants ne peuvent survivre que grâce à l'aide alimentaire internationale ».

Les guerres civiles, qui d'ailleurs n'ont ébranlé l'ensemble du pays qu'au cours de la dernière décennie, n'expliquent pas tout. Tant s'en faut. Les années de développement déséquilibré - défavorisant des régions entières - et des politiques agricoles défectueuses ont creusé les écarts, bien avant la révolution de 1974.

La guerre n'a pas été seulement un facteur de désorganisation. Les années de conflit ont permis de souder la population du Tigré, rappelle Yibabé Tilahun, l'expert agronom du REST. Pour les 11 millions de Tigréens, le conflit a été une mobilisation militaire, une

moindre capacité de travail aux champs. Il a également permis l'éclosion d'une organisation administrative et productive nouvelle, originale. « À partir de 1984, les entreprises de grands travaux ont commencé à se constituer, souligne Yibabé Tilahun.

TERRASSES ■ Selon l'Office de l'agriculture du Tigré, la région comptait 40 000 hectares organisés en terrasses en 1984. Elle en compte aujourd'hui plus de 400 000, soit 100 fois plus pendant la même année 1991. Commencée par un projet de construction de routes, elle a permis à la fois de développer la surface cultivée et de pratiquer une reforestation intensive, souligne l'agronome du REST.

Pratiqués sur les pentes des plateaux comme sur les flancs abrupts des collines, ces « grands travaux » ont déjà partiellement rééquilibré l'écosystème. Des milliers d'hectares de jeunes eucalyptus et d'acacias commencent à pousser sur les terres jadis secs et rochers. La logique implacable de l'érosion des sols a été en partie inversée par un million de paysans, qui chaque année, de janvier à avril - la période creuse des récoltes agricoles - envahissent les montagnes et défrichent le pays. Les espoirs sont donc permis.

La paix est propice au bilan et à la redéfinition d'une nouvelle politique économique. Les experts internationaux se penchent avec intérêt sur les responsables du jeune régime en transition démocratique. L'Éthiopie a de sa volonté d'aider à la reconstruction, de ses incitations à la libéralisation du marché et à l'indispensable modernisation des secteurs agricoles aussi, de quoi mériter la prudence. Car il ne faut pas rêver.

Les experts de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), notamment, se veulent « réalistes ». Par exemple, le pays depuis des années, bénéficie d'une vingtaine de projets de soutien au développement agricole pour les années prochaines, il s'en tiennent à la dure réalité des chiffres. Compte tenu d'une croissance démographique de 3 % par an, et d'une progression prévisible - et la encore « réaliste » - de la production agricole de l'ordre de 5 % à 6 % par an, le docteur Zewdie estime que le pays « devrait atteindre l'autosuffisance alimentaire en l'an 2000 ».

O. P.

(1) La FAO la moyenne dans les pays développés est actuellement proche de 3 500 calories par personne par jour.

Priorité à la libéralisation

Plongé dans les expertises et les rapports, le ministre éthiopien de l'agriculture, Ato Elias Negassa, a un rôle-clé dans le jeune gouvernement au pouvoir depuis mai 1991. Sans minimiser les enjeux, il tient cependant à calmer les impatiences : « Notre priorité : reconstruire l'agriculture de l'Éthiopie dans les proportions imposées par les 3 % de croissance annuelle de la population et le lourd héritage d'un passé chaotique. » Sa marge de manœuvre est mince : la paix revenue et la démocratie au pouvoir, son ministère (31 000 salariés) n'aura pas d'excuses en cas d'échec.

La récente manœuvre économique d'envergure prise par son gouvernement n'est d'ailleurs que le double tranchant. Suivent les données de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), la monnaie éthiopienne, le Birr - a été dévaluée au mois de septembre de 147,2 %. Résultat : « Cette manœuvre sera favorable aux exportations du pays, notamment pour le café, les épices et l'huile végétale », souligne le ministre. Reste les engrais - déterminants

pour l'accroissement de la productivité agricole - voient leur prix grimper à flèche : « Le gouvernement est en train d'envisager différents moyens de venir en aide aux fermiers. » Pour le reste, le ministre fait confiance à la libéralisation du marché. Après la révolution de 1974, la terre a été intégralement nationalisée. Par la suite, la fixation autoritaire du prix des grains par Haïlé Mariam Mengistu, l'obligation pour les paysans de vendre une partie des récoltes à l'État et les migrations liées à la « villagisation » ont enseigné au jeune gouvernement « le rôle néfaste d'un État trop engagé dans l'économie ».

La terre reste propriété publique mais « la priorité est donnée aux petites exploitations (la taille moyenne des exploitations est d'environ 0,5 à 1,5 hectare par famille) et au secteur individuel. Il est vrai que les petits exploitants occupent 96 % des superficies cultivées et produisent 90 % à 94 % des légumineuses et oléagineux. Finie l'agriculture des « fermes d'État », la

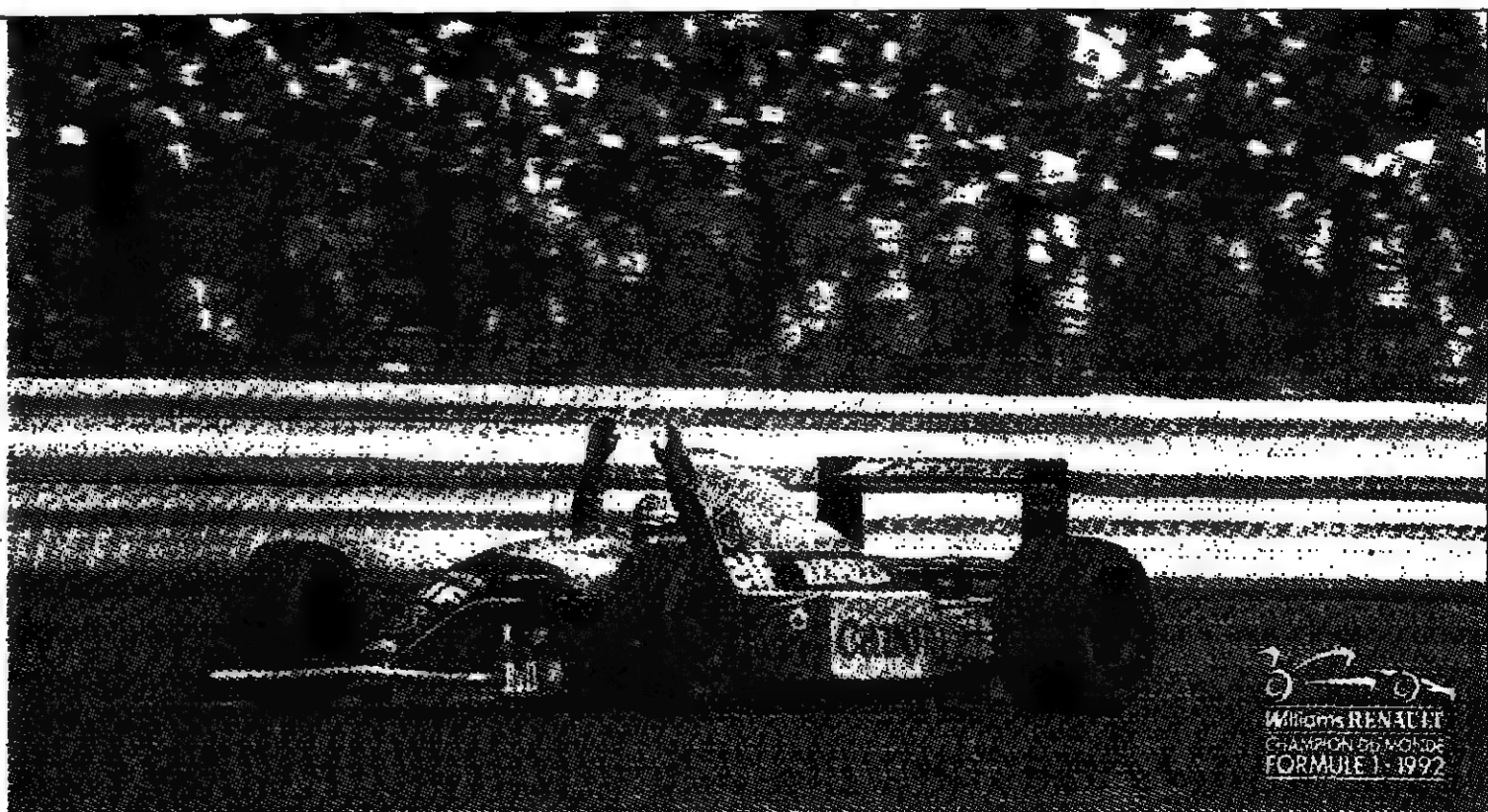
mécanisation à grande échelle de l'époque Mengistu. Comment éviter la concentration de la distribution dans les mains des marchands privés qui achètent aux producteurs leurs récoltes ? « Dans ce domaine nous souhaitons progressivement et développer des services des coopératives démocratiques permettant notamment aux paysans de s'organiser pour acheter les engrais et vendre ensemble leur production. »

Enfin, dans l'attente d'une autosuffisance alimentaire, le gouvernement a mis au point une garantie alimentaire (FSP). « Il s'agit de faire rapidement aux effets d'une nouvelle sécheresse », précise le ministre. Les stocks de céréales - une ravitaillement de certaines régions - devraient permettre d'installer des réserves de 300 000 tonnes de céréales, ce qui permettrait de nourrir pendant quatre mois sur la base de 1 800 calories par jour et par personne.

O. P.

VOUS

les avez soutenus



WilliamsRENAULT
CHAMPION DU MONDE
FORMULE 1 - 1992

CHRONIQUE ■ par Paul Fabra

SME : les vers dans le noyau dur

UN mauvais signe pour le système monétaire européen (SME), auquel *« les marchés ne croient plus »* la réalité, là n'est pas le problème, c'est la *« confiance des investisseurs »* qui est en cause, est que ses *« guérisseurs »* parlent plus qu'un langage commun de *« métaphores »*. Se refusant à renouveler la lumière des récents événements leur analyse des causes de l'instabilité monétaire, ils s'appuient sur quelques données *« fondamentales »*, basées d'inflation et d'équilibre extérieur retrouvé, pour prôner un *« noyau dur »* constitué autour du franc et du deutschemark, avec adjonction des monnaies du Benelux.

C'est là une réminiscence d'une dernière tentative pour tenter de prolonger la vie du SME (voir la précédente chronique). Elle est probablement trop tard pour le *« noyau dur »* en forme complète, c'est-à-dire qu'il est frappé de maladies jusqu'à un jour incurables.

Les réveurs ont préféré ne pas insister sur un *« noyau dur »* qui, bien qu'il soit défendant, a déclenché la crise monétaire en cours. Ils ont préféré insister sur les remarquables performances macroéconomiques. Quand, début du mois de septembre, la couronne suédoise fait l'objet d'une formidable attaque de la spéculation, qui conduit la Banque de Suède à rompre ses liens avec l'écu le 11 novembre, pour la laisser *« flotter »* (au-dessus de la surface des eaux), l'inflation a été tombée, dans le royaume scandinave, au niveau le plus bas d'Europe. En 1990, la hausse du prix y avait été ramenée à 2 % en août dernier.

La désinflation des autres pays a été une évolution assez rapide. En 1990, les majorations annuelles étaient de 10 % ; en 1991 et 1992, de 3 % environ. Même redressement spectaculaire pour un *« noyau dur »* (l'adjectif a été, dans le jargon, *« démodé »* à l'anglais). La *« dégradation »* subie par le *« noyau dur »* des opérations courantes depuis le milieu des années 80 s'est brusquement inversée en 1991, note le dernier rapport de l'OCDE sur la Suède. L'exemple suédois, dira-t-on, n'est pas probant. Ce pays ne fait pas formellement partie du SME. C'est ce qui est arrivé à la suite du référendum, quand le franc en est venu à occuper à son tour l'œil du cyclone.

À regarder de plus près le *« noyau dur »* monétaire de la Suède, on voit pourtant frappé par deux causes inséparables. La première d'entre elles, non reconnue, n'apparaît que dans les données fondamentales, mais se trouve masquée par elles.

Il faut pour les pays qui ont adhéré au *« noyau dur »* la forme du SME, l'important n'est pas leur adhésion officielle, mais leur décision, à tout moment révoquable, de participer à la *« mécanique »* du change par quoi leurs parités respectives sont fixées. La preuve est que l'Italie et la Grande-Bretagne y ont renoncé dès le 17 septembre. Leurs monnaies respectives ont été libérées depuis cette date, ce qui leur a coûté plus de formalités qu'à la Suède, mais aussi plus tard. Du temps qu'il fonctionnait l'étalon-or, régime réputé pour ses disciplines, aucun pays ne lui avait jamais refusé sa libre volonté. Il est arrivé à plus d'un de s'en dégoûter, provisoirement ou définitivement.

On dira que la Banque de Suède ne bénéficie pas du soutien automatique des autres banques prévues par l'actuel SME et que cela lui a permis de résister. Mais elle a pu longtemps défendre la parité de la couronne en perdant l'indicateur assez que les concours extérieurs ne lui ont pas manqué, crédits de *« swap »* ou autres. C'est une déformation bien française que de caractériser le SME par les interventions sur le marché des changes. Chaque fois qu'une monnaie a besoin d'être soutenue, on doit voir un échec du système. La convergence des politiques que celui-ci a favorisées ses membres est conçue pour assurer une stabilité spontanée, grâce précisément au maintien des équilibres dits fondamentaux.

Plus de deux mois durant, les autorités de Stockholm ont pris le risque énorme — en pleine récession économique — d'élever les taux d'intérêt à des niveaux fantastiques. Elles étaient tombées dans le piège tendu par les analyses simplistes sur quoi repose la mythologie du SME. Elles comptaient « convaincre » les marchés (voilà de nouveau des derniers resurgir comme sujets pensants) du bien-fondé de leur achèvement thérapeutique.

À l'instar de Pierre Bérégovoy qui estime avoir droit aux *« points distribués »* par le marché pour les excellents résultats qu'il a obtenus en matière de désinflation, Carl Bildt,

chef conservateur du gouvernement suédois, a voulu à recueillir les fruits de sa politique de choc. N'était-il pas parvenu à rétablir les plus fondamentaux des *« fondamentaux »*? Un succès remporté dans un délai *« court »* court anticipé sur les *« chances »* de bonne conduite auxquelles les candidats à l'union monétaire du Maastricht devront satisfaire pour être admis à passer à la troisième et dernière étape.

Voilà la Suède bien placée, à la suite de la France, pour le futur *« hit-parade »*. Que s'est-il passé pour qu'un espoir *« vertueux »* soit déçu — ou compromis (dans le sens de la France)? À Stockholm et à Paris, le mouvement de déconvenue est tel d'une *« sublimation »* du marché. On en a eu d'autres *« fondamentaux »* moins flatteurs, surtout pour les gestionnaires suédois, mais aussi, à un moindre degré, pour les dirigeants français.

Entre le rôle *« assigné »* au marché, d'une part, et les modes de raisonnement hérités du dirigisme, de l'autre, il y a une contradiction. Faute d'être résolue, elle a donné naissance à une *« erreur »* de personification transfigurée du marché. Sauf peut-être en Allemagne fédérale, où il n'y a jamais eu de contrôle des changes, ni même de politique *« macroéconomique »* proprement dite, une fixation d'*« objectifs »* spécifiques en matière d'équilibre extérieur, d'inflation, etc. Mais, hélas, en train de changer, les hommes politiques et leurs experts continuent à piloter, ou à essayer de piloter, l'économie nationale sur la base d'*« indicateurs »* statistiques considérés comme stratégiques. Une telle approche justifie, par exemple, l'existence, comme en soi, d'un ministère du commerce extérieur.

Pour réhabiliter à la fois le marché et la *« mécanique »* de l'interventionnisme, un *« métaphoriquement »* fait du premier une personne jugée *« à la mode »* des critères du *« noyau dur »*. Si un pays affiche des excédents commerciaux, le marché est *« content »* et le récomense par une monnaie forte. Si le déficit n'est pas reconnu, les autorités du pays *« échouent »*.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Système monétaire ■ traité de Maastricht

L'autre monnaie unique

Il y a une *« différence »* entre l'union monétaire totale du traité de Maastricht et la *« troisième monnaie »* suggérée par les Anglais. C'est la devise européenne unique, qu'on pourrait appeler *« euro »*, réservée aux transactions internationales des Dornes. Obligatoire, elle serait complémentaire et non concurrente des monnaies nationales.

par FRANÇOIS BILGER (*)

À l'heure du référendum français sur le traité de Maastricht, la plupart des dirigeants européens ont voulu tenir compte des *« besoins »* des peuples : faire l'Europe sans *« perdre »* les nations. L'actuel projet d'union monétaire ne correspond absolument pas à cette volonté. Il implique un *« acte »* l'unification parfaite des monnaies et des politiques *« nationales »*. Or, ce que conçoit nombre d'Européens et, non sans de solides arguments, beaucoup d'experts, ce n'est pas le principe d'une organisation *« européenne »*, c'est précisément une orientation centralisatrice.

Rappelons ce qui a été passé pour la réalisation du grand marché intérieur. Très longtemps, la Communauté a également travaillé dans ce domaine une méthode centralisatrice, celle de l'uniformisation des réglementations et fiscalités nationales. Cette méthode dirigiste ayant entraîné des difficultés *« techniques »* et le pleinement de la construction communautaire, on a fini par adopter en 1992 une *« nouvelle approche »* plus pragmatique et plus évolutive, celle de l'harmonisation minimale et de la reconnaissance mutuelle, qui a enfin permis de déboucher la situation et de réaliser effectivement le grand marché intérieur.

Ne conviendrait-il pas d'opérer le même revirement en matière d'organisation *« monétaire »* avant que ne se produisent de nouvelles *« difficultés »* aux changes et que n'apparaissent des *« difficultés »* économiques identiques à celles de l'union monétaire allemande au même stade de la zone franc. Il nous semble que ce serait faire preuve de bon sens et de sens politique.

Les dirigeants français au traité de Maastricht se sont souvent référés au projet britannique de *« monnaie parallèle »* au dollar fort. Mais celui-ci n'a pas convaincu. En compliquant l'organisation monétaire actuelle par l'adjonction d'une *« troisième monnaie »*, on augmenterait les coûts de conversion et surtout les risques de spéculation sur les *« marchés »* et de perturbation des politiques *« nationales »*. Autant la monnaie unique fait le pari d'une centralisation supranationale et d'un *« acte »* utile mais dangereuse, autant la monnaie commune maintient et accroît même la complexité nationale actuelle et s'avérerait de ce fait à la fois inutile et coûteuse.

Il faut donc rechercher une autre solution, une *« nouvelle approche »* qui soit la synthèse des *« avantages »* minimaux de l'intégration communautaire et des flexibilités nécessaires aux économies nationales et qui répondrait à un principe au principe de subsidiarité.

Deux types de transactions

Cette *« nouvelle approche »*. Elle a été évoquée à diverses reprises depuis les *« débats »* de la Communauté, mais elle n'a jamais été sérieusement examinée par les experts. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés d'en donner une *« description »* commune et unique.

Les opérateurs économiques européens réalisent deux types de transactions : les *« transactions »* internes et les *« transactions »* externes. Les *« transactions »* internes sont celles qui ont lieu entre résidents et non-résidents, qui, en France, par exemple, représentent un tiers du total et sont facturées et réglées soit en francs soit en devises étrangères.

Nous proposons de construire une organisation monétaire européenne dans laquelle toutes les *« transactions »* internes soient réalisées dans l'espace communautaire, facturées et réglées obligatoirement en monnaie nationale, tandis que toutes les *« transactions »* externes soient réalisées dans l'espace européen, facturées et réglées obligatoirement en devise européenne. Autrement dit, chaque monnaie nationale conserverait son pouvoir libérateur légal et obligatoire sur son territoire national pour toutes les *« transactions »* internes et la devise européenne unique recevrait pour toutes les *« transactions »* externes le pouvoir libérateur légal et obligatoire pour toutes les *« transactions »* entre pays européens.

Cette *« nouvelle approche »* ne serait pas *« facultative »*, comme le projet de monnaie parallèle, mais obligatoire, et elle ne serait pas concurrente des monnaies nationales.

La devise européenne ne se substituerait donc pas aux monnaies nationales dans leur zone naturelle de compétence, elle se substituerait aux monnaies étrangères, européennes ou extra-européennes. Par exemple, pour un importateur, un épargnant ou un *« particulier »* français, la devise européenne remplacerait en partie le franc français, mais aussi les marks, livres, liras, etc., ou encore les dollars qu'ils seraient obligés d'acquiescer pour payer les importations, les *« dépenses »* étrangères ou les dépenses touristiques.

L'organisation monétaire européenne serait donc bimonétaire. Parfaitement adaptée à la *« réalité »* des échanges, elle constituerait la *« base »* supranationale des entreprises et créerait un *« marché »* supranational de capitaux sans risque de délocalisation. Il y aurait surtout, aussi paradoxal que cela paraît, progression simultanée de l'intégration monétaire européenne et de la *« souveraineté »* monétaire nationale par rapport à la situation actuelle.

L'unité monétaire européenne pourrait être l'écu ou bien l'euro, pour bien marquer son caractère d'eurodevise. Ce serait naturellement une monnaie à part entière, dont la valeur initiale, au jour de la conversion des comptes ou *« titres »* non-rés-

dents, pourrait être égale à celle de l'écu actuel. Outre ses fonctions d'instrument de *« paiement »*, de *« réserve »* et d'encaisse pour les opérateurs privés, l'euro servirait bien entendu de monnaie exclusive de référence, de compensation et d'intervention pour les banques centrales dans le cadre du SME.

Plus de stabilité

La création d'une liquidité internationale serait confiée à un simple institut d'émission communautaire, qui pourrait être celui qui est prévu dans le traité de Maastricht à partir du 1^{er} janvier 1994. Celui-ci devrait émettre, au moins dans un premier temps, le *« papier »* à 100 % de l'émission des monnaies par les banques étrangères européennes ou tierces nations en contrepartie, jusqu'à ce que la centralisation spontanée et progressive des réserves nationales actuelles soit atteinte. N'étant pas préteur en dernier ressort, l'institut ne pourrait pas intervenir dans les opérations de conversion et de fixation des règles prudentielles. Il ne créerait pas de monnaie monétaire *« nationale »* et n'aurait pas de politique monétaire propre.

La politique monétaire de chaque nation resterait du ressort de sa banque centrale nationale. Celle-ci aurait en outre toujours la responsabilité de la gestion du change de la monnaie nationale par rapport à l'euro, politique qui serait évidemment *« nationale »* par la caractéristique large et représentative de sa devise unique. La seule politique commune

La substitution de l'euro à l'ensemble des devises nationales n'impliquerait aucune modification fondamentale du mécanisme de change de l'actuel SME.

supplémentaire serait la politique du change de l'euro à l'égard des monnaies tierces, en particulier le dollar, logiquement exercée au niveau communautaire. Le taux de change des monnaies nationales et monnaies tierces en résulterait automatiquement sans *« intervention »* directe. Cette politique commune serait assurée par l'institut d'émission mais conçue par le conseil des ministres, avec une pondération des voix en fonction de l'importance des *« réserves »* extra-européennes et *« nationales »* en fonction de la marge de variation établie entre la monnaie nationale et l'euro.

La substitution de l'euro à l'ensemble des devises nationales n'impliquerait aucune modification fondamentale du mécanisme de change de l'actuel système monétaire européen. Elle donnerait immédiatement au SME plus de stabilité, en limitant la spéculation internationale et en la rendant mieux contrôlable par chaque banque centrale nationale, puisque les capitaux d'origine extra et intra-communautaire ne pourraient plus se placer qu'en euros et dans l'un des *« marchés »* nationaux. Elle assurerait aussi plus de flexibilité, en réduisant la domination des taux d'intérêt allemands, puisque l'Euro-marché constituerait une zone de ses *« marchés »* nationaux.

Elle permettrait aussi une gestion macroéconomique plus différenciée et structurellement mieux adaptée à l'espace économique européen, en permettant l'arbitrage *« national »* et la stabilité. Elle permettrait aussi d'avoir à utiliser le taux de chômage ou le taux de *« chômage »* comme instrument d'ajustement structurel des *« économies »* et réduirait d'autant le *« chômage »* d'une *« redistribution »* communautaire.

Le système aurait plus de stabilité grâce à un partage clair et logique des responsabilités entre le niveau communautaire et le niveau national. Enfin, la *« réduction »* de la contrainte externe sur les politiques économiques nationales permettrait l'adoption du mécanisme de change par tous les pays de la Communauté et même l'élargissement du SME à l'ensemble des pays européens.

Comportement « vertueux »

Pour la France, les avantages devraient être *« réalisés »* dans un système dont la structure et le fonctionnement s'apparenteraient beaucoup à ceux de l'ancien SME de Bretton-Woods, mais sous la houlette de l'euro au lieu du dollar et donc sans les risques systémiques et les *« crises »* de domination qui y étaient liés. Ce système était en effet lui aussi *« bimonétaire »* par un *« marché »* monétaire interne contraignant et par un nombre de participants plus *« limité »*, aux situations économiques plus *« convergentes »* et aux politiques économiques plus *« divergentes »* et plus *« nationales »*. Or, dans le SME, la France a eu un comportement économique tout aussi *« vertueux »* que dans le SME mais a réalisé, dans son environnement porteur, des performances *« nationales »* supérieures à celles d'aujourd'hui. Contrairement à un préjugé *« national »* de la politique française, on peut donc douter que la France ait jamais eu un intérêt majeur à une petite Europe soumise à un processus de convergence forcée et à *« tortion »* accélérée. Tout incite à penser au contraire qu'elle aurait beaucoup à gagner à l'assouplissement et à l'élargissement du SME.

Pour l'Europe dans son ensemble, le progrès serait important, *« réalisé »* à une *« dérive »* commune *« nationale »* la plupart des avantages de la monnaie unique, sans *« inconvénients »* majeurs. Mais les principaux avantages seraient macroéconomiques, grâce à une conjoncture européenne à la fois plus expansive et plus stable, comme dans les années 60.

(*) Professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.



MICHAEL GUILBERT

Créer un
vous invitor

OPINIONS

Pour abaisser les taux d'intérêt à long terme

Créer un serpent monétaire mondial

Les années 80 ont fait des marchés financiers le régulateur unique de nos économies ouvertes. La mondialisation du risque est la vraie cause de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Afin de réduire ce risque, pourquoi ne pas envisager un système monétaire mondial sur le modèle du serpent européen ?

par DIDIER PÈNE (*)

Il y avait les gnomes de Zurich. Il y a maintenant la Bundesbank (Buba) qui, à entendre beaucoup d'hommes politiques, d'économistes et d'hommes d'affaires, serait devenue, pour reprendre la fable de La Fontaine, « ce petit, ce galeux d'où viendrait tout le mal ».

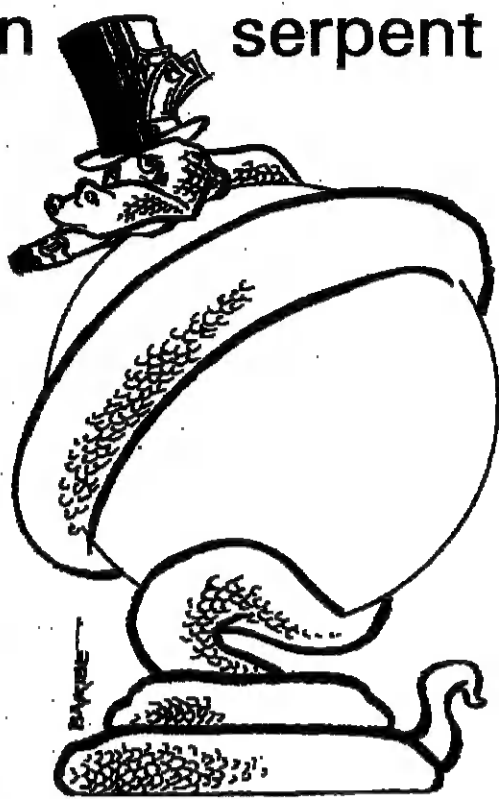
Mais les solutions que l'on recommande face au comportement de la Buba sont souvent diamétralement opposées. Selon les uns, il faudrait la convaincre de baisser ses taux, et pour bénéficier des effets favorables de cette action, réduire le déficit budgétaire en maîtrisant mieux les dépenses, encourager l'épargne, et de ce fait favoriser l'investissement. Ainsi la croissance reviendrait. Ce serait la poursuite de la « désinflation compétitive ». Selon les autres, il conviendrait d'échapper aux contraintes imposées par la Buba en sortant éventuellement du serpent monétaire, ce qui permettrait de faire baisser le coût de l'argent et de relancer la machine économique à travers un redémarrage des exportations, de la consommation et de l'investissement devenu moins coûteux. Ce serait « l'inflation contrôlée ».

Il y a du vrai dans ces thèses. Mais le rôle de bouc émissaire joué par la Bundesbank empêche de voir que la baisse du coût de l'argent à court terme ne suffirait pas à engendrer cette croissance saine dont nous vivons.

La productivité ralentie

D'abord, si un faible taux d'intérêt à court terme suffisait à relancer l'économie, les Etats-Unis et le Japon, où le coût de l'argent est égal ou inférieur à 4 %, vivraient déjà la reprise ! Par ailleurs, les fameux investissements dont le ralentissement freine la reprise doivent, en bonne orthodoxie et si l'on veut éviter des risques financiers excessifs, être financés par de l'argent à moyen et long terme.

Or, depuis la fin des années 70, les taux réels longs sont exceptionnellement élevés dans tous les grands pays industriels, qu'ils soient supérieurs aux



taux courts comme aux Etats-Unis et au Japon ou inférieurs comme en France ou en Allemagne, de telle sorte qu'ils ont tendance à converger. Ils restent importants, que l'activité économique soit ralentie comme au début des années 80 et maintenant, ou qu'elle soit forte comme à la fin de la dernière décennie et quelle que soit la politique monétaire des grands pays industriels.

Comme la croissance de la productivité s'est ralentie depuis les chocs pétroliers et que la rentabilité des entreprises a tendance à diminuer à long terme, d'un côté sous le poids des charges sociales, de l'autre sous l'effet d'une croissance de l'investissement par unité produite, l'écart entre une rentabilité économique ralentie et un coût de l'argent long élevé ne peut que rarement être positif.

Tel a été le cas cependant à la fin des années 80. Encore a-t-il fallu un endettement important des entreprises et des particuliers pour atteindre péniblement des taux de croissance d'environ 4 % pendant deux ans. Mais cet endettement long à des

taux longs élevés a en même temps accru le risque financier des entreprises et des particuliers et il a suffi d'un simple ralentissement de l'activité économique pour que le château de cartes s'effondra.

Les entreprises investissent moins parce qu'elles disposent déjà de capacités excédentaires par rapport à la demande actuelle et se sont trop endettées à un coût trop élevé. Les particuliers consomment moins parce qu'ils sont trop endettés à un coût trop élevé et sont inquiets au sujet de leur emploi. Les banques prêtent moins parce qu'elles ont parié sur la hausse continue de la valeur des actifs qu'elles entretenaient par leurs achats et leurs prêts et que beaucoup de leurs clients ne sont pas solvables. La plupart des Etats n'ont plus de capacité d'endettement raisonnable.

La paradoxe est que l'économie de marché a donné naissance à l'économie d'endettement : la plus dangereuse, celle qui se développe avec des taux réels longs élevés et une inflation faible qui ne permet pas de réduire la valeur de la dette au profit des emprunteurs, alors que les marchés font baisser dans des proportions importantes la valeur des actifs qui en sont la contrepartie.

Ceci montre que les pays industriels les plus développés n'ont pas, mis à part le Japon jusqu'à une période récente, connu de croissance saine et forte avec un endettement raisonnable depuis les années 70.

Effet récessionniste

Il faudrait donc faire baisser les taux longs. Mais comment ? L'équilibre des finances publiques ne semble pas suffisant pour y parvenir. Le lien entre un faible taux d'intérêt et le déficit public n'est pas évident puisque si le Japon est plutôt un adepte de la vertu budgétaire, les Etats-Unis sont déficitaires depuis de nombreuses années. Et l'équilibre des finances publiques, souhaitable en soi, aurait certainement un effet récessionniste dans le marasme actuel. L'insuffisance de l'épargne est peut-être une cause de la faiblesse de l'investissement, mais elle est également l'effet de l'insuffisance de la croissance des revenus depuis les chocs pétroliers. Et sa reprise actuelle est plutôt gênante alors qu'on aurait besoin de plus de consommation. La forte demande de capitaux est une constante de l'économie et ne devrait pas pénaliser plus les taux maintenant qu'il y a dix ou vingt ans.

Quant à la crainte de l'inflation, si elle expliquait partiellement les taux élevés pendant les années 80,

il est vraisemblable que la récession actuelle en réduit l'influence.

Aucun de ces arguments n'est suffisant. Pour comprendre le niveau élevé du coût de l'argent à long terme, il faut introduire la notion de *risque* : risque de fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt bien entendu, mais aussi risques économiques et politiques divers et plus largement risque que les pays ne se comportent pas comme le souhaitent les marchés financiers. L'économie des années 80 a fait des marchés financiers (en particulier le marché des changes et des taux d'intérêt) le régulateur ultime sinon unique de la vie économique internationale et des économies nationales ouvertes.

Cela impose à ces marchés d'énormes responsabilités qui les rendent nerveux. Un nombre croissant d'investisseurs qui gèrent des fonds de retraite ne sont pas prêts à prendre sans contrepartie des risques qui peuvent surgir à tout instant de n'importe quel événement politique ou économique survenu à n'importe quel endroit du globe. Et cette prime contre les risques divers, variable dans l'espace et le temps, mais toujours importante, est vraisemblablement l'une des principales causes du coût élevé de l'argent à long terme.

Une politique économique « vertueuse » des différents Etats serait certainement le meilleur moyen de faire baisser le coût de l'argent à long terme. Pour cela, il conviendrait de trouver un système qui les contraindrait à améliorer leurs finances tout en leur donnant le temps de le faire, en évitant autant que faire se peut dans l'intervalle les fluctuations trop brutales des marchés. Cela rassemblerait à une sorte de *SME mondial* ou *SMM* (Système monétaire mondial) incluant les Etats-Unis et le Japon mais n'excluant pas une monnaie unique européenne.

Il peut sembler paradoxal de proposer une généralisation du SME au moment où ce dernier rencontre ses difficultés actuelles. Mais on peut prétendre que c'est en partie parce qu'il n'y a pas de SM à l'échelle mondiale et donc pas d'harmonisation entre les politiques des Etats-Unis, du Japon et de la Communauté européenne que l'on connaît ces dérèglements.

Créer une sorte de SM mondial prendra du temps et il faudrait attendre que les réunions internationales, en particulier celles du G7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés), jouent ce rôle au lieu de se perdre en considérations générales et en bonnes paroles.

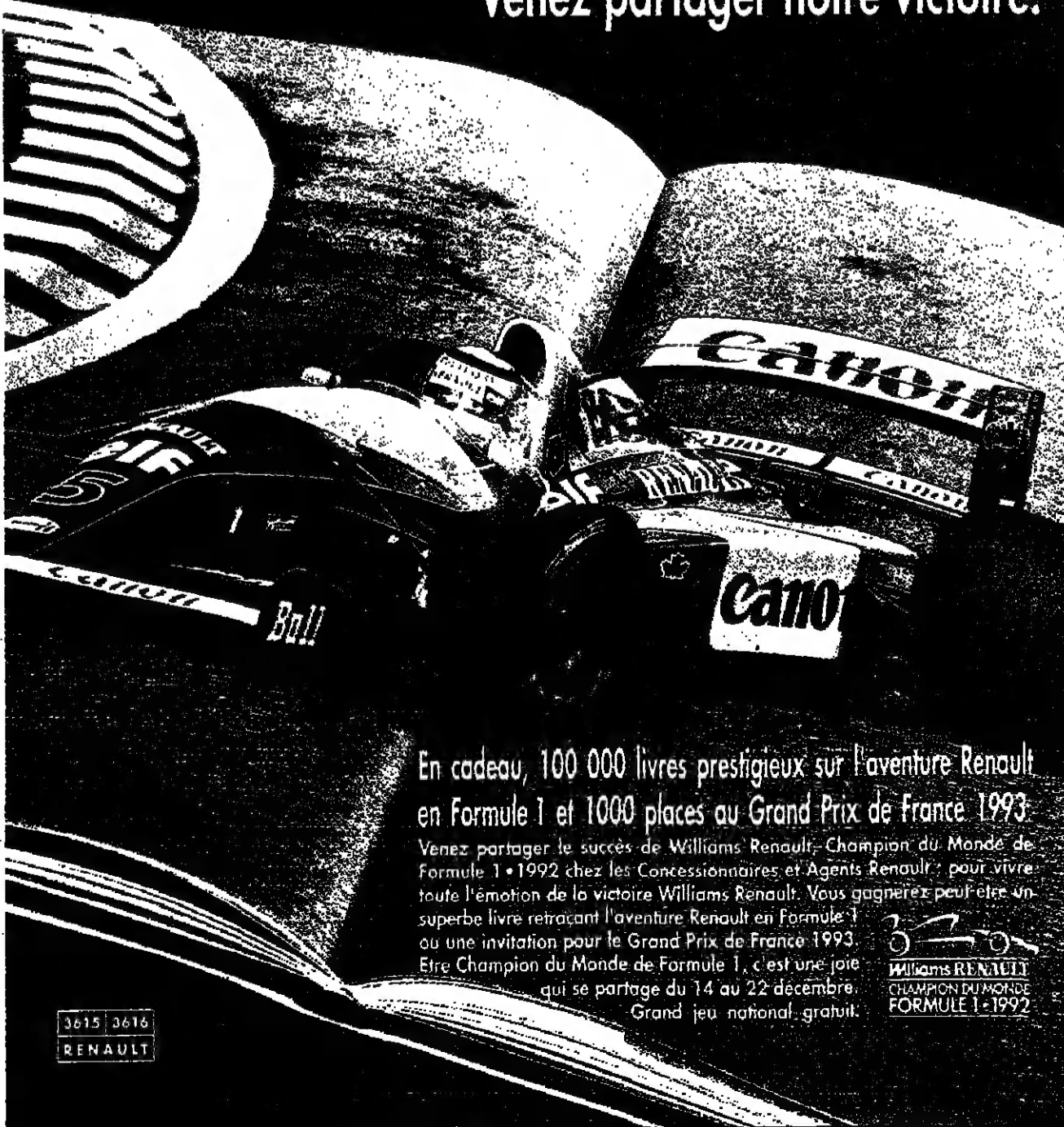
(*) Professeur au groupe HEC.

ticents

NOUS

vous invitons.

Du 14 au 22 décembre, dans tout le réseau Renault.
Venez partager notre victoire.



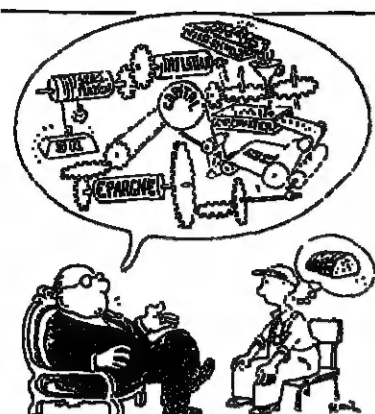
En cadeau, 100 000 livres prestigieuses sur l'aventure Renault en Formule 1 et 1000 places au Grand Prix de France 1993.

Venez partager le succès de Williams Renault, Champion du Monde de Formule 1 1992 chez les Concessionnaires et Agents Renault, pour vivre toute l'émotion de la victoire Williams Renault. Vous gagnerez peut-être un superbe livre retraçant l'aventure Renault en Formule 1 ou une invitation pour le Grand Prix de France 1993.

Etre Champion du Monde de Formule 1, c'est une joie qui se partage du 14 au 22 décembre. Grand jeu national gratuit.



3615 3616
RENAULT



Pour les Américains, l'élection de Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis apparaît comme le couronnement de la prise de pouvoir par les générations du baby-boom, auxquelles ils attribuent toutes sortes de caractères nouveaux. Le baby-boom, survenant à l'aube des années 40, après des décennies de chute de la fécondité, se prolongeant sur vingt-cinq ans et s'arrêtant aussi brusquement qu'il a démarré, a, il est vrai, de quoi fasciner. Il a marqué une rupture dans le déroulement majestueux de la « transition démographique », que suivent aujourd'hui à leur tour les pays en développement d'Amérique latine ou d'Asie. Il fut le premier mouvement d'ampleur en Europe après les cycles du passé : chute de la population à la fin du Moyen Age, après la guerre de Cent ans et la peste noire, puis remontée au XVI^e siècle, stabilisation et reflux à la fin du XVIII^e, enfin, à partir du milieu du XVIII^e, reprise plus lente de la croissance par suite de la baisse de la mortalité et de la fécondité à la fois. Certains y ont vu l'apparition de nouveaux cycles de population, faisant alterner générations « creuses » et générations nombreuses selon les perspectives d'emploi. Ainsi apparaîtrait une nouvelle forme de régulation démographique, après celles apportées autrefois par les épidémies, les capacités de production agricole et les famines. Le baby-boom pourrait-il alors se renouveler ? La plupart des démographes sont aujourd'hui sceptiques. Ils ne discernent guère de frémissement des indicateurs de fécondité, sauf peut-être en Scandinavie. Ils estiment surtout que la situation actuelle, beaucoup plus disparate que celle des années 30, n'offre plus autant de réserves pour un redémarrage : rareté des couples sans enfants dans certains pays ; contrôle quasi total de la fécondité par la contraception ; fréquence du travail des femmes, sans aides compensatrices ; chômage persistant, etc. Mais nul n'avait non plus prévu ni l'arrivée du baby-boom, ni sa fin ; dans les deux cas, les démographes ont prolongé les courbes des évolutions antérieures. Seront-ils encore démentis ? Ce n'est pas avant la décennie 1995-2005 que le baby-boom sera avalé, et que les baby-boomers commenceront à quitter la scène...

Dossier réalisé par
Guy Herzlich

De quoi s'agit-il ?

■ Vers la fin des années 30 et au début des années 40, alors que le nombre de naissances baissait partout depuis des décennies, une reprise subite et prolongée de la natalité et de la fécondité va toucher la plupart des pays.

En France, au cours des années 30, le nombre de naissances avait en effet chuté de 750 000 à 612 000, aux Etats-Unis, il était à moins de 2,4 millions, contre 3 millions au cours de la décennie précédente. Vers 1935, le nombre moyen d'enfants par femme était tombé à 2,53 aux Pays-Bas, 2,18 aux Etats-Unis, 2,12 en Australie, 2,06 en France, 1,72 en Grande-Bretagne, 1,7 en Suède. Les démographes s'attendaient à ce que la baisse s'accroisse et se généralise : ils anticipent un déclin de la population des pays d'Europe occidentale comme des Etats-Unis à partir des années 50.

C'est d'abord dans l'Europe du Nord que la reprise s'amorce : en Suède et en Norvège, par exemple, la natalité remonte dès la seconde moitié des années 30. L'Europe de l'Ouest suit peu après : en pleine guerre, le taux de natalité se relève, pour s'envoler à la fin des hostilités. En France, notamment, les naissances retrouvent leur niveau d'avant guerre dès 1942, alors que des dizaines de milliers de couples sont encore séparés, bondissent à 844 000 en 1946, et ne redescendent pas avant longtemps au-dessous de 800 000, soit une hausse de 30 % par rapport à la période 1935-1939. En Suisse, les générations passeront de 70 000 environ à plus de 100 000 au début des années 60. Aux Etats-Unis, elles remontent jusqu'à une moyenne de 4,2 millions sur 1956-1960.

Cette croissance se traduit par un relèvement du taux de fécondité. Aux Pays-Bas, il fera un bond à 3,9 enfants par femme en 1946 et restera supérieur à 3 jusqu'à la fin des années 50 ; en France, après une pointe au-dessus de 3 en 1946-1948, il ne redescendra pas au-dessous de 2,6 jusqu'à 1965. En Suède, il dépassera 2,5 sur les années 1945-1947, comme en Grande-Bretagne à partir de 1958 ; en Suisse, il remonte à 2,6, etc. Presque partout, les femmes nées dans les années 20 et le début des années 30 auront beaucoup plus d'enfants que celles nées au début du siècle : 2,2 en moyenne au Danemark, en Belgique, en Suisse, en Grande-Bretagne, 2,5 en France, d'avantage encore outre-Atlantique. ■

LE FIL DES GÉNÉRATIONS

Aux Etats-Unis, les baby-boomers, identifiés aux générations d'après-guerre ou à celles des années 1954-1964 (qui représentent à elles seules, il est vrai, quelque 46 millions de consommateurs), sont censés avoir modelé les mœurs et les habitudes de consommation du pays.

Peut-on vraiment leur trouver une unité ? Ce qui marque une génération, ce sont les expériences qu'elle traverse au cours de sa jeunesse, de ses années de formation. Nés tous après la Grande Dépression, au cours d'une période d'exceptionnel développement économique, tous les baby-boomers américains n'ont pas eu cependant les mêmes expériences : les premiers ont passé leur jeunesse dans un climat de guerre froide, où néanmoins l'Amérique s'imposait au reste du monde ; les suivants, notamment les contemporains de Bill Clinton, ont connu les échecs et les doutes des guerres coloniales, notamment au Vietnam.

En Europe, tandis que les premières générations du baby-boom ont vécu la fin de la reconstruction, une époque de plein-emploi assuré, de découverte du confort et de la consommation – et ont échappé à la guerre d'Algérie –, les suivantes, nées dans ce climat, ont vu pendant leur adolescence réapparaître la menace du chômage, et les dernières l'ont souvent subi. De quoi réagir autrement aux événements ultérieurs et adopter non seulement des habitudes de consommation, mais des attitudes bien différentes face au travail, à l'argent et à la société. Bref l'évolution bien connue : révoltes soixante-huitardes, puis déclin des militantismes, développement du « chacun pour soi », etc. Mais la période a aussi été marquée par une profonde évolution des mœurs. Au cours des années 50 et 60, le mariage a cessé d'être un moyen majeur de régulation des naissances : à la fin des années 50, le pourcentage de conceptions préconjugales croît et beaucoup de mariages (40 % en France) servent à « régulariser » les naissances.

Mais le retour de la vigilance contraceptive y met fin, facilité par les techniques modernes qui réduisent les risques de naissances non désirées. L'arrivée à l'âge adulte des générations nées au cours du baby-boom, qui ont été les premières à bénéficier de la contraception moderne, va se traduire par une croissance de la cohabitation sans mariage.

L'ECONOMIE

DOSSIER

Le baby-boom

Quelle a été son étendue ?

■ Par son étendue et sa durée, le baby-boom a dépassé largement la simple remontée des naissances que provoquent le renouveau des mariages et la réunion des couples après une guerre. Touchant les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, il débordait largement non seulement les zones secourues par les hostilités, mais l'Europe en général, et il durera près de vingt-cinq ans, jusqu'à la rupture de 1965, où la fécondité commença soudainement à baisser dans toute l'Europe.

Seuls sont restés à l'écart les pays de l'Europe de l'Est ou ceux du Sud (Italie, Espagne, Portugal), qui se trouvaient à un stade moins avancé de la baisse de la fécondité. Encore l'Italie du Nord, socialement proche des pays voisins (France, Suisse) par son évolution, le niveau de fécondité et la proportion de familles très restreintes, a-t-elle été atteinte par l'onde de choc du baby-boom, à la différence du Mezzogiorno resté plus « archaïque ». L'Allemagne, où la politique nataliste du régime nazi avait entraîné une remontée des naissances dès la deuxième moitié des années 30, l'a aussi ressentie après 1950.

Mais le déroulement n'a pas été partout identique (voir graphiques). En Europe, le baby-boom a provoqué deux vagues. La première, couvrant les années 40 et le début des années 50 et correspondant à une reprise des naissances, avec une hausse du nombre d'enfants souhaités par famille, traverse tous les pays, quel qu'ait été le niveau de fécondité atteint avant-guerre ; elle est seulement plus ou moins forte.

Ainsi elle est particulièrement spectaculaire aux Pays-Bas, où elle retombe vite comme en Finlande. La seconde, conséquence des mariages plus nombreux, plus précoces, où les enfants arrivent plus tôt, est particulièrement longue en France et en Grande-Bretagne.

Outre-mer, la remontée, entamée tôt, progressive et continue, atteint des niveaux plus élevés (3,5 enfants par femme, voire plus au Canada), mais la fécondité commence à baisser dès la fin des années 50 en Amérique du Nord, au tout début des années 60 en Australie. L'âge du mariage n'a avancé que lentement, mais les intervalles entre les naissances ont été encore plus brefs qu'en Europe. ■

Quels ont été ses effets ?

■ Le baby-boom a évidemment entraîné une croissance accélérée de la population, par l'arrivée de générations nombreuses. Mais l'onde de choc s'est ressentie longtemps après la recrudescence de la fécondité, par suite du rajeunissement de la population : un phénomène que l'on constate aujourd'hui à l'échelle mondiale, alors que la fécondité décline dans de nombreux pays du tiers-monde. Ayant chacune moins d'enfants que leurs aînées, les femmes nées durant le baby-boom ont cependant donné naissance ensemble à des générations nombreuses : depuis le baby-boom, le nombre annuel moyen de naissances en France n'est redescendu au-dessous de 750 000 que de 1975 à 1978.

Quelques chiffres donnent une idée de cette accélération : de 1945 à 1980, en trente-cinq ans, la France a gagné 14 millions d'habitants, soit le tiers de sa population de départ. Cette progression sans équivalent pour ce pays (il avait fallu auparavant cent quarante-six ans pour arriver à une croissance comparable) est due pour la plus grande partie, a-t-on pu estimer, à l'augmentation de la natalité mais la baisse considérable de la mortalité, notamment infantile, pendant la même période a elle-même contribué à prolonger l'effet du baby-boom. L'Europe dans son ensemble a connu une poussée exceptionnelle de sa population, passée de 392 millions d'habitants en 1950 à 484 millions en 1982. Quant aux Etats-Unis, ils ont enregistré au cours des années 50, avec 30 millions d'habitants, la plus forte croissance décennale de leur histoire (30 %).

Croissance, mais aussi cure de jeunesse pour les peuples européens ou d'origine européenne : leurs pyramides des âges ont été transformées, la base s'élargissant considérablement. En Europe, et particulièrement en France, ce rajeunissement a accru considérablement la demande de logements, d'écoles et a contribué à la croissance économique. Mais à partir de 2005, les générations nombreuses du baby-boom vont arriver à l'âge de la retraite. Si le chômage persiste, ce gonflement rapide posera des problèmes difficiles aux régimes de retraite par répartition, confrontés à une croissance ralentie de la population en âge d'activité, et risque d'imposer une réorganisation, l'apport de ressources nouvelles et un retard de l'âge de départ. ■

Comment s'explique-t-il ?

■ Sur le plan strictement démographique, le mécanisme est clair. La proportion de couples sans enfant, de 15 % à 20 % dans la plupart des pays pendant les années 30, est retombée, souvent, aux environs de 10 % ; en France, de près de 20 % elle est revenue à 8 %, à la limite de la stérilité physiologique. Celle de familles à un enfant – supérieure à 25 % en France avant guerre – a aussi chuté, tandis que les familles à deux enfants devenaient prédominantes ; même celles de trois enfants croissaient en France et surtout en Amérique du Nord. On a voulu – ou accepté – d'avoir davantage d'enfants et plus vite. L'avancement de l'âge du mariage a encore accéléré le mouvement.

Reste à expliquer ce changement d'état d'esprit, au-delà du soulagement des retrouvailles d'après guerre. Limitées à quelques pays, la France notamment, les mesures familiales ou natalistes ne peuvent rendre compte d'un mouvement général, intervenu quelquefois, comme en Angleterre, dans un climat politique toujours « malthusien ».

De ce retournement et de la succession des phases de baisse, de hausse, puis de baisse de la fécondité depuis les années 30 aux Etats-Unis, l'économiste R. A. Easterlin, a tiré au début des années 60 une théorie de « cycles » démographiques, fondée sur une relation entre l'effectif des classes d'âge et leurs perspectives économiques, notamment en matière d'emploi : des générations réduites arrivant sur un marché du travail ouvert autour plus d'enfants ; mais les générations nombreuses qui leur succéderont vingt ans plus tard auront une insertion plus difficile, surtout en comparaison du nord des aînés, retarderont et espéreront les naissances.

Ainsi les « classes creuses » nées dans les années 30, débutant dans un climat de plein emploi, ont apporté le baby-boom. Les classes « pleines » des années 50, confrontées à une compétition plus sévère, ont été moins fécondes.

Cet automatisme est très contesté, notamment parce que le « modèle » s'applique inégalement à tous les pays. Certains lui reconnaissent une valeur explicative, mais non une valeur prédictive : l'on ne voit guère poindre aujourd'hui outre-Atlantique la reprise de fécondité attendue normalement des nouvelles « classes creuses ». La plupart s'en tiennent à la théorie de la « transition démographique », qui prévoit un passage progressif de tous les pays vers une population stationnaire (voir lexique) : dans cette évolution, le baby-boom n'aurait été qu'un accident dû à la coïncidence fortuite de circonstances exceptionnelles : reprise économique, guerre, structures sociales et familiales propres. ■

LEXIQUE

TAUX DE NATALITÉ : il s'agit du nombre de naissances pour mille habitants. Ce taux dépend en bonne partie de la structure par âge de la population : lorsque celle-ci compte une forte proportion de jeunes, il est plus élevé, sans que les femmes aient pour autant plus d'enfants.

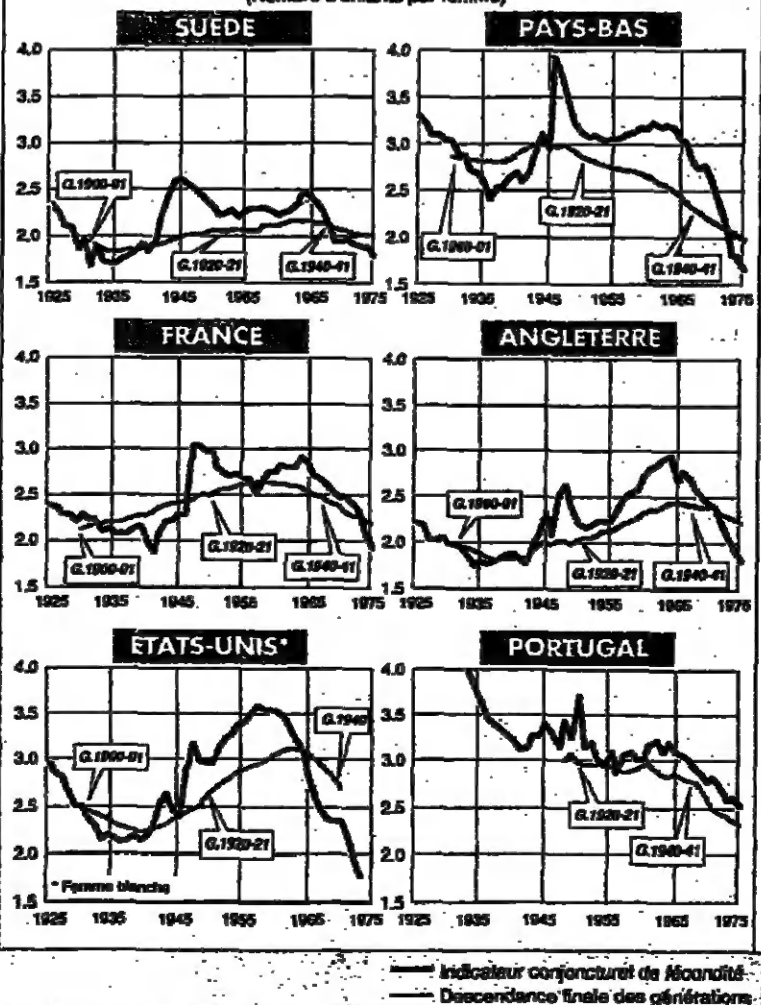
TAUX DE FÉCONDITÉ (ou indicateur conjoncturel ou synthétique de fécondité) : il s'agit d'un nombre moyen d'enfants par femme : on compare le nombre de naissances et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Mais on calcule ce taux pour chaque tranche d'âge et on fait la moyenne. Il permet des comparaisons plus précises que le taux de natalité.

DESCENDANCE FINALE : il s'agit du nombre moyen d'enfants qu'ont eu au cours de leur vie les femmes nées une année donnée. Cet indicateur donne une meilleure idée de l'évolution d'une population que le taux de fécondité mais il est, inévitablement, en retard : il ne peut être calculé que lorsque l'on connaît l'ensemble de la vie féconde d'une génération.

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE : il s'agit de la succession des phases que traverse un pays au cours de l'histoire, passant d'une mortalité et d'une fécondité fortes à une mortalité et une fécondité faibles. On admet généralement que tous les pays vont suivre cette évolution – déjà presque totalement accomplie dans les régions industrialisées du globe, – selon des modalités diverses, pour arriver à une situation de stabilité, où la population se renouvelle sans s'accroître.

UN MOUVEMENT PRESQUE GÉNÉRAL

(Nombre d'enfants par femme)



Sources : Patrick Festy, Jean-Paul Sardon, INED

BIBLIOGRAPHIE

■ La fécondité des pays occidentaux, de Patrick Festy, INED « Travaux et documents », n° 85, PUF, 1979.
■ Histoire de la population française, sous la direction de Jacques Dupâquier, T. 4, « De 1914 à nos jours », PUF, 1988.
■ L'Homme stable, de Jean-Marie

Poursin, Gallimard, « Au vif du sujet », 1989.
■ « The American Baby-boom in Historical Perspective », de R. A. Easterlin, American Economic Review, vol. 51, 1961.
■ La Transition démographique, de Jean-Claude Chesnais, INED « Travaux et documents » n° 113, PUF, 1986.

Un innov

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

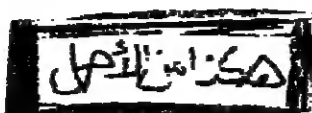
AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE

AGENCE DE COMMUNICATION
CONSEIL DE L'ÉTUDE



(Publicité)

GROUPE ESC GRENoble

Un innovateur dans la formation

UNE ÉCOLE DE COMMERCE MET LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'ÉVOLUTION DE L'ENTREPRISE

La pédagogie du Groupe ESC Grenoble tourne autour d'un axe majeur, le management technologique. Une science récente qui émerge des bouleversements engendrés par la technologie dans les méthodes d'organisation. Elle répond aux attentes des entreprises, dont le développement dans un contexte international tient du défi permanent. Partie intégrante du processus de production et de vente d'un produit ou d'un service, la technologie constitue désormais un système de valeurs et d'intégration commun à toutes les entreprises.

Les innovations technologiques bouleversent chaque jour davantage les équilibres acquis et nécessitent de nouvelles compétences. Elles relèvent du Management Technologique que Jean-Paul Léonard, directeur du Groupe ESC Grenoble, définit comme "l'intégration à court et long terme de l'évolution des techniques dans le fonctionnement de l'entreprise pour offrir des produits meilleurs et moins chers, et pérenniser l'activité de l'entreprise grâce à l'innovation". L'Ecole Supérieure de Commerce de Grenoble a été créée sur ce concept pédagogique original. La demande émanait des entreprises locales, ayant des besoins spécifiques en formation initiale, puis en formation continue. Sup de Co Grenoble, devenue Groupe ESC Grenoble, se devait d'être à l'écoute de l'entreprise pour anticiper les évolutions futures. C'est que cette science se développe dans un contexte particulièrement difficile : l'internationalisation des économies et des marchés. Aussi les entreprises, petites et grandes, sont-elles amenées à intégrer cette nouvelle approche du management dans une perspective internationale. D'où l'émergence de réflexions sur l'organisation, les systèmes d'informations, la gestion de la Recherche et du Développement, les normes, les transferts de technologies ou encore les stratégies d'alliance. Ce constat fait à Grenoble s'applique intégralement à d'autres régions européennes.

Comprendre et gérer la technologie

Dans une vallée marquée par la forte concentration d'entreprises high tech (plus de 13 000 emplois dans l'industrie informatique et électronique) tournées vers l'international, il devient crucial de trouver des hommes et des femmes capables de comprendre et d'accompagner les grandes mutations économiques et technologiques de cette fin de siècle.

Le contenu pédagogique des programmes élaborés avec les entreprises elles-mêmes, trouve sa pleine application sur le terrain. Elle permet également de conserver dans la région les cadres dont elle a besoin. Dès l'origine, le management technologique a été reconnu comme une discipline à part entière, développée dans la formation initiale, les cycles longs, les formations sur mesure et la recherche appliquée. Quelle que soit leur vocation, les managers en herbe de Sup de Co Grenoble passent un tiers de leur temps à acquérir la culture technique qui leur permettra d'une part de dialoguer avec les ingénieurs et techniciens de bureau d'études mais aussi de savoir faire fructifier le capital technologique de l'entreprise, de s'en servir pour transformer les méthodes et les habitudes de travail, de tendre vers plus d'intelligence, de compétitivité, de performance. Car aujourd'hui, l'innovation se gère, tout comme les ressources humaines et financières d'une entreprise. "Les approches traditionnelles de management ne fonctionnent plus" affirme Thierry Grange, directeur adjoint chargé de la pédagogie et du développement international. Nombre de recruteurs locaux comme Grismatec, Alph Technologies, Patrice Aclers reconnaissent que cette double compétence a fait la différence, en faveur des diplômés de Sup de Co Grenoble. "Ces candidats bénéficient d'une

maturité et d'une autonomie très appréciables", observe par exemple Christine Marty, responsable du cabinet de recrutement Alexandre Tic à Grenoble.

Un outil de formation pour les cadres

Non content d'offrir aux entreprises des têtes bien faites, le Groupe ESC Grenoble s'est également attaché depuis quatre ans à développer des cycles de formation pour les salariés désireux de cultiver et d'accroître leurs compétences (lire notre article sur la formation continue intelligente).

Ainsi, la CCI de Grenoble apporte-t-elle, au travers du Groupe ESC Grenoble, une contribution décisive au succès des entreprises grenobloises, en mettant à leur disposition un outil très performant de formation pour leurs cadres, un outil inséré au sein d'un ensemble unique, qui conjugue formation, international et animation économique au cœur du nouveau quartier d'affaires international de Grenoble. Pour que toute la région poursuive sa dynamique.

Le CREDO et l'Institut du Management Technologique

La naissance du Credo (Centre de recherche pour l'entreprise et le développement des organisations), en 1983, marque une étape importante dans le développement du Groupe ESC Grenoble. L'objectif initial : « aboutir à la recherche et les compétences en matière de gestion, de développement et de conseil ». Trois ans plus tard, plus de la moitié du corps professoral possède son doctorat. Les publications régulières, l'adhésion internationale du colloque annuel du Credo attestent de résultats tangibles. Pour financer ses travaux, le Credo a développé une activité d'études et de conseil pour des entreprises : EDF, la CCI (Syndicat professionnel du Jura), le service des zones au ministère de l'Agriculture de la Commission européenne. Un outil de management stratégique à l'usage des PME-PMI, Stratimact, a été élaboré avec le cabinet homologue, Alpe-Management, à l'échelle de la région Rhône-Alpes. Le Credo a également développé un service de conseil en matière de gestion et de développement, le service de conseil en matière de gestion et de développement, le service de conseil en matière de gestion et de développement. C'est après la consultation d'une dizaine d'entreprises et de quatre institutions de la région qu'émerge l'idée de création d'un Institut de Management Technologique, club d'entreprises et de chercheurs au sein d'un IUT, le Groupe ESC Grenoble, des industriels, des laboratoires de recherche européens. Son objectif : développer ensemble un programme pluridisciplinaire sur trois ans, pour monter des séminaires de réflexion et créer des cycles courts de formation destinés aux dirigeants et aux ingénieurs.

DES PROGRAMMES PÉDAGOGIQUES SUR MESURE POUR UNE MEILLEURE COMPÉTITIVITÉ

Le Centre de Développement Stratégique aide les entreprises locales à bâtir un programme et des outils pédagogiques adaptés à leurs besoins. Les formations qu'il propose s'adressent à des collaborateurs de niveau bac + 2, à des techniciens supérieurs désireux d'occuper des fonctions d'encadrement, ou à des ingénieurs et autres cadres de niveau bac + 5. Alors que des cycles longs préparent en trente mois en alternance au statut de cadre, des réalisations courtes et sur mesure portent sur des sujets aussi divers que l'audit technologique, la communication interne ou le marketing international.

Etre au service des entreprises, c'est fournir la matière grise dont elles ont besoin mais c'est aussi cultiver et entretenir les compétences de leurs ressources internes. Impossible, dans un univers en constante évolution, de se reposer sur les acquis d'une formation initiale. Obligation légale, la formation continue s'avère un outil de premier ordre pour recréer une dynamique interne et générer une compétitivité accrue. Dès 1987, naissent donc le Centre de Développement Stratégique, prolongement naturel de l'enseignement Sup de Co Grenoble. Son activité vise aussi bien les besoins intra qu'inter entreprises. Nouvelle étape en 1988, avec la création d'un premier master spécialisé de troisième cycle (ils sont aujourd'hui au nombre de trois), accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles, avec le partenariat des meilleurs spécialistes dans leur domaine.

Formacadre

Cette formation, conçue en partenariat avec l'ICN, qui permet d'accéder à un diplôme bac + 5 trouve sa source dans des entreprises fortement implantées localement auxquelles se sont spontanément associées d'autres entreprises très présentes en Lorraine, SGS-Thomson, Merlin Gerin, Hewlett-Packard, EDF, Bull, Sommer Alibert mais aussi Pont-à-Mousson, Usinor Sactol, Soliac, Unimetal, Saint-Gobain, HBL avaient un même désir : aider leurs collaborateurs de niveau bac + 2, déjà expérimentés, à acquérir les compétences et les connaissances qui leur manquent en finance, en gestion des ressources humaines, en stratégie, en marketing, pour développer leur champ de responsabilités. L'enseignement est dispensé en alternance, avec un total de 1 090 heures réparties en trois paliers progressifs de formation et en horaires aménagés. Le troisième, facultatif, permet d'accéder au diplôme de l'ESC Grenoble.

Unique en France, la formule a ouvert sa troisième session à la rentrée 1992. Chez Merlin Gerin, premier employeur grenoblois, environ un tiers du "potentiel cadre", soit environ 36 personnes, est actuellement chez Formacadre. La formation laisse parfois émerger des synergies inattendues : par exemple, certains salariés de chez Thomson sont entrés dans une formation modulaire de base de Merlin Gerin. Pour Hewlett-Packard, le gros avantage, c'est de faire progresser le programme au fur et à mesure de son processus, tout en étant sur place. EDF-GDF avait lancé un appel d'offres dans toute

la France, pour finalement retenir l'ESC Grenoble et son partenaire de Nancy, l'ICN.

Formatech

Enfant naturel du management technologique, cette formation longue, sanctionnée par un diplôme universitaire de niveau II, voit le jour en 1987. Etablie en commun par les ingénieurs de l'INPG et les gestionnaires de Sup de Co Grenoble, elle s'adresse à des techniciens supérieurs, qui après quelques années d'expérience professionnelle, doivent élargir leurs connaissances pour devenir cadres.

Répartie en 480 heures d'enseignement scientifique et technique à l'INPG, et 480 heures de gestion à l'ESC, la formation s'étale sur 18 mois, par groupes de 12 à 15 stagiaires. Le profil type ressemble d'assez près à celui de leurs cousins de Formacadre, mais avec une différence essentielle : la culture technique préalable. Quelques initiatives de formation similaires existent çà et là en entreprise, mais c'est également la seule en France à donner lieu à un diplôme homologué niveau II.

Les masters spécialisés

Dès 1988, un master spécialisé en marketing international des technologies avancées (Mita) est mis sur pied en coproduction avec l'INPG, et avec une forte implication de Hewlett-Packard. En un an, soit 450 heures de cours, nourries ensuite par six mois de mission en entreprise, des ingénieurs ou diplômés de même niveau s'initient aux valeurs et aux techniques du marketing international.

Fruit d'une coproduction avec l'Umist (University of Manchester Institute of Science and Technology-School of management), le second master, spécialisé en management technologique, propose aux gestionnaires, aux économistes et aux juristes de niveau bac + 5 (et depuis la rentrée 1992 aux ingénieurs) une formation à la gestion des interfaces de la technologie et du management.

Le dernier né, enfin, le master spécialisé en management technologique et de l'innovation dans le secteur agro-alimentaire, résulte d'un rare consortium entre une école supérieure de commerce, la seule école d'ingénieurs en agriculture de la région, (ISARA), et une plate-forme technologique de services, de recherche et de formation pour les industries agro-alimentaires, Alimentec. Public : des ingénieurs, biologistes, gestionnaires et commerciaux de niveau bac + 5.

UNE ASCENSION FULGURANTE

Il est rare d'assister, de nos jours, à un succès aussi rapide dans le domaine de la formation au management de haut niveau.

Créé en 1984 sur un concept nouveau de Management Technologique, Sup de Co Grenoble a su d'emblée asseoir sa crédibilité tant auprès des entreprises que des étudiants. L'école a, par exemple, inventé le travail des élèves en binôme avec les futurs ingénieurs de l'INPG.

Sur sa lancée, Sup de Co Grenoble, devenu le groupe ESC Grenoble, rentre, en 1988, dans le cercle très fermé du chapitre des Ecoles de Management de la Conférence des Grandes Ecoles.

En 1991, le Groupe ESC Grenoble participe à la création de la banque d'épreuves "Passerelle ESC" avec les écoles de Toulouse, Nice, Clermont-Ferrand et Tours. En 1992, le Groupe ESC Grenoble inaugure de nouveaux locaux "intelligents" qui accueillent aujourd'hui 800 étudiants de 12 nationalités. C'est le signe de la reconnaissance internationale.

Une reconnaissance internationale

Difficile de se replier sur soi dans une cité aussi cosmopolite que Grenoble, marquée par une population de 20.000 scientifiques venus des quatre coins du monde.

L'appel du large et les échanges internationaux rythment naturellement la respiration. Quand on s'inscrit à Sup de Co Grenoble, on commence donc par consulter la mappemonde et à rêver de l'une des vingt-quatre universités d'Europe ou d'Amérique du Nord avec lesquelles le groupe ESC Grenoble a conclu des accords de coopération.

De véritables accords dont seize donnent droit, à la sortie, à un authentique diplôme de l'un de ces établissements.

DES INVESTISSEMENTS QUI RÉPONDENT AUX ATTENTES DES ENTREPRISES

Implantée sur le site d'Europole, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble bénéficie de la synergie entre les équipements, l'économie d'échelle et la fonctionnalité. Ses investissements répondent aux attentes du "terrain" en privilégiant la formation des entreprises, l'international et l'animation économique.

Europole vitrine du savoir-faire grenoblois, c'est presque un slogan dont entend bien bénéficier la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble. En s'installant dans cet ensemble intégré, la CCIG réalise des économies d'échelle à travers la mise en commun d'un certain nombre d'équipements. L'ensemble comprend en effet les locaux de ses écoles professionnelles (IFC, ISCO et IFMT (1)), les locaux du Groupe ESC Grenoble dont la superficie (14 000 m²) autorise le doublement de ses effectifs, et pour les services, l'immeuble World Trade Center de 6 500 m², un Espace Congrès (auditorium de 537 places, salles de commissions, et une surface d'exposition de 2 000 m²). Ces investissements de la CCIG sur le site d'Europole résultent d'une réflexion stratégique fondée sur trois axes prioritaires définis en 1989 : la formation, l'international et l'animation économique. "Les entreprises locales et régionales ont exprimé de fortes exigences en matière de formation et de qualification des hommes, auxquelles s'ajoutait la volonté d'attirer les compétences par la qualité des formations dispensées sur place" explique Christian Gauduel, Président de la CCIG.

La forte image internationale de GREX lui vaut en 1989 l'habilitation World Trade Center. C'est exceptionnel. Grenoble n'a pas l'importance d'autres villes sièges de World Trade Centers, mais à son activité internationale reconnue se joignent celles d'assistance au commerce international développées par la CCIG.

Créer des opportunités d'affaires

Cette habilitation appelant davantage d'échanges internationaux "devait être dotée d'une infrastructure correspondant à cette ambition et de nature à regrouper géographiquement les divers partenaires du commerce international dans la logique fédératrice de GREX" ajoute Christian Gauduel. Mais le développement de l'offre tertiaire voit évoluer les attentes des entreprises et la CCI de Grenoble oriente son traditionnel métier d'assistance technique individuelle vers des initiatives de nature plus collective. "Il s'agit de créer, au bénéfice des entreprises, des occasions de rencontres, d'échanges, d'expériences et d'opportunités d'affaires dans le cadre de manifestations thématiques ciblées qui mettent en présence, dans des espaces dédiés, des professionnels intéressés par un secteur d'activité, une gamme de produits, un métier, etc." poursuit Christian Gauduel.

Réalisé dans le nouveau quartier d'affaires international du centre-ville de Grenoble, l'ensemble est idéalement situé au carrefour des centres de décisions, de recherche, des activités tertiaires "dans un secteur considéré comme porteur d'avenir auquel la CCI de Grenoble apporte sa contribution en devenant un élément de dynamisation du site". Un programme d'investissements dont les grandes orientations ont été définies par Christian Gauduel lors de son arrivée à la présidence de la Chambre en 1989. Une opportunité exceptionnelle.

(1) IFC (Institut des Formations Commerciales, ISCO (Institut Supérieur de la Construction) et IFMT (Institut des Formations aux métiers de la Montagne et du Tourisme).

Un nouvel outil pédagogique

La construction de la nouvelle école a nécessité un investissement de 130 MF, incluant les charges foncières, la construction, l'équipement et le matériel pédagogiques dont :
- 30 MF par le Département de l'Isère
- 15 MF par la Région Rhône-Alpes
- 2 MF par l'Etat
- 10 MF par la ville de Grenoble
- 73 MF par la CCI de Grenoble.
Les coûts de fonctionnement, de 45 MF, sont entièrement autofinancés.

Le Groupe ESC Grenoble occupe à Europole 14 000 m² dont :
- 7 000 m² réservés à la pédagogie
- 2 amphithéâtres de 130 places
- 2 amphithéâtres de 80 places
- 2 amphithéâtres de 40 places
- 16 salles de 40 places
- 4 salles de 30 places
- 32 salles de travail de 4 à 10 personnes
- 3 laboratoires de langues
- Documentation et libre service informatique : 1 000 m²
- Cafétéria : 650 m²
- Vie associative : 350 m².

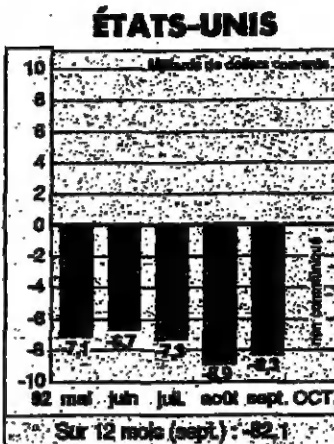
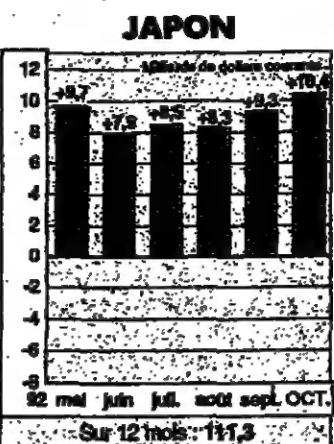
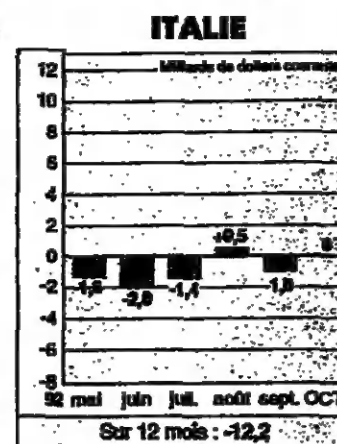
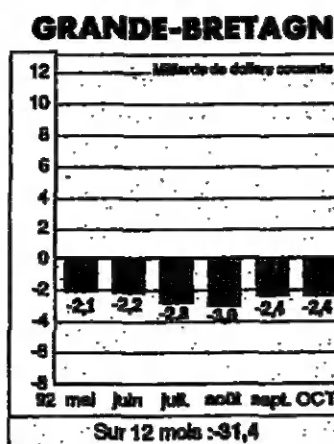
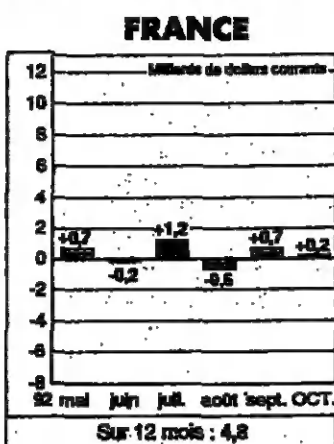
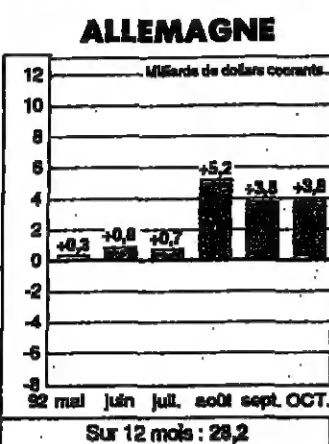
CONJONCTURE

L'EUROPE s'impose. Elle n'est certes pas encore monétaire et sans doute se heurtera-t-elle encore à de multiples obstacles avant de parvenir à une telle union. Mais l'Europe commerciale, telle que l'ont pensée les constructeurs du grand marché, elle, existe. Les attaques en règle que lui livrent les Etats-Unis le montrent d'ailleurs chaque jour de façon criante. A douze, les membres de la Communauté européenne fournissent 40 % de la valeur des exportations mondiales de marchandises. Une fois exclus les échanges intracommunautaires, le pourcentage demeure encore de 15 %, ce qui fait de la CEE l'espace économique de loin le plus tourné vers l'extérieur. En comparaison, la part de l'Amérique du Nord dans les exportations mondiales de marchandises,

INDICATEUR • Le commerce extérieur
Importune Europe

échanges intra-régionaux exclus, est tout juste de 10 %. Quoique encore largement tournée vers les pays en développement (ceux-ci absorbant près de 30 % des ventes réalisées en dehors de ses frontières), l'Europe occupe aujourd'hui une place prépondérante sur les marchés nord-américains (Etats-Unis et Canada confondus). Elle y

écoule un cinquième de ses exportations extra-européennes et fournit 18 % des importations nord-américaines, légèrement plus que le Japon, alors que 8 % seulement des achats de la CEE proviennent d'Amérique du Nord. L'essentiel du commerce entre les deux zones portant sur les produits manufacturés, la Communauté européenne détient ainsi un cinquième du marché manufacturier américain, tandis qu'elle n'accorde à l'Amérique du Nord que 8 % du sien. Dans ces conditions, le renforcement des liens entre les pays européens et les perspectives, mêmes lointaines, d'une Union monétaire, de toute évidence préjudiciable aux produits venant de l'extérieur ne peuvent qu'aggraver encore les rivalités commerciales entre les deux blocs.



Soldes commerciaux exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) en dollars. Sources nationales

RÉGION • L'Europe de l'Est
Premières lueurs

AU cours de l'année 1992, les situations économiques nationales en Europe de l'Est se sont nettement différenciées. Partout, la croissance reste négative, mais dans les trois pays d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie), la chute de la production s'est ralentie alors qu'elle se prolonge dans les pays balcaniques (Bulgarie, Roumanie).

En Pologne, le PIB devrait encore baisser d'environ 3 % cette année (contre 9 % en 1991), mais la production de l'industrie manufacturière a amorcé une reprise au deuxième trimestre; en Hongrie, la contraction du PIB devrait être de l'ordre de 3 % à 5 % (contre 10 % en 1991) et la production industrielle s'est stabilisée; en Tchécoslovaquie, la récession se ralentit, avec une baisse prévue du PIB de 5 % en 1992 après 16 % en 1991.

Différents facteurs ont joué un rôle positif : la progression des exportations, surtout dans le cas de la Hongrie; une nette tendance à la substitution des productions nationales aux importations; dans le cas de la Pologne, ces évolutions ont été favorisées par la dépréciation du zloty; en Tchécoslovaquie, il y a eu une légère amélioration de la demande des ménages.

Autre signe d'évolution favorable dans ces pays, l'inflation s'est nettement ralentie, après le choc provoqué par la libération des prix en 1990 ou 1991. Elle demeure encore élevée en Pologne (+ 40 % au premier semestre), moins en Hongrie (+ 25 %) et elle est même, en Tchécoslovaquie, mieux maîtrisée que dans certains pays d'Europe de l'Ouest (+ 12 % en rythme annuel au premier semestre).

Tout autre est la situation en Bulgarie et en Roumanie qui sont loin d'avoir franchi l'étape de la stabilisation macroéconomique : l'inflation y reste très élevée (la hausse des prix de détail y atteint respectivement 113 % et 232 % dans la première moitié de cette année) et la chute du produit intérieur brut, qui devrait s'établir à 15 % et 10 % respectivement, y est à peine amortie par rapport à 1991 (- 16,7 % et - 13 %). La baisse de la production industrielle s'est même accentuée en Roumanie, où la forte progression des exportations n'a pas compensé la chute de la demande interne liée à l'effondrement des investissements (- 20 %) et à la baisse des revenus réels des ménages (- 16,9 %).

Les prévisions pour 1993 reflètent le temps de retard pris par les pays balcaniques : en Roumanie et en Bulgarie, récession et forte inflation devraient se poursuivre, quoique à un rythme plus lent. En Pologne, les signes de rétablissement de l'activité dans le bâtiment et de la capacité de certaines branches industrielles à faire face à la concurrence internationale permettent d'envisager une reprise de la croissance l'année prochaine (+ 2 %). En Tchécoslovaquie, les équilibres macroéconomiques auraient permis une relance de l'activité qui se trouve fortement compromise par la partition du pays au

1^{er} janvier 1993, même si un espace économique et monétaire unique est préservé. En Hongrie, les prévisions officielles tablent sur une légère croissance (entre 0 et 3 % pour le PIB) tirée par les exportations et une reprise de l'investissement (+ 3 % à + 5 %) qui paraît quelque peu optimiste aux observateurs.

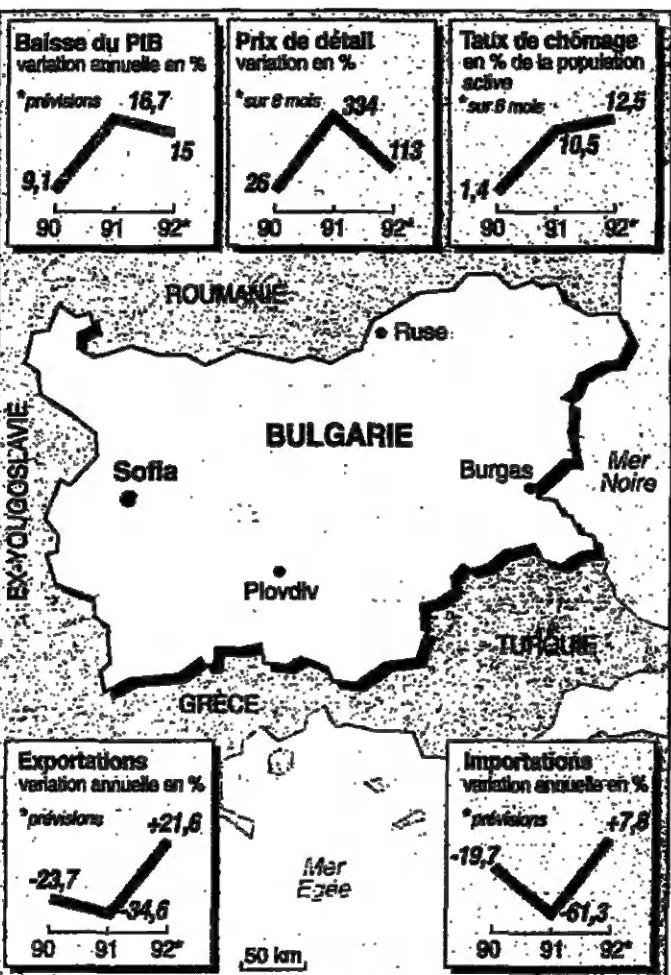
Même en Europe centrale, la stabilisation macroéconomique demeure fragile, et les ajustements microéconomiques ne s'opèrent que lentement. Ainsi, la privatisation des grandes entreprises d'Etat qui formaient le cœur industriel de tous ces pays se révèle extrêmement difficile : la Hongrie n'a vendu qu'environ 10 % de ses entreprises publiques, et le plus souvent à des investisseurs étrangers. Pour éviter ce blocage, la Tchécoslovaquie s'est lancée dans une expérience de privatisation de masse par distribution d'actions à la population et la première phase de cette opération s'achèvera à la fin de cette année. Le gouvernement polonais, devant l'impossibilité de vendre rapidement les entreprises d'Etat, a aussi décidé de recourir à la distribution d'actions à la population, selon une procédure différente puisqu'elle confie un rôle d'intermédiaire obligatoire à des fonds communs de placement. Ces formules, si elles permettent d'accélérer la privatisation, n'apportent aucun argent frais à des entreprises qui auront de très importants besoins de restructuration. La Bulgarie qui n'a mis en place qu'en avril dernier une loi sur les grandes privatisations s'en tient aux modalités classiques de vente.

Partout l'investissement en capital fixe continue à se contracter sous l'effet des changements en cours dans les droits de propriété et de contrôle des entreprises, des taux d'intérêt élevés, des incertitudes sur les perspectives économiques. La situation financière des entreprises tend à se détériorer sous l'effet notamment des baisses de productivité, car l'emploi n'a pas suivi la chute des productions même si le chômage a fortement augmenté : à la fin de l'année, il atteindra sans doute 15 % en Pologne et en Hongrie, 13,5 % en Bulgarie, 9 % en Roumanie, 7 % en Tchécoslovaquie.

L'application de la loi sur les faillites est différée (comme en Tchécoslovaquie ou en Bulgarie) ou se fait au compte-gouttes (comme en Hongrie) par crainte d'effets en chaîne et de ses conséquences sur l'emploi.

En moins de trois ans, tous les pays d'Europe de l'Est ont quasi totalement libéralisé leur économie. Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie ont déjà bien avancé dans la maîtrise des équilibres internes et externes. Ils sont tous désormais face à un dilemme : faire repartir la croissance sans remettre en cause les acquis des réformes, tout en procédant à la rationalisation (et à la privatisation) de l'appareil de production.

Françoise Lemoine
Economiste CEPII.

PAYS • La Bulgarie
Dettes

LA Bulgarie, qui avait l'économie la plus intégrée au COMECON et la plus centralisée ne parvient pas à émerger de la récession : ses entreprises n'ont pu s'adapter à la disparition de leurs débouchés et de leurs approvisionnements traditionnels. A la fin de 1992, la production industrielle est inférieure de moitié à son niveau de 1989, et elle devrait décliner encore de 5 % en 1993.

Les entreprises réagissent aux restrictions de crédit bancaire en refusant le paiement de leurs fournisseurs, d'où la montée des dettes inter-entreprises, aggravée par le relèvement des taux d'intérêt : au premier trimestre 1992, les arriérés représentaient environ un tiers des sommes dues aux fournisseurs et un quart des crédits bancaires arrivant à échéance. En fin de compte, le gonflement des crédits bancaires non remboursés absorbe la quasi-totalité de l'augmentation prévue de la masse monétaire. Parallèlement, le déficit budgétaire devient une des causes de l'inflation : officiellement, il est d'environ 4,5 % du produit intérieur brut, mais si l'on y inclut les intérêts non payés sur la dette externe, il atteint 14 % du PIB.

La restructuration des échanges extérieurs s'est accélérée. La part de l'ex-URSS dans les exportations bulgares a chuté de 49,8 % en 1991 à 20,5 % au premier semestre 1992. Dans les importations, cette part est tombée de 43,2 % à 27 % au cours de la même période. La part des pays développés à l'économie de marché est en hausse (34,4 % des exportations de la Bulgarie au premier

semestre 1992, 44 % de ses importations) mais reste une des plus faibles d'Europe de l'Est. La balance des opérations courantes s'annonce meilleure que prévu avec un excédent de 430 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 1992 (contre un déficit prévu pour 1992 de 1,4 milliard de dollars). Mais la Bulgarie n'a toujours pas conclu d'accord de réduction de sa dette extérieure de 13 milliards de dollars, dont 85 % sont dus à des banques du club de Paris. Devant l'incapacité du pays à assurer le service de sa dette (celui-ci atteindrait environ la moitié de ses recettes d'exportation), les créanciers envisagent avec les créanciers la réduction d'une partie des créances contre des actifs.

Après la libération des prix, des changements, du commerce extérieur menée tambour battant en février 1991, une nouvelle série de mesures institutionnelles ont été prises en 1992 : assouplissement extrême des conditions de l'investissement étranger (janvier) ; loi bancaire prévoyant la concentration et la recapitalisation des établissements (mars) ; loi de privatisation (avril) : vente directe des petites et moyennes entreprises d'Etat et transformation des grandes entreprises d'Etat en sociétés qui peuvent être vendues en tout ou partie, les employés bénéficiant de conditions d'achat privilégiées et les étrangers pouvant se porter acquéreurs. Mais les investissements étrangers demeurent modestes, et la Bulgarie ne peut compter sur eux pour restructurer son industrie.

F. L.

SECTEUR • La machine-outil
Panne de moteur

CRISE de l'investissement, crise de la machine-outil. Chiffres d'affaires en baisse, carnets de commande au plus bas : en France, comme chez nos principaux partenaires européens, le secteur tringue. Le coup de froid a commencé au printemps 1990. D'abord aux Etats-Unis, tandis qu'en Europe l'Italie et l'Espagne étaient les premiers touchés. La Grande-Bretagne, en proie à une récession sévère, leur a très vite emboîté le pas, suivie de la France et, plus récemment, du Japon et de l'Allemagne.

Il est vrai que la période 1988-1990 avait été euphorique. Les industriels français du secteur ont connu, alors, une progression des commandes de 30 % à 40 % par an. Une poussée de fièvre correspondait à la phase haute du cycle d'investissement.

A cette époque, les constructeurs automobiles reconvoient leurs chaînes de production en prévision de nouveaux modèles et commandent large. La mécanique et le travail des métaux, premier secteur client, tournent également à plein régime. La situation, les professionnels le reconnaissent maintenant, est exceptionnelle.

« Une pause était prévisible. Mais, par son ampleur, la baisse actuelle dépasse toutes les prévisions », admet-on chez Num. Cette filiale de Télémécanique, spécialisée dans la commande numérique, a beau disposer d'une confortable notoriété chez les utilisateurs, présenter une gamme à peu près cohérente (c'est la faiblesse traditionnelle de l'offre française en la matière) et s'être diversifiée sur des créneaux particuliers restés porteurs (la machine à bois par exemple), elle n'est pas, pour autant, épargnée par les difficultés du moment. Se situant dans la moyenne de la profession, elle n'utilise qu'à 50 % ses capacités de production.

« Le décrochage est particulièrement sévère », analyse-t-on au BIPE. « C'est que la machine-

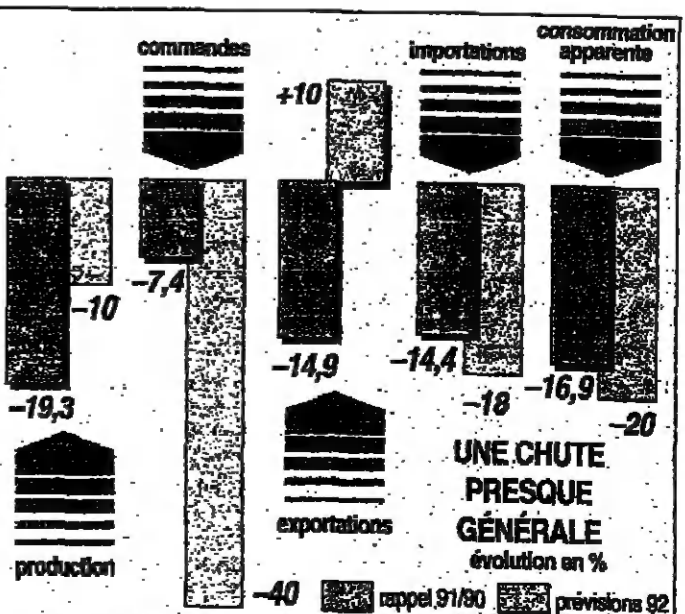
outil n'a pas eu de chance. Le repli conjoncturel est intervenu au moment où le cycle d'investissement arrivait à son terme. Il en a amplifié les effets déprimants. » Dans la machine-outil classique, affectée pour l'essentiel aux fonctions de tournage, fraisage et usinage, les prises d'ordre ont chuté de 40 % en moyenne en 1992, après une année 1991 extrêmement médiocre, estime le SYMAP, le syndicat de la machine-outil.

Les constructeurs se livrent par ailleurs une sévère guerre des prix sur ces produits catalogues. En un an, la dégringolade a atteint les 20 %. Les machines spéciales, faites sur mesure, s'en sortent un peu mieux. De l'avis des experts, les perspectives pour 1993 n'offrent que de très ténus espoirs d'amélioration. Le niveau des stocks est élevé. Le décalage prendra du temps, retardant les effets bénéfiques d'une reprise, encore à l'état d'hypothèse.

Dans cet environnement plutôt morose, la bonne surprise vient du comportement des offreurs français. Contrairement à la crise du début des années 80, on ne recense aucun sinistre majeur dans le secteur. Le groupe Brizard, leader dans l'usage via sa filiale BMO, semble tenir le choc, malgré les difficultés créées par la reprise l'an passé des activités de Sud-Marine.

Les inquiétudes concernant Huron-Graffenstaden, la filiale française de Comau (groupe Fiat) sont en partie levées, l'actionnaire italien ayant décidé de recapitaliser la firme alsacienne. Reste Renault-Toyoda, dont le sort est plutôt incertain. Le japonais Toyota, qui a pris progressivement le contrôle de cet ex-numéro un français des tours et centres d'usinage, avait annoncé en septembre dernier son intention de mettre la clé sous la porte. La décision n'a pas été confirmée par la suite. Le dossier reste en suspens.

Caroline Monnot



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.